

Vive tension en Cisjordanie

LIRE PAGE 5

Le Monde

Fondateur : Hubert Beauv-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Aden, 1,80 DM ; Arabie, 15 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 300 P. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Luxembourg, 27 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Roumanie, 225 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Yougoslavie, 65 d. ;

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
C.C.P. 4287 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le Nicaragua et l'ONU

Le Nicaragua, qui fait face à une agression nettement plus grande des commandos antisandinistes basés au Honduras ou même déjà retranchés sur son propre territoire, a obtenu un demi-succès diplomatique à l'issue d'une semaine de débats houleux devant le Conseil de sécurité des Nations unies.

Les États-Unis, dont l'assistance aux adversaires, civils et militaires, du gouvernement de Managua est à peine clandestine, sont une nouvelle fois apparus isolés pendant ces débats, tout particulièrement face à leurs partenaires d'Amérique latine. L'aggravation des relations entre Washington et ses voisins du Sud, déjà manifeste pendant la longue crise provoquée, il y a un an, par la guerre des Malouines, ne s'est pas atténuée, bien au contraire. La plupart des nations importantes d'Amérique du Sud accueillent avec une réserve polie les accusations virulentes et les contre-accusations des États-Unis aux Nations unies. Ces nations n'approuvent pas nécessairement les positions politiques du gouvernement sandiniste, et bien souvent elles les réprouvent, mais elles n'en condamnent pas moins fermement le soutien de Washington à des groupes armés qui ne cachent pas leur intention de renverser le régime de Managua.

C'est la presse nord-américaine elle-même qui dénonce ce soutien et les violations de la Loi des États-Unis par l'administration Reagan. M. Barnes, représentant démocrate du Maryland, a rappelé à M. Kirkpatrick, au cours d'un débat télévisé, que le Congrès de Washington avait adopté l'année dernière une loi prohibant l'envoi d'armes ou de fonds aux anciens partisans du dictateur Somoza, et il a estimé que la plupart des pays de la région souhaitent régler leurs problèmes sans l'intervention américaine.

M. Kirkpatrick est resté fidèle à sa ligne. Elle dénonce les interventions cubaines et soviétiques en Amérique centrale, et les accusations d'agression extérieure de Managua ne sont, selon elle, qu'une façon de masquer des problèmes intérieurs. Elle a démenti toute aide américaine aux antisandinistes et tout projet américain de déstabilisation du Nicaragua.

Les débats du Conseil de sécurité se sont terminés sans vote de résolution, le Nicaragua n'ayant pas déposé de projet. Mais le représentant de la Grande-Bretagne, qui présidait cette réunion, a créé une certaine surprise en suggérant que M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, puisse être chargé d'une mission de bons offices permettant de mettre sur pied une négociation ou une conférence. Il semble que M. Perez de Cuellar, attendu jeudi à Paris, ne serait pas hostile à une telle mission.

De son côté, le Pérou a proposé un plan de règlement en sept points du conflit entre le Nicaragua et le Honduras. Le plan péruvien insiste sur la nécessité d'un cessez-le-feu immédiat et suggère indirectement d'écarter Washington et La Havane des éventuelles négociations. Le Conseil de sécurité serait chargé de prendre des mesures destinées à surveiller l'application de ce cessez-le-feu et de favoriser l'ouverture d'un dialogue entre les parties intéressées.

Les évêques du Zimbabwe dénoncent les massacres commis par l'armée

Tandis qu'aucun élément de détente n'apparaît dans la crise qui oppose M. Robert Mugabe, premier ministre du Zimbabwe, et Joshua Nkomo, chef de l'opposition, provisoirement réfugié à Londres, la politique du gouvernement de Harare suscite des protestations croissantes.

Quelques jours après que neuf organisations de secours internationales aient fait parvenir à M. Mugabe un rapport sur les atrocités commises par l'armée au Matabeleland, c'est la hiérarchie catholique qui, à son tour, prend publiquement position, pour condamner les massacres « de centaines et de centaines d'innocents ».

Harare (A.F.P.). — Les sept évêques catholiques du Zimbabwe — quatre Noirs et trois Blancs — ont demandé mardi 29 mars au gouvernement de mettre fin au « régime de terreur » imposé par une partie de l'armée aux populations civiles du Matabeleland. La lettre pastorale, publiée à l'occasion de Pâques, fait état de « la mort de centaines et de centaines d'innocents » et de femmes, provoquées par l'armée, volontaire des ravissements. Le texte des évêques est la condamnation publique la plus sévère de la campagne déclenchée depuis janvier dans le Matabeleland contre les « dissidents » du parti de M. Joshua Nkomo, la ZAPU, qui se sont rendus responsables depuis un an de plus de cent meurtres et de nombreux enlèvements. Accusés par le gouvernement de soutenir les dissidents, la ZAPU a toujours démenti.

Dans leur lettre, les évêques déclarent « soutenir entièrement » les efforts du gouvernement pour lutter contre les « dissidents », mais ils condamnent « la mutilation et la mort de centaines et de centaines d'innocents qui ne sont ni des dissidents ni des collaborateurs de ces derniers ». Affirmant avoir la certitude de ces massacres, les évêques se disent « convaincus que nombre d'atrocités et de brutalités arbitraires continuent à être perpétrées ». Cependant, la commission « justice et paix », composée de catholiques, mais indépendante de l'Eglise, a affirmé mardi avoir reçu des assurances de M. Mugabe qu'une enquête était en cours sur ces brutalités commises par l'armée. La commission s'est dite « encouragée » par cette affirmation du chef du gouvernement, faite la veille à Harare à une délégation comprenant deux des signataires de la lettre pastorale.

D'autre part, le journaliste britannique, David Blundy, correspondant du Sunday Times, a annoncé mardi que le gouvernement du Zimbabwe lui avait rendu son passeport et son matériel, confisqués samedi dernier lors d'une perquisition effectuée dans sa chambre (Le Monde du 26 mars). David Blundy a toutefois précisé que les policiers avaient gardé ses notes, également saisies lors de la perquisition.

L'APPLICATION DU PLAN D'AUSTÉRITÉ

Le patronat livrera une dure bataille sur l'assurance-chômage nous déclare M. Gattaz

M. Mauroy a commencé, mercredi 30 mars, sa série d'entretiens avec les partenaires sociaux en recevant le secrétaire général de F.O. Il devait exposer les modalités d'application du plan de rigueur à M. Gattaz, jeudi matin. Le président du C.N.P.F. se déclare prêt à livrer une bataille acharnée contre toute augmentation de la contribution patronale à l'assurance-chômage.

Le gouvernement change de politique. Immuable, le patronat a toujours l'air de se plaindre. « Pas du tout », nous affirme M. Gattaz, président du C.N.P.F. Relisez notre communiqué du 15 juin 1982, dans lequel nous déclarions : « Il faut un changement profond de politique. C'est soit-ci, nous sommes plus gentils. »

Si l'on veut. Après les mesures d'accompagnement à la dévaluation, les patrons français se sont contentés de dire qu'ils allaient « accentuer encore le freinage de l'activité économique », et qu'ils étaient « tout à fait insuffisants pour permettre de gagner la bataille contre le chômage et contre l'inflation, pour l'investissement et pour l'exportation ».

Il y a comme une bonne surprise, avenue Pierre-I-de-Serbie, à voir les socialistes découvrir

quelques vérités économiques : « Ils ont découvert le mot déficit, ils risquent de découvrir le mot faillite », dit M. Gattaz ; or nous, nous vivons avec la crainte permanente des deux. Rappelant que M. Barre avait laissé à son départ 345 milliards de francs dans les caisses de l'Etat, le patron des patrons — toujours apolitique à l'en croire et amoureux des formules — ajoute : « L'Etat vit au-dessus de nos moyens. Les mesures d'austérité étaient donc « inévitables, compte tenu des vingt mois précédents ».

Favorable traditionnellement à la croissance, volontiers protectionniste, le C.N.P.F. serait-il en train de changer ?

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 6.)

Des mesures d'assouplissement pour les touristes

Des divergences sont apparues au sein du Syndicat national des agents de voyage (S.N.A.V.), qui a décidé d'organiser une manifestation à Paris, ce mercredi 30 mars, pour protester contre le plan gouvernemental de limitation du tourisme à l'étranger. Les agents de voyage ayant obtenu des mesures d'assouplissement, le S.N.A.V. était divisé mercredi en fin de matinée sur l'opportunité de la manifestation.

Au vu des premiers résultats des conversations engagées entre les professionnels du tourisme et les pouvoirs publics, certains agents de voyage ont estimé qu'il convenait de renoncer à l'organisation d'une manifestation de rue. Ainsi M. Jacques Maillot, directeur de Nouvelles Frontières, a déclaré : « C'est clair et net, la manifestation n'aura pas lieu car la priorité est à la négociation. Ces négociations devaient se poursuivre mercredi dans l'après-midi ».

Des résultats positifs auraient déjà été obtenus de la part de M. Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget et de M. Cresson, ministre du commerce extérieur et du tourisme.

(Lire la suite page 6.)

A PARTIR DE 1945

Les services secrets français ont utilisé des agents nazis

LIRE PAGE 8 L'ARTICLE DE JACQUES ISNARD

L'OPPOSITION ET L'ÉTUDE DES COMPORTEMENTS

M. Giscard d'Estaing, le cornac et l'éléphant

Pour comprendre le changement, pour déterminer une stratégie, trouver une image, les partis de l'opposition, plus particulièrement ceux qui ont besoin de réaffirmer leur personnalité ou de moderniser leurs méthodes de communication, s'intéressent de plus en plus aux études sociologiques menées par des instituts tels que la Compagnie française d'études et de marchés (Cofrencia).

M. Lionel Stoléru, ancien ministre, quand il a écrit la France à deux vitesses, s'est inspiré des conclusions des deux instituts. Il explique, en effet, que M. Mitterrand, en choisissant de poser pour la campagne présidentielle de 1981 devant un clocher de village alors que M. Giscard d'Estaing apparaissait devant un planisphère, faisait appel à des besoins d'« enracinement » et d'« autonomie » susceptibles de séduire les « groupes sociaux en

émergence ». M. Stoléru, sur la foi de ces travaux, considère que « l'alternance s'inscrivait depuis dix ans dans les courants sociologiques » et que si M. Giscard d'Estaing a pu, malgré tout, l'emporter en 1974, il le pouvait d'autant moins en 1981 qu'il avait « dû » en 1978, « faute d'une majorité suffisante », abandonner les réformes. Ainsi, conclut M. Stoléru, M. Giscard d'Estaing a été « battu » parce qu'il n'a pas pu « faire évoluer la société française au rythme de ses aspirations sociologiques et des nouvelles données du monde ».

De plus près d'un an, l'ancien président de la République consacre beaucoup de temps à étudier les analyses et les tableaux réalisés par la Cofrencia.

Bien qu'il n'ait jamais demandé à voir le profil socioculturel de ceux qui se prononcent en sa faveur ou en sa défaveur d'autres personnalités de l'opposition, M. Giscard d'Estaing s'intéresse aux études de la Cofrencia (voir encadré), dont il est devenu « client ». Il travaille régulièrement avec les ingénieurs de l'institut, notamment M. Gérard Demuth. On ne saurait réduire son intérêt pour ces travaux ni au fait que son fils, M. Henri Giscard d'Estaing, travaille à la Cofrencia, ni au temps libre que lui laisse son état d'ex-président.

Il est vraisemblable que M. Giscard d'Estaing, après avoir voulu symboliser, en 1974, le changement « sans le risque », après être devenu, en 1981, l'homme du passé, cherche non seulement à comprendre les facteurs d'évolution de la société, mais aussi à apparaître dans les années 90 comme un champion du modernisme.

Il ne peut qu'être sensible à des études qui s'attachent à mesurer le changement, à discerner l'évolution des courants, à comprendre les tendances... et qui élaboreront un nouveau langage. Un langage dont il peut s'inspirer, notamment pour confectionner les « slogans » qu'il glisse régulièrement dans ses discours avec la satisfaction d'être repris. L'exemple le plus frappant reste : « Les déçus du socialisme ».

Ces études de la Cofrencia le confortent, d'autre part, dans son

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

(Lire la suite page 7.)

AU JOUR LE JOUR

Parfum

Les efforts des Français font plaisir à voir : l'industrie nationale de la rétro tourne au maximum de ses capacités. Des milliers de parafol aux blouses blanches de rouge, la mobilisation n'épargne aucune catégorie de travailleurs de l'indignation.

Prenez une once de snobisme outragé, un soupçon d'intolérance, un nuage de poudrisme, une pincée de mauvaise foi, et un fort volume d'égoïsme sacré. Mélangez furieusement et vous obtenez — product of France — un de ces parfums qui, ornés d'une faveur tricolore, font fureur sur les marchés extérieurs. Appelez-le : « Inconscience ».

BRUNO FRAPPAT.

L'HISTOIRE DE LA TÉLÉVISION

Dieu, que le passé est joli !

Intoxiqués par leur passé, en perpétuel état de manque, les Français sont toqués, drogués d'histoire. Cette passion dévorante, enragée, a pris depuis peu des proportions démesurées. C'est à peine si les marchands d'images et de papier enlèvent à suivre, à fournir à la demande. Évaluez le nombre et le tirage des revues spécialisées. Regardez dans les librairies et les « self-services » les piles de romans de style Henri II ou Charles X. Feuilletiez les innombrables biographies de ceux, de celles, la mère de Victor Hugo, la femme du Roi-Soleil, la sœur de Joséphine, qui ont joué jadis un rôle à l'avant-scène ou dans les coulisses de l'actualité. Consultez les programmes de la télé, vous serez renversés par des bataillons de récits façon Deauville, de dossiers façon Janniot et de feuilletons façon Tribault, adaptation géniale de l'œuvre de Martin du Gard. Avec la « Zola » de Lorenzi, le modèle de ce qu'on peut faire à l'antenne dans ce domaine.

Cette curieuse manie d'avancer en marche arrière, le regard braqué sur le rétroviseur, les responsables de nos chaînes l'ont si bien battue, encouragée, développée, qu'ils nous ont rendus complètement schizos. Nous en sommes arrivés, dans ce

pays, à établir une différence fondamentale, essentielle, entre la fiction de quatre-vingt-dix minutes et la fiction de deux ou trois fois quatre-vingt-dix minutes. Que ce soit en salle ou à domicile, le film nous invite en effet — et nous trouvons ce normal — à respirer l'air du temps, à renifler les dessous de la politique et des scandales financiers, à traîner dans les commissariats et les couloirs du palais, à suivre des putes qui ressemblent à Nathalie Baye, à se « shooter » avec Juliette Bertho, à se balader à poil et à employer des gros mots. Pas de problème : c'est du cinéma. Et le cinéma, on adore ça.

Le feuilleton, c'est autre chose. Dès qu'on appuie sur le bouton, notre folie d'ancien nous reprend. On redécouvre des obsédés de la poulaine, du cothurne, de la bottine et de la guêre à boutons, des maniques de l'évasion, toujours prêts à s'échapper du quotidien, à fuir les miasmes néo-sébastes de ce siècle finissant, pour s'enfermer dans le bunker de Hitler ou le cage de Louis XI, pour se retrouver à l'air pur, à l'air libre du Second Empire ou pour rêver de la République sous la Monarchie.

CLAUDE SARRAUTE.

(Lire la suite page 21.)

SALLES : VOIR LIGNE PROGRAMME (ATTENTION HORAIRES SPÉCIAUX)

OSCARS HOLLYWOOD 1983

11 NOMINATIONS

Dont

MEILLEUR FILM

Meilleur Acteur

BEN KINGSLEY

Meilleure Mise en Scène

RICHARD ATTENBOROUGH



GANDHI

Scène d'ouverture d'un grand événement pour le monde.

Classement par National Geographic

Classement par National Geographic

Classement par National Geographic

مكتبة القرآن

Le Monde

idées

Pour une politique de recherche

par GILDAS SIMON (*)

UNE fois encore, l'actualité se charge de replacer la question de l'immigration au centre des débats ; malheureusement, il n'est pas sûr que la passion exacerbée des joutes municipales soit la meilleure approche, comme il est à craindre d'ailleurs que, l'alerte passée, le problème ne retombe dans les oubliettes, jusqu'à la prochaine secousse. Il y aurait beaucoup à dire sur la manière dont le sujet a été constamment tamisé, voire occulté, par le pouvoir comme par les médias, plus à la télévision que dans la presse, comme si on craignait de réveiller les démons du racisme et de la xénophobie. Cependant, à force de masquer à l'opinion publique la complexité des situations liées à l'immigration et, par voie de conséquence, les efforts du gouvernement (comme les contrats d'agglomération), on finira par obtenir l'effet inverse de celui recherché, du moins dans les grandes agglomérations. Les taux d'abstention au premier tour des municipales et l'érosion des voix de gauche dans les vieux quartiers populaires ou dans les grands ensembles fortement concernés par l'immigration ont, pour le moins, valeur de signal sur ce point.

Comme tous les grands pays d'appel, République fédérale d'Allemagne, Grande-Bretagne, États-Unis, la France, la société française n'échappera pas à une réflexion de fond sur cette question. Pour dépasser les réactions épidermiques, pour éviter les approches faussées rassurantes (du type : plus de policiers et plus d'éducateurs), pour dégager enfin une véritable politique, cohérente et humaine, il faudrait nourrir le débat de données précises, localisées, actualisées — car l'évolution des comportements peut être rapide, comme le montrent les conflits raciaux dans l'automobile — il faudrait réaliser des bilans, en tenant compte de la diversité des réalités locales et de la complexité des interactions nationales et internationales. Or, dans bien des cas, on ne dispose pas des éléments nécessaires à l'élaboration d'un véritable diagnostic, car les recherches sur l'immigration, ou plus exactement sur les migrations internationales et leurs implications en France, n'ont

pas reçu jusqu'à présent la reconnaissance qui leur serait due. Faisons un rapide bilan de la situation.

Combien de personnes appartenant à un organisme officiel de recherche travaillent à temps plein sur le thème de la migration internationale ? Moins de vingt-cinq pour toute la France ! (1) La majorité des études sont réalisées par des universitaires, des travailleurs sociaux, des étudiants de troisième cycle, qui produisent, souvent, en l'absence de toute aide ou de tous moyens véritables, des travaux de qualité, mais qui restent ignorés du public et des responsables, faute de support pour la publication et la diffusion.

De quel financement disposent les formations officielles (E.R. 110 et Gréso 13 du C.N.R.S.) ? Moins de 250 000 francs en 1982, alors que le budget de la recherche publique et privée dépasse, je crois, les 20 milliards de francs. Bien sûr, on peut ajouter à ces crédits de fonctionnement le produit de quelques contrats sur des thèmes ou des secteurs précis, réalisés en quelque sorte à l'aveugle, par ou pour telle administration.

Le caractère dérisoire des moyens humains et matériels, face à l'urgence et à la gravité croissantes des problèmes, est véritablement l'expression du désintérêt ou de l'occultation du thème migratoire à l'intérieur de toutes les instances de décision, scientifiques et politiques.

Cette absence de politique de recherche, de réflexion critique sur les réalités et de prospective sur les évolutions possibles ne date pas d'aujourd'hui. A la fin du septennat précédent, seules les études sur les retours définitifs des migrants dans leur pays d'origine avaient quelque chance d'être prises en considération, comme si l'immigration n'avait plus depuis longtemps un caractère permanent et structurel. Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, un

(*) Directeur du département de géographie à l'université de Poitiers. Auteur du livre *L'Espace des travailleurs immigrés en France*.

Le fantôme vert

par MICHEL DE LA FOURNIÈRE (*)

IL ne s'agit ni de vert des écologistes ni de celui des Martinis, mais du vert de l'islam, des Arabes, des Maghrébins, comme on les appelle, sans savoir qu'un Marocain d'Agadir est plus différent d'un Tunisien de Gabès qu'un Français d'un Yougoslave.

Sur une toile de fond d'hostilité larvée à l'égard de ces immigrés, renforcée par les grèves d'Aulnay et de Flins, ont poussé les accents de fièvre de la campagne municipale.

C'est ainsi qu'un problème social, relativement ancien et de genèse délicate, s'est transformé en enjeu électoral dans un grand nombre de villes, soit ouvertement par les déclarations xénophobes du Front national, soit insidieusement par les propos en demi-teinte de plusieurs candidats de la droite. La méthode était partout la même : l'insécurité, le chômage, la dégradation de l'environnement à la présence forte de population étrangère. Jamais depuis Vieby on n'avait assisté à une telle poussée de xénophobie. Dans un tel climat, la victoire de la gauche à Dreux et à Marseille a valeur de symbole, mais ne règle en rien le problème.

Que faire, donc, une fois les élections passées ?

La tentation est grande pour la droite, un peu bonteuse de ce que plusieurs de ses candidats ont dit ou laissé dire, de rengainer tout discours sur le sujet et de laisser le gouvernement se débrouiller ; la tentation existe aussi pour la gauche de faire semblant d'ignorer la gravité des problèmes.

Ne pas retenir le couvercle

Je crois qu'il ne faut surtout pas retenir le couvercle, et qu'il faut au contraire profiter de l'émotion révélée par les élections municipales pour prendre le problème à bras-le-corps. Il faut le faire au niveau du gouvernement, bien sûr, mais aussi dans les nouveaux conseils municipaux où siègent désormais des représentants de toutes les familles politiques. C'est à partir de ces assemblées locales que doit être impulsé le dialogue entre toutes les parties prenantes : élus, associations de tous ordres, travailleurs sociaux, immigrés eux-mêmes. Les problèmes en effet, qu'ils soient sociaux, culturels, professionnels, sont d'une complexité telle que le seul fait de les poser correctement est déjà un grand pas vers leur solution.

Revoir le système des attributions d'H.L.M. afin d'éviter de trop fortes concentrations, appliquer les conclusions du rapport Dubedout sur les flots sensibles, multiplier les « zones d'éducation prioritaire » afin de lutter contre l'échec scolaire, bref

(*) Secrétaire national du parti socialiste.

Vivre ensemble

par TAHAR BEN JELLOUN

LE racisme antimaghrébin a pris depuis quelques temps une ampleur et une violence qui n'ont rien à voir avec une poussée de fièvre conjoncturelle. Certes, la crise actuelle exacerbée et lui sert d'alibi. Ce racisme correspond à une angoisse réelle assez répandue : quel que soit le régime politique, la population française ne pourra pas éviter de vivre à côté ou avec ces visages bruns et ces regards qui le dérangent. La présence sur son sol de plus de quatre millions d'étrangers implique que l'avenir de la France est dans le métissage. Français et immigrés sont appelés non seulement à travailler dans les mêmes lieux, à habiter dans les mêmes quartiers, mais aussi à vivre ensemble c'est-à-dire à se mélangier culturellement et socialement. C'est peut-être un fait qui ne se réalisera pas tout de suite. Il n'en reste pas moins que c'est une réalité inscrite dans l'évolution de la société française, une composante importante de son avenir.

Le citoyen de ce pays, non seulement n'est pas préparé à ce changement de paysage, mais est travaillé dans le sens du rejet et de la haine. L'immigration, dans sa composition et son tempérament, a aussi changé : la génération des immigrés antérieurs et résignés qui on allait chercher dans les villages comme du bétail est en train de s'éteindre (1). Les hommes qui ont pris la relève ne l'ont pas fait de gaieté de cœur ; ils ont vécu la misère des parents ; ils ne tiennent pas à la subir de nouveau. Plus exigeants, la nouvelle génération parle, élève la voix et lutte. Certains sont assimilés, d'autres sont en voie de l'être, d'autres enfin se posent la question de l'identité et des racines. Ils sont les plus nombreux et les plus déçus. Pas vraiment admis, encore moins aimés. Leur pays est intérieur, elle est floue ou en instance.

Ils partagent en plus avec les autres la même insécurité physique et psychique : une bombe peut exploser dans la cour d'une école (Marseille) ; un commando peut débarquer dans un domicile de Maghrébins et tuer de sang-froid et à bout portant (Montpellier, le 15 mars 1983) ; des hommes politiques basent leur campagne électorale sur la haine de l'Arabe. Le discours trouve un écho dans la foule. Il faut rendre hommage à la geste de François Gaspard, député, maire socialiste de Dreux

qui, en refusant un nouveau mandat de maire, a voulu protester contre le montage de la violence et de la haine raciales lors des dernières élections municipales. Elle dit : « Les arguments pseudo-fascistes, qui consistent désormais une grande part du « dialogue » politique me donnent le frisson. Nous devons réagir vite. »

Il est aussi important que M. Jacques Delors ait rappelé dans un article du *Nouvel Observateur* du 18 mars cette vérité : « En vingt ans, la population étrangère en France a doublé, pour atteindre 4,3 millions de personnes en 1981. En vingt ans, le produit intérieur brut, c'est-à-dire la richesse nationale, a presque triplé. Je le dis tout net, nous n'aurons plus jamais cette performance sans les immigrés, qui ont travaillé dur pour cela. Et l'on voudrait, aujourd'hui, en faire des boucs émissaires sous prétexte que la croissance forte n'est plus qu'un souvenir ? Cela n'est pas sérieux. »

Rappelons enfin une autre vérité : les pays du Maghreb n'encouragent pas réellement le retour de leurs émigrés. Pour cela, deux raisons. L'une économique : le rapport des devises des 819 473 Algériens tout arrivés dans l'immigration (1,5 milliard de francs) : les 244 472 Marocains, 2 milliards de francs ; les 193 203 Tunisiens, 800 millions de francs ; l'autre raison est politique : le retour massif des travailleurs qui ont connu et pratiqué les règles de la démocratie (syndicat libre, possibilité de faire grève et de manifester, etc.) risque de perturber sérieusement le paysage d'une classe ouvrière contrôlée. Cela dit, même s'il y avait une politique du retour, la crise et ses effets (chômage, inflation) le rendraient difficilement réalisable.

(1) Voir l'exposition itinérante « La rupture » sur des fiches et des cartes individuelles de travailleurs immigrés arrivés en France entre 1939 et 1949. Organisée par l'Association Visages, elle a été présentée au Centre d'action culturelle de Marseillan début mars.

● **ERRATUM.** — *Islam et modernité*. Dans la page idées consacrée à l'islam (*Le Monde* du 25 mars), il fallait lire, sous la plume de Tahar Ben Jelloun, que « le militant de l'Association Visages, elle a été présentée au Centre d'action culturelle de Marseillan début mars ».

Qu'est-ce qu'être français ?

par ALAIN BADIOU (*)

LE gouvernement porte la responsabilité de ce que la campagne pour les municipales ait mis au jour, comme leviers d'opinion face à la crise, des arguments xénophobes, chauvins, et finalement racistes.

C'est en effet lui, à l'occasion des grèves d'O.S. dans l'automobile, qui a, au niveau le plus central, désigné un mouvement social ouvrier selon les catégories de la discrimination nationale et religieuse. Déclarer que les étrangers (on connaît ce vocabulaire) sont des chutes et des gens « étrangers aux réalités sociales du pays » — déclaration de Defferre et de Mauroy — était proprement irresponsable, appelant tout un chacun à mesurer à cette aune problèmes et protestations.

Il faut savoir que le contexte de cette déclaration était une vaste politique de renouveau et de contrôle. L'institution, pour l'admission des Maghrébins sur le territoire, d'un certificat d'hébergement délivré par les maires a donné lieu dans les aéroports à des scènes d'humiliation et de courtoisie portant sur des dizaines de milliers de gens, et dont il a bien fallu à la fin qu'ils soient connus.

D'un autre côté, l'apparence libérale de la régularisation des immigrés sans papiers s'est inversée en chasse aux irréguliers, que M. Defferre se targue d'expulser comme jamais auparavant. Dans sa réalité pratique, la régularisation devient une précaisation.

Enfin, l'hostilité de tous les partis parlementaires au regroupement familial consacre un consensus honteux. Considérer comme « normal » que des travailleurs, à la vie d'exilé et au travail spécialisé, voient leur femme et leurs enfants un mois ou deux dans l'année, et cela pendant vingt ans, relève d'une logique barbare, quel qu'en soit le prétexte.

Et voici que le P.C.F. ressort sa politique de répartition des immigrés, de quotas municipaux, politique de démantèlement communautaire et de déportation administrative dont il est aberrant qu'on tolère même l'idée, et dont on sait ce qu'elle a donné, dans les faits, à Vitry et à Montigny en 1981.

Tout ces faits sont couverts par la notion nouvelle de « raisonnable ». Dans la crise et devant l'effort national qu'elle exige, il serait « raisonnable » de préciser les immigrés, de leur interdire la grève, de traquer les sans-papiers, et de briser

(*) Maître-assistant à Paris-VIII.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75001 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 554 F 767 F 980 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER

(par mandat postal)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

381 F 634 F 887 F 1 140 F

II. - SUISSE, TUNISIE

454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger nos lettres propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
DIPLOMA

une

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

LA VISITE DE M. CHEYSSON EN ASIE DU SUD-EST

La France est prête à livrer une centrale nucléaire au Pakistan

Islamabad. — Le ministre français des relations extérieures, M. Claude Cheysson, devait regagner Paris ce mercredi soir, 30 mars, après avoir passé la journée à Lahore. Il s'était successivement entre-tenus la veille avec son homologue pakistanais, Sahabzada Yaqub Khan, le ministre des finances, Ghulam Ishaq Khan, et, dans la soirée, avec le président pakistanais, le général Zia Ul Haq.

Breve visite — « beaucoup trop brève », avait le ministre, — mais qui, aux yeux de la diplomatie française, n'en revêtait pas moins une importance certaine. D'abord parce qu'il s'agissait de la première visite officielle à ce niveau depuis dix-huit ans, ensuite, parce qu'il s'agissait de corriger l'impression selon laquelle la France privilégiait, en Asie du Sud, ses relations avec l'Inde. Comment mieux y parvenir qu'en tenant aux Pakistanais un langage en tout point semblable à celui utilisé lors des « retrouvailles » franco-indiennes.

Comme avec l'Inde en effet, la France constate le niveau nettement insuffisant — « ridicule », dit M. Cheysson — de ses relations culturelles et économiques avec le Pakistan. De là, la volonté d'en diversifier la nature (c'est-à-dire de ne pas s'en tenir à la vente d'armements nucléaires), à présent, comme « une forme de technologie avancée », d'en accroître le volume (la France n'est que le troisième fournisseur et le treizième client du Pakistan) et d'en rééquilibrer le cours en aidant, autant que faire se peut, notre partenaire à combler ce déficit actuel, afin qu'il puisse, en contrepartie, acheter encore davantage de nos produits.

Le souci est le même, également, de bien marquer que, dans le dialogue Nord-Sud, la France se veut à l'écoute du tiers-monde. Elle s'engage, par exemple, à se faire l'avocat, lors du prochain sommet des pays industrialisés, en mai aux Etats-Unis, de l'appel lancé à New Delhi par les non-alignés. Un appel auquel, insiste M. Cheysson, il est

De notre envoyé spécial

du devoir des pays développés, « même aux prises, eux aussi, avec la crise économique », d'accorder « la plus grande attention ».

Les deux pays notent encore avec satisfaction leur identité de vues, sur certaines grandes questions internationales, comme le Moyen-Orient ou l'Afghanistan. « L'objet principal de ma visite était le Pakistan », a cependant observé le ministre pour justifier sa décision de ne pas sacrifier aux rites de la désormais traditionnelle visite d'un camp de réfugiés afghans. Il est vrai, aussi, ainsi qu'il nous le faisait remarquer, qu'il n'avait pas non plus visité un camp de réfugiés cambodgiens en Thaïlande.

Deux gages

Comme avec l'Inde, on retrouve la volonté de séduire un pays avec lequel la France entend manifestement rattraper le temps perdu et tisser des liens privilégiés, même s'il s'agit d'une œuvre de longue haleine. De cette volonté, la France donne deux gages. D'abord l'assurance que, lors de la réunion du groupe d'aide au Pakistan qui se tiendra en avril à Paris, elle appuiera une nouvelle fois la demande d'Islamabad, en vue d'un second rééchelonnement de sa dette extérieure.

Ensuite et surtout, l'attention accordée aux éventuels besoins du Pakistan en matière nucléaire. « La question a été abordée », confirme M. Cheysson, tant au niveau d'une coopération passée — des plus significatives — que du contentieux, « toujours pendu » (résultant du refus français de vendre, en 1976, une usine de retraitement nucléaire au Pakistan), et, aujourd'hui, du souhait des Pakistanais de se doter d'une centrale nucléaire de 900 mégawatts, projet qui a donné lieu à un appel d'offres international auquel la société française Framatome a été autorisée à répondre.

Pressé de questions sur ce point, le ministre a rappelé que la France n'avait jamais vendu et ne vendrait

jamais de centrale nucléaire en dehors des contrôles prévus par l'Agence internationale de Vienne. Il a toutefois ajouté qu'elle était prête à livrer une centrale à un pays qui, non signataire du traité de non-prolifération, se refusait à voir contrôler l'ensemble de ses installations nucléaires (1).

Complétée par l'affirmation du droit de tout pays d'accéder aux technologies les plus avancées, y compris dans le domaine nucléaire — « à des fins strictement pacifiques », cette précision laissait clairement entendre qu'en cette affaire, la France était bien sur ses rangs. « Nous serions vraiment très heureux d'exporter ce matériel », confiait d'ailleurs, en aparté, M. Cheysson, tout en reconnaissant que la France n'était pas vraiment désireuse, actuellement, d'offrir au Pakistan des conditions financières exceptionnelles.

PATRICK FRANCES

(1) La France n'a pas signé le traité de non-prolifération (T.N.P.). Elle juge en effet dangereuse une attitude trop négative à l'égard des importateurs de technologies nucléaires. En revanche, soucieuse de lutter contre la prolifération, elle soumet ses exportations aux contrôles de l'Agence de Vienne et a participé à l'élaboration des directives du « club de Londres » qui renforcent ces contrôles. Paris — pour les mêmes raisons que son refus de signer le T.N.P. — a refusé d'appliquer la règle dite de « contrôle intégral » (fullscope safeguard), qui consiste à accepter de vendre des technologies nucléaires qu'aux pays qui acceptent des contrôles sur l'ensemble de leurs installations nucléaires. Pour la France, le contrôle ne doit s'appliquer qu'aux équipements fournis, en l'occurrence la centrale de 900 MW.

Paris souhaite en Afghanistan une solution « qui permette aux Soviétiques de se retirer »

De notre envoyé spécial

Islamabad. — Résumant l'entretien qu'il avait eu, mardi 29 mars, avec le chef de la diplomatie pakistanaise, au sujet de l'Afghanistan, M. Cheysson a déclaré à Islamabad : « La France et le Pakistan dénoncent et condamnent la présence de troupes étrangères en Afghanistan. Tout comme la France condamne la présence de troupes étrangères dans n'importe quel Etat souverain, tout comme elle condamne la présence de troupes vietnamiennes au Cambodge ou la présence de Sud-Africains en Namibie. Dans tous ces cas, notre condamnation est identique, ainsi que notre désir de trouver une solution politique qui permettrait aux forces occupantes de se retirer. En ce qui concerne l'Afghanistan, nous souhaitons que les efforts actuels du secrétaire général de l'ONU ou de son assistant spécial, ainsi que les discussions entre le Pakistan et les autres parties concernées, aboutissent à une solution qui permette aux Soviétiques de se retirer. En ce qui nous concerne, nous n'avons rien à proposer car nous n'appartenons pas à cette région et nous ne connaissons pas bien la situation, ce qui n'est pas le cas du Pakistan ».

Interrogé sur les raisons de la présence soviétique, le ministre des relations extérieures a répondu :

LA VISITE DU PRÉSIDENT SIRES ZUAZO A PARIS

La France est disposée à participer au développement économique de la Bolivie

La France est disposée à apporter sa collaboration au développement économique de la Bolivie dans le souci de renforcer le régime démocratique dans ce pays. Elle le fera dans la mesure de ses moyens. Le principe de la création d'une commission bilatérale qui serait chargée d'étudier un certain nombre de projets a été adopté. C'est à la Bolivie de les définir. L'un de ceux-ci, particulièrement ambitieux, consiste à construire un gazoduc qui relierait l'Orient bolivien à l'Atlantique et à la capitale, La Paz. L'Orient et la province de Santa Cruz ont été victimes, ces dernières semaines, d'inondations catastrophiques. Les Boliviens souhaiteraient une aide concrète et rapide de la France pour faire face aux problèmes posés par ce désastre.

Mais il semble qu'aucune aide financière précise ne sera décidée à court terme. L'accroissement, soutenu de part et d'autre, de la coopération économique se fera par étapes et en fonction des besoins exprimés par les Boliviens.

Telles sont les premières indications recueillies, de bonne source, ce mercredi 30 mars. M. Sires Zuazo, le président bolivien qui s'est entretenu mardi avec M. Mitterrand et a assisté dans la soirée à un dîner of-

Pékin relève des « contradictions » dans les propos du ministre des relations extérieures sur le Cambodge

De notre correspondant

Pékin. — Dans une première prise de position, l'agence Chine nouvelle a estimé, mardi 29 mars, que M. Cheysson avait tenu des propos « contradictoires » lors de sa récente visite à Hanoï. Parmi ces « contradictions », l'agence relève, entre autres, l'espoir exprimé par M. Cheysson d'un retrait des troupes étrangères du Cambodge et une déclaration du ministre français des relations extérieures dans laquelle celui-ci indiquait que la France ne souhaitait pas que le départ des Vietnamiens entraîne la répétition des « horreurs sans précédent commises par les Khmers rouges ». (Le Monde du 29 mars).

Il ne fait pas de doute que la visite de M. Cheysson au Vietnam — la première d'un ministre français des affaires étrangères depuis 1978 — a été suivie avec attention par la Chine. M. Tindemann, le ministre belge des relations extérieures, qui a terminé mardi une visite de quatre jours à Pékin, en a eu confirmation au cours de ses entretiens, dans la mesure où il a pu noter la curiosité de ses interlocuteurs à connaître exactement les paroles prononcées par le diplomate français à Hanoï.

Deux raisons au moins expliquent cet intérêt chinois.

La première est que la question cambodgienne tiendra assurément une place importante dans les échanges de vue que M. Mitterrand

et M. Cheysson auront avec les responsables chinois au cours de la visite que le président de la République fera ici dans la première semaine de mai. La seconde est que la position française telle qu'elle s'exprime depuis quatre ans dans les débats aux Nations unies ou telle qu'elle vient d'être encore exposée à Hanoï par M. Cheysson gêne incontestablement l'attitude résolument antivietnamienne de Pékin.

Tout paraît indiquer, en effet, que la Chine, profitant du nouveau levier que lui donne l'ouverture d'un début de dialogue avec l'U.R.S.S., accorde actuellement sa pression diplomatique sur le Vietnam. Dans l'esprit des dirigeants de Pékin, la manœuvre ne peut être que bénéfique, car, ou bien les Soviétiques sont sincères dans leur désir de rapprochement et alors ils finiront par convaincre les Vietnamiens de lâcher du lest au Cambodge, ou bien Moscou continue de faire cause commune avec l'« agresseur » vietnamien et son hypocrisie pourra alors être démasquée.

Durcissement

Cette fermeté de Pékin envers Hanoï est apparue clairement à l'occasion de la visite de M. Tindemann. Délaissant les subtilités du règlement rendu public par Pékin, le 1^{er} mars — prévoyant que la normalisation des relations avec le Vietnam pourrait commencer après un simple engagement de ce dernier à retirer

ses troupes du Cambodge. — M. Wu Xueqian, le ministre chinois des affaires étrangères, a particulièrement insisté sur la nécessité d'un retrait total des troupes de Hanoï. Un tel désengagement militaire du Vietnam est — la clé et la base d'un règlement politique de la question cambodgienne », a affirmé M. Wu. Cela implique, a poursuivi le diplomate chinois, que les « forces patriotiques cambodgiennes renforcent leur unité et intensifient leur lutte contre l'agression vietnamienne ».

Le durcissement de Pékin a sans doute une justification tactique. Mais la Chine perçoit aussi que la cohésion des pays du Sud-Est asiatique n'est qu'apparente et que certains d'entre eux pourraient se laisser, à la longue, du blocage de la situation. La manière dont la Malaisie, l'Indonésie et surtout Singapour ont paru dernièrement intéressés — avant de faire marche arrière — par l'ouverture d'un dialogue entre, d'une part, le Vietnam et le Laos et, d'autre part, l'ASEAN (les trois pays précédemment cités, plus la Thaïlande et les Philippines) a été pour Pékin un signal d'alarme. D'où la nécessité pour la Chine de raffermir les ardeurs vacillantes en mettant davantage son poids dans la balance. Dans une telle perspective, toute tentative, comme celle de la France, d'explorer de nouvelles voies s'écartant du front antivietnamien voulu par Pékin ne peut être que mal reçue par les dirigeants chinois.

MANUEL LUCBERT.

M. Reagan précise publiquement son offre aux Soviétiques

de « solution intermédiaire » pour les euromissiles

Il se confirme que les Etats-Unis ont bien fait à l'Union soviétique, mardi 29 mars, à Genève, des propositions pour une « solution intermédiaire » sur les euromissiles. Cette solution s'écarterait dans un premier temps de l'« option zéro » (banissement de tout euromissile) qui serait cependant maintenue comme « objectif final » (le Monde du 30 mars). Le président Reagan a insisté sur ce point en recevant, mardi, quelques journalistes à l'improviste.

Le président des Etats-Unis devait donner des précisions ce mercredi, dans la matinée (heure locale), avant de quitter Washington pour la Californie. Il traitera à nouveau le sujet jeudi (et non mardi, comme nous l'avons écrit dans le Monde du 30 mars), dans un discours à Los Angeles.

Selon des informations non officielles, la « solution intermédiaire » consisterait à demander aux Soviétiques de démanteler une partie de leurs euromissiles, tandis que les Américains installeraient une partie de ceux qui sont prévus par le programme de l'OTAN. Le point d'équilibre de cette double opération serait fixé d'un commun accord. Dans une seconde phase, les négociations américano-soviétiques reprendraient pour tendre à l'« option zéro ».

Un partage des recherches

Selon les indiscrétions déjà publiées, le négociateur américain à Genève, M. Nitze, devait faire cette offre au négociateur soviétique, M. Kvitsinsky, mardi au cours de la dernière séance de leur actuelle session. Il devait également proposer la reprise des conversations début mai et non début juin comme prévu jusqu'à présent. Cette proposition a bien été faite puisque les deux parties se sont mises d'accord pour une reprise le 17 mai. Comme les journalistes demandaient à M. Kvitsinsky mardi, alors qu'il quittait la réunion, si de nouvelles propositions lui avaient été faites, le négociateur so-

viétique a haussé les épaules et déclaré : « Je ne suis pas très optimiste. Enfin, nous verrons... ».

Outre l'insistance sur le maintien de l'« option zéro » comme « objectif final » (même si la « solution intermédiaire » s'en écarte), le président Reagan fait allusion, dans son entretien avec des journalistes, à son programme pour une nouvelle stratégie antimissiles (le Monde du 25 mars), a suggéré un partage entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. des résultats de leurs recherches pour ce type de défense.

« Si l'on pouvait découvrir et mettre au point une arme défensive qui réduise l'utilité [des fusées offensives] et même les rendre désuètes », a dit M. Reagan, un futur président des Etats-Unis pourrait choisir plusieurs options et même pourrait offrir de fournir le même système [aux Soviétiques] pour leur prouver qu'il n'y a plus aucun besoin de conserver ces fusées [offensives] ».

C'est la première fois qu'une telle suggestion était faite. Cependant, dimanche, le ministre américain de la défense, M. Weinberger, parlant sur la chaîne de télévision N.B.C., avait incité les Soviétiques à développer leurs recherches pour des armes antimissiles. Selon M. Weinberger, une fois que les superpuissances auront atteint l'équilibre pour ce type d'armes, le risque d'un conflit nucléaire serait écarté.

Enfin, s'adressant toujours aux journalistes, M. Reagan a rappelé que les Etats-Unis avaient proposé à l'U.R.S.S. d'améliorer la procédure de vérification des deux traités américano-soviétiques limitant les essais nucléaires (militaires et pacifiques) à moins de 150 kilotonnes. « Ils [les Soviétiques] ont rejeté nos propositions », a dit M. Reagan en réponse à une question. Cependant ces deux traités (de 1974 et 1976) n'ont jamais été ratifiés par le Sénat américain.

A Moscou, sans faire précisément allusion aux informations qui circulaient dès lundi à l'OTAN et à Washington, sur de nouvelles propositions américaines en matière d'euromissiles, les *Izvestia* écrivaient, mardi, que l'U.R.S.S. examinerait « sans préjugé » tout ce que proposeraient les Etats-Unis. — (A.F.P., A.P., Reuter.)

Les socialistes ont-ils été résistants?

par Marc Sadoun

Le rôle des espions au Moyen Age

par Christopher Allmand

Les Païens et leurs Dieux

par Paul Veyne

Le temps des astrologues

par Pierre Thuillier

L'énigme Jean Moulin

Entretien avec Jean-Pierre Azéma



L'histoire
chaque mois
un rendez-vous
avec les grands
historiens
d'aujourd'hui

N° 55

20 F en vente partout

Abonnement : un an 185 F au lieu de 230 F*

Je souscris un abonnement d'un an
(11 N°s dont 2 N°s spéciaux) au prix de 185 F

Nom : _____
Adresse : _____
Je règle par : ☐ chèque bancaire ☐ chèque postal (3 volets) ☐ mandat
à l'ordre de L'HISTOIRE - A retourner, accompagné de votre règlement,
à L'histoire 57 rue de Saint-Georges 75006 Paris.
Etranger 200 FF - Belgique : Soumission 28 Av. Massenet 1190 Bruxelles.
* Prix de vente du numéro. M 55

هكوان الأصل

AMÉRIQUES

APRÈS LA MORT DU DOCTEUR GROSGJEAN AU NICARAGUA

Le gouvernement français insiste sur la nécessité d'une négociation en Amérique centrale

Un hommage a été rendu, mardi 29 mars à Paris, à la mémoire de Pierre Grosjean, le médecin coopérant français tué samedi au Nicaragua. M. Antoine Blanca, ambassadeur itinérant en Amérique latine, a souligné, à cette occasion, que la France « continuera à manifester sa solidarité au peuple nicaraguayen ».

Le gouvernement français « n'a, aujourd'hui, que des raisons supplémentaires » d'agir ainsi, a poursuivi M. Blanca lors de cette réunion, à laquelle participait M^{me} Rosalinda Grosjean, de retour à Paris, venant de Managua avec la dépouille de son mari.

L'ambassadeur a ajouté que le jeune médecin, tué lors d'une attaque dans le nord du Nicaragua où il était en mission pour combattre la lèpre, « était un message de paix et de solidarité ». « Les balles qui l'ont tué », a poursuivi M. Blanca, « sont assassinats, et nous ne l'oublions pas ».

M. Blanca a confirmé que M. Chésson, ministre des relations extérieures, avait fait parvenir à son homologue nicaraguayen, le Père Desoto, une lettre personnelle où il soulignait la profonde générosité qui animait le docteur Grosjean « et la fraternité nouvelle qui lie désormais le peuple nicaraguayen au peuple français ».

M^{me} Grosjean, d'origine brésilienne, a déclaré que son mari avait été victime des « commandos somozistes (...) équipés et financés par le gouvernement des Etats-Unis ». Leur objectif, a-t-elle poursuivi, « est d'étouffer la révolution nicaraguayenne », et, pour ce faire, ils n'hésitent pas à « s'en prendre aux populations civiles ».

M. Pierre Mauroy a indiqué, pour sa part, dans une déclaration, que Pierre Grosjean « était tombé vic-

time des bandes de mercenaires armées et entraînés à l'étranger » qui « tentent de déstabiliser le régime nicaraguayen issu du mouvement populaire qui renversa une tyrannie internationalement condamnée ».

Quant au ministère des relations extérieures, il a déclaré, dans un communiqué, que le « gouvernement français souligne l'impérieuse nécessité de résoudre par le dialogue et la négociation, hors de toute action étrangère de déstabilisation, les conflits de cette région » (le Monde du 30 mars).

« Le gouvernement français doit condamner les agressions contre le Nicaragua », ont déclaré, mardi 29 mars à Strasbourg, les amis du docteur Pierre Grosjean. Selon le docteur Christian Michel, également membre du Comité de coordination scientifique et technique France-Nicaragua, ami de son confrère et qui a séjourné à plusieurs reprises dans la région où le docteur Grosjean a trouvé la mort, les incursions des forces somozistes à partir du territoire hondurien « sont soutenues et financées par les Etats-Unis et l'Argentine ». L'armement de ces forces provient, selon le médecin, d'Israël.

« L'ambassadeur du Nicaragua en France, M. Alejandro Serrano, a exprimé au « gouvernement et au peuple de France » ses « sentiments de douleur » après la mort du docteur Grosjean.

« Plusieurs organisations françaises de solidarité avec le Nicaragua appellent à un rassemblement silencieux le jeudi 31 mars, à 18 heures, à Paris, place de la Concorde, pour « protester contre le redoublement des agressions perpétrées au Nicaragua par les somozistes ».

Managua dénonce de « nouvelles agressions » de l'armée du Honduras

Managua (A.F.P.). - L'aviation nicaraguayenne a bombardé dimanche 27 mars pour la première fois une piste d'atterrissage utilisée par les groupes somozistes dans la zone frontalière avec le Honduras, a annoncé ce mercredi 30 mars le ministre nicaraguayen de l'intérieur, le commandant Tomas Borge.

Il s'agit d'un « coup extraordinaire » pour l'aviation modeste du Nicaragua, a dit le commandant Borge, qui n'a cependant pas chiffré les pertes somozistes lors de l'opération. Il a affirmé qu'une piste simi-

laire existait en territoire hondurien, près de la frontière, où pouvaient atterrir petits avions et hélicoptères. « Notre aviation, a-t-il ajouté, a également attaqué de petites concentrations ennemies près de l'embouchure du Rio Baey, fleuve frontalier avec le Honduras ». Avec ce type d'attaques, a estimé le ministre, « les actions des éléments infiltrés et leur approvisionnement à partir du Honduras se trouvent sérieusement entravés ».

« L'armée hondurienne s'est rendue coupable de nouvelles agressions militaires contre le Nicaragua », affirme d'autre part un communiqué du gouvernement nicaraguayen. Le ministère des affaires étrangères a indiqué qu'il allait envoyer une nouvelle note de protestation au Honduras, dénonçant une attaque de militaires honduriens « au mortier et au fusil » contre deux postes frontaliers nicaraguayens. Les faits se sont produits dans le département de Chinandega (nord-ouest du Nicaragua). Dimanche, un conducteur d'une ambulance de la Croix-Rouge a été tué par les commandos antisandinistes dans le département de Nueva Segovia, dans le nord, selon les autorités nicaraguayennes, qui affirment que les agresseurs « se sont retirés au Honduras, après avoir été repoussés par les troupes sandinistes ».

« Le Honduras a demandé, mardi 30 mars, la médiation de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) dans le différend qui l'oppose au Nicaragua. Le ministre hondurien des affaires étrangères, M. Paz Barrios, a appelé les pays d'Amérique centrale à ouvrir un « processus de négociation régionale ». Mais il n'a fait aucune allusion à la proposition du Nicaragua d'un sommet entre leurs deux pays. (A.F.P.)

« Le Costa Rica souhaite examiner avec le Nicaragua le problème des « incursions de soldats nicaraguayens sur son territoire » lors d'une réunion ministérielle qui devrait avoir lieu le 4 avril, a indiqué, mardi 30 mars, le ministre costaricien des affaires étrangères. Le ministre a précisé qu'il attendait l'accord de Managua sur la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion. Il demande encore que soit inscrit à l'ordre du jour la délimitation de la frontière et la question de la libre circulation sur le fleuve San Juan, qui sépare les deux pays sur une partie de son cours. - (A.F.P.)

Brésil

LE NOUVEAU GOUVERNEUR DE L'ÉTAT DE RIO VEUT POURCHASSER LES « ESCADRONS DE LA MORT »

Rio-de-Janeiro (A.F.P.). - Le nouveau gouverneur social-démocrate de l'Etat de Rio, M. Leonel Brizola, a déclaré la guerre, le mardi 29 mars, aux « Escadrons de la mort », responsables de dix-neuf exécutions à Rio, au cours des huit dernières heures, dont treize pour la seule journée de dimanche. Ces groupes de « justiciers » se chargent de remédier « aux lenteurs de la justice » en assassinant dans les banlieues de Rio ceux qu'ils qualifient de « lie de la société ».

« Il faut que tout soit éliminé », a déclaré M. Brizola, qui est entré en fonction le 15 mars, en même temps que les autres gouverneurs membres de l'opposition. M. Brizola, leader du parti démocratique du travail (P.D.T.), est lié à l'Internationale socialiste.

L'organisation des « Escadrons de la mort », très active contre l'opposition politique pendant la dictature, a éclaté, semble-t-il, en un nombre indéterminé de commandos et de milices qui protègent certains commerçants contre les petits et moyens délinquants, et dont feraient partie un certain nombre de policiers. Leurs victimes ont les mains enchaînées par des menottes; leurs corps sont criblés de balles et assez souvent ils portent des traces de torture.

Plusieurs des assassinats enregistrés à Rio ces derniers jours portent la « signature » de l'escadron et les victimes sont, semble-t-il, de petits délinquants de banlieue. Des dizaines de policiers tentent de mettre la main sur l'un des chefs de cette organisation, surnommée Quindim (nom d'un petit gâteau brésilien) et qui serait assisté d'un membre de la police militaire et de deux inspecteurs de police.

AFRIQUE

Lendemain d'insouciance en Zambie

III. - Un fou de Dieu

De notre envoyé spécial Jean-Pierre LANGELLIER

Nkumbula, de se présenter contre lui à l'élection présidentielle.

Admirateur de Mao et de Gandhi, à qui il emprunte l'arme de la « désobéissance civile », K.K. recherche l'impossible synthèse entre les valeurs chrétiennes et la tentation égalitaire, entre l'idéal non violent et la rupture révolutionnaire. L'humanisme, promu doctrine officielle et proche à certains égards de notre christianisme social, reflète cette quête illusoire et presque pathétique. D'un côté une pensée politique généreuse mais confuse, empreinte souvent de paternalisme.

Des incantations humanistes

Partisan des mutations progressives et des évolutions pacifiques, K.K. n'a pas brisé le moule économique hérité de l'histoire, mais s'est contenté de plaquer sur lui un appareil d'Etat envahissant. Avec sa certitude de sociétés partielles, la Zambie est le troisième consortium industriel du continent. Ni les structures, ni les mentalités, ni les habitudes de vie n'ont été décolonisées. Le socialisme de droit divin inspiré par K.K. n'a pas, malgré la création d'un parti de masse, mobilisé en profondeur les énergies. Il sombre dans une bureaucratie pesante et engourdie où prospèrent les élites courtisanes. On ne peut évidemment résoudre à coup d'« incantations humanistes » les problèmes économiques de la Zambie. Est-ce pour masquer cette impuissance que M. Kaunda part soudain s'entretenir l'an dernier du « socialisme scientifique » ? Il annonce son introduction prochaine - comme discipline d'enseignement obligatoire - dans les écoles primaires. Ce projet déchaîne

la tempête parmi les Eglises, peu disposées à rendre un hommage, fût-il scolaire, à celui qui tenait la religion pour l'« opium du peuple ».

Après tout, observe un jeune chrétien, le socialisme scientifique, c'est le marxisme endimanché.

A soixante ans, K.K. n'a ni dauphin ni prétendant avoué. Survivant de nombreuses crises, il concentre entre ses mains tous les pouvoirs - en vertu d'un état d'urgence jamais aboli - mais c'est un homme seul, mal obéi, influençable et souvent indécis. Ses louvoisements engendrent parfois l'incohérence, notamment dans le domaine économique. Le secret de ses valse-béatitudes réside sans doute dans une immense difficulté à trancher. Qu'il s'agisse de choisir entre deux politiques, de sanctionner des fautes ou de tourner le dos à l'adversaire.

K.K. croit, en dernier ressort, aux bienfaits du dialogue, fût-ce avec le diable sud-africain. Il se limoge pas ses ministres, mais il les permet.

Depuis vingt ans, les mêmes hommes, au gré des remaniements, jouent aux quatre coins dans les aléas du pouvoir. Quelques-uns, souvent brillants et encore jeunes, tels MM. Alex Chikwanda, ancien ministre des finances, ou Vernon Mwaanga, qui fut ambassadeur à Moscou à vingt et un ans, ont tiré leur révérence et rejoint le secteur privé. Devenus des *aparumbas* (gros bourgeois), ils appartiennent à une opposition libérale et feutrée, qu'on regroupe sous l'étiquette trop commode de « droite intellectuelle ». Ils sont en réserve de l'Etat, avant qu'on refuse éventuellement d'appeler à eux un jour ou l'autre.

K.K. a su satisfaire les aspirations régionales tout en fortifiant l'unité nationale. Descendant d'une famille malawite immigrée au début du siècle, il ne s'identifiait à aucune des grandes tribus, et il put contenir plus facilement les luttes d'influences ethniques. Cet astucieux stabilisateur du régime et fuyant de graves affrontements à un pays sans véritables racines ni cohésion, où vivent quelque soixante-dix tribus bantoues, et dont la silhouette saugrenue témoigne qu'il fut taillé à coups de serpe par le colonisateur.

Mgr Emmanuel Milingo, archevêque de Lusaka, rappelle à Rome depuis un an (le Monde daté 13-14 mars), se montra le plus ferme en qualifiant le dessein gouvernemental d'« extrême inacceptable ». Dans une lettre pastorale d'août 1979, les Eglises chrétiennes avaient déjà clairement condamné le socialisme scientifique. Cette doctrine, rappellent-elles, en avril dernier, « méconnaît les droits de l'homme, nie les libertés et concentre le pouvoir dans les mains d'une minorité ». Les fidèles furent invités, en signe de protestation, à observer « une journée de jeûne et de prières ».

Le pouvoir, qui se veut apaisant, a mis une sourdine, ces derniers temps, à sa croisade pour le socialisme scientifique. « Les Eglises s'inquiètent à tort, assure d'un ton patelin, M. Reuben Ka-manga, président de la commission politique du comité central de l'UNIP. Y a-t-il meilleur chrétien que K.K. ? ». Et M. Kaunda d'ajouter : « Le marxisme-leninisme existe dans une grande partie de l'humanité. Mao a fait des choses formidables. Pouvons-nous l'ignorer ? Nous ne voulons pas l'adopter comme idéologie, mais en faire un objet d'études au même titre que les autres philosophies ». « A qui ferait-on croire, rétorque un opposant, qu'un gamin de dix ans est digne de comparer des doctrines ? ». Beaucoup de bruit pour rien ? Pas tout à fait. Les Eglises, soutenus par les syndicats, sont une force redoutable, jalouses de leur rôle spirituel et moral, qu'il faut d'autant plus ménager que la Zambie vit une année électorale. Les scrutins législatif et présidentiel auront lieu probablement entre octobre et décembre 1983. Sans se mêler ouvertement au débat politique, les hommes d'Eglise pourraient, si on les défait un peu trop, conseiller discrètement l'abstention à leurs ouailles.

Or M. Kaunda, qui briguera un cinquième mandat, souhaite être « massivement réélu » et faire beaucoup mieux qu'en 1978 (il avait alors recueilli 65 % de « oui » pour un pourcentage de participation du même ordre). L'UNIP a donc orchestré pendant des mois une cam-

pagne sur le double thème : « Inscrivez-vous sur les listes électorales », « achetez la carte du parti ». Pour obtenir une progression satisfaisante du nombre des électeurs, il fallut repousser la date limite d'inscription, ce qui en dit long sur l'apathie des Zambiens. On dut aussi calmer l'ardeur de certains militants trop zélés qui insinuaient l'accès des lieux publics à toute personne dépourvue de la précieuse carte de l'UNIP. Voilà donc un parti unique, dont la « vieille garde » - ethniquement équilibrée - aimait bien se refaire une virginité politique aux moindres frais. Il lui serait si commode de « durer » ses slogans au nom d'un « socialisme scientifique », qui a le double avantage de purifier la doctrine tout en renforçant l'empire de la classe au pouvoir. Les jeunes « idéologues », souvent formés en Europe de l'Est, possèdent naturellement à la rose.

Pourtant, l'influence de l'Union soviétique - qui n'a pas de véritable « clientèle », au sein du comité central - demeure modeste. Comme c'est souvent le cas en Afrique, elle s'exerce surtout dans le domaine militaire. La Zambie, qui prévoyait une guerre plus longue en Rhodésie, acheta seize Mig et des Sam-7. Cent cinquante conseillers soviétiques forment les pilotes, protègent les sites de missiles et entretiennent le matériel. Une partie d'entre eux doivent quitter la Zambie, mission accomplie, dans les prochains mois. Lusaka rembourse sa dette militaire à l'U.R.S.S. par des paiements en dollars et - murmure-t-on sans pouvoir l'affirmer - en lui livrant du cobalt. La majorité des Allemands de l'Est, quant à eux, sont des techniciens agricoles.

Depuis la découverte d'une tentative de coup d'Etat en octobre 1980 (3), on dit K.K. fort préoccupé de sa propre sécurité. Les services secrets du « Special Branch » ont été domiciliés dans une imposante bâtisse de cinq étages et renforcés leur surveillance des quelques centaines de personnes qui composent l'élite politique. La création prochaine d'un conseil de la presse qui, sous l'autorité du comité central, pourra sanctionner les journalistes « irresponsables » est une autre signe de durcissement. (L'Etat possède pourtant déjà les deux quotidiens nationaux). Malgré tout cela, la Zambie n'est pas un Etat policier, et son peuple, chaleureux et volubile, parle sans crainte à l'étranger de passage.

Homme de principes, K.K. reste, en tout cas, fidèle depuis trente ans au combat contre le racisme et l'apartheid. Hanté par la peur d'un embrasement général en Afrique australe, il n'a jamais totalement rompu avec cette « tribu blanche » du Sud dont l'obstination semble le fasciner autant qu'elle l'inquiète. « Il faut nous expliquer l'écoulement de la Zambie », dit-il. « Le Monde du 17 mars ». Sa rencontre avec M. Botha, il y a un an, n'a pourtant guère amadonné Pretoria.

Avec sa petite armée de 16 000 hommes, la Zambie n'est pas en mesure, il est vrai, d'imposer ses conditions. Elle évite de provoquer ce trop puissant partenaire. A Lusaka, le siège de l'ANC - le principal mouvement nationaliste sud-africain - n'abrite plus qu'une équipe administrative, les militants ayant trouvé refuge en Angola. En outre, la Zambie hérite, comme ses voisins, d'une économie orientée vers le Sud. Pretoria reste son deuxième partenaire commercial, et le trafic zambien transite pour 60 % dans les ports sud-africains. Une dépendance qui fait réfléchir.

La bataille contre l'apartheid se poursuit, mais Kenneth Kaunda, comme d'autres dirigeants depuis trop longtemps en place, semble mal préparé aux nouveaux combats de l'Afrique, moins nobles mais tout aussi nécessaires. Il fut l'homme de l'émancipation politique. Est-il celui du redressement économique ? La Zambie, malade de son avenir, a moins besoin aujourd'hui d'un illustre rassembleur que d'un rigoureux gestionnaire.

FIN

- (1) Avec MM. Sekou Touré (Guinée), Julius Nyerere (Tanzanie), Ka-manga Banda (Malawi) et Houphouët Boigny (Côte-d'Ivoire).
- (2) Cette secte religieuse, dont les membres refusent de voter et de s'inscrire au parti, se révolta au lendemain de l'indépendance et fut matée au prix de sept cents morts.
- (3) Sept comploteurs, accusés de trahison, ont été condamnés à mort le 20 janvier dernier et seront vraisemblablement graciés (le Monde du 22 janvier).

APRÈS SA VISITE EN FRANCE

M. Kaunda est l'hôte officiel des Etats-Unis

Venant de Paris, où il a achevé mardi 29 mars une visite officielle de travail de deux jours en France, M. Kenneth Kaunda, président de la République de Zambie, est arrivé le même jour à Washington, où il séjournera jusqu'à samedi en visite officielle. M. Kaunda, qui devait être reçu mercredi par M. Reagan, est le premier dirigeant d'un pays de la Ligue de front (Tanzanie, Mozambique, Angola, Botswana, Zambie, Zimbabwe) à effectuer une visite officielle aux Etats-Unis depuis l'arrivée du président Reagan à la Maison Blanche.

Avant de quitter la France, le président zambien, qui a tenu une conférence de presse, a indiqué que le problème namibien avait figuré au centre de ses entretiens à Paris. Il s'est félicité de l'attitude de la France, membre du groupe de contact occidental, qui - contrairement au gouvernement américain - rejette tout lien entre l'indépendance de la Namibie et le départ des

Cubains d'Angola. Il a toutefois demandé à la France de faire davantage pression sur ses partenaires.

Evocant le second objectif de sa tournée - obtenir une aide accrue pour la Zambie, frappée par une crise économique aigüe - M. Kaunda a lancé un appel aux hommes d'affaires français pour qu'ils investissent dans son pays, dont la dette extérieure s'élève, selon lui, à 3 milliards de dollars.

Le président zambien a également dit que son pays se pouvait rembourser ses dettes à cause des hausses des prix du pétrole, de la baisse des prix du cuivre et des importations. Le conseil d'administration du Fonds monétaire international doit examiner, le mois prochain, un plan de redressement, et M. Kaunda a indiqué qu'il avait reçu un accueil favorable à sa demande de rééchelonnement des dettes de la Zambie au sein du Club de Paris.

NATIONS UNIES

SELON L'ONU

Les engagements d'aide aux pays les plus pauvres n'ont pas été tenus

Genève (A.F.P.). - Les trente-six pays les plus pauvres du monde n'auront reçu en 1983 qu'un peu plus de la moitié de l'aide au développement promise par les pays donateurs à la conférence de Paris de septembre 1981 (le Monde du 16 septembre 1981), indique un rapport de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) publié le 29 mars à Genève.

Ce document, préparé pour la sixième réunion de la CNUCED en juin à Belgrade, rappelle que les pays développés s'étaient, à quelques exceptions près, engagés à Paris soit à doubler leur aide aux pays les moins développés (P.M.A.), soit à porter celle-ci à au moins 0,15 % de leur produit national brut. Cet effort, qui devait permettre de doubler le revenu des P.M.A. au cours des années 80, impliquait que l'aide au développement atteigne pour les P.M.A. 14 milliards de dollars (100 milliards de francs environ) en 1985. Or, sur la base des engagements pris depuis septembre 1981, ce chiffre ne sera que de 8,1 milliards de dollars

(58 milliards de francs). Selon le rapport, les statistiques de 1981 montrent que « l'aide publique au développement octroyée aux pays les moins développés a diminué en termes courants et en termes réels ». La situation est d'autant plus grave que les recettes d'exportation des P.M.A. ont parallèlement diminué de 10 % en 1981, tombant de 7,4 à 6,6 milliards de dollars.

Quatre pays industrialisés (Pays-Bas, Norvège, Suède, Danemark) et quatre pays pétroliers (Koweït, Qatar, Arabie Saoudite et Emirats arabes unis) ont accordé en 1981 plus de 0,15 % de leur P.N.B. à l'aide au développement.

Certains pays (Etats-Unis, Nouvelle-Zélande et pays communistes européens) n'avaient pris aucun engagement. Les autres donateurs avaient promis soit de porter leur aide aux P.M.A. à au moins 0,15 % de leur P.N.B., soit de la doubler. Parmi ces derniers, l'aide aux P.M.A. en 1981 atteignait 0,119 % du P.N.B. en France, 0,120 % en R.F.A., 0,051 % au Japon et 0,112 % au Royaume-Uni.

Contre le racisme et l'apartheid

Le pouvoir, qui se veut apaisant, a mis une sourdine, ces derniers temps, à sa croisade pour le socialisme scientifique. « Les Eglises s'inquiètent à tort, assure d'un ton patelin, M. Reuben Ka-manga, président de la commission politique du comité central de l'UNIP. Y a-t-il meilleur chrétien que K.K. ? ». Et M. Kaunda d'ajouter : « Le marxisme-leninisme existe dans une grande partie de l'humanité. Mao a fait des choses formidables. Pouvons-nous l'ignorer ? Nous ne voulons pas l'adopter comme idéologie, mais en faire un objet d'études au même titre que les autres philosophies ». « A qui ferait-on croire, rétorque un opposant, qu'un gamin de dix ans est digne de comparer des doctrines ? ». Beaucoup de bruit pour rien ? Pas tout à fait. Les Eglises, soutenus par les syndicats, sont une force redoutable, jalouses de leur rôle spirituel et moral, qu'il faut d'autant plus ménager que la Zambie vit une année électorale. Les scrutins législatif et présidentiel auront lieu probablement entre octobre et décembre 1983. Sans se mêler ouvertement au débat politique, les hommes d'Eglise pourraient, si on les défait un peu trop, conseiller discrètement l'abstention à leurs ouailles.

Or M. Kaunda, qui briguera un cinquième mandat, souhaite être « massivement réélu » et faire beaucoup mieux qu'en 1978 (il avait alors recueilli 65 % de « oui » pour un pourcentage de participation du même ordre). L'UNIP a donc orchestré pendant des mois une cam-

POUR LE
DE REFERENCE

ATRAV
Argentine

Chili

PARA
TIRA

EUROPE

PROCHE-ORIENT

Pologne

UN OUVRAGE DE RÉFÉRENCE

La nouvelle était d'importance et, ne s'y trompant pas, la presse de Varsovie l'a annoncée, mardi 29 mars, en première page : le général Jurek vient de trouver un éditeur.

L'exploit n'est pas mince dans un pays où, pénurie de papier aidant, les écoles ont du mal à se procurer des manuels scolaires, mais après tout — et contrairement aux ouvrages semblables de MM. Jivkov, Husak ou Ceausescu — ce recueil de discours sera d'une lecture particulièrement instructive.

D'une allocution à l'autre, on pourra en effet y étudier l'art de briser l'espoir d'une nation en trois étapes. Une offre de trêve d'abord (février 1981), discours d'investiture comme premier ministre à un adversaire qui ne demandait que le respect des engagements pris et pouvait se croire en position d'attaqué. Une proposition ensuite (octobre 1981), discours d'élection comme premier secrétaire du parti d'accord national à laquelle ne sera donné aucun contenu, mais qui brouillera les cartes. L'heure du bilan enfin (au début du 13 décembre 1981) : « Je vous annonce qu'en ce jour nous avons constitué un conseil militaire de salut national... »

Imprimeurs clandestins arrêtés

Reste à savoir si les librairies polonaises vont être prises d'assaut. En attendant, les autorités ont arrêté neuf imprimeurs clandestins et de tracts clandestins qui s'étaient constitués un stock d'une tonne de papier. Elles ont également arrêté, mardi, le procès de neuf animateurs du comité ouvrier inter-entreprises Solidarité, l'une des principales organisations clandestines de Varsovie. La clandestinité, pour sa part, a décidé d'appeler à manifester le 1^{er} mai, « jour de la fête du travail et non d'hommage aux autorités ».

B. G.

Le Bureau international du travail (B.I.T.) a démenti mardi 29 mars que M. Gunter Engelmeier, le syndicaliste autrichien qui avait rencontré lundi M. Lech Walesa (le Monde du 30 mars), l'eût fait en qualité de représentant de l'Organisation internationale du travail. — (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

LES PARENTS DES SOLDATS ARGENTINS enterrés par les forces britanniques aux Malouines pourront s'y rendre pour rendre hommage à leurs défunts, a-t-on appris, mardi 29 mars, de source diplomatique à Montevideo. Cette mesure a été adoptée grâce aux missions de bons offices entreprises par l'Uruguay et la Croix-Rouge internationale auprès des autorités britanniques. Par ailleurs, plus de 500 Britanniques, parents des soldats de la Task Force tombés au cours de la guerre des Malouines et enterrés sur place, sont attendus à Montevideo pour se rendre dans l'archipel. Selon les bilans officiels, 1 798 soldats argentins ont été tués, blessés ou portés disparus au cours de ce conflit ; côté britannique, 131 soldats ont été tués ou portés disparus et 150 autres blessés. — (A.F.P.)

Chili

LE GOUVERNEMENT a ordonné mardi 29 mars, la reléga-

tion dans le nord du pays de trente-quatre personnes arrêtées lors des manifestations antigouvernementales de jeudi 24 mars. Les trente-quatre détenus devront demeurer trois mois à Pisagua, à la frontière péruvienne, à 2 000 kilomètres au nord de Santiago. Deux cent trente personnes, dont deux prêtres catholiques, avaient été arrêtées.

Espagne

DEUX POLICIERS ESPAGNOLS ont été condamnés par un tribunal pour « tortures » sur la personne d'un indépendantiste basque, a-t-on appris à Bilbao, le mardi 29 mars. Ils ont été condamnés à dix mois d'arrestation et à l'interdiction d'exercer la fonction de policier et une amende. Un troisième policier a été acquitté. Le 30 juillet 1982, de lourdes peines (de douze à quatorze ans de prison) avaient été prononcées contre trois gardes civils, qui avaient torturé à mort à Almería, en Andalousie, trois jeunes gens qu'ils soupçonnaient d'appartenir à l'ETA militaire. — (A.F.P.)

MECANIQUE + ELECTRONIQUE
PROTECTION
RENFORCEE

TIRAGES DIAPOS
EN 13x18 OU 18x24 - RECAORAGE - CORRECTIONS
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris-12^e - ☎ 347.21.32

La Haute Cour de Londres a annulé mardi 29 mars le verdict de suicide rendu l'été dernier par un jury d'enquête sur la mort du banquier italien Roberto Calvi et a décidé la réouverture d'une enquête judiciaire. Cette décision, qui répond aux souhaits de la famille du président du Banco Ambrosiano, intervient au lendemain de la publication à Milan du rapport des experts italiens qui présentent l'hypothèse du suicide comme la plus vraisemblable (le Monde du 30 mars).

PH. P.

ITALIE

LES SUITES DE L'ENQUÊTE SUR L'ATTENTAT CONTRE LE PAPE

Les avocats de M. Antonov contestent les accusations portées contre leur client par Ali Agca

De notre correspondant

Rome. — Les avocats de M. Antonov, le fonctionnaire de la Balkan Air accusé de « participation active » à la tentative d'assassinat du pape Jean-Paul II, ont révisé mardi

29 mars les éléments qu'ils ont réunis tendant à prouver qu'Ali Agca, auteur de l'attentat et principal accusé de leur client, avait fait de fausses déclarations. Les avocats de M. Antonov devaient introduire ce mercredi une requête pour la libération provisoire du fonctionnaire bulgare, déjà refusée à deux reprises.

Ambiguïtés et contradictions

Les avocats ont exposé les ambiguïtés, les contradictions, voire les sottises contenues, selon eux, dans les propos d'Ali Agca. Agca avait notamment affirmé que le 10 mai 1981, trois jours avant l'attentat, il avait participé à une réunion dans l'appartement de M. Antonov pour mettre au point les détails de son action. A cette réunion avaient assisté, selon lui, outre M. Antonov et deux Bulgares de l'ambassade de Rome (actuellement à Sofia), la femme et la petite fille du fonctionnaire de la Balkan Air.

Or, selon les avocats, M. Antonov, dont le permis de séjour expirait le 9 mai, serait reparti le 8 en voiture et aurait passé la nuit du 8 au 9 dans un motel en Yougoslavie. Les avocats ont présenté la note de l'hôtel authentifiée par les autorités yougoslaves. M. Antonov, qui, au début, avait déclaré au juge d'instruction que sa femme se trouvait à Rome le 13 mai, se serait trompé de date.

PH. P.

Le Haute Cour de Londres a annulé mardi 29 mars le verdict de suicide rendu l'été dernier par un jury d'enquête sur la mort du banquier italien Roberto Calvi et a décidé la réouverture d'une enquête judiciaire. Cette décision, qui répond aux souhaits de la famille du président du Banco Ambrosiano, intervient au lendemain de la publication à Milan du rapport des experts italiens qui présentent l'hypothèse du suicide comme la plus vraisemblable (le Monde du 30 mars).

Israël

Le Jour de la terre est célébré par les Arabes dans un climat de vive tension

De notre correspondant.

Jérusalem. — De nombreux renforts de la police et de l'armée ont été déployés, le mercredi 30 mars, aussi bien en Israël que dans les territoires occupés, où les populations arabes célèbrent le Jour de la terre. En Cisjordanie, l'effervescence est particulièrement grande en raison de l'étonnante affaire d'intoxication collective dont la ville de Jenine a été la théâtre depuis plusieurs jours. Le couvre-feu a été de nouveau imposé dans cette agglomération le 29 mars alors que soixante-dix personnes, des adultes cette fois, ont été hospitalisées. Mais les autorités israéliennes continuent à mettre en doute la réalité de ce mal mystérieux, ce qui ne fait qu'accroître les tensions. Les incidents de violence ont été nombreux, les incidents de violence ont été nombreux, les incidents de violence ont été nombreux.

Des réactions psychosomatiques

En Galilée, la seule partie d'Israël où la population arabe est majoritaire et où des conflits sont toujours fréquents à propos de la répartition des terres — relativement beaucoup plus favorable à la population juive — plusieurs initiatives ont été prises depuis le début de l'année par des représentants de localités arabes et juives de la région pour essayer de limiter les frictions entre les deux communautés. Mais le ressentiment des Arabes tend à se développer d'autant que l'armée a annoncé en janvier la réquisition temporaire d'importantes surfaces de terres agricoles appartenant à des Arabes pour les transformer en champs de manœuvres. Dernièrement, la décision d'accorder de nouvelles allocations aux familles nombreuses, dont les Arabes ne peuvent bénéficier sous prétexte qu'ils ne servent pas dans l'armée israélienne, alors que les religieux juifs ultra-orthodoxes, qui, eux, non plus, ne font pas de service militaire, pourront profiter de cette disposition. Le caractère évidemment discriminatoire de cette mesure a soulevé de vives protestations parmi les députés arabes de la Knesset, et ceux-ci ont introduit une requête en annulation devant la Cour suprême.

La méfiance, la suspicion ou le mépris marqués par nombre d'Israéliens envers la population arabe ont encore été soulignés par des déclarations du chef d'état-major, le général Raphaël Eytan. Ce dernier a pré-tendu, à propos du meurtre d'une fillette, alors que la police n'a toujours pas élucidé ce cas, qu'il n'y avait pas eu d'acte de violence, mais qu'il s'agissait d'un « acte psychosomatique ». Bien que ses allégations aient été démenties par le ministre de l'Intérieur, le chef d'état-major maintient que le meurtrier agissait pour le compte de l'O.L.P.

La colère des habitants de Jenine est aussi motivée par l'attitude apparemment méprisante des autorités médicales israéliennes. Après quarante-huit heures d'enquêtes et d'examen, les experts n'ont pas encore terminé leurs travaux, la direction générale du ministère de la Santé a déclaré que, dans la majorité des cas d'intoxication relevés depuis une semaine, il pouvait s'agir de manifestations « psychosomatiques ». Les médecins palestiniens des hôpitaux de Jenine et de la région reconnaissent que beaucoup de leurs patients se sentent « affaiblis » à l'annonce de ce mal mystérieux, et que, parfois, ils ont noté des réactions quelque peu « hystériques » parmi une population qui, précisément, vit en permanence dans la crainte de la moindre « agression » de la part des autorités ou des colonies israéliennes. Ils admettent que rien ne permet de justifier pour l'instant la rumeur, vite répandue dans la ville, d'un empoisonnement criminel, mais ils affirment que les troubles constatés, s'ils ne présentent pas « un caractère de gravité extrême », sont bien réels et inquiétants. Ils dénoncent les allégations de la commission médicale israélienne qui, d'ores et déjà, laisse officiellement entendre que, « peut-être », il n'y a même pas eu de tout d'intoxication au sens propre du mot.

FRANCIS CORNU.

Comptes d'Irlande

(sans légendes)



L'avion ou le bateau ? En route avec une voiture ? A l'hôtel ou à la ferme ? Des vacances en Irlande, il y a mille façons de les passer. A mille prix différents.

En collaboration avec Aer Lingus et Irish Continental Line, nous avons édité une brochure, l'Irlande en kit, qui vous permettra de composer vos vacances à la carte : transports, séjours, budgets, tous les prix y sont. En voici quelques exemples.

L'AVION OU LE BATEAU

L'avion : 1 580 F, tarif Taxi Vert sur vols réguliers Paris-Dublin, Cork ou Shannon et retour, les mardis, mercredis et jeudis.

Le bateau : de 556 F à 1 446 F par personne si vous êtes quatre selon la saison, voiture comprise, du Havre à Rosslare ou Cork, ou de Cherbourg à Rosslare.

A LA CARTE

Vous choisissez votre mode de transport et vous achetez « à la carte » avant de partir, chez votre Agent de Voyages, des bons pour différentes formules de séjours en Irlande.

A la ferme ou chez l'habitant : 7 nuits en demi-pension, 1 570 F par personne, si vous êtes deux, vélo fourni.

Un cabin-cruiser pour 4 personnes pendant une semaine 2 950 F.

VOYAGES A FORFAIT

C'est la façon la plus simple de voyager. Vous demandez à votre Agent de Voyages la formule voyage individuel à forfait de votre choix.

Avion et voiture : l'Irlande en kit et retour plus une voiture de location, kilométrage illimité. Pour 6 jours, il vous en coûtera 2 370 F par personne si vous êtes quatre.

Circuit en autocar : Paris-Irlande-Paris par avion, demi-pension à l'hôtel, pendant 8 jours 4 500 F par personne.

Séjour à l'hôtel : traversée directe Le Havre ou Cherbourg-Rosslare et retour avec votre voiture, 7 nuits et 7 petits déjeuners, 2 635 F par personne si vous êtes quatre.

A la ferme : l'Irlande en kit, en avion, voiture de location kilométrage illimité, 7 nuits et 7 petits déjeuners 3 090 F par personne si vous êtes quatre.

En maison de location : traversée directe Le Havre ou Cherbourg-Rosslare et retour avec votre voiture, 7 jours de location 1 995 F par personne si vous êtes quatre.

Il y a encore bien d'autres façons de réussir vos vacances irlandaises dans notre brochure « l'Irlande en kit ».

Pour la recevoir, retournez-nous le coupon-réponse ci-dessous.

Ce prix est le prix plein sans coût des services d'administration.

Nom _____
Adresse _____
L.M.2

Envoyez ce coupon, en joignant 3 timbres à 1,80 F pour frais d'envoi, au SEA/Tourisme Irlandais, B.P. 2 Cité de Long, 28700 Auneau, ou venez nous voir, 9 boulevard de la Madeleine, 75001 Paris Tél. 261 84 26



Allez loin sans aller loin.

Le Monde

politique

L'APPLICATION DU PLAN D'AUSTÉRITÉ

LE DIFFÉREND DELORS-LE PORS

Une clause de sauvegarde très ambiguë

C'est un pseudo-accord sur une clause de sauvegarde ambiguë qu'ont conclu MM. Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, et Le Pors, secrétaire d'Etat à la fonction publique, mardi après-midi 29 mars, en publiant un communiqué commun : « Les accords salariaux conclus en 1983, ils comportent souvent dans le secteur public des clauses prévoyant un rendez-vous fin 1983 ou début 1984. »

« A titre d'exemple, le relevé des conclusions signé dans la fonction publique dispose : « Lorsque sera connu l'indice des prix de décembre 1983, les parties se réuniront pour examiner les modalités de la situation et des perspectives économiques », et pour M. Delors, ces perspectives sont déjà tracées... sous le signe de la rigueur.

Le différend entre les deux ministres, puis leur communiqué commun, n'effacent donc pas une divergence de fond sur l'automatisme ou non d'un relèvement des salaires en fonction d'une évolution constatée des prix. Le ministre de l'économie, des finances et du budget l'a admis, de manière inévitante ou provocante — comme on voudra, — lorsque, à peine séchée l'encre dudit communiqué, il a déclaré à Europe 1 : « On m'a laissé seul pour expliquer la politique économique et sociale du pays. Que ceux qui se cachent derrière moi ne laissent pas les autres libres. »

Puisque M. Antoine Le Pors n'a pas hésité à travailler sur le devant de la scène et à citer M. Mauroy comme garant des déclarations qu'il ose faire, qui donc peut viser M. Delors lorsqu'il parle de ceux qui se cachent sinon, entre autres, un certain premier ministre ? Il est vrai que, bien avant le plan d'austérité, jeux de cache-cache et querelles de mots étaient déjà fréquents lorsqu'il s'agissait d'interpréter les orientations du précédent gouvernement sur le maintien du pouvoir d'achat moyen, en niveau ou en masse.

Première série de mesures : pour M. Delors, si un dérapage des prix est constaté dès l'automne, il n'y aura pas de réajustement automatique. M. Le Pors semble accepter cette interprétation, mais il n'en a pas moins prévu une rencontre, en septembre, avec les syndicats pour examiner comment le réajustement se fera.

Deuxième série de mesures : pour M. Le Pors, la clause de sauvegarde implique qu'en cas d'inflation plus élevée que prévue, les

Un blocage des prix est à l'étude

Les prix de détail ont augmenté de 0,7 % en février, chiffre qui confirme l'estimation publiée il y a dix jours par l'INSEE. Cette hausse porte à 9,1 % l'augmentation des prix en un an, c'est-à-dire par rapport à février 1982. En rythme annuel calculé sur les trois derniers mois connus (décembre 1982, janvier et février 1983), la hausse des prix est de 10,4 %.

Au cours du mois dernier, les prix alimentaires ont augmenté de 0,8 %. Le ministre de l'économie et des finances estime que cette augmentation, trop importante, est due au fait que certaines professions n'ont pas respecté l'esprit des accords conclus avec l'administration ou ont tout simplement fraudé la réglementation. Le ministre de l'économie et des finances annoncera donc jeudi 31 mars au Comité des prix deux séries de mesures renforçant la réglementation actuelle.

Première série de mesures : le dispositif d'encadrement des prix mis en place avec les bouchers et les poissonniers va être modifié. Au régime souple qui existait jusqu'à présent, vont succéder des dispositions nettement plus sévères. Les pouvoirs publics estiment en effet que la stabilisation des prix — voir les baisses — enregistrée au stade de la production ou du gros n'est pas suffisante et se voit traduite au stade de détail par des hausses anormales. Il en va ainsi notamment pour la viande de bœuf dont les prix sont quasi stables à l'échelle nationale, mais ont augmenté d'environ 0,8 % chaque mois au stade du détail.

Deuxième série de mesures : de nombreux professionnels ont — individuellement — enfreint la réglementation au

cours des derniers mois. Dans certaines professions (boucheries, bûcheronnage, coiffure, débit de boissons, hôtellerie, etc.), les taux d'infraction se sont élevés à des pourcentages très importants compris entre 8 et 18 %, alors que la moyenne nationale ne dépassait pas 4 % ces derniers temps. Parmi les professionnels en infraction vont être cités les professionnels qui leur seront demandés — voir leur prix moyens au début de juin 1983 et ce pendant une durée équivalente au temps pendant lequel ils ont fraudé.

M. JOSPIN : l'échéance c'est 1986

M. Lionel Jospin a déclaré, mercredi 30 mars, au micro de Radio-Montecarlo, que le « plan conjoncturel » élaboré par le gouvernement « est en passe de réussir dans les six à huit mois ». « S'il s'agit de la réussite de la gauche, n'est pas à six, huit mois, l'échéance n'est pas à six, huit mois. L'échéance politique, c'est 1986. Nous avons donc trois ans pour réussir l'assainissement économique et repartir de l'avant. »

Interrogé sur les propos de M. Edmond Maire, qui se plaint d'une insuffisance de concertation entre le gouvernement et les syndicats, le premier secrétaire du parti socialiste a affirmé : « Il est de la responsabilité du gouvernement de proposer des mesures qui vont être discutées devant le Parlement parce que le suffrage universel, dans la démocratie, ce n'est pas le syndicat. C'est le Parlement. »

Le patronat livrera une dure bataille sur l'assurance-chômage nous déclare M. Yvon Gattaz

(Suite de la première page.)

« Nous avons conscience que l'économie est désormais mondialisée, que le protectionnisme est la voie du sous-développement. Et la rigueur, l'effort, nous les préconisons. Il fallait corriger le tir pour redresser le passé. Ça, c'est l'élément fixe. Nous regrettons qu'il n'y ait pas un élément moteur. A défaut de relance par la demande, pourquoi pas une relance par l'offre ? Ce jugement, qualifié de « modéré », sur le plan d'austérité n'est pas forcément partagé par l'ensemble du patronat. La puissante Fédération des travaux publics estime qu'elle va « faire les frais du plan de rigueur », et s'attend à des « départs de bilan en série et des licenciements massifs ».

Si l'y a un discours de M. Gattaz qui ne change pas — et qu'il referra à n'en pas douter au premier ministre le 31 mars — c'est celui sur les charges. « La tête sur le billot, vous ne me ferez pas dire que les entreprises françaises ne sont pas les championnes du monde des charges fiscales et sociales. » Il se sent conforté par une étude de la B.N.P. qui note : « une nouvelle dégradation des résultats des entreprises en 1982 ». La part de l'excédent brut d'exploitation dans la valeur ajoutée, qui était déjà tombée de 29 % en 1974 à 25 % en 1979, a continué de fléchir : 24,4 % en 1980, 23,5 % en 1981 et 23 % en 1982. Ainsi l'épargne brute est-elle retombée au niveau des années 60, inférieure de moitié à ce qu'elle était en 1979.

Une inquiétude

La commission paritaire C.N.P.F.-administration chargée d'évaluer les charges des entreprises s'est déjà réunie deux fois — sept rencontres sont prévues — et devrait rendre ses conclusions, comme prévu, à la fin du mois d'avril. On capte bien en C.N.P.F. y voir la confirmation des propos avancés depuis deux ans (1).

Au-delà de ces permanences, on sent bien dans le patronat une inquiétude de voir le pouvoir socialiste mener une politique jugée à ce point contradictoire avec sa nature et ses rêves. Quelles concessions valent offrir au P.S., au P.C. et aux syndicats en contrepartie de la rigueur escomptée ? Ce « qualificatif » qui fait trembler les patrons parce qu'il donne en général plus de pou-

voir aux syndicats et n'est jamais sans coût pour l'entreprise ?

Toujours frileux, le C.N.P.F. se méfie donc de l'idée de M. Maire de transformer l'emprunt forcé en affectation des augmentations salariales aux fonds salariaux de développement des investissements, de l'emploi et du partage du travail. « Une congestion déguisée à laquelle nous sommes hostiles. »

Ainsi M. Gattaz se dit-il déterminé à ne pas accepter d'augmentation de la cotisation patronale de l'assurance-chômage, dont le déficit « sera supérieur à 5 milliards de francs en 1983 », et qui doit être renégociée dans les semaines qui viennent entre les partenaires sociaux. « Comme si le chômage n'était pas un problème relevant de la solidarité nationale ! », s'exclame M. Gattaz, qui nous déclare : « Nous aurons avec le gouvernement une bataille encore plus dure que l'an passé. »

Ainsi le C.N.P.F. se bat-il vigoureusement contre le projet de détermination du secteur public (le Monde du 23 mars) qui risque, selon lui, d'amoindrir la compétitivité des nouvelles entreprises nationales et, par contagion, de l'ensemble du secteur privé. Qui dit que le patronat change ?

BRUNO DETHOMAS.

LES RENDEZ-VOUS DE M. MAUROY AVEC LES PARTENAIRES SOCIAUX

Le premier ministre, M. Pierre Mauroy, recevra l'ensemble des partenaires sociaux entre le 30 mars et le 4 avril pour discuter des mesures sociales et économiques arrêtées le 25 mars au conseil des ministres. Il doit rencontrer successivement : mercredi 30 mars, à 17 h 30 : M. André Bergeron (F.O.) ; jeudi 31 mars, à 9 h 30 : M. Yvon Gattaz (C.N.P.F.) ; à 18 h : M. Jacques Fommatou (FEN) ; et à 19 h : M. Jean Mermé (C.G.C.) ; vendredi 1^{er} avril, à

9 h 30 : M. Jean Bernard (C.F.T.C.) ; à 15 h : M. Edmond Maire (C.F.D.T.), et à 18 h : M. Henri Kravitch (C.G.T.) ; samedi 4 avril, à 10 h : M. René Besson (C.G.P.M.E.).

Chaque délégation comprendra trois personnes. A l'hôtel Maitland on indique que ces rendez-vous donneront lieu à « information mutuelle ». On ne parle pas de négociations éventuelles.



(Dessin de PLANTU.)

L'emprunt exceptionnel de 10 % payable en mai touchera les revenus mensuels supérieurs à 7 750 francs pour deux parts

Impôt payé en 1982 sur revenus 1981	Montant de l'emprunt obligatoire payable en mai 1983	Revenus correspondants	1 part (obligatoire)	2 parts (marité sans enfant)	2,5 parts (marité 1 enfant)	3 parts (marité 2 enfants)	4 parts (marité 3 enfants)
		Imposable (après déductions)	37 140	54 470	61 830	69 200	82 530
5 000 F	0 F	Brut annuel (avant déductions)	51 583 (63 447)	75 653 (93 053)	85 875 (105 626)	96 111 (118 216)	114 625 (140 989)
6 000 F	600 F	Imposable	40 480	58 900	66 830	74 200	88 930
		Brut annuel	56 222 (69 153)	81 805 (100 620)	92 819 (114 167)	103 055 (126 758)	123 513 (151 921)
10 000 F	1 000 F	Imposable	51 950	74 280	83 630	92 350	108 930
		Brut annuel	72 152 (88 746)	103 167 (126 895)	116 153 (142 868)	128 264 (157 765)	151 292 (186 089)
20 000 F	2 000 F	Imposable	76 950	103 900	116 400	128 090	148 560
		Brut annuel	106 875 (131 456)	144 306 (177 496)	161 667 (198 850)	177 903 (218 820)	206 333 (253 790)

Le prélèvement exceptionnel de 10 % payable en mai prochain sera calculé sur l'impôt payé en 1982. C'est dire qu'il vise les revenus de l'année 1981. Nous avons indiqué entre parenthèses à quels niveaux ces revenus correspondent en 1983, puisque c'est évident que dans la plupart des cas une personne ayant disposé d'un revenu de 100 F en 1981 aura vu celui-ci augmenter d'environ 23 % en deux ans et bénéficiera, en 1983, de 123 F de revenus, soit, par exemple,

63 447 F pour un revenu brut annuel qui était en 1981 de 51 583 F (voir tableaux).

Il est bien entendu que l'assiette du prélèvement exceptionnel — l'impôt de 1982 — inclut les augmentations qui avaient été votées en 1981, et d'abord la majoration de 10 % destinée à financer une partie du déficit de l'assurance chômage.

« L'ATTITUDE FRANÇAISE MÉRITE SOUTIEN », affirme le Financial Times

En 1981, trois semaines après l'élection du président Mitterrand, nous prédisions que le socialiste démocrate Schmidt et le républicain Reagan et apprendraient que la combinaison des déficits pétroliers, de la récession et de l'inflation, laisse une bien faible place pour une politique économique autonome. « écrit le quotidien financier britannique Financial Times, qui ajoute que « les forces de convergence économique et même politiques ont été particulièrement vives (...) ».

« Bien que certains aspects de l'approche du gouvernement français doivent encore être considérés comme contre-productifs — l'abandon des nationalisations, la tendance renforcée au dirigisme et à l'interventionnisme dans l'industrie, les menaces sourdes et les clameurs du protectionnisme — il est évident que les sacrifices demandés aux Français méritent un soutien de la part des voisins de la France et des marchés financiers », poursuit le Financial Times.

Le quotidien britannique prévoit de nouvelles pressions étrangères. « Mais comment plus de mesures d'austérité peuvent-elles être réclamées de manière réaliste au gouvernement de M. Mitterrand », écrit le Financial Times, qui souligne que les pays de la Communauté devaient tenir compte des risques que feraient courir à la C.E.E. et à la France de telles pressions.

En Italie, un arrêté ministériel en date du 12 mars 1981 ne permet de sortir du pays que 1,1 millions de lires (5 000 F environ) par personne et par an. Cet arrêté ne concerne que les touristes. La somme globale

LE PRÉLÈVEMENT DE 1 % SUR LES REVENUS IMPOSABLES DE 1982 EST REPORTÉ A SEPTEMBRE

M. Jacques Delors a précisé, mardi soir 29 mars, que le « prélèvement de 1 % sur les revenus imposables, destiné au fonds de péréquation des régimes sociaux, ne sera effectué qu'à partir de septembre ».

S'exprimant sur Europe 1, le ministre de l'économie et des finances a indiqué que ce prélèvement serait effectué sur le montant imposable des revenus de l'année 1982 et ne touchera pas les 11 millions de foyers fiscaux qui ne paient pas d'impôts.

Cette mesure ne touchera, selon le ministre, que « un ménage sur deux et ne sera effective qu'en septembre, en raison de la durée du débat parlementaire » sur les mesures fiscales du plan de rigueur annoncé vendredi 25 mars.

M. Delors a également précisé que l'emprunt obligatoire de 10 % concernera environ 8 millions de foyers fiscaux ayant payé plus de 5 000 F d'impôts en 1981.

DES MESURES D'ASSOUPLISSEMENT POUR LES TOURISTES

(Suite de la première page)

A propos notamment de l'organisation des séjours linguistiques qui concernent surtout les jeunes, des voyages d'affaires, et de la situation des touristes qui avaient déjà pris des engagements avant l'annonce des mesures gouvernementales.

Mercredi en fin de matinée M. Jean-Claude Maurat, président du S.N.A.V., a affirmé par sa part que le mot d'ordre de manifestation était maintenant.

A la manifestation des professionnels du tourisme devaient se joindre des adhérents de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (C.G.P.M.E.) qui « déplore les mesures prises par le gouvernement dont les effets se traduiront par de nombreux licenciements et des faillites ».

Une cellule de travail regroupe des délégués du S.N.A.V., un représentant de la direction du Trésor, un membre de la direction du tourisme, et un fonctionnaire chargé des entreprises en difficulté.

L'ITALIE ET L'ESPAGNE AUSSI

Le contrôle des changes en matière de tourisme dans les grands pays industrialisés ne s'applique guère qu'en Italie. Ainsi aucune réglementation n'existe en Allemagne fédérale. Celle qui était en vigueur en Grande-Bretagne de l'un de leurs limites — puisqu'elle n'imposait une limite de 500 livres pour l'argent liquide — a été abolie en 1979, au moment de l'arrivée au pouvoir des conservateurs.

En Italie, un arrêté ministériel en date du 12 mars 1981 ne permet de sortir du pays que 1,1 millions de lires (5 000 F environ) par personne et par an. Cet arrêté ne concerne que les touristes. La somme globale

se décompose en : 0,2 million en lires, 0,1 million en devises et le reste en chèques de voyage. Il avait été question de porter cette somme à 1,4 million de lires ; mais la décision n'a pas été prise.

En Espagne, il s'agit de l'équivalent de 80 000 pesetas (4 300 F) par personne et par voyage, sans limitation du nombre des voyages par an. Pour les gens d'affaires, la somme est portée à 200 000 pesetas (10 600 F). Toutes ces transactions sont inscrites sur des registres centralisés par les services compétents. Aucune limitation ne concerne les voyages de santé et d'études.

TELEX PARTAGE

ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS ☎ 345.21.62

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

Cycles organisés en alternance avec les entreprises

2^e CYCLE GESTION DE PERSONNEL

12 mois de formation de haut niveau
7 mois de stages spécialisés en entreprise

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS, Licence ou 2 ans de Prépa.

3^e CYCLE MANAGEMENT AVANCE

8 mois de formation de haut niveau
7 mois de missions opérationnelles en entreprise

L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise) et à des jeunes cadres.

Prochaine session de recrutement 22 avril 1983
Date limite de dépôt des dossiers 8 avril 1983



Établissement privé d'enseignement supérieur

Dossier de candidature et brochure détaillée (en précisant le cycle) à IGS, 63, Avenue de Villiers 75017 PARIS.

GALERIE GUYOT - GALLERY MARCEL COLLOMB
18, avenue Montaigne, P - 208-05-04
COLLOMB
Peintures récentes
16 mars - 16 avril

هكوان العرب

POLITIQUE

L'AVENIR DE LA PROTECTION SOCIALE

Quand la droite propose

Prôner la rigueur et féliciter le pouvoir pour son retour à un digne rôle ont rarement été une vertu de l'opposition. Plus rares encore sont les propositions. Pour résoudre les difficultés de la Sécurité sociale, que feraient le R.P.R. et l'U.D.F. ? Ils défendent les rôles du pouvoir ? Ici et là, des voix se sont élevées pour avancer des suggestions. Quasi toutes se prononcent pour un retour au libéralisme et à l'assurance volontaire.

Pour M. Canac, dans son livre *Le juste pouvoir*, il faut revenir à l'« autonomie des individus ». En matière de santé, l'auteur propose que les « gens soient tenus, à leur frais, de s'assurer auprès du système d'assurance de leur choix : public, privé, mutualiste, un peu comme en matière d'assurance automobile ». Traduction : selon vos moyens, vous optez pour une assurance limitée ou une assurance tous risques.

M. Peyrefitte, dans son ouvrage *Quand la rose se fane*, emprunte le même chemin de l'individualisme. « La solidarité nationale a ses limites naturelles », écrit-il avant d'arriver à son orientation pour l'assurance-maladie : « Au-dessous d'un certain plancher, pas de remboursement. A ces risques, ruineux pour la communauté mais supportables pour chacun, des mutuelles et des assurances volontaires pourvoient. Et de recommander la diminution des cotisations et l'augmentation des salaires. Se référant, lui aussi, à l'assurance automobile, M. Peyrefitte estime que, en matière de santé, il ne faudrait couvrir que « les risques les plus graves. Pour le reste, l'assurance est facultative et requiert un supplément de prime à verser ».

Comment ? « En règle générale, le risque maladie sera pris totalement en charge selon un taux de base fixé à 60 % ». A l'exception des risques les plus graves et des catégories défavorisées, couverts à 100 %, les autres citoyens auront donc une « franchise » de 40 % à supporter, à moins de s'adresser « aux compagnies privées », les caisses maladie n'ayant plus de « monopole ».

Un autre parti de droite à avoir défini, avant les élections municipales, un programme, le Centre national des indépendants - C.N.I.P. - propose des coupes claires dans les prestations.

« En période de stagnation économique, indique le C.N.I.P., il faut accepter une diminution du pouvoir d'achat et un arrêt de l'extension de la protection sociale, ce qui n'exclut pas d'ailleurs une solidarité générale pour les déshérités ».

Pour assurer l'équilibre de la Sécurité sociale, le C.N.I.P. estime qu'il faut d'abord « modérer la croissance des retraites : si l'on ne peut imposer un effort supplémentaire aux cotisants, on se trouve dans l'obligation de diminuer les retraites en francs constants ou de repenser l'âge de la retraite ». Dans le domaine de la santé, ajoute-t-il, « il est possible de réduire certaines prestations malades en augmentant la participation individuelle de chacun aux dépenses », d'où des propositions plus précises : « augmentation du ticket modérateur, limitation du remboursement à 100 %. En contrepartie, le C.N.I.P., qui entend maintenir « au même niveau » les prestations familiales avec un effort pour les « familles de trois enfants et plus », suggère de créer une assurance-maladie « à deux niveaux » : un « régime de base géré par la Sécurité sociale » et un « régime complémentaire » couvrant certains risques sociaux et prenant en charge le ticket modérateur. Ce régime « complémentaire », dit-il, « pourra être géré par la Sécurité sociale, les mutuelles ou les assurances privées ».

Rejoignant certains projets de la gauche, le C.N.I.P. se déclare favorable à une « réforme du financement de la Sécurité sociale » avec un « recours plus important à l'impôt sur les revenus » désigné « impôt social ».

Au total, un programme très « libéral », qui tend à remettre en cause la socialisation des risques de la santé. Le C.N.I.P. considère que le développement de la Sécurité sociale « très sécurisante a donné à un grand nombre de Français la mentalité de personnes dépendantes de la collectivité et irresponsables ».

Faut-il parler de « régression sociale » ? En tout cas, M. Canac, Peyrefitte et le C.N.I.P. ont le courage de mettre les points sur les « i » et à leur manière d'ouvrir le débat sur l'avenir de la protection sociale.

J.-P. DUMONT.

COMMENTANT SA DÉMISSION DU GOUVERNEMENT

M. Michel Jobert estime que le pouvoir a péché par « défaut d'humilité vis-à-vis des faits »

L'échec de M. François Mitterrand serait « l'échec de la France, une infirmité nationale qui accablait le pays et traumatiserait, de surcroît et durablement, une partie importante du corps social », écrit M. Michel Jobert dans sa *Lettre mensuelle*, qui poursuit : « Nul ne devrait se réjouir des difficultés rencontrées et des erreurs faites. Ce serait se frapper soi-même, avec une superbe inconscience. Avancer, aussi lucidement que possible, dans la réalité des faits, sans céder aux analyses de la passion ou aux visées de l'idéologie, devrait être désormais l'impératif pour les gouvernants et l'attitude raisonnée du public ».

Toutefois, dans cet éditorial intitulé « Humilité et considération », l'ancien ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur, qui a annoncé le 20 mars une démission intervenue le 17, ajoute : « Cela posé, comment ne pas souligner les erreurs cruelles commises depuis mai 1981 ? Etaient-elles fatales ? Ou implicites, à partir des espoirs éveillés et des programmes dessinés ? L'idéologie, la doctrine, le sentimentalisme, la référence historique comme bien trompeuse dans une époque qui galope, apportent une part d'explication. Mais les plus grandes erreurs ont été des erreurs de comportement : défaut d'humilité vis-à-vis des faits et de soi-même ; absence de considération à l'égard des autres. Attitudes il est vrai, fâcheusement complémentaires ».

Soulignant que « la capacité de la France apparaît régulièrement réduite et captive », M. Jobert précise : « L'état de grâce » a continué à laisser croire que les faits céderaient aisément devant les démonstrations volontaristes d'un « programme ». Satisfait dans l'immédiat un électeur qui avait procuré la victoire était un geste attendu et même justifié. Mais l'analyse infirme qui suivit, selon laquelle il suffisait de « décaisser » pour susciter l'activité, fut une erreur. Tant d'« éconômistes réduits » se sont réunis pour un pareil faux-pas ? Leur superbe était à l'automne 1981. Ils sont toujours là. Ont-ils appris au moins l'humilité ?

Il fallait, précise l'ancien ministre d'Etat, en janvier 1982, changer de politique. On ne s'y résolut que six mois plus tard, en juin 1982, tout en prétendant que c'était la même politique. Et le discours que vient de faire le chef de l'Etat, le 25 mars

aurait été encore plus justifié, un an auparavant. Réactions trop tardives, dans une situation aggravée qui rend inopérants les remèdes utilisés.

« Pourquoi ne pas avoir l'humilité d'admettre que ce n'est plus la même politique, désormais, alors que chacun peut le constater ? Comment veut-on que la dernière en date soit acceptée et comprise, en s'en tenant ainsi ? Ne voit-on pas que toute marge de manœuvre a disparu, et que les affaires de la France sont désormais sous le contrôle ou sous la main de l'assistance européenne ou internationale ? »

Évoquant le manque de considération, M. Jobert écrit : « Dire la vérité relative de la plus élémentaire considération vis-à-vis d'autrui. L'opinion a trop souffert, sous le septennat précédent, de l'usage immodéré qui était fait de ruses prenant forme d'explications pour qu'on ne redoute le retour de pareilles procédés. Déjà le rêve, l'inconscience ont-ils eu plus qu'une part raisonnable pendant ces deux dernières années. Désormais, plus de sobriété, moins de lyrisme, plus d'exactitude seraient les bienvenus. Moins de parti pris aussi ».

« Vouloir réduire, même lors d'échecs électoraux, la démocratie telle que l'éprouvent les Français, dans son exigence fondamentale de liberté et de justice, à un combat gauche-droite est une mauvaise action. Nous avons plus de diversité et de jugement que ne le laisse croire cette simplification douteuse. Elle repose d'ailleurs sur une analyse qui puise ses références dans l'histoire, et non dans l'évolution présente de la société qui échappe de plus en plus à une telle distinction ».

« Il est temps, conclut l'ancien ministre, que le parti majoritaire cesse d'étaler ses querelles de personnes, que la cohabitation soit la règle, et la considération, le comportement futur. La façon dont ont été traitées les petites formations - dont la mienne - témoigne d'une belle désinvolture. Mais chaque citoyen est une petite formation, à lui seul. Et il est à même d'en tirer aussi les conséquences. Ce qu'il a fait, souvent. (...) Les Français ont besoin de se sentir forts de leur appartenance à une collectivité : aujourd'hui, ils se découvrent humilisés ».

L'OPPOSITION ET L'ÉTUDE DES COMPORTEMENTS

M. Giscard d'Estaing, le cornac et l'éléphant

(Suite de la première page.)

Au congrès de l'U.D.F., à Pontaise, le 28 novembre 1982, M. Giscard d'Estaing expliquait notamment : « Quand vous regardez les sondages, ceux par lesquels on s'interroge sur la société, vous voyez que très souvent les réponses ne sont pas des réponses 50-50, mais 65-35. Ce sont les réponses de ce groupe central en voie de formation dans la société française que l'U.D.F. doit représenter... ».

Deux mois plus tard, dans l'interview qu'il accordait à *L'Express*, l'ancien président de la République affirmait : « Mon idée est de rechercher des types de solution susceptibles de convenir à 70 % des Français (...). Un président, selon moi, est un homme qui doit rechercher, préparer et proposer le maximum de solutions pouvant réaliser un consensus (...). Le succès viendra de la capacité d'adaptation de l'esprit et de l'attention portée à chaque aspect, à chaque instant, à ce qui survient en France ».

Voilà, somme toute, une définition de ce que peuvent être les fonctions d'un « ex-président de la République ». A ce titre, les travaux de la Cofrencia sont, pour lui, l'un des instruments dans sa recherche d'une « adaptation constante ».

« Ce que nous devons, ce n'est pas proposer un idéal mais permettre à la société française d'enfanter son propre idéal », expliquait encore à Pontaise l'ancien président de la République, qui aime évoquer cette image du cornac sur son éléphant pour expliquer que si le cornac peut diriger la marche de sa monture, la puissance reste chez l'éléphant... ».

Pour intéressantes qu'elles soient, les études de la Cofrencia n'en sont pas moins soumises à la critique de ceux qui refusent de considérer que le mouvement social domine la vie politique. Ceux-là estiment que la Cofrencia néglige l'autonomie de la politique et s'attaque trop au changement, sans prendre suffisamment en compte les valeurs traditionnelles qui pèsent de tout leur poids dans la vie politique.

Il soulignent, au passage, qu'en 1981 M. Michel Rocard correspondait beaucoup plus aux courants porteurs de la société que M. Mitterrand, qui apparaissait, lui, « en retrait ».

Experts ou gourous

A ces critiques, la Cofrencia répond qu'elle peut être « un instrument utile » qui aide les hommes politiques à la compréhension de l'avenir et qu'elle peut servir de « relais à l'art de gouverner ».

M. Giscard d'Estaing, de son côté, se défend de ne s'intéresser qu'aux études de la Cofrencia. « Il n'a pas la foi du croyant, note l'un de ses proches, mais il est certain que ce genre d'études le séduit ».

A cette foi du croyant, le P.R. ne veut pas, non plus, succomber. S'il s'intéresse de très près à tous les son-

Sur l'Acropole

M. Georges Marchais séjourne pour dix jours en Grèce. La Grèce, ce pays dont les agences de voyages disent « Tout y est plus beau », d'ailleurs l'envoyé spécial de l'Humanité note : « Un soleil radieux dore ce soir les superbes pierres de l'Acropole ».

Le P.C. ne fait pas si M. Marchais visite la Grèce en touriste (il tombe alors sous le coup des 2 000 F. en devises) ou en homme d'affaires (le régime est alors plus libéral).

On sait seulement que le secrétaire général du P.C.F. voyage en Grèce « à l'invitation du parti communiste » de ce pays, où le tourisme constitue la principale ressource en devises.

F. GR.

VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 250 F/mois (région parisienne)

VENTE DEPUIS 298 F/mois (sans apport ni caution)

Livr. gratuite dans tte la France

26 MARQUES REPRESENTÉES

Garantie jusqu'à dix ans

Ouv. du lundi au samedi 9 h-19 h

DAUDÉ

73 bis, av. de Wagram, 75°

227.88.34/7163.34-17

dages, études, analyses de langage qui lui permettraient de mieux comprendre quel peut être son image. Il adopte une attitude prudente.

« Nous ne voulons pas nous en remettre aux analystes, experts ou gourous pour définir notre stratégie », dit-on au P.R. C'est ainsi que ce parti tente de façonner un « instrument original » qui lui permette d'utiliser « dans une juste mesure » tout ce qui existe actuellement sur le marché. Autour de M. Hugues Dewavrin, délégué national, une cellule de dix personnes s'est ainsi constituée, comprenant la partie égale des responsables du P.R. - dont son secrétaire général - et des experts en

communication. Cette cellule, de l'avis de l'un de ses membres, devrait éviter toute forme de « perversion » dans l'utilisation de nouvelles « méthodologies ».

Ainsi, peu à peu, après avoir été très sensibles aux sondages d'opinion, l'opposition et certains de ses chefs de file, qui ont besoin de retrouver une image ou un langage, s'intéressent aux études plus « pointues » de tel ou tel institut, découvrent ou redécouvrent la sociologie ou toute autre science qui pourrait les aider à formuler des « propositions » pour l'avenir ou élaborer des scénarios...

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

A la recherche de « M. Aucun »

Sur la base d'enquêtes menées depuis 1983 - année de sa création - dans les secteurs les plus divers et pour des clients très différents - entreprises privées ou publiques, médias écrits ou audiovisuels, ministères, - à partir de livres, d'études ou de mémoires consacrés à l'éthnologie, la Cofrencia (Campagne française d'études et de marche) a cherché dans les années 80 à identifier le changement.

« A cette époque, nous avons constaté une accélération du changement : des produits qui nous paraissaient bons devenaient très vite dépassés », explique M. Gérard Demuth, l'un des directeurs de la Cofrencia, qui travaille notamment avec M. Giscard d'Estaing. « Il nous a semblé que le changement devenait en lui-même un objet nécessaire d'analyse et de compréhension du réel », ajoute-t-il.

Pendant quatre ans, en compilant leurs premières études, les ingénieurs de la Cofrencia ont cherché ainsi à dénombrer ce qu'ils ont appelé les « courants socioculturels majeurs », autrement dit les « tendances lourdes » selon lesquelles évoluent un ensemble de besoins, de valeurs, de motivations, de sensibilités, de façons d'être, de modes de relation, de traits de personnalité, etc. Ils les ont dénombrés : début du primat de la sécurité économique, recherche de la nouveauté, souci de son apparence personnelle, mythe de la nature, moindre attachement à l'ordre, étrangeté pour l'irrational, etc.

En 1972, la Cofrencia avait identifié vingt-cinq courants. Aujourd'hui elle en dénombre quelque trente-cinq dont le plus récent lui paraît être « l'indétermination », l'incertitude, ce sentiment de plus en plus répandu que l'avenir est imprévisible...

« Intracception »

et auto-manipulation

En interrogeant régulièrement un échantillon de deux mille cinq cents personnes, la Cofrencia suit l'évolution de chacun de ces courants, évalue leur degré de pénétration dans les différentes catégories de la population et identifie leur manifestation. Elle s'efforce de détecter l'apparition de nouvelles sensibilités et de discerner « les menaces et les opportunités » que recèlent les changements en cours. La Cofrencia propose éventuellement des scénarios et des réponses au changement.

En situant les différents courants les uns par rapport aux autres, selon leur degré de proxi-

mité d'éloignement, elle obtient une carte socioculturelle, qui fournit pour une époque donnée une sorte de photographie des mouvements dominants qui sont à l'œuvre dans la société.

C'est ainsi que, dans un rapport rédigé en février 1982, la Cofrencia note que de 1976 à 1980 « il semble que l'on soit passé d'une situation où le changement est à comprendre de l'intérieur, intuitivement, les autres et le société, plutôt qu'à juger au vouloir imposer certaines évolutions. Avec l'« intracception », deux courants peuvent à son avis, constituer « l'axe principal » du changement dans les années à venir. Il s'agit du « besoin d'enracinement » et de l'« auto-manipulation ».

En ce qui concerne ce dernier courant, la Cofrencia explique : « Alors que les conduites anciennement dominantes consistaient soit à s'adapter tel qu'on était, soit à se contraindre par l'exercice de la volonté à se conformer à un modèle, les conduites dont nous constatons la développement reposent sur l'idée que l'on peut, sans avoir recours à l'effort de la volonté, influencer ses états d'esprit et sa personnalité. C'est, note la Cofrencia, « l'induction d'humeurs passagères par la création d'ambiances favorables, par la façon de s'habiller, par l'utilisation de calmants ou de stimulants ou par des actions à plus long terme telles que le yoga ou la psychanalyse ».

Depuis 1974, la Cofrencia étudie les correspondances qui peuvent exister entre les courants porteurs de la société et les personnalités ou parties politiques.

A l'aide de questionnaires indirects, elle cherche à savoir si les sympathisants de tel ou tel parti s'identifient à un courant plutôt qu'à un autre. Elle en arrive ainsi à déterminer les profils socioculturels des partisans de MM. Chirac, Marchais, Giscard d'Estaing, Barre, Mitterrand, Rocard ou de Mme Simone Veil.

Elle reconnaît que ses tableaux doivent être examinés avec prudence et ne peuvent donner lieu à des conclusions définitives dans la mesure, par exemple, où le champion de tels sondages demeure... « M. Aucun » : les personnes interrogées qui se montrent les plus « en phase » avec les courants porteurs ne se prononcent en effet pour aucune des personnalités politiques qui leur sont proposées.

C. F.-M.

LE PROGRAMME DE M. BADINTER

Le projet de loi sur les victimes devrait être discuté à l'Assemblée nationale en avril

L'Assemblée nationale devrait discuter au mois d'avril un projet de loi sur la protection des victimes. Ce projet devait être adopté par le conseil des ministres ce mercredi 30 mars. Il prévoit d'améliorer l'indemnisation et l'assistance aux victimes et avait déjà fait l'objet d'une communication de M. Robert Badinter au conseil des ministres le 19 janvier (le Monde du 21 janvier).

Au mois de mai, le ministre de la justice espère pouvoir défendre à l'Assemblée le projet sur la prévention des entreprises en difficulté qui devait aussi adopter le conseil des ministres de ce mercredi. Avec l'abrogation de la loi « sécurité et liberté », dont le Sénat doit discuter les 6, 7 et 8 avril, ce sont les principaux projets que le garde des sceaux espère faire adopter par le Parlement au cours de la session de printemps.

Au cours de cette session, deux autres projets seront déposés au Parlement : le premier sur la création de tribunaux de l'application des peines (le Monde du 30 novembre 1982) et le second sur le traitement des entreprises en difficulté. Ce dernier projet comporte un volet sur la réforme des professions de syndics et d'administrateurs judiciaires.

« Au cabinet de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, M. Jean Gasol est nommé directeur adjoint. Dans le précédent, M. Jean Gasol était chef de cabinet (le Monde du 29 mai 1981).

« Au cabinet de M. Charles Fiterman, ministre des transports, MM. Guy Braibant et Claude Martinand sont confirmés dans leurs fonctions respectives de chargé de mission et de directeur du cabinet.

LES CAR : L'OPPOSITION DOIT MENER UN TRAVAIL EN PROFONDEUR

Le conseil national des comités d'action républicaine (CAR), réuni pour la première fois dimanche 27 mars, a dressé un bilan des élections municipales. M. Bruno Mégret, président des CAR, estime que ce scrutin a permis à l'opposition de « rattraper son retard », mais ne lui a pas pour autant « donné l'avantage qu'elle croyait pouvoir tirer du mécontentement des Français à l'égard de la gestion socialo-communiste ».

Il convient, selon lui, que l'opposition ne se contente pas de critiquer la gestion socialiste et qu'elle « mène un travail en profondeur de contre-pouvoirs et de renouveau qui doit commencer dans les communes ».

Pour préparer ce travail, dont le résultat « dépend de l'attitude des élus municipaux de l'opposition », les CAR organisent le 30 avril, à Paris, une réunion des nouveaux élus de l'apposition sur le thème : « Réussir l'après-municipales ». Cette réunion sera placée sous le patronage de M. François Colloby, sénateur (non inscrit) du Rhône, maire de Lyon et membre des CAR. Elle devrait être prolongée par la mise en place d'un centre d'aide et de réflexions pour les élus locaux.

Les CAR ont, en outre, lancé le premier numéro d'une revue mensuelle, *Alternative républicaine*, dont l'ambition est de « porter un regard résolument nouveau sur la vie politique... ».

La préparation de la session parlementaire

MM. LABBÉ (R.P.R.) :

L'OPPOSITION

NE DÉPOSERA PAS DE MOTION DE CENSURE

M. Claude Labbé, réélu le mardi 29 mars président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, a indiqué, au terme de la réunion de son groupe, que l'opposition n'a pas l'intention de déposer une motion de censure à l'occasion de la déclaration de politique générale que le premier ministre doit faire le 6 avril. « Nous voulons laisser les membres de l'actuelle majorité face à leurs responsabilités, a-t-il précisé. A eux de dire s'ils approuvent ou non la politique du gouvernement ».

Selon M. Labbé, les députés R.P.R. s'efforceront de « consacrer une plus grande place aux propositions qu'aux critiques, puisqu'il n'est plus nécessaire de faire la preuve de l'échec de la politique du gouvernement. Nous allons nous attacher à développer de plus en plus notre capacité à remplacer le pouvoir en place, quelle que soit l'échéance, qui peut être normale ou avancée ».

« M. André Lajoinie, député de l'Allier, a été réélu, mardi 29 mars, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale.

Nominations au R.P.R.

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., vient de procéder à certains changements dans l'organisation du mouvement chiracien en province. Plusieurs nominations ont été décidées et annoncées par la *Lettre de la Nation* du mercredi 30 mars :

« M. Hugues Martin, adjoint du maire de Bordeaux, conseiller général, devient secrétaire départemental du R.P.R. en Gironde.

« M. Henri Haas remplace M. Jean-Éric Bouché, maire de Forbach, au poste de secrétaire départemental de la Moselle.

« M. Jean-Claude Maurgues remplace M. Bernard Molin au poste de secrétaire départemental de la Lozère.

« M. Émile Maurice, président du conseil général de la Martinique, est nommé secrétaire départemental en remplacement de M. Edmond Vallin, sénateur.

« M. Josette Coursalle, membre du comité central, est nommée secrétaire départemental adjoint de l'Allier, de même que M. Jean-Paul Martin, vice-président du conseil général.

« M. Richard Dell'Agola, nouveau maire de Tbiais, remplace M. Jacques Martin dans les fonctions de secrétaire départemental du Val-de-Marne. M. Martin est nommé délégué national adjoint aux entreprises.

« M. Michel Lecornet est nommé adjoint du chargé de mission régional du Nord-Pas-de-Calais, M. Bruno Chauvière.

هكسان الأول

POLITIQUE

L'APPLICATION DU NOUVEAU STATUT DE PARIS

Les maires d'arrondissement disposeront d'un millier de fonctionnaires et géreront un budget de 300 millions de francs

Mais l'événement est aussi paradoxal, car ce sont ceux-là mêmes qui se sont vigoureusement opposés au nouveau statut de Paris qui sont aujourd'hui les premiers à en profiter. M. Jacques Chirac avait nettement indiqué qu'à deux exceptions près (MM. Jean Tiberi et Jacques Dominiati) les élus du 6 et 13 mars auraient à choisir entre le poste d'adjoint à l'Hôtel de Ville ou celui de maire d'arrondissement.

Six d'entre eux, qui occupaient des postes d'adjoint durant la précédente mandature (MM. Charles Krieg, Pierre Bas, Edouard Frédéric-Dupont, Gabriel Kasperet, Claude-Gérard Marcus et Paul Perrin), ont préféré être les premiers dans leurs quartiers que les seconds à l'Hôtel de Ville. Ils estiment qu'ils seront plus utiles dans leurs mairies, plus près de leurs électeurs et naturellement mieux placés lors d'élections ultérieures.

Ce faisant, ils rendent involontairement hommage à l'esprit du nouveau statut de Paris qui tend à rapprocher le pouvoir des citoyens et, en définitive, à instaurer un peu plus de démocratie dans une capitale qui a été trop longtemps gérée de manière autoritaire.

Les maires appartenant au R.P.R. auront la charge de douze arrondissements, ceux de l'U.D.F. en contrôleront six (2^e, 3^e, 12^e, 16^e, 18^e et 20^e) et ceux du Centre national des indé-

Les cinq cent dix-sept conseillers nouvellement élus par les Parisiens se sont réunis mardi 29 mars dans leurs mairies respectives pour désigner les maires et les adjoints des vingt arrondissements de la capitale. L'événement est historique, car si les maires de Paris n'ont pas dépassé la douzaine en deux siècles et, à l'exception de M. Chirac, n'ont jamais tenu leur mandat, l'élection de représentants d'arrondissement n'a eu lieu qu'une seule fois en 1871, pendant la Commune. C'est, d'ailleurs, à cette occasion que Georges Clemenceau commença sa carrière politique comme maire du dix-huitième.

grammation, les maires ont à examiner chaque année le budget d'investissement de la ville, soit plus de 2 milliards de francs. C'est là sans doute que se concrétisera l'intention de « rééquilibrer » Paris vers le Nord-Est. Mais on est prudent à l'Hôtel de Ville. « Les arrondissements qui se croient défavorisés, dit-on, ont été largement pourvus en équipements sociaux. Ils sont même parfois « suréquipés ». Aussi est-ce plutôt dans les domaines du cadre de vie - propriété, de l'état de la chaussée, de l'éclairage, des espaces verts - que se fera l'effort municipal. »

Les maires d'arrondissement vont réunir leurs conseillers sans tarder, car le travail presse. En effet, aucune décision concernant tel ou tel arrondissement ne peut être prise par le conseil municipal sans que le conseil local en ait préalablement délibéré deux semaines auparavant. Beaucoup de dossiers importants avaient été liquidés avant les élections, mais le conseil n'a pas délégué durant quatre mois. Une centaine d'affaires sont en instance qu'il faut désormais transmettre d'urgence aux conseils d'arrondissement pour obtenir leurs avis.

Projets d'urbanisme, zones industrielles ou artisanales, implantations des équipements de quartier, modification du plan d'occupation des sols, subventions aux associations, administrations dans les crèches, dans les écoles maternelles et les résidences pour personnes âgées demandent autant de délibérations. Les conseils d'arrondissement peuvent, en outre, de leur propre chef, émettre des vœux sur tous les sujets intéressant leur secteur (y compris la circulation, le stationnement, la sécurité), adresser des questions au maire de Paris et demander que le conseil municipal inscrive à son ordre du jour telle affaire concernant le quartier.

Le poids des associations

« Nous appliquerons la loi, a dit M. Chirac, mais de manière restrictive. » Puisque ce sont ses amis qui tiennent toutes les mairies de la capitale et qu'ils sont à la fois maires d'arrondissement et conseillers municipaux, il y a fort à parier qu'ils n'accablent pas l'Hôtel de Ville de leurs demandes. Néanmoins, on prévoit une intense circulation de documents entre la « maison mère » et les succursales. A ce point que, pour épargner d'incessants va-et-vient de cyclistes, on installe un système de télécopieurs entre les mairies de quartier et le bureau de M. Camille Cabana, secrétaire général de la mairie centrale. Coût de location annuel : 1 million de francs. Malgré ce dispositif - qui n'est encore qu'au stade des essais dans quatre arrondissements - on prévoit un allongement des délais. Aussi les prochaines séances du conseil municipal ont-elles été reportées au 18 avril et surtout au 30 mai, date avant laquelle il ne pourra commencer à travailler sérieusement.

Les tâches immédiates ne vont pas manquer pour les conseillers : ils ont à installer, par exemple, les comités d'initiative et de consultation d'arrondissement (CICA), qui doivent grouper les représentants des associations de quartier. Selon la loi, ceux-ci ont le droit de participer, une fois par trimestre, aux séances du conseil, avec voix délibérative. Lorsqu'on sait que certains arrondissements comptent deux cents associations, on se demande comment les choses vont se passer. « Si un décret d'application ne vient pas rapidement nous éclairer, dit-on à l'Hôtel de Ville, nous appliquerons la loi à notre manière. »

Pour être appliquée, la loi « Paris-Lyon-Marseille » demande au moins sept décrets, dont un seul est paru, à ce jour, au Journal officiel. On assure au ministère de l'intérieur que les autres textes devraient être connus dans les deux ou trois mois.

Avant le mois de juillet, chaque arrondissement devra faire l'inventaire des équipements dont il aura la gestion à partir du 1^{er} janvier 1984. Les vingt secteurs de la capitale vont se répartir 116 crèches et haltes-gardiennes, 21 maisons de jeunes, une centaine de squares, 75 gymnases, 114 stades, 31 piscines, 130 courts de tennis, 61 foyers et 84 clubs du troisième âge.

Une centaine d'affaires en instance

Les maires d'arrondissement auront à présider les caisses des écoles, qui gèrent les cantines scolaires et à attribuer la moitié des logements sociaux construits dans leur quartier. L'an prochain, lorsque les transferts de compétence prévus par la loi de décentralisation deviendront effectifs, ils auront à se prononcer sur les permis de démolir, les permis de construire et l'utilisation des votes publics. D'ores et déjà, ils doivent donner un avis sur tous les projets d'urbanisme intéressant leur secteur.

Ce rôle-là est particulièrement important. Réunis avec le maire de Paris en une conférence de pro-

Ville, ils sont ensuite obligés de voter la recette correspondante.

De toute manière, les sommes en jeu restent modestes : selon les premières estimations, elles ne dépasseront pas 300 millions de francs par an, soit 15 millions en moyenne par arrondissement. Cela ne représente que 4 % des frais de fonctionnement des services municipaux.

En effet, on abandonnera aux arrondissements la responsabilité du gros entretien des équipements de quartier. La Ville, qui demeure propriétaire, entend pas laisser son patrimoine à la merci de mains inexpertes.

Beaucoup d'avis à donner, quelques équipements à gérer avec très peu d'argent, les arrondissements ne risquent guère de faire de folie. La démocratie y démarre timidement. Parviendra-t-elle à s'épanouir ? En tout cas, l'unité de la capitale n'a vraiment pas grand-chose à craindre. Les vœux les plus critiques que la droite a déposés pendant des mois contre le nouveau statut de Paris paraissent à l'examen bien exagérés.

MARC AMBROISE-RENDU.

Election à la sauvette dans le treizième

On n'avait choisi ni la grande salle des fêtes ni même celle des mariages pour élire le maire du treizième arrondissement. Pourtant une bonne centaine de personnes se bousaillent pour assister au dernier round de la campagne électorale qui oppose le socialiste, M. Paul Quilès, au R.P.R., M. Jacques Toubon. Non il n'y a pas de grand spectacle, mais aux murs grisâtres au milieu de laquelle on avait dressé en cercle des tréteaux cachés sous un tapis vert. Seul un huis-clos à chaîne faisait de la figuration.

Tout était, bien sûr, joué d'avance. Les battus du 16 mars se seraient dans un angle : trois communistes et six socialistes. A l'exception d'une absente, les vingt-neuf autres conseillers ont fait bloc pour désigner M. Toubon et ses neuf adjoints. En quelques mots, le nouveau maire a fixé les règles du jeu : « Nous ne sommes pas ici pour administrer le treizième. La mairie d'arrondissement aura trois rôles : être un

point de contact entre la municipalité et les habitants, catalyser les initiatives locales, se faire l'écho des aspirations de la population. »

M. Quilès lui a répondu : « L'opposition jouera son rôle avec sérieux. Elle veut être présente dans cette mairie et s'exprimer dans le bulletin d'information du treizième. Nous espérons, M. Toubon, que vous relèverez le maire de Paris dans son intention de supprimer le hiatus entre les arrondissements riches et les autres. »

Quant à M^{me} Ghislène Moreau, communiste, elle a rappelé brièvement que les difficultés subsistent : le manque de places dans les crèches et les écoles, l'insuffisance des logements sociaux, le chômage des jeunes. « Pour tout cela, nous serons une force d'action et de proposition. »

Ces formalités accomplies, on s'est quitté courtoisement mais sans illusion.

M. A.-R.

DÉFENSE

A PARTIR DE 1945

Les services secrets français ont utilisé des agents nazis

Comme leurs homologues, alliés ou rivaux, les services de renseignements français ont utilisé, après la seconde guerre mondiale, les compétences d'anciens nazis issus eux-mêmes des services secrets du III^e Reich et identifiés, pour la plupart, dans les camps de prisonniers après 1945. Il s'est alors agi, par leur intermédiaire, de renouer le contact, au bénéfice des services français, avec le réseau des « sources » étrangères qui informaient les Allemands depuis les pays de l'Est où elles étaient normalement implantées.

Selon des agents de la Direction générale de la sécurité extérieure (D.G.S.E.), ces anciens nazis, qui n'étaient pas des « criminels de guerre » au sens des conventions internationales et qui étaient « manipulés » de près ou de force par les services français, ont été au nombre de plusieurs dizaines.

Le recrutement de ces anciens nazis s'est fait à partir des documents saisis, en masse, par le contre-espionnage clandestin dans les archives des services spéciaux allemands et sur la foi de la documentation rassemblée par les bureaux « précurseurs » de la sécurité militaire qui étaient spécialisés dans la recherche du renseignement extérieur, au sein des unités combattantes.

L'opération a été conduite par des fonctionnaires de la Direction générale des études et recherches (D.G.E.R.), créée en novembre 1944, qui devait être remplacée en décembre 1945 par le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (S.D.E.C.E.), l'ancêtre de la D.G.S.E.

revanche, des cadres professionnels de l'armée régulière, moins compromis, ou moins convaincus par les nazis que leurs correspondants du R.S.H.A.

Toutefois, selon les agents français, les deux services avaient en commun un profond anticommunisme et, par le moyen de sociétés installées à l'étranger, pour le R.S.H.A., ou par le biais de ses « sources » hawaïennes, pour l'Abwehr, ils « manipulaient » plusieurs milliers d'informateurs bien placés dans le monde, spécialement en Europe centrale et en U.R.S.S.

Ce détail a son importance : c'est, en effet, parmi les anciens « officiers manipulateurs » ou « traitants » de ces deux services que les fonctionnaires de la D.G.E.R., puis du S.D.E.C.E., ont recruté, à la fin de la guerre et aussitôt après, pour édifier ou reconstruire les « sources » nécessaires aux services français.

Les agents français ont cherché par leur intermédiaire à « accrocher », comme on dit, le réseau d'informateurs et de « sous-agents » allemands avaient utilisé les services dans des pays de l'Est, avant et pendant la guerre, et qui n'avaient pas encore été découverts par l'Armée rouge. La « guerre froide » se développant déjà entre services secrets en Europe, ces réseaux d'informateurs étaient eux-mêmes constitués de nationaux dans les pays de l'Est, qui refusaient l'installation d'un régime communiste et dont la collaboration avec l'Ouest était, dès lors, acquise.

Collaboration

Une autre mission demandée à ces anciens agents allemands a consisté à aider les services français à déceler - partout où la menace risquait de réapparaître - la reconstitution clandestine des mouvements nazis dans le monde. Du propre aveu de certains agents français, les anciens membres du R.S.H.A. ont, moins coopéré, dans cette tâche, que ne l'ont fait les ex-officiers de l'Abwehr, parce que les premiers se sentaient sans doute plus impliqués par leurs amitiés antérieures.

Les agents français étaient, à l'époque, assistés de détachements de la sécurité aux armées et ils rapportent, aujourd'hui, qu'ils devaient laisser à des représentants de la sûreté nationale, notamment la sécurité du territoire, le soin d'examiner les dossiers des « criminels de guerre » dont il importait de connaître - pour les juger - les éventuels « contacts » en France pendant l'occupation. Les agents secrets, en effet, n'ont aucun pouvoir répressif, ni qualité judiciaire.

Selon ces mêmes sources, qui invoquent pour se refuser à révéler l'identité des anciens nazis recrutés - des raisons touchant à la vie familiale des intéressés -, l'opération a concerné, au total, plusieurs dizaines d'informateurs dans la zone occupée, après la guerre, notamment, des membres de l'ancienne Abwehr qui, du temps où ils étaient en fonction, étaient officiers supérieurs.

Cette collaboration a duré trois ou quatre ans, jusqu'au moment du « blocus » de Berlin, pour ce qui concerne la reconstitution, à partir des « officiers manipulateurs » allemands, des « réseaux » à l'Est. Elle s'est prolongée davantage, pour la lutte contre la renaissance de certains mouvements nazis. Elle s'est achevée avec l'extinction - parce qu'ils ont été progressivement « grillés », qu'ils ont cessé d'être bien placés, ou qu'ils ont simplement disparu - de ces « réseaux » d'informateurs construits par le Reich pendant la dernière guerre.

JACQUES ISNARD.

Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES DE MARS 1983

L'avertissement à la gauche

Les résultats et les commentaires
La campagne et les enjeux
Les portraits des nouveaux maires
La mise en place de la réforme communale

140 PAGES - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

VOIX ET EXPRESSION

PARLER AVEC ASSURANCE
SE FAIRE ÉCOUTER
MAÎTRISER L'ÉMOUVÉ
CONVAINCRE, DÉCIDER

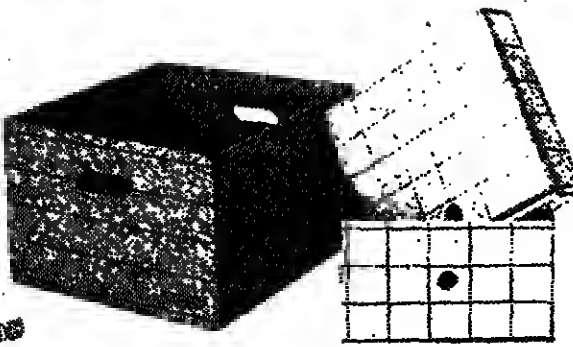
Tous renseignements :
C.E.S.A.L. : 75025
24, rue Henri-Berthoin
Tél. : 325-18-10 - 326-15-42

مكتبة القرآن

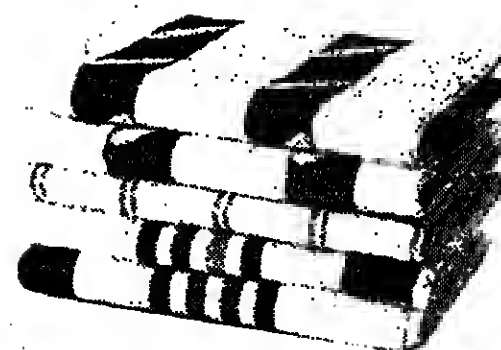
T'as pas 100 balles?



RÅD. Boîte.
Carton ondulé brun,
rayures rouges.
Différents modèles.
A partir de **10F.**

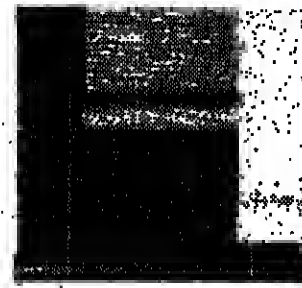


SNACK. Boîte.
Carton ondulé et plastifié blanc
à carreaux rouge ou bleu.
Différents modèles.
A partir de **7 F.**



Serviettes de bain et de toilette
95% ou 100% coton. Plusieurs coloris et dimensions.
IDE 50x100. **28F.** ALVEN 50x100. **32F.**

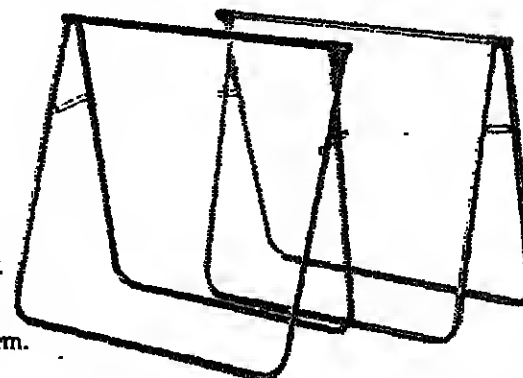
WELLMAN. Store enroulable.
carton ondulé. Plusieurs coloris. Fixations incluses.
80x175 cm **55F.** 120x175 cm **65F.**



VIKING. Transat.
Pliable. Châssis hêtre naturel,
non traité. Assise toile.
100% coton. **59F.**



LILLY. Centre.
Bambou. **2,90F.**

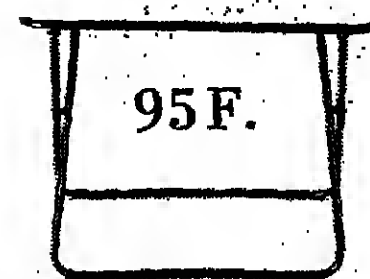


TED. Tréteau.
Tube acier laqué
époxy brun ou noir.
Repliable avec
verrouillage.
Haut 68. Larg. 78 cm.
La pièce **48F.**

FOTO. Suspension.
Aluminium. Différents coloris.
Ø 36 cm. **85F.**

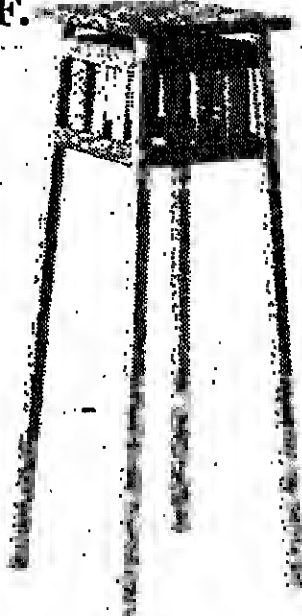
SANNA. Papier peint.
Lavable. 0,53x9 m.
10 coloris. Le rouleau
45F.

TED. Table pliante.
Plètement tube d'acier. Plateau tôle.
Plusieurs coloris.
Dim. 60x45x45 h.

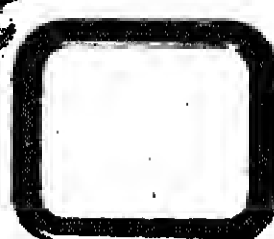


95 F.

BEGONIA. Piédestal.
Pin massif non traité
ou brun noyer.
Haut 78 cm.
99F.



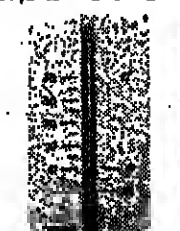
KIM. Miroir. Cadre plastique
brun, blanc, jaune ou rouge.
Dim. 40x35 cm. **48F.**



IKKGLAS.
verres à vin 24 cl.
Par 4: **24F.**



LABB. Thermomètre.
Pin massif non traité.
8x14,5 cm. **22F.**



LABB. Baromètre.
Pin massif non traité.
10x14,5 cm. **70F.**

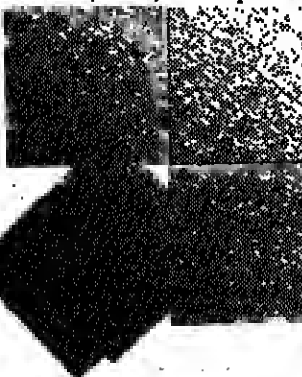


Vernis à bois.
Le litre **39F.**



Jeu de 2 Pinceaux
17,50F.

NIVÅ. Carreaux pour sol pré-encollés.
Surface PVC. Rouge, beige, blanc,
bleu ou noir.
Dim. 33,3x33,3 cm. 5 pièces **39F.**



Animaux mous
à partir de
34F.



BRIGG. Corbeille.
Fil d'acier galvanisé.
1 poignée
et 2 crochets. **45F.**



HALLI. Chaise pliante.
Structure tube d'acier.
Assise polypropylène.
Brun ou Blanc **45F.**



On n'a plus rien pour cent francs? Celui qui a dit ça n'est jamais venu chez **IKEA**.

Bien sûr, **IKEA** vend des meubles. Démontés (et c'est un peu pour cela qu'ils sont moins chers). Des tables. Des lits. Des chaises. Des fauteuils. Des bibliothèques...

La liste est longue. Elle prend même tout un abondant catalogue. Un catalogue qui a ceci d'extraordinaire que tous les prix qui y figurent ne bougeront pas d'un centime pendant un an.

Mais ce qu'on ne sait pas encore assez, c'est que **IKEA**, c'est aussi, par exemple, une table pliante à 95 F. Un transat, qui ne coûte que 59 F. Un store à 55 F. Un thermomètre à 22 F. Ou encore un porte-manteaux à 2,90 F (moins que votre tiercé, à la différence près que de chez nous, on sort toujours gagnant). Et puisque l'été approche, ce serait dommage d'oublier tous ces meubles d'été, tables et chaises de jardin, parasols, ou encore ces

confortables fauteuils qui vous tendent les bras chez **IKEA**. Rien n'a été oublié. Ni personne.

Et surtout pas les bricoleurs, qui trouvent chez nous dalles de sol, papiers peints, moquettes, vernis... Vous voyez que rien de ce qui concerne la maison et le jardin ne nous est étranger. Il est inutile d'aller bien loin pour s'en rendre compte: **IKEA** est tout près de chez vous. Et son parking est gratuit. Nous avons tout pour plaire, non?

Ils sont fous ces Suédois.



PARIS. CENTRE COMMERCIAL BOBIGNY 2.
Tél.: 832.92.95. Ouvert lun. au mer. 11h - 20h - jeu. et
ven. 11h - 22h - sam. 9h - 20h (A 5 min. de la Porte de Pantin).
LYON. CENTRE COMMERCIAL DU GRAND-VIRE.
VAULX-EN-VELIN.
Tél.: 879.23.26. Ouvert lun. au ven. 11h - 20h - sam. 9h - 20h.

هكروامن الأصل

Le Monde

société

MÉDECINE

MALGRÉ LA PROMESSE GOUVERNEMENTALE D'OUVRIER DES DISCUSSIONS

La grève des étudiants et médecins hospitaliers continue

La manifestation nationale organisée par les deux intersyndicats nationaux des internes et des chefs de clinique des centres hospitaliers universitaires (C.H.U.) a réuni, mardi 29 mars à Paris, environ quatre mille personnes. Les manifestations ont débuté sans incidents depuis l'hôtel-Dieu jusqu'à proximité de l'hôtel Matignon. Une délégation a ensuite été reçue par M. Patrice Corbin, chargé de mission auprès du premier ministre pour les affaires de la santé. On apprenait, à cette occasion, que M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité, devait recevoir, ce mercredi 30 mars, à 17 heures, les représentants des deux intersyndicats.

M. Bérégovoy est notamment chargé par le premier ministre de mettre en place « les mécanismes interministériels nécessaires » au bon déroulement des négociations à venir. Le mouvement de grève

observé par les internes et les chefs de clinique, depuis le 22 mars, continue « jusqu'à l'obtention des revendications ».

Pour leur part, les étudiants en médecine en grève depuis un mois et demi ont été reçus le 29 mars par M. Bérégovoy. « C'est la première ouverture sérieuse depuis le début du mouvement », ont déclaré les étudiants à leur sortie du ministère. Il semble néanmoins peu vraisemblable que l'élaboration d'une « loi rectificative » portant sur la suppression de l'examen validant et classant de fin de second cycle soit envisagée.

Les étudiants ont continué le même jour leurs actions spectaculaires, à Bordeaux, Paris, Brest, Caen, Nancy et Limoges. A Lille, des étudiants se sont emparés d'une partie des bandes du système informatique de l'administration centrale du C.H.R.

Risques imprévus

Un tournant. Les mouvements de grève et de protestation des étudiants en médecine d'une part, des internes et des chefs de clinique des C.H.U. de l'autre, cesseraient-ils grâce au remaniement ministériel ? En d'autres termes, le départ de M. Jack Ralite du ministère de la santé, qui apparaissait aux yeux de beaucoup comme nécessaire, serait-il suffisant pour crever l'abcès qui, au fil des jours, s'est constitué entre le corps médical hospitalier et ses autorités de tutelle ?

Le partage des tâches semble aujourd'hui a priori effectué : le secrétariat d'Etat à la santé et le ministère de l'éducation nationale traiteraient du problème étudiant, M. Pierre Bérégovoy s'occupant du dossier médecins hospitaliers. Dans l'attente d'une décision concernant l'élaboration, réclamée par le comité inter-C.H.U. des étudiants en médecine,

d'une loi rectificative, c'est ce dernier dossier qui pose dès aujourd'hui les problèmes à la fois les plus importants et les plus urgents. Au-delà des revendications catégorielles, c'est bien, en effet, l'avenir du système hospitalo-universitaire qui est partiellement en jeu. Centre de formation clinique sans égal, équipé de manière complète et sophistiquée, environné par une médecine libérale de plus en plus contraignante et de moins en moins lucrative, le centre hospitalo-universitaire, maison-mère prestigieuse pour chaque médecin, apparaît plus que jamais comme l'endroit où il y a tout intérêt à demeurer.

Le concours très sélectif de l'internat, des « choix » plus ou moins élargis permettant le passage de l'internat au clinicien puis une sélection — souvent arbitraire — pour l'obtention d'un poste de professeur chef de service, le maintien en tant que titulaire du médecin dans les structures

hospitalo-universitaires constituent autant d'exploits dans lesquels la compétence n'apparaît pas, en règle générale, comme l'unique critère.

A tort

Parmi les différents espoirs qu'elle a suscités, la réforme hospitalo-universitaire mise en œuvre par M. Ralite a eu pour conséquence de laisser entrevoir aux étudiants internes et chefs de clinique une possibilité de maintien dans les structures publiques. Cet espoir, qu'ils désirent transformer en certitude, est en fait l'une des principales raisons de l'actuel mouvement de grève. M. Ralite continue à tort de percevoir — il l'a répété le 29 mars — l'action souterraine « d'une droite dont on connaît la place dans la hiérarchie du corps médical hospitalier ». La « campagne mensongère permanente », que l'ancien ministre de la santé évoque, a cessé. Restent deux générations de médecins en formation — âgés de vingt-cinq à trente-cinq ans — qui réclament notamment : l'élaboration d'un statut décent, similaire à celui de tout agent de la fonction publique. Or les décisions qui sont amenées à prendre le ministre des affaires sociales et de la solidarité ne concernent pas que les promotions actuelles. Un maintien facilité dans les structures hospitalo-universitaires — comme la création réclamée de cinq cents postes supplémentaires chaque année — engendrerait, en effet, les pouvoirs publics dans un mouvement qui serait, en outre, difficile à contrôler.

La détermination actuelle des manifestants — même si quelques tensions sont à noter entre les internes et les chefs de clinique — et l'état actuel de l'avancement des travaux des pouvoirs publics constituent un autre risque imprévu : celui du prolongement du mouvement de grève. Ce dernier commence pourtant déjà à Paris, comme dans certaines villes de province, alors que des malades sont adressés dans les cliniques privées, à poser des problèmes importants concernant la qualité des soins.

JEAN-YVES NAU.

M. HERVÉ :

« connaître, apprendre, étudier... »

14 heures. Internes et chefs de clinique venus de toute la France se réunissent mardi 29 mars devant l'hôtel de la Santé, sur la parvis de Notre-Dame, à Paris. La Seine est traversée. Direction rue Monge et boulevard de Port-Royal. La manifestation est silencieuse : les cris, les banderoles, ne sont pas aujourd'hui de mise. Une manifestation de responsables, en quelque sorte, où le service d'ordre réduit au minimum n'a aucun rôle à jouer. Seuls signes distinctifs : les blouses blanches, les cahiers hospitaliers bleus sombres et quelques insignes de l'Assistance publique.

15 heures. Le ministère de la santé. Ils sont une cinquantaine groupés à droite du bureau de M. Jack Ralite, sous la photo officielle de M. François Mitterrand, lorsque l'ancien ministre de la santé passe ses pouvoirs à M. Edmond Hervé, nouveau secrétaire d'Etat.

Brève cérémonie. M. Ralite rappelle qu'il a quitté la Santé cette semaine. Puis il brosse un bilan on ne peut plus positif de l'action menée durant « six cent soixante jours de travail acharné, de frotement des cervelles ». Le « mouvement actuel ? » « Il démontre que les bornes du possible ne sont pas là où on les imagine, mais un peu plus loin. La piste qu'il quitte ? M. Ralite explique qu'il n'a pas désiré être renouvelé au ministère de la santé », avant de souhaiter « un vrai succès » à M. Hervé.

Sous les flashs, le secrétaire d'Etat — apparaît plus timide, plus tendu. Son but ? « Connaître, apprendre, étudier... » Il n'en dit guère plus. Un mot capotant en aparté : « Je suis surtout un spécialiste des économies d'énergie à l'hôpital ».

16 heures. Au ministère, on fait connaissance, on se congratule, puis on se sépare. Ce n'est qu'un au revoir : le mouvement continue. La manifestation, elle, remonte le boulevard de Port-Royal, atteint le boulevard de Montparnasse, descend celui des Invalides.

17 h 30. En tête, on s'immobilise au niveau du musée Rodin. Une délégation, comme prévu, est reçue à l'hôtel Matignon. Qu'en sortira-t-il ? La foule patiente. Le vent se lève. On s'essie sur le macadam, devant des C.R.S. bon enfant.

18 h 30. Les délégués reviennent. Ils sont là. La communication est la sous quelques jours. « Nous sommes repus demain par Bérégovoy ! » « C'est tout ? » « Il ne pouvait pas nous en dire plus ! »

Victoire ? Défaite ? La manifestation se dissout. Le mouvement continue.

J.-Y. N.

Les modalités d'application du forfait hospitalier inquiètent la F.I.E.H.P.

Le docteur Jean-Pierre Alfandari, nouveau président de la Fédération intersyndicale des établissements d'hospitalisation privée (F.I.E.H.P.), majoritaire dans la profession, a déclaré, mardi 29 mars, à Paris, lors d'une rencontre avec la presse, que son association entendait dorénavant « prendre part à la gestion du pays dans les politiques sociales, de santé et de régionalisation ». Selon lui, « l'hospitalisation privée a maintenant acquis sa taille adulte et son syndicalisme ne peut plus se contenter de pleurer sur l'insuffisance des prix de journée ».

La F.I.E.H.P. a demandé audience à MM. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité, et à M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, pour exprimer notamment son inquiétude à propos du forfait hospitalier, mesure qui doit entrer en vigueur dès le

1^{er} avril. M. Alfandari a exprimé la crainte que cette mesure, « très courageuse, mais mal présentée, n'entraîne un accroissement des dépenses ». Pour lui, son montant devrait être modulé en fonction de la nature des établissements. « La rigide du système, a-t-il expliqué, fait qu'il pourrait être source de dépenses supplémentaires accrues au lieu de faire faire des économies ».

Selon la F.I.E.H.P., ce forfait devrait être moins élevé dans les établissements où les longs séjours sont fréquents, en psychiatrie ou dans les maisons de repos et de convalescence où sont souvent hébergés pendant des mois, et parfois pendant plusieurs années, des personnes démunies de ressources.

A ce sujet, le docteur Alfandari a demandé que l'aide médicale soit enfin accordée aux patients de l'hospitalisation privée.

JUSTICE

AU TRIBUNAL DE MENDE

Les pseudomonas de Bagnols-les-Bains

De notre correspondant

Mende. — Une bataille judiciaire s'est engagée entre l'Union fédérale des consommateurs (U.F.C.) et deux personnalités politiques du département de la Lozère : les docteurs Jacques Blanc et Jean-Jacques Delmas. A l'origine de la controverse, une contamination intermittente des eaux thermales de Bagnols-les-Bains par des bactéries toxiques : les pseudomonas aeruginosa.

Le docteur Jacques Blanc, député U.D.F., ancien secrétaire général du P.R., préside à la fois l'association de gestion de l'établissement thermal et une société d'économie mixte qui possède les installations. Le docteur Delmas est maire de Mende, suppléant de l'autre député U.D.F. du département, M. Adrien Durand, vice-président du conseil général. Il est aussi chargé du service de rhumatologie à Bagnols-les-Bains, une station située à 20 kilomètres de Mende (le Monde du 4 novembre 1982).

Le 20 avril 1982, l'U.F.C. porte plainte contre les responsables de la station pour « non-assistance à personne en péril ». En juin, la plainte est classée sans suite par le parquet. Forts de cette décision, les docteurs Blanc et Delmas répliquent en citant en correctionnelle l'U.F.C. pour « dénonciation calomnieuse ». Au cours de son audience du 24 mars, le tribunal de Mende a décidé de « surseoir à statuer » parce que l'Union fédérale des consommateurs a déposé, le 21 mars, contre ces deux médecins, une nouvelle plainte avec constitution de partie civile pour « non-assistance à personne en péril ».

A quelques semaines de l'ouverture de la station, les curistes s'interrogent sur les pseudomonas. Pour M. René Baylet, professeur d'hygiène et de santé publique, directeur de l'Institut Roussin-Bertrand à Montpellier, « les pseudomonas aeruginosa est un germe potentiellement pathogène et considéré, par nous, comme indésirable ». Devant le conseil général, M. Blanc a déclaré : « Il faut que chacun sache que les pseudomonas se trouvent un peu partout, même dans les centres hospitaliers et peut être même dans certaines eaux de distribution que nous buvons. Ce germe est une véritable saprophyte, c'est-à-dire qu'il ne présente pas de risques autrement que dans des circonstances tout à fait particulières où l'individu est démuné de défenses par rapport aux pseudomonas. Je le dis de façon formelle : personne n'a encore encouru un danger dans cette affaire ».

M. Didier Bergès, chef du service juridique de l'U.F.C., réplique : « Aux Etats-Unis, des sportifs en parfaite santé ont eu des otites provoquées par des pseudomonas qui contaminent l'eau de la piscine dans laquelle ils s'entraînent. Ces bactéries se développent fort bien dans des solutions contenant des bactéricides : elles résistent aux antibiotiques. La maternité Baudouin à Paris et l'hôpital d'Alzoum-Provence furent fermés en raison de la présence de pseudomonas aeruginosa ».

Comment se débarrasser de ces bactéries indésirables ? Dans un rapport de l'ingénieur en chef des mines resté confidentiel, on note que, malgré « les investigations demandées (...), la complexité du phénomène constaté fait qu'aucun résultat probant n'a été obtenu, mais différentes voies de recherches restent à explorer ».

En février 1982, il fut procédé à une désinfection générale du gîte thermal au moyen de trois cent trente litres d'eau de javel. Les eaux

thermales de Bagnols-les-Bains sont-elles aujourd'hui exemptes de toute pollution ? M. Jacques Chassagne, commissaire de la République, s'est jusqu'à présent refusé à communiquer à la presse les résultats des analyses officielles. Dans un communiqué diffusé le 24 mars, la direction de l'établissement thermal affirme que « la station mettra ses installations à la disposition de tous les curistes, qui pourront bénéficier en toute sécurité de ses thérapeutiques, et laissera la justice suivre son cours ».

JEAN-MARC GILLY.

SPORTS

TENNIS

AU TOURNOI DE MONTE-CARLO

Lendl cueilli à froid par Glickstein

Pour la deuxième journée du Tournoi de Monte-Carlo, mardi 29 mars, on attendait un événement : le premier et peut-être dernier match de Bjorn Borg pour son ultime compétition officielle. La pluie nationale et le froid risquant de rebouter le public, les organisateurs ont préféré différer d'un jour les adieux du champion suédois.

Les spectateurs qui s'étaient néanmoins déplacés au Monte-Carlo Country Club ont eu droit à un coup de théâtre : l'élimination au premier tour du numéro un mondial et probable successeur de Borg : le Tchecoslovaque Ivan Lendl par l'Américain Shlomo Glickstein, joueur amateur. Il est vrai que, contrairement à Borg qui vient de prendre une année sabbatique, Lendl sortait à peine d'une longue saison aux courts couverts et n'avait visiblement pas eu le temps de se réadapter à la terre battue et au tennis en plein air.

Borg entre courts et jardins

De notre envoyé spécial

Monte-Carlo. — Il n'y avait pas grand monde, mardi à 10 heures du matin, sur les terrasses du Monte-Carlo Country Club. Une pluie fine maculait les baches du central en contrebas. Borg était déjà là. En survêtement comme chez lui, dans cette ambiance de club d'été qui va être la sienne désormais, répondant gentiment à quelques saluts. Etabli avec ses petits copains de la jeune équipe suédoise, tous fiers de leur aîné et coiffés de cheveux blancs fous, à son image. Souriant, ses yeux bien foncez rieurs, une face ouverte qu'aucun écran au monde n'avait revêtu jusqu'ici. Pen après, Borg gagnait une allée écartée entre deux courts, pour se soumettre devant la caméra aux questions qu'allait lui poser le reporter d'une chaîne américaine — et quelques autres.

Contre les grillages de ces terrains, je l'avais vu, il y a deux ans, frapper de toutes ses forces, inlassablement, comme un météorite, des balles contre Vitas Gerulaitis. Aujourd'hui, sous les gouttes de pluie, sans être importuné par la moindre curiosité, il donnait avant la lettre, une conférence de presse privée, cette fois non pas profane, mais communicative et presque volubile, parlant anglais avec un beau timbre de voix grave. « J'ai le temps, je n'ai que vingt-six ans, je suis encore très jeune, je vais jouer pour m'amuser. J'ai déjà mieux que des projets, fait des occupations de businesswoman, des responsabilités toutes neuves ».

La formule qui revient tout naturellement sous sa langue : « in the future ». Il se connaissait riche d'avenir. Bjorn Borg : en propreté future et pas seulement en dollars, encore, pour avoir une fortune comparable à celle d'un gagnant de l'acier et l'avoir gagnée avec une raquette de tennis avant l'âge de trente ans, demeure une fameuse performance à battre. Pour revenir à son tournoi et au match qui l'attend contre José-Luis Clerc, il a vu ne pas se faire d'illusions : « Je ne sais absolument pas comment je vais jouer, peut-être très mal ! », dit-il, en découvrant des dents blanches qui n'auraient jamais été vues.

A midi, la pluie a cessé, mais le public n'est pas là. Il est hors de question de faire jouer Borg pour son premier (et peut-être dernier) match devant des banquettes vides. On repousse donc la rencontre de vingt-quatre heures. Sur la court n° 1 et sur la court n° 2 — au toit éclipable, — Nastase et le Brésilien Motta d'une part, Fibak et l'Autrichien Alexander d'autre part, ont des débats que gagneront les premiers nommés.

Cependant, le court n° 20, construit en terre battue plastique dite « tennis fluid », est celui qui a le plus vite séché. C'est aussi le plus reculé du club. Il n'y a personne. St. Borg. Le front ceint de son bandeau.

Il a recouvert le masque hermétique qui l'a tenu blindé sous toutes les latitudes. Il s'entraîne. Il s'entraîne contre son mentor Borgelin, puis contre son jeune compatriote Stefan Simonsson.

Au début de l'après-midi, pourtant, le soleil miraculeusement revenu, c'est la grande surprise du tournoi. Ivan Lendl, la première tête de série, numéro un au dernier classement A.T.P., tout récent vainqueur du Tournoi de Milana en sept sets, est éliminé d'entrée par le modeste et corpulent israélien Shlomo Glickstein. Battu 6-2, 3-6, 7-5, le Tchecoslovaque fut le même de lui-même. Son service ne passait pas, il commettait des erreurs monumentales, et son bon moment des cent premiers jours n'avait rien fait de mieux. Glickstein (quarante deuxième à l'A.T.P.). Lendl n'a jamais aimé le Tournoi de Monte-Carlo, où il fut éliminé par Vilas l'an dernier en finale et qui constitue à ses yeux un tournoi de rodage. Borg estime pourtant que Lendl est son successeur au titre de premier joueur mondial.

Borg, je l'ai retrouvé à la sortie du club. Le sac en bandoulière, tout seul, sans être suivi ni reconnu, il descendait vers les garages qui surplombent le Beach, où était stationnée sa Seale Turbo-prop. Tel que je l'ai vu, il était en train de se déshabiller. Il n'apparaissait que la même démarche chahoutée, quelques jours plus tôt, quand il pénétrait sur le Central Court de Wimbledon. L'air par-dessus lui se profilait en fait de décor un forain, mais son visage avait un air qui sonnait comme un grand moment de la force tranquille sous les dents.

OLIVIER MERLIN.

LES RÉSULTATS

Premier tour : Glickstein (Isr.) b. Lendl (Tch.), 6-2, 3-6, 7-5 ; Nastase (Roum.) b. Motz (Bré.), 2-6, 6-4, 6-3 ; Scanlon (E.-U.) b. Hecner (Bré.), 7-5, 2-6, 7-5 ; Fibak (Pol.) b. Alexander (Aust.), 6-4, 6-0 ; Nastase (Roum.) b. Higginson (E.-U.), 6-4, 6-4 ; Glickstein (Isr.) b. Lendl (Tch.), 6-2, 3-6, 7-5.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (Vingt-neuvième journée)

Nantes b. Lille... 1-0
Bordeaux b. Metz... 2-0
Paris-S.G. b. Brest... 2-0
Marseille b. Sochaux... 6-0
Lens b. Strasbourg... 2-1
Rennes b. Laval... 2-2
Mulhouse b. Auxerre... 2-2
Toulouse b. Nancy... 2-1
Saint-Etienne b. Tours... 0-0
Bastia b. Lyon... 2-1
Chamois... 1-1
Nantes... 4-2
Bordeaux... 3-1
Paris-S.G... 3-6
Laval... 3-2
Metz... 3-1
Auxerre... 3-0
Sochaux... 2-9
Nancy... 2-0
Toulouse... 2-1
Lille... 2-1
Rennes... 2-1
Strasbourg... 2-1
Mulhouse... 2-1
Lyon... 2-0

Le Monde de L'Éducation

NUMÉRO D'AVRIL
RÉUSSIR DANS LA VIE :
LA MOBILITÉ SOCIALE

INFORMATIQUE
ET ÉDUCATION
LE CHOC
DU MARCHÉ PRIVÉ

LES ENFANTS FACE
À LA TÉLÉVISION

LES EMBUCHES
DES SÉJOURS
LINGUISTIQUES

5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
Publication mensuelle du Monde.
En vente partout.
Le numéro 10 F.

TENNIS A PARIS

STAGES LONGUE DURÉE
1h - 1h30 - 2h - 2h30 - 3h - 3h30
TOUS NIVEAUX Adultes - Enfants
Tous les jours de 9h à 18h
Pont de Neuilly 16 - Meudon, Fontenay
TENNIS
734-36-36 ACTION
Équipe par DUNLOP

CARNET

JUSTICE

LE PROCÈS DE DEUX INSOUMIS A RENNES Violents incidents entre gendarmes et indépendantistes bretons

Des incidents ont opposé, mardi 29 mars dans la soirée, aux portes de la maison d'arrêt de Rennes, une quinzaine de militants bretons aux gendarmes venus reconduire en prison deux insoumis. Ces derniers avaient comparu dans l'après-midi devant le tribunal correctionnel de Rennes.

Les militants qui sont à l'origine de ces incidents appartiennent au parti républicain breton (parti indépendantiste sans étiquette politique). Alors qu'ils tentaient d'empêcher le

fourgon cellulaire de pénétrer dans la prison, des heurts brutaux mais violents se sont produits avec les forces de l'ordre. Deux gendarmes ont été assez sérieusement blessés. L'un a des fractures au nez et au poignet. L'autre a été blessé à la main par un objet tranchant. Son état a nécessité plusieurs points de suture. Trois de leurs agresseurs ont été interpellés et placés en garde à vue. Ils devaient être défilés au parquet ce mercredi en fin de matinée.

De notre correspondant

sentant du parquet, M. Didier Ruelan du Creil, a réclamé une peine de vingt mois d'emprisonnement. Le jugement sera rendu le 26 avril.

CHRISTIAN TUAL

Corse : le procureur contre la « calomnie »

Le procureur de la République de Bastia, M. Jean Luciani, a annoncé, mardi 29 mars, l'ouverture d'une information judiciaire contre X... à la suite des accusations de l'association A riscossa concernant les mauvais traitements qu'auraient subis pendant leur interrogatoire les membres présumés du F.I.N.C. (Front de libération nationale de la Corse), inculpés, le 25 mars, pour le meurtre d'un légionnaire (le Monde daté 27-28 mars).

Cette association, proche de la Consulte des comités nationalistes (C.C.N.), affirme que les personnes interpellées portaient, après leur garde à vue, des traces de coups et leurs avis avaient adressés des témoignages de protestation à M. Defferre, ministre de l'Intérieur, et M. Badinter, garde des sceaux. Les autorités judiciaires considèrent que ces réactions sont des « dénonciations calomnieuses » et que les inculpés ont été examinés à plusieurs reprises durant les interrogatoires par des médecins qui n'ont constaté aucune trace de sévices.

Certains observateurs estiment que les accusations des milieux nationalistes sont faussées et qu'elles ne sont formulées que dans le but de ternir l'action de la police et, celle en particulier, de M. Broussard, commissaire de la République, dé-

gué pour la police. Celui-ci a répondu, mercredi, aux félicitations de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat à la sécurité publique. « C'est un homme particulièrement sympathique », a déclaré M. Franceschi au micro de R.M.C., qui connaît parfaitement son métier et qui est doué de beaucoup d'intelligence et d'intuition (...). Je le considère comme un ami personnel et je suis très heureux de constater qu'il a appliqué exactement la stratégie que je lui ai assignée. »

Un habitant de Ghisonaccia (Haute-Corse) a découvert, mardi 29 mars, dans le maquis, un dépôt d'armes et de munitions, qu'il a remis au commissariat de Bastia. La cache contenait un fusil de guerre italien avec trois cents cartouches, trois cents autres cartouches de calibre 7,65, vingt bâtons de dynamite, une centaine de détonateurs et plusieurs mètres de mèche lente.

Les gendarmes de la même localité avaient arrêté la veille un ouvrier agricole d'origine sarde, M. Marius Saneu, âgé de cinquante-quatre ans, qui détenait trois pistolets, des cartouches et des bâtons de dynamite. Il a été inculpé d'infraction à la législation sur les armes et écroué.

Naissances

- M. Jacques FONTAINE et M^{me} née Mireille Perrier, ont la très grande joie de faire part de la naissance de leur fille Anne, le 17 mars 1983, 52, rue du Rendez-Vous, 75012 Paris.

- M. et M^{me} Jean-Yves GARNIER-GENET et leur fille Jeanne-Marie, ont le plaisir de faire part de la naissance de Marie-Valentine, le 26 mars 1983, 39, rue Floréal, 93260 Les Lilas.

Décès

- Les familles Nehama, Calamaro, Assael et Datta, font part du décès de

M. PEPPE ASSAEL,

survenu le 26 mars 1983. L'inhumation aura lieu le jeudi 31 mars 1983. On se réunira porte principale du cimetière de Pantin parisien, à 10 h 30. 26, rue de la Fraternité, 75016 Paris.

- Saint-Galmier. Saint-Etienne. Roanne. Lyon.

- Je suis la Servante du Seigneur, qu'il me soit fait selon ta Parole. (Luc 1-38).

Le 26 mars 1983, M^{me} Gustave BOUCHET, née Alice Pallandre, a été accueillie dans la Paix du Seigneur et la joie de l'Annonciation, à l'âge de soixante-quatre ans.

De la part de M. Gustave Bouchet, son époux, Ses enfants, Le docteur et M^{me} Hafid Boudjema-Bouchet,

M. et M^{me} Jean-Pierre Housset-Bouchet, M. et M^{me} Paul Bouchet, Le docteur et M^{me} Bernard Bouchet, et leurs enfants,

Ses frères et sœurs, M. et M^{me} Guy Pallandre, M. et M^{me} Jean Poux, Les familles Bouchet et Pallandre. Une eucharistie a été célébrée le mardi 29 mars, à 15 heures, en l'église de Saint-Galmier.

M. Gustave Bouchet, Le Belvédère, 42330 Saint-Galmier.

- Le docteur Jean Durieu, son frère. La famille et les amis, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

M^{me} Ginette DURIEU,

survenue le 26 mars 1983.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le 29 mars 1983, à Boissise-la-Bertrand (Seine-et-Marne), dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Les familles Edery, Lori, Franceschi, Ohayon, Amram, Amiel, Staccoli, Genini, Dadoun, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Habbia EDERY,

née Dadoun, leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et sœur, survenue à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, le 28 mars 1983, à son domicile. Les obsèques auront lieu le jeudi 31 mars 1983, à 14 heures, au cimetière parisien de Pantin.

42, rue du Faubourg-Montmartre, 75009 Paris.

- M^{me} Marthe Jaouen, née La Barch, Ses enfants et petits-enfants, font part du décès de

M. Joseph JAOUEN,

capitaine de la marine marchande, pilote de port de Sète (E.R.), chevalier de la Légion d'honneur, survenue à Toulon, le 23 mars 1983, dans sa quatre-vingtième année, moi des sacrements de l'Eglise.

- M^{me} Micheline Marschall et sa famille ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert MARSCHALL,

survenu le 25 mars 1983. Les obsèques auront lieu le jeudi 31 mars 1983, à 9 h 30, en l'église Saint-Denis d'Abbe-Moos, et l'inhumation se fera au cimetière de Gignac.

Le service aviation générale et l'aéroclub Aéroport de Paris ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert MARSCHALL,

survenu le 25 mars 1983. Les obsèques auront lieu le jeudi 31 mars 1983, à 9 h 30, en l'église Saint-Denis d'Abbe-Moos, et l'inhumation se fera au cimetière de Gignac.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

- L'Association de psychiatrie infanto-juvénile de la région Bretagne a la tristesse de faire part du décès de son secrétaire

le docteur Pierre THALBOT, psychiatre des hôpitaux, survenu dans sa quarantième année, le 25 mars 1983, à Hennebont. Kersaell, route de Rennes, 56700 Hennebont.

Remerciements

- M^{me} Robert CRESTO-DARAN, Son fils Jean-Michel, remercient tous ceux qui se sont associés à leur deuil.

- M^{me} Laurence Peltier, M. et M^{me} J. Evard, M^{me} Juliette Peltier, M. et M^{me} Thomas, Le docteur et M^{me} L. Bramai, ses enfants,

M. et M^{me} G. Boudjema, Le docteur et M^{me} D. Hauser, M^{me} N. Laurendeau et ses enfants, profondément touchés par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Guy PELTIER, directeur général adjoint des affaires techniques de la compagnie nationale Air France, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre du Mérite.

expriment leurs sincères remerciements.

Anniversaires

- A l'occasion du dixième anniversaire du décès de M^{me} Denise G. COIGNARD, dans sa soixante-dix-septième année, une pensée affectueuse est adressée à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

- En ce troisième anniversaire, une pensée est adressée à tous ceux qui ont connu et aimé

Emmanuel DOREY (Mars 1976).

MATHS PHYSIQUE

STAGE INTENSIF du 5 au 9 avril Cours privé Sigma 3 87, avenue Mozart 75016 520-90-13

Construisez votre maison comme votre vie.



Espace, confort, lumière, c'est la maison dans laquelle vous avez décidé de vivre. Maison des enfants, maison des amis, vous la construisez à l'image de votre vie.

Si pour vous, efficacité, harmonie, sérénité sont des valeurs, vous en trouverez la réalisation dans la technologie Phénix. Efficacité de la technique de construction d'abord : la structure acier-béton

met votre maison à l'abri de l'épreuve du temps. Efficacité de la technique d'isolation : à l'intérieur des murs, une épaisseur de laine de verre et un vide d'air assurent le confort de votre maison tout au long de l'année.

Les maisons Phénix sont aussi l'harmonie : l'axe équilibre des matériaux et des formes que nos architectes adaptent aux différentes régions. Et si pour vous choisir une maison sûre est une priorité,

la technologie Phénix est votre garantie. La première : Maison Phénix est le seul constructeur à offrir, pour la structure acier-béton de ses maisons, une garantie de 30 ans, soit 20 ans de plus que la garantie décennale exigée par la loi. Alors, avec Maison Phénix, construisez votre avenir en toute tranquillité.

La première : Maison Phénix est le seul constructeur à offrir, pour la structure

acier-béton de ses maisons, une garantie de 30 ans, soit 20 ans de plus que la garantie décennale exigée par la loi. Alors, avec Maison Phénix, construisez

vos rêves en toute tranquillité.

Maison Phénix : 30 ans tranquille.

30 ans de garantie pour la structure acier-béton.

MAISON PHENIX
40, rue de la Gare, 93800 Pantin
Tél. 01 49 20 10 00
Fax 01 49 20 10 01
Maison Phénix est le seul constructeur à offrir, pour la structure acier-béton de ses maisons, une garantie de 30 ans, soit 20 ans de plus que la garantie décennale exigée par la loi. Alors, avec Maison Phénix, construisez vos rêves en toute tranquillité.

هكزام الاصل

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

PLACE DES VOSGES

Attirés par l'harmonieuse ordonnance de la place des Vosges, deux jeunes hommes se sont installés dans son environnement pour présenter leurs meubles contemporains.

Dans la courte rue de Birague, qui relie la place à la rue Saint-Antoine, Olivier Thierry a donné à sa boutique le nom de l'île grecque Nexos. Amoureux du marbre, il en fait des tables dont il dessine les modèles. « Les merbres que j'utilise proviennent d'Italie, d'Espagne, de Grèce ou de Turquie. Mais ils sont tous façonnés en Italie, dans cette région de Carrare où se trouvent les meilleurs marbriers. » Olivier Thierry emploie également le travertin, le granit (roche très décorative qu'il déplore de voir entachée d'un préjugé de cimetières) et aussi l'onix, au très beau veinage.

Parmi les tables présentées dans la boutique, celles de la collection « Accolade » ont un piètement à lames verticales qui animent l'allure. Une table de repas a un grand plateau de forme oblongue en marbre très clair (6 580 F), une autre est circulaire et en marbre de ton vieux rose. Pour les entourer, Olivier Thierry propose des chaises en bois dont le haut dossier à barreaux rappelle les lignes du piètement.

Outre les tables basses de style classique, deux modèles ont un original socle en forme de Z : l'un d'eux repose sur un plateau inférieur à roulettes qui facilite le déplacement de la table (3 600 F en travertin doré). C'est au nord de la place des Vosges, dans le quartier du Tem-

ple, que Didier Bochart vient d'ouvrir sa boutique « Libéral ». Il a choisi ce nom en hommage à Libéral Brunt, l'architecte de l'Hôtel des Invalides... et de l'immeuble de la rue Saint-Claude où il s'est installé.

La trouvaille de Didier Bochart est l'utilisation de la toile de voile de bateau « spinaker ». Avec ce tissu léger mais très résistant, il recouvre ses sièges en mousse dans une palette de dix-huit coloris unis ou d'imprimés à rayures ou à pois. Le canapé « Surf » a un dossier bas et des accoudoirs en forme de boudins, fixés par Velcro et amovibles, l'essais se dédoublent pour former un lit à deux places (2 500 F). Ce canapé est entièrement déhoussable — pour un lavage sans problème — et on peut commander une housse supplémentaire pour changer de décor. Un fauteuil de même type se transforme en lit d'appoint.

Autre proposition de ce jeune créateur-éditeur, des petits meubles à structure tubulaire de couleur vive : rouge, jaune, bleu. Une table roulante, en deux tailles, a un double plateau à revêtement antidérapant noir (600 F la plus petite).

JANY AUJAME.

* Nexos, 7, rue de Birague, 75004 Paris. Tél. : 272-95-74. Libéral, 16, rue Saint-Claude, 75003 Paris. Tél. : 274-68-14.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 1^{er} AVRIL

* Hôtel de Sully, 14 h 30. 62, rue Saint-Antoine, M^{me} Senant.

* Cimetière de Picpus, 15 heures.

angle rue de Picpus et avenue de Saint-Mandé, M^{me} Bouquet des Chaux (Caisse nationale des monuments historiques).

* Le Conciergerie, 14 heures, 1, quai de l'Horloge, D. Bouchard (A.R.S.).

* La Sorbonne, 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Connaissances d'ici et d'ailleurs).

* Hôtel de Lauzun, 15 heures, métro Pont-Marie, M^{me} Hauller.

* La place Dauphine, 14 h 30, métro Pont-Neuf (Paris autotour).

* Hôtels de l'Île Saint-Louis, 14 h 30, 6, boulevard Henri-IV (Vieux Paris).

CONFÉRENCES

20 h 15, 11 bis, rue Keppler, « Renaissance, renaissance, renaissance » (Loge unie des théosophes).

BREF

RADIOS LIBRES

L'IMMIGRATION ANTILLAISE. — Le GRIFF (Groupe de réflexion et d'information Frantz Fanon) commence une série d'émissions hebdomadaires (tous les mercredis de 21 h à 23 h) sur Radio-Tropicale FM (86,5 MHz). Les trois premières auront pour thème : l'immigration antillaise. L'invité du mercredi 30 mars sera l'écrivain martiniquais Marie-Madeleine Carbet.

* Renseignements auprès de Mme Yvette Lampa, 23, rue de Verdun, 94220 Charenton-le-Pont.

ENTR' AIDE

LES LOISIRS DES HANDICAPÉS. — L'Association des paralytiques de France demande des bénévoles pendant les grandes vacances afin de participer à l'organisation des loisirs des handicapés moteurs. Les frais de nourriture, d'hébergement, de voyage, de sécurité sociale et d'assurance accidents sont assurés par l'association.

* Service Vacances, A.P.F., 17, boulevard Auguste-Blanc, 75013 Paris. Tél. : 580-82-40, poste 373.

FORMATION

THÉÂTRE POUR ADULTES. — La Centre dramatique national pour l'enfance et la jeunesse organise du 11 au 15 avril un stage de théâtre-réel destiné à jouer un texte non dramatique (romans, contes, nouvelles, etc.). Le prix du stage est de 600 F.

* Centre La Fontaine, 36, avenue Marx-Dormoy, 95000 Lille. Tél. : (20) 89-45-50.

ÉDUCATION

UNE JOURNÉE D'ÉTUDES SUR LA VIEillesse. — L'université de Paris-X-Nanterre et la Fondation nationale de gérontologie organisent le 15 avril une journée d'études et d'échanges sur le thème « Vieillesse et ruralité ».

* Tél. à l'université : 725-92-34, poste 507.

Le Monde

DIMANCHE

Dans son numéro du 3 avril

Méchants, les petits patrons ?

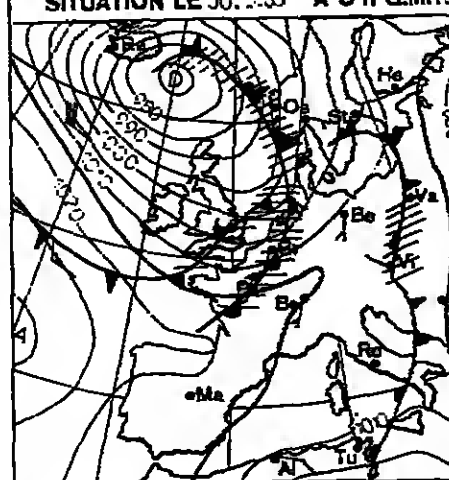
Inspecteurs du travail séquestrés, commandos anti-grevistes :

les nouveaux petits entrepreneurs sont-ils saisis par la révolte et la violence ?

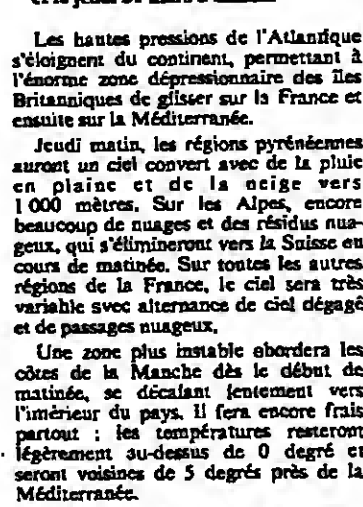
Une enquête de Daniel Schneider

MÉTÉOROLOGIE

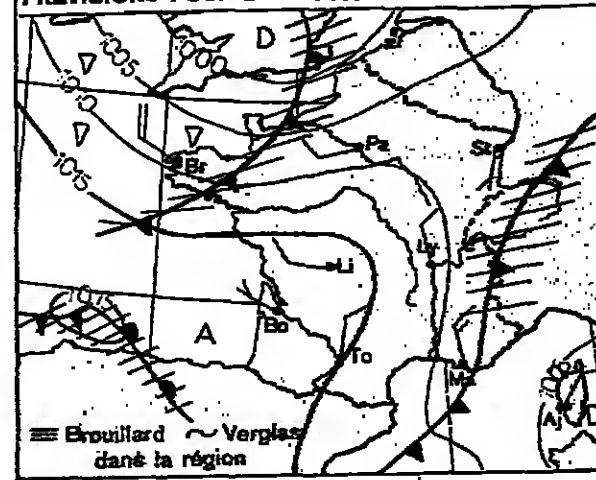
SITUATION LE 30.3.83 A 0 h G.M.T.



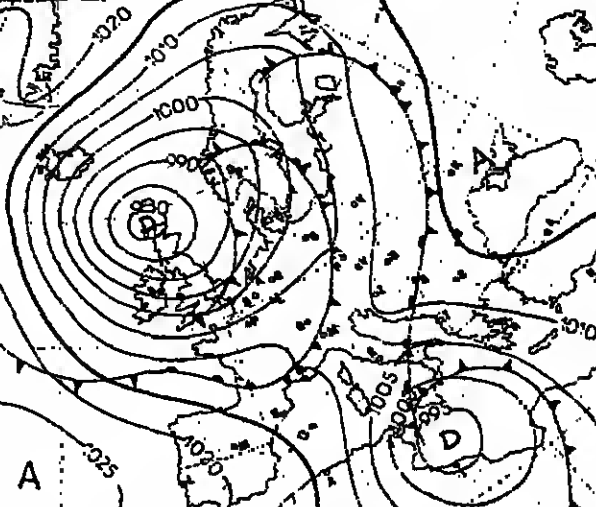
PRÉVISIONS POUR LE 31 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)



PRÉVISIONS POUR LE 31 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)



PRÉVISIONS POUR LE 31 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)



Évolution probable du temps en France

entre le mercredi 30 mars à 0 heure et le jeudi 31 mars à minuit.

Les hautes pressions de l'Atlantique s'éloignent du continent, permettant à l'énorme zone dépressionnaire des îles Britanniques de glisser sur la France et ensuite sur la Méditerranée.

Jeudi matin, les régions pyrénéennes auront un ciel couvert avec de la pluie en plaine et de la neige vers 1 000 mètres. Sur les Alpes, encore beaucoup de nuages et des résidus neigeux, qui s'élimineront vers la Suisse au cours de la matinée. Sur toutes les autres régions de la France, le ciel sera très variable avec alternance de ciel dégagé et de passages nuageux.

Une zone plus instable abordera les côtes de la Manche dès le début de la nuit. Il fera encore frais partout. Les températures resteront légèrement au-dessus de 0 degré et seront voisines de 5 degrés près de la Méditerranée.

Au cours de la journée, temps instable, frais, avec menaces d'averses en toute région. Quelques courtes éclaircies pourront se développer malgré tout. Les températures seront comprises entre 8 degrés et 13 degrés du nord au sud sur les régions pyrénéennes, le sud du Massif central et le Pays basque ; le ciel sera plus chargé et il pleuvra de Japon plus continue.

Près de la Manche, toujours de fortes rafales de nord-ouest.

La pression atmosphérique redouble au niveau de la mer finit à Paris, le 30 mars à 7 heures, de 1 008,5 millibars, soit 756,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 29 mars ; le second le minimum de la nuit du 29 mars au 30 mars) :

Ajaccio, 14 et 8 degrés ; Biarritz, 11 et 4 ; Bordeaux, 10 et 3 ; Bourges, 9 et 2 ; Brétigny, 10 et 7 ; Caen, 10 et 7 ; Cherbourg, 8 et 6 ; Clermont-Ferrand, 8 et -1 ; Dijon, 8 et -1 ; Grenoble, 0 et -1 ; Lille, 10 et 6 ; Lyon, 9 et -1 ; Marseille-Mariagnan, 13 et 2 ; Nancy, 8 et 0 ; Nantes, 11 et 7 ; Nice-Côte d'Azur, 15 et 7 ; Paris-Le Bourget, 11 et 6 ; Pau, 11 et 1 ; Perpignan, 12 et 6 ; Rennes, 12 et 7 ; Strasbourg, 8 et -1 ; Tours, 10 et 5 ; Toulouse, 10 et 1 ; Poitiers-Pitre, 29 et 18.

Températures relevées à l'étranger :

Alger, 16 et 11 degrés ; Amsterdam, 9 et 4 ; Athènes, 17 et 13 ; Berlin, 8 et 0 ; Bonn, 9 et 4 ; Bruxelles, 9 et 5 ; Le Caire, 23 et 12 ; Les Canaries, 21 et 16 ; Copenhague, 3 et 0 ; Dakar, 25 et 19 ; Djakarta, 16 et 14 ; Genève, 10 et -5 ; Jérusalem, 16 et 5 ; Lisbonne, 17 et 6 ; Londres, 10 et 3 ; Luxembourg, 7 et 2 ; Madrid, 14 et -2 ; Moscou, 12 et 4 ; Nairobi, 25 et 16 ; New-York, 8 et 4 ; Palma-de-Majorque, 16 et 1 ; Rome, 8 et 1 ; Stockholm, 2 et 0 ; Tazewar, 20 et 12 ; Tunis, 17 et 9.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

GUY BROUTY.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3417

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Genre de flagellants du Midi. — II. Parait bien plus grand en fait petit. On la sent donc passer. — III. N'a donc pas de défaut de prononciation. — IV. Vole dans les nuages ou glisse sur les fleurs. — V. Peut nous obliger à nous découvrir. — VI. Note. Pratique la goutte-à-goutte. — VII. Célèbre Japonaise. Fait briller des larmes. — VIII. Ont un débit irrégulier. — IX. Tout nouveau mais pas toujours tout beau. — X. Personnel. Jadis affriolante, de nos jours affolante. — XI. A donc fait l'objet d'une séparation de corps. Possessif.

VERTICALEMENT

1. Caractères de cochon. — 2. Agissent par force ou par tendresse. Note. — 3. Lorsqu'il arrive qu'elle nous touche, la chair est faible. — 4. Se déformait dans un siège lors des périodes de tension. Employé pour patron. — 5. Est donc bien reçu mais peu apprécié. — 6. Assure une charge. Le domaine public, c'est le sien. — 7. N'est pas d'un genre à être pléqué. Communications par fils. — 8. Fait tourner la moindre scène au drame. — 9. Manque à certains régimes. Auxquelles on peut donc se fier.

Solution du problème n° 3416

Horizontalement

1. Accordéon. — II. Croc. Ossa. — III. Cid. Pl. Al. — IV. Emel. Gril. — V. St. Iota. — VI. Snobisme. — VII. Océan. Epi. — VIII. Il Suif. — IX. César. — X. Été. Or. U. — XI. Épicier.

Verticalement

1. Accessoire. — 2. Criminel. Te. — 3. Code. On. Cep. — 4. Oc. Ti. — 5. Oie. Soc. — 6. Doigts. — 7. Es. Ramure. — 8. Usai. — 9. Ralis. Il. Tu.

GUY BROUTY.

RELIGION

FÊTES PASCALES

Les offices de la Semaine sainte

Le Samedi saint, 2 avril, à 22 heures, le pape présidera à la veillée pascale, avant de célébrer la messe de la Résurrection.

Le dimanche de Pâques, 3 avril, à 10 h 15, le pape présidera l'office pascal à Saint-Pierre ; la grand-messe sera suivie, à 12 heures, de la bénédiction arbi et ori.

Nous publions les indications concernant les offices de la Semaine sainte dans un certain nombre d'églises de Paris.

CULTE ANGLICAN

SAINT-GEORGE'S ANGLICAN CHURCH, 7, rue Auguste-Vaquerie, 75116 Paris. — **Jeudi 31 mars** — 19 h 30. Office. — **Vendredi 1^{er} avril** — 19 h 30. Office. — **Samedi 2 avril** — 22 h 30. Veillée pascale et Eucharistie. — **Dimanche 3 avril** — 8 h 30, 10 h 30, 12 h 30. Eucharistie ; 4 h 30 : Eucharistie chantée.

CULTE PROTESTANT

ÉGLISE RÉFORMÉE DE PENTEMONT, 106, rue de Grenelle 75007 Paris. — **Vendredi 1^{er} avril** : de 12 h 45 à 13 h 30 : office liturgique, célébration de la Cène. — **Dimanche 3 avril** : 10 h 30 : culte et Sainte-Cène.

ÉGLISE RÉFORMÉE DE FRANCE, paroisse du Saint-Esprit, 5, rue Roquépine, 75008 Paris. — **Jeudi 31 mars** — 18 h 30 : culte liturgique avec Sainte-Cène. — **Vendredi 1^{er} avril** — Cultes à 12 h 30 et 18 h 30 avec Sainte-Cène. — **Dimanche 3 avril** — Culte à 10 h 30 avec Sainte-Cène.

ÉGLISE RÉFORMÉE DE L'ANNONCIATION, 19, rue Cortambert, 75016 Paris. — **Jeudi 31 mars** — 19 heures : culte Sainte-Cène. — **Vendredi 1^{er} avril** — 10 h 30 : culte Sainte-Cène. 19 heures : service liturgique. Sainte-Cène. — **Dimanche 3 avril** — 10 h 30 : culte de Pâques. Sainte-Cène.

ÉGLISE RÉFORMÉE DE L'ÉTOILE, 54, avenue de la Grande-Armée, 75017 Paris. — **Jeudi 31 mars** — 19 heures : veillée avec Sainte-Cène. — **Vendredi 1^{er} avril** — 19 heures : culte avec Sainte-Cène. — **Dimanche 3 avril** — 10 h 30 : culte de Pâques avec Sainte-Cène.

CULTE CATHOLIQUE

NOTRE-DAME DE PARIS. — **Mercredi 30 mars** — 19 h : messe chrismale concélébrée autour du cardinal Lustiger. — **Jeudi 31 mars** — 18 h 30 : célébration de la Cène. — **Vendredi 1^{er} avril** — 15 h : méditation de la Croix ; 18 h 30 : célébration de la Passion. — **Samedi 2 avril** — 21 h : veillée pascale, messe de la Résurrection. — **Dimanche 3 avril** — 10 h : grand-messe célébrée par le cardinal Lustiger ; 11 h 30 : messe avec chants ; 16 h : vêpres solennelles et procession aux fonts baptismaux.

ÉGLISE SAINT-ROCH, 296, rue Saint-Honoré, 75001 Paris. — **Jeudi 31 mars** — 19 h : célébration de la Cène. Veillée. — **Vendredi 1^{er} avril** — 12 h 45 et 15 h : chemin de croix. 17 h 30 : office des ténébreux. 19 h : célébration de la Passion. — **Samedi 2 avril** — 21 h : veillée pascale. — **Dimanche 3 avril** — messes à 8 h 30, 9 h 45 (latin), 10 h 45, 11 h 45, 18 h 30.

ÉGLISE SAINT-SÉVERIN, 3, rue des Prêtres-Saint-Séverin, 75005 Paris. — **Jeudi 31 mars** — 19 h 30 : célébration de la Cène. Messe solennelle concélébrée. 21 h : veillée. — **Vendredi 1^{er} avril** — 15 h : méditation sur le chemin de croix. 19 h 30 : liturgie solennelle de la Passion. — **Samedi 2 avril** — 21 h 45 : veillée pascale. — **Dimanche 3 avril** — Messe solennelle à 10 h, 12 h, 18 h.

ÉGLISE DE LA MADELEINE. — **Jeudi 31 mars** — 12 h 15 : messe. 18 h 30 : célébration de la Cène. — **Vendredi 1^{er} avril** — 12 h 15 et 15 h : chemin de Croix. 18 h 30 : célébration de la Passion. — **Samedi 2 avril** — 21 h : veillée pascale. — **Dimanche 3 avril** — Messe à 8 h, 9 h, 10 h, 12 h 30 et 18 h 11 h : grand-messe solennelle.

ÉGLISE SAINT-JULIEN LE PAUVRE (Rite oriental), 17, rue du Petit-Pont, 75005 Paris. — **Jeudi 31 mars** — 12 h : bénédiction de l'huile sainte des pénitents et onction des fidèles. 19 h : liturgie de Saint-Basile. — **Vendredi 1^{er} avril** — 17 h : office solennel de l'Épiphany présidé par le cardinal H. de Lubac. — **Samedi 2 avril** — 11 h 30 : bénédiction du feu sacré suivie de la liturgie de saint Basile. 23 h : veillée, liturgie solennelle de la Résurrection. — **Dimanche 3 avril** — 10 h 30 : liturgie solennelle de saint Jean

ÉGLISE SAINT-SULPICE, 75006 Paris. — **Jeudi 31 mars** — 19 heures : célébration de la Cène. — **Vendredi 1^{er} avril** — 13 h 10 et 15 heures : chemins de Croix. 19 heures : célébration de la Passion. — **Samedi 2 avril** — 21 h 30 : office de la nuit pascale, célébration baptismale (baptême des adultes). — **Dimanche 3 avril** — 10 h 30 : messe solennelle. 18 heures : vêpres.

ÉGLISE DE LA SAINTE-TRINITÉ, 3, rue de la Trinité, 75009 Paris. — **Jeudi 31 mars** — 18 h 30 : célébration de la Cène. adoration jusqu'à 22 heures. — **Vendredi 1^{er} avril** — 15 heures : chemin de croix. 18 h 30 : office solennel. — **Samedi 2 avril** — 21 heures : office solennel de la vigile pascale et de la Résurrection. — **Dimanche 3 avril** — 11 h 15 : messe solennelle.

CHAPELLE SAINT-BERNARD DE MONTFARNASSE, 34, avenue du Maine, 75015 Paris. — **Jeudi 31 mars** — 19 heures : célébration de la Cène. — **Vendredi 1^{er} avril** — 19 heures : célébration de la Passion. — **Samedi 2 avril** — 22 heures : célébration pascale. — **Dimanche 3 avril** — 11 heures : messe unique.

CULTE ORTHODOXE

ÉGLISE ORTHODOXE NOTRE-DAME DES GRACES, 16, rue Duperré, 75009 Paris (liturgie occidentale, langue française). — **Jeudi 31 mars** — Messe à 20 h 15. Adoration au reposoir. — **Vendredi 1^{er} avril** — Chemin de croix. Lecture de la Passion à 20 h 15. — **Dimanche 3 avril** — 10 h 15 : messe chantée.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« LE CHOIX DE SOPHIE »
UN FILM D'ALAN PAKULA, D'APRÈS WILLIAM STYRON

Meryl Streep, corps et âme

JEAN RENOIR, après avoir tourné *Madame Bovary* — qui dans sa version originale de trois heures, aujourd'hui détruite, avait enchanté Brecht — expliquait volontiers qu'un chef-d'œuvre de la littérature se suffit à lui-même, que le cinéma ne peut rien lui ajouter. *Le Choix de Sophie*, de l'écrivain sudiste William Styron, ne se situe peut-être pas à un si haut niveau d'ambition, ce n'est pas moins un excellent roman, mené à une cadence sans faille, qui, comme l'exprimait François Mitterrand à l'auteur, vous oblige presque à le lire d'une seule traite.

Étrange dessein que celui de William Styron confrontant deux mondes bien distincts et pourtant complémentaires : deux facettes du New-York de l'immédiat après-guerre, des juifs parfaitement intégrés à la société américaine, tout autant que les Irlandais, les Italiens ou les Allemands, et, par contraste, une nouvelle vague d'immigrants de fraîche date, échappés de l'Europe martyre des années 40-45. Styron fait de son héroïne, Sophie, l'ancienne déportée d'Auschwitz, une Polonoise non juive qui a touché le fond de la misère humaine et ne se raccroche plus à la vie que par sa passion pour un jeune juif de Brooklyn, Nathan. Elle va vivre avec lui une aventure aussi tourmentée, aussi irrationnelle, que celle de Cathy et d'Heathcliff dans *Les Hauts de Hurlevent*. La mort est la conclusion logique d'une liaison impossible entre deux êtres au bout du rouleau, lui à moitié fou, sujet à des crises subites de démence, elle plongée dans le désespoir absolu.

Le roman étouffait par moments une violence insoutenable, empiète à l'occasion un langage ordurier et parfaitement en situation, que le film ne retrouve qu'occasionnellement. Sinon les spectateurs auraient hurlé. Attentif au travail de William Styron, Alan Pakula avait lu le livre sur épreuves une semaine avant sa parution, en 1979. Il en a écrit aussitôt les droits et s'est efforcé d'obtenir un studio, M.G.M., Columbia, Fox, se refusant, effrayés par le sujet. Lord Grade, producteur anglais de Bergman (*Sonate d'automne*), des Muppets, de *Dark Crystal*, donne une réponse favorable et suit l'idée malgré ses propres difficultés financières. Le tournage débute enfin le 1^{er} mars 1982, mais les dix premiers jours sont terribles, l'équipe ignore si elle ne va pas être obligée à tout moment d'arrêter

le travail. Le film achevé, *Variety*, le 8 décembre 1982, deux jours avant la première est extrêmement sévère, le trouve laborieux, prétentieux. En ce printemps 1983, après sa sortie généralisée sur les écrans américains, *Le Choix de Sophie* est un immense succès.

Un rapport d'autodestruction

La raison en est très simple : Meryl Streep porte à bout de bras un rôle, nous dit Alan Pakula, où elle risquait sa carrière. Elle fait de Sophie Zawistowska, la Polonoise rescapée des camps, sa chose, un autre soi-même, frôlant par moments le cabotinage pur et simple, auquel elle échappe par une rare faculté de contrôle de soi. Elle a choisi son partenaire, Kevin Kline, on connaît déjà remarqué à la scène et qu'on appelle le nouveau John Barrymore.

L'histoire, en fin de compte, qu'en reste-t-il ? L'essentiel, le rapport mutuel d'autodestruction entre les deux amants, avec un long détour à Auschwitz, un peu dans la posture de *Holocauste*, la série télévisée où Meryl Streep fit des débuts non indifférents. L'été 1947, un jeune aspirant écrivain, Svingo, vingt-deux ans, originaire du sud des États-Unis, prend pension dans un quartier presque champêtre de Brooklyn, près d'un parc. Il tombe au milieu d'une effroyable querelle entre Sophie et Nathan.

Il se réconcilie très vite, pour bientôt se détruire à nouveau. Svingo devient leur ami et commente lui-même l'histoire : il est le pré-nom de William Styron, qui, à la même époque, vécut dans ces mêmes lieux, connu brièvement celle qui allait lui servir de modèle pour le personnage de Sophie avant de disparaître à jamais.

Respectant la structure du roman, Alan Pakula, qui en a fait lui-même l'adaptation, avec l'accord de Styron, enrichit le rapport passionnel des amants de deux ou trois intrigues parallèles : d'abord la déportation des juifs polonais et la vie dans la maison du commandant de camp où Sophie, quatre ans plus tôt, sauva sa peau en travaillant comme secrétaire, ensuite le souvenir d'un

passé familial assez odieux, pieusement caché, avec le père de Sophie professeur d'université à Cracovie, antisémite notoire, enfin, secondaire mais non négligeable, l'admiration éperdue, l'amour de Svingo pour Sophie.

Avec l'aide de son décorateur, d'une coiffeuse elle-même ancienne déportée (Kitty Hart), Alan Pakula a reconstitué le camp, avec l'arrivée des déportés en wagon, le tri sur le quai de la gare entre ceux qui sont valides d'un côté, vieillards, femmes et enfants de l'autre. Il décrit, jouant le camp, le maison du commandant la vie bourgeoise, familiale qu'on y mène, effrayante dans sa douceur inconsciente.

Le Choix de Sophie est bourré d'éléments romanesques qui laissent le spectateur fasciné, littéralement suspendu au récit. Parmi les ombreuses audaces de Pakula, on relèvera non pas tant le fait d'avoir filmé dans des tons sépia tout ce qui se passe à Auschwitz que celui d'avoir osé garder, dans un film si noir hollywoodien — il est entièrement new-yorkais de conception et d'exécution — du moins intégré au système hollywoodien, de longs pans d'action parlés soit en polonais soit en allemand. « J'étais en Allemagne en janvier 1982, déclare le metteur en scène, et la recherche d'acteurs allemands. Ils répétaient en anglais, ils avaient l'air étrangers dans leur pays, ils ressemblaient aux nazis des vieux films de guerre de Hollywood ! Je leur ai demandé d'improviser en allemand. Tout a changé. Après mon retour aux États-Unis, deux ou trois semaines avant le début du tournage, Meryl Streep a voulu avoir le sentiment de ce que serait cette partie allemande si importante dans le film. On a joué en allemand. Ça a parfaitement marché. Nous avons donc gardé l'allemand en Allemagne, le polonais en Pologne. » Courtoisement à l'usage, les très longues séquences en allemand, une bonne demi-heure, celles plus brèves en polonais, sont projetées telles quelles aux États-Unis, avec des sous-titres anglais. C'est une date dans l'histoire du cinéma américain.

L'aventure d'était concevable que si Meryl Streep jouait elle-même le jeu. Par-delà les éloges et les blâmes qu'on peut lui adresser pour son interprétation inouïe du personnage de Sophie, il faut saluer cette volonté de plier le réel à sa volonté, un



fabuleux travail sur la langue : elle apprend donc le polonais et s'entraîne à parler anglais avec l'accent des compatriotes de Lech Walesa, elle apprend de surcroît l'allemand et rend très plausible que le commandant d'Auschwitz, Rudolf Hess, la félicite à la fois pour son parfait allemand et sa beauté aryenne.

Ce rôle de Sophie, nous explique Alan Pakula, était originellement destiné à une

actrice européenne. Le cinéaste avait porté son choix sur une comédienne slovaque quand Sam Cohen, l'agent de Meryl Streep, lui apprend qu'elle a lu le scénario et qu'elle accepterait le rôle sur-le-champ : « Elle vient me trouver dans mon bureau — je n'avais jamais pensé à elle. Je lui demande de passer un test devant la caméra, comme je l'avais fait pour l'actrice slovaque. Elle me parle avec une telle passion du personnage de Sophie que je décide d'abandonner le test. Je la rappelle et l'engage immédiatement. Je l'ai vu répéter, elle n'était plus la même personne, la gentille « American Girl » que vous connaissez. Elle changeait, sous le coup de l'émotion, quand elle se mettait à parler polonais, elle devenait plus sensuelle. A trois moments du film, vous l'avez noté, une rougeur lui monte au visage, s'empare d'elle. Ce n'est ni une erreur technique ni une fausse maquillage. Nestor Almendros, mon chef opérateur, n'y est pour rien. »

Des accents barbares

Le film risque de basculer vers la démonstration de ce que peut atteindre la frénésie du jeu, vécue comme une expérience presque physique, une succession de morceaux de bravoure. Et puis, soudain, Meryl Streep redécouvre l'admirable interprète que nous avons découverte dans *Voyage au bout de l'enfer* (*The Deer Hunter*), de Michael Cimino : deux moments d'une intensité exceptionnelle, mais pratiquement muets, où tout le jeu se porte sur l'expression du visage, l'inquiétude du corps. Elle est agitée par l'horrible petite fille du commandant du camp qui l'a prise en flagrant délit alors qu'elle essayait de voler un petit poste de radio ; un peu plus tard, on flash-back, elle nous fait revivre son arrivée à Auschwitz, l'explication avec un gradé allemand qui lui demande de choisir lequel de ses deux enfants elle veut sauver.

Le film acquiert une force prodigieuse, trouve des accents d'une barbarie inouïe. William Styron reprend le dessus, et sa façon de cerner l'être humain trépané par le mal.

LOUIS MARCORELLES.

P.S. — Meryl Streep a tenu à se doubler elle-même en français, ce qui ajoute une performance supplémentaire à une interprétation qui lui vaudra presque certainement l'oscar de la meilleure actrice de l'année à la prochaine cérémonie des oscars.

Marie-Louise du New-Jersey

MARIE-LOUISE STREEP n'a pas beaucoup réfléchi jusqu'à trente ans. Née bourgeoise, grande championne de natation, menue des supporters de foot américain dans son université, Streep fait un effort pour devenir comédienne et le rester. Face aux Mozart de Hollywood, elle serait plutôt Heydn. Suave et élégant, il dura jusqu'à soixante-dix-sept ans.

Avec sa voix de soprano et son physique distingué, Marie-Louise Streep allait être chanteuse. On l'imagine, en robe de satin, poussant des lieder de Schubert devant un parterre de dames. Quand elle est en classe de théâtre à Yale et qu'on lui fait faire *Mademoiselle Julie*, elle dit : « Ce sale jeu qui haïssait les femmes !... » Elle fait le rôle splendidement. Au sortir de Yale, Meryl Streep a un ulcère à l'estomac. C'est son époque littéraire. Et théâtrale. Elle pense que les textes sont comme le Bible : inouchables, sacrés. Mais elle a le feu sacré. Elle nomme cela « ma période de selopette... J'étais un pur produit des mid-sixties ; mes amis étaient au Vietnam, et je me décidais en rien... »

Le théâtre — cet art noble qui, aux États-Unis, remplace le handicap de ne pas être né Anglais et de n'avoir pas grandi, à l'ombra de Stratford-upon-Avon — décide pour elle. Elle tance Rosemarie Tichler pour passer une audition. En 1975, on l'accepte au Public Theater de New-York. En sautant de Tennessee Williams à Arthur Miller, de Brecht à Tchekhov, Meryl Streep lutte déjà — sans le savoir — contre les colères d'équité. Sur les planches de l'un, elle fait l'accent du Sud ; dans

l'autre, elle est obèse ; dans le troisième, elle doit être sourde. C'est Kate dans *La Mégère apprivoisée*. Meryl décide de jouer Kate en femme amoureuse. En passionnée battant Petruschka sur son propre terrain. Dans la scène finale, même quand Kate est aux pieds de Raul Julia, Meryl Streep est debout. Le public de Central Park — et moi — aussi.

Se carrière hors théâtre a commencé à la télévision dans l'artifice. A croire que, dans *Holocauste* et dans la *Saison mortelle*, le pro-

ducteur Herbert Brodwin ne voit d'elle que les pommettes saillantes et la mâchoire blonde. C'est le sort des blondes d'être prises pour un glaçon. Meryl Streep déteste son rôle de belle-fille allemande courgeuse dans *Holocauste*. « Mon personnage était strictement noble, noble et noble. Le soir, les Allemands dans les pubs me racontaient leurs souvenirs de guerre. » C'est pourtant son premier contact avec les camps. L'ombre de De Gaulle et de Mathausen commence à planer sur elle.

Le réveil

Avec la proposition de Kramer contre Kramer en 1979, Meryl Streep se réveille. Impossible d'accepter le scénario tel qu'il est écrit. « Un boomarang antiféministe ! La femme, c'est le mal. Je voulais au contraire qu'on comprenne pourquoi elle préfère laisser l'enfant au mari. » Elle rend Joana sympathique au prix de différends et discussions avec le colérique Dustin Hoffman. Robert Benton me dira en mars 1980 : « Dustin Hoffman est un bon acteur, qui travaille dur. Dommage qu'il s'auto-analyse tellement. Meryl Streep est meilleure actrice. Elle pense. Elle ne parle pas... » Deux ans plus tard, c'est pour Benton que Meryl commet la seule erreur de sa carrière : le rôle de la métallique Brooke Reynolds dans *La Mort aux enchères* (1982). La glaçon a revêtu sa robe de satin.

En 1979, en feuilletant le dictionnaire des nouveaux acteurs américains de la collection « Cinéma d'aujourd'hui », je saute de Spock à Streisand. Surprise. Pas

de Streep. Elle a interprété la petite amie de Christopher Walken et de De Niro dans *Voyage au bout de l'enfer*, l'épouse lesbienne de Woody Allen dans *Manhattan*, mais en France on l'ignore... En Amérique, on vient de lui proposer la Femme du lieutenant français. Meryl trouve en Karl Reisz son premier interlocuteur valable. Cela se voit. Sur l'écran, le mariage est consensuel entre l'actrice shakespeareienne et la star.

« Star » ?... Encore que... Cela voudrait dire le pouvoir décisionnel, les scripts à ses pieds aux « des cousins de soi ». Meryl veut surtout combattre la mort en voulant de la vie dans son ventre et en empêchant le plasma du cinéma de créer avec elle des femmes-monstres dans lesquelles elle ne se reconnaît pas. Elle est presque trop sublimée dans la Femme du lieutenant français. Son accent anglais est au fin de la perfection. Sa roussure de même. Elle vient décoiffée à la soirée des Academy

Awards et milite contre le nucléaire. On ne lui donne pas l'oscar de l'interprétation en cet avril 1981.

Le troisième évêlé est un choc. Pour le rôle de Sophie — d'abord offert à d'autres, y compris à Aurélien Clément — la Marie-Louise du New-Jersey ramonte toute la pente, tous les handicaps. Elle est tellement loin du personnage — à part les pommettes — que, s'acharnant après acharnement, elle va s'en approcher... à s'y confondre. Cours intensifs de polonais, d'allemand, self-immersion dans l'humour tragique de Sophie, son indécence, ses tremblements de vie, sa vibration. L'accent est un handicap majeur. Le temps n'est plus où Rossano Brazzi pouvait interpréter les gitans et les emmets grecs. Innocemment, Meryl Streep dit : « J'étais persuadée que c'était aussi facile d'apprendre le polonais et l'allemand que le français et l'italien. Mais ces déclinaisons, cette grammaire... » Au tournage des séquences du camp, Meryl parvient à ne plus dire un mot d'anglais. Ce n'est plus du bachotage. C'est du retournement de peau.

Sur l'écran du *Choix de Sophie*, avant de voir le visage de Meryl Streep, on entend son rire, puis ses pas nerveux, désordonnés, déboulent dans l'escalier. On sent déjà la claudication de l'âme rompue. Le reste du film confirme cet état second. Cet état premier d'émotion qui n'est fabriqué que de travail. A la fin du tournage épuisant, douloureux du *Choix de Sophie*, Meryl Streep n'a pas strapé d'ulcère. Le 11 avril prochain, à Hollywood, on sera en train d'attendre son enfant... et peut-être l'oscar.

CLAIRE CLOUZOT.

Les Cahiers du cinéma / Editions de l'Etoile éditent

LA VOIX AU CINEMA
DE MICHEL CHION



« Une écoute multiple neuve et troublante »
Claire Devaux LE MONDE

« Enfin de l'inattendu dans l'analyse cinématographique...
Un essai excitant et possible »
Michel Mardore LE NOUVEL OBSERVATEUR

« De nouvelles oreilles pour voir le cinéma »
Jean-François Briane LIBERATION

« Un document indispensable »
Jean-Paul Chaillet LES NOUVELLES LITTÉRAIRES

« Une promenade passionnante »
Jean-Luc Douin TELERAMA

هكذا من الفصل

ARCHITECTURE

DEUX EXPOSITIONS A L'IFA

Jean Prouvé, le constructeur

JEAN PROUVÉ est assurément le plus célèbre des inconnus dans l'univers glacé de l'architecture française. Celle-ci, culpabilisée à tort, mais aussi parce qu'elle manque un tantinet de vertues, lui rend depuis peu d'années les hommages dont cet homme ferme et affable de quatre-vingt-deux ans n'a pas toujours connu, sa vie durant, l'équivalent en termes d'estime. Encore faut-il faire le part d'un certain romantisme dans son image de génie méconnu, d'artiste maudit. D'autres ont connu un sort moins enviable. Parmi ces hommes tardifs, notons, en 1971, la présidence du jury du concours pour le Centre Pompidou, rôle dans lequel il eut assez librement agité, contribuant largement au choix du projet leurré, celui de Piano et Rogers. En 1981, il est lui-même lauréat du prix Érasme, récompense venue de l'étranger, mais qui trouve son écho français dans l'exposition du Musée des arts décoratifs, l'année suivante, et, en 1982 aussi, le Grand Prix d'architecture de la Ville de Paris.

Jean Prouvé est né le 8 avril 1901 à Nancy. Il est le fils de Victor Prouvé, peintre qui a repris la flamme d'Émile Gillié à la tête de l'École de Nancy, et il barbotait donc toute son enfance dans un des plus riches milieux d'art et d'artisanat qui se puisse alors trouver. Élève pénitent, il abandonne ses études à quinze ans pour s'en aller apprendre la ferronnerie. Moyennant quoi, il peut créer ses propres ateliers en 1925 et, à côté de grilles, rampes, portes ou cages d'ascenseur, se mettre à la production de meubles, puis d'immeubles... Tout cela, et surtout les années qui vont suivre, c'est le combat de l'ingénieur et ingénieur Prouvé que retracent l'exposition de l'IFA, matérielle à l'appui, et un livre de Dominique Cayssen, paru aux Éditions Dunod : *Jean Prouvé - l'idée constructive*, ouvrage remarquablement documenté et fort bien bâti.

La préface, amicale et militante, de Louis Schein au livre de Dominique Cayssen présente Prouvé comme une victime, comme l'homme dangereux que son époque a su réduire. Mais, y compris dans le « détournement » de son usine de Maxéville par la société Pâchirey, il n'y a pas lieu de s'étonner des difficultés rencontrées par l'ingénieur, sauf à imaginer que les idées fortes et novatrices s'imposent comme le fil au beurre. C'est à vrai dire moins le siècle et sa médiocrité qui sont à fustiger, que la violence constante et sans compromission de Prouvé qui est à souli-

gner. Quant à la méconnaissance des « jeunes d'après 68 », regrettée par le même préfacier, l'argument ne tient pas, puisque c'est notamment la reconnaissance des jeunes en question qui permet aujourd'hui et l'exposition et le livre.

Il est vrai cependant que la situation d'un Prouvé reste inconfortable, avec ou sans hommage. Le rejet en bloc de l'architecture fonctionnaliste, à laquelle l'ingénieur est trop vite assimilé, et le retour éperonné à une architecture de création, individualiste, qu'elle soit moderne ou post-moderne, à une architecture qui cherche à dissimuler sa large part industrielle, ne facilite pas l'éclairage du bonhomme. Et il n'est pas facile non plus par la question, jamais résolue en France, des rapports de l'ingénieur et de l'architecte, de l'indépendante dépendance dans laquelle l'un et l'autre se méprisent fraternellement, de l'articulation précocement rouillée entre l'une et l'autre profession. « Jean Prouvé, écrit Le Corbusier, représente d'une manière singulièrement équilibrée le type du « constructeur » - échelon social, - qui n'est pas encore accepté par la loi mais qui est réclamé par l'époque que nous vivons. Je veux dire par là que Jean Prouvé est indissolublement architecte et ingénieur, à vrai dire, architecte et constructeur, car tout ce qu'il touche et conçoit prend immédiatement une élégante forme plastique tout en réalisant brillamment les solutions de résistance et de mise en fabrication. Son œuvre de l'après-guerre offre des témoignages décisifs ».

La question du style

Quelles que soient les difficultés rencontrées par Prouvé pour imposer son « idée constructive », ou l'égacement qui a dû être le sien de voir déformées et effacées certaines de ses intuitions et de ses inventions, il ne faudrait toutefois pas inverser les rapports de force entre les ingénieurs et les architectes français, imaginer que les premiers sont les innocents victimes des seconds. Ici, les architectes, quand leur présence n'est pas immédiatement jugée utile, constituent de passer par les Fourches caudines d'une industrialisation médiocre, sans choix, sans concurrence. Une différence stupéfiante avec les États-Unis, où le choix d'un élément industriel, une porte par exemple, est l'œuvre ou l'inspiration incontestablement plus large ; de n'avoir pas non plus résolu le conflit ingénieur-

architecte, on a trouvé là-bas des solutions de compromis efficaces, telle celle adoptée à l'agence Skydmore Oving and Merrill (SOM) à Chicago : soit quatre bureaux, il y eut toujours deux architectes pour deux ingénieurs et, pour que d'abominables complications ne se créent, les bureaux des ingénieurs et des architectes alterneront. Si la résolution du problème peut paraître naïve, elle montre assez que le temps du « constructeur », tel ce Prouvé dont parlait Le Corbusier, n'est pas encore venu.

De Prouvé, on a fait l'inventeur du mur-rideau, avec quelque raison puisqu'il est bien le premier à avoir mis au point, dans les années 30, cette peau légère des bâtiments, systématiquement dans nombre de constructions d'après-guerre. A tort selon lui, toutefois : il rappelle en effet qu'avant lui les architectes de Chicago de la fin du dix-neuvième siècle avaient imaginé les structures porteuses qui permettaient de telles façades. De toute façon, Prouvé ne voit pas qu'on puisse ainsi séparer les éléments d'une construction, jeu d'équilibre qu'on ne peut dissocier.

Le mur-rideau est un exemple parmi d'autres, moins spectaculaires souvent mais toujours efficaces, de l'imaginaire constructif de Jean Prouvé. L'exposition en rend parfaitement compte, comme elle évoque généralement les qualités pédagogiques, la précision et l'efficacité de ses dessins, qu'il s'agisse de ses cours au Conservatoire national des arts et métiers (1) ou de préparer telle fabrication d'objet, telle construction d'immeuble.

Reste l'esthétique, ou le « style » de Prouvé. La question, intelligemment abordée dans l'ouvrage de Dominique Cayssen, n'a pas de réponse évidente. D'autant qu'au-delà de la cohérence technique, de son expression dans les formes, se mêle ce tempérament d'absolu qu'est le goût d'une époque, ou cette muse insidieuse qu'est la mode. Ainsi la table d'école ou les parties en maçonnerie traditionnelle de certains prototypes de maisons, évoquent-elles, avec ou sans Prouvé, des années précises et qui, justement, après un temps de purgatoire obligé, retrouvent aujourd'hui, lentement, leur actualité.

FREDERIC EDELMANN.

* IFA, jusqu'au 16 avril.

(1) Jean Prouvé, cours du CNAM, notes de cours de J.-P. Levasseur : en vente à l'IFA et chez l'auteur : la Closerie des Monts, 76190 Yvetot.

Les mystères de la

maison

« **L**ES pensées sont libres, mais on a quand même des ennemis. » Cette phrase de Karl Kraus, journaliste à Vienne au début du siècle, résume assez bien l'expérience vécue par son contemporain et ami, Adolphe Loos, architecte et polémiste, qui a bâti des ardeurs, des thèmes anticonformistes et « écrit » quelques maisons. Ses prises de position étaient assez prophétiques pour avoir couru un débat posthume complexe et contradictoire, entre-tout un certain mystère que l'exposition de l'IFA et diverses publications devraient inciter à traverser aujourd'hui.

L'écriture polémique n'est pas le meilleur moyen de se faire comprendre, sur le coup. Cinquante ans après sa mort (Paris, où il vécut de 1922 à 1928, est la ville choisie pour honorer cette date), on a gardé de Loos quelques affirmations : le célèbre texte intitulé « Ornement et crime », d'où il ressort que « la détention dans une cellule aménagée selon le goût du tapissier Schulze sera considérée un jour comme une aggravation de la peine », et quelques images polémiques comme la tour en forme de colonne dorique proposée au concours du *Chicago Tribune* en 1922. Le rapprochement de ces thèses crée à lui seul une énigme : faut-il voir dans ce projet une blague monumentale ou un manifeste explicite pour une architecture « classique » refusant l'ornement au point d'ériger l'ordre antique comme essentiel et définitif ? Et que faire du symbolisme, voulu ou non, qui fait de la colonne (l'« édifice », en français) l'âme d'un journal ?

Le vase grec et la bicyclette

A un moment où les hostilités sont revenues entre ceux qui veulent continuer le mouvement moderne - l'achever, disent-ils - et ceux qui semblent céder aux caprices de la mode et d'une clientèle fatiguée de purité en « ornement » leurs bâtiments de finitions empruntées à tous les styles, sans vergogne et sans discipline morale, un voyage dans l'intelligence « moderne » d'Adolphe Loos est aussi salutaire qu'une cure à Vichy ou une tempête d'équinoxe.

Relisons les écrits polémiques. Esprit libre, caustique, prenant prétexte des sujets les plus futilles (le linge de corps, la mode féminine ou masculine, les salles de bains ou les

vertus de la viande grillée) pour énoncer des principes de morale personnelle ou artistique, Loos exalte la beauté des formes utiles (le vase grec et la bicyclette) comme Le Corbusier illustrera bientôt ses essais de photographes d'avions, de grands paquebots ou de temples antiques. Il prend appui sur les nécessités du mode de vie, la simplicité, la commodité en usage dans les pays anglo-saxons (il revient des États-

sages lisses et discrets jusqu'à l'effacement dont le minimalisme choqua tant ses contemporains.

« Dans un monde bavard, le silence parle », écrit John Ruskin. Faut-il, professeur d'architecture à Nancy, qui a réalisé l'exposition avec Patrick Verhoeven. Ce monde « bavard », c'est Vienne assise entre deux siècles, déjà agitée par la révolte des artistes de la Sécession qui développent les volutes et les arabesques naturalistes de l'Art nouveau face aux tenants de l'académisme bourgeois.

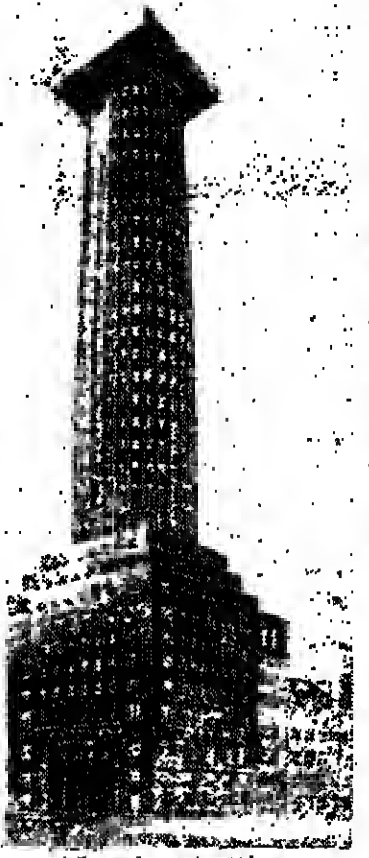
Adolphe Loos se sépare d'eux aussi et ne cessera de les affronter par ses écrits. Le premier recueil des articles publiés par la *Neue Freie Presse* avant 1900 sera édité à Paris - en allemand - sous un titre éloquent : *Ins Letzte Gesprochen* (Paroles dans le vide). Et il créera sa propre feuille, *Das Andere. Journal pour l'introduction de la civilisation occidentale en Autriche*, pour continuer d'affirmer ses convictions.

Ce qui est décisif se produit malgré tout. « Placée en exergue du recueil *Totendern* (Malgré tout), cette phrase de Nietzsche exprime la confiance du prophète dans une vérité qui sera confirmée par le Bauhaus (à qui il reproche de vouloir dessiner jusqu'aux petites chaises) ou par Le Corbusier, qui rendra hommage à la « propre beauté » de Loos, qui a « balayé sous nos pieds ».

Mais l'une des singularités de la doctrine loosienne est qu'elle ne prétend pas changer l'homme, faire véritablement table rase. Elle se déclare au contraire fidèle à une tradition, nettoyée des surcharges et du superflu. Loos l'écrit au fil de la plume : quand on ne peut inventer mieux, il faut faire comme avant ; si nous trouvons une solution, répétons-la, pourquoi pas ?

C'est pourquoi la querelle publique qui accompagne la construction du bâtiment de la Michaelerplatz, à Vienne, près du palais impérial et d'une église gothique, nous paraît, cinquante ans après, moins limpide qu'elle ne le veut les historiens.

Devant cette façade extrêmement sobre, percée d'un généreux vestibule en retrait derrière un rang de colonnes et de simples fenêtres carrées dans un mur nu, très « classique », en somme, on ne saisis pas immédiatement les raisons du scandale. Pour mieux comprendre la violence du débat, il faut regarder les meubles et les objets présentés rue de Tournon, et notamment ce coffret à bijoux orné de marqueterie et doublé de satin rose de Josef Ol-



* Le projet proposé en 1922 pour le Chicago Tribune.

Unis) et réclame le même traitement pour l'architecture.

« A quoi servait l'intelligence si l'on ne pouvait la mettre en valeur par un vêtement convenable ? », demande Loos. Etre nu, c'est, c'est-à-dire « se faire remarquer le moins possible », trouver le ton juste. Il dira la même chose avec des façades glabres, sobres et nues, vi-

École Nationale d'Art Décoratif - d'AUBUSSON -
KATO
Peintures - Sérigraphies
Jusqu'au 18 AVRIL

Première retrospective historique à Paris
SERPAN
1922-1976
peintures, sculptures, collages, écrits
du 22 février au 4 avril
tous les jours sauf mardi de 12 à 19 h
Fondation Nationale des Arts Graphiques et Plastiques
11, rue Berryer, Paris 6^e

LES BRETONS D'ARGENTEUIL
Programme du 50^e Anniversaire
Les Bretons d'Argenteuil fêtent leur 50^e Anniversaire, du 15 au 24 avril 1983. Le 15, à 21 h : concert d'orgue et de harpe dans la basilique Saint-Denis, place Eurélius ; le 16, de 15 h à 19 h : exposition cartographique sur la Bretagne, 42, rue Paul-Vaillant-Couturier ; le 20, à 20 h 30 : film sur la Bretagne et l'Irlande, 3, rue des Gobolins ; le 23, de 15 h à 19 h : vente de livres avec Odéon, 42, rue Paul-Vaillant-Couturier ; à 21 h : concert et légendes celtiques, salle Jean-Vilar ; le 24, à 10 h : messe en la basilique Saint-Denis ; à 14 h : salle Jean-Vilar, spectacle folklorique ; à 20 h : dîner de clôture. Réservation : M. Alain Guillo, 64, rue Henri-Vasseur, Argenteuil.

PERSONIMAGES « Une certaine image du monde »
Exposition à la Galerie de l'EPAD (esplanade de la Défense), jusqu'au 30 avril 1983 (de 11 h à 19 h, samedi et dimanche de 12 h à 18 h).
Exposition permettant aux personnes handicapées de mettre en lumière les ressources de leur affectivité à travers les formes de création artistique. Dans ce but, l'association met en place des ateliers de peinture, sculpture, musique à vivre, expression théâtrale, mime, photographie-sculpture, vidéo, marionnettes, architecture, etc., animés par des artistes professionnels.
PERSONIMAGES recherche pour toute la France, des bénévoles pour le fonctionnement administratif et des animateurs artistiques.
Devenez membre actif de PERSONIMAGES : 50 F.
Réunion d'information, le jeudi 28 avril 1983 de 12 h à 19 h, à la Galerie.
Renseignements : 194, rue d'Aldois 75014 PARIS

(Publicité)
GRAND PRIX DE L'AFFICHE FRANÇAISE 1982
Le Jury du GRAND PRIX DE L'AFFICHE FRANÇAISE, réuni récemment en l'hôtel de la Biennale à Paris, vient de décerner son Grand Prix Annuel 1982 à la dernière affiche créée par B. VILLEMOT pour les chapeaux BALLY.
Ainsi, pour la deuxième année consécutive (L. AURIAC en 1981), BALLY se voit donc une nouvelle fois couronné.
Sans doute, la nouvelle affiche BALLY, signée P. FID-MASSEAU, dont nous avons pu découvrir quelques jours l'amusante silhouette sur les étagères de Paris et de province, sera-t-elle plus ou moins couronnée en 1983 !
BALLY a déjà su exploiter de façon humoristique au moment des élections municipales mais qu'en témoigne le document ci-joint.

Galerie LOUISE LERIS
47, rue de Monnaie, 75008 PARIS
693-28-95 et 37-14
ANDRÉ MASSON
« Instants » - 1948-1953
3 mars - 9 avril
Tous les jours sauf dimanche et lundi

FELIX VERCEL
présente
LE FLOHIC
peintures récentes
16 mars - 9 avril
9 AVENUE MATHIGNON
PARIS 8^e 256.25.19

COMÉDIE DE PARIS
HOTEL JAWAT et de la PLAGE
de Christiane ALBAN, mise en scène d'André OUMANSKY en collaboration avec Daniel DELPRAT, avec J.-Claude DREYFUS, Eléonore HIRT, Christiane MARCHEWSKA, André OUMANSKY, Max VIALLE.
« Mélange d'humour et de naïveté servi par quelques bons comédiens. »
LE FIGARO.
« Il y a une écriture, on rit souvent, il y a des moments méridiens du côté des jeunes auteurs vous ne serez pas déçus. »
QUOTIDIEN DE PARIS.
Loc. 281-00-11

C. RENAUD-BARRAULT
THEATRE DU ROND-POINT
Cie MARCEL MARECHAL
dernière
dimanche 3 avril
DYLAN
de Sidney Minkowitz
mise en scène Jean-Pierre Gramel avec
Marcel Maréchal
Marie-Christine Barraut
location
par tél. 256.78.80 et agences

ATTENTION : en raison de la durée du film, horaires spéciaux. Séances à 13 h 50 - 17 h 20 - 20 h 50
GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES (V.O.) - HAUTEFEUILLE PATHÉ - GAUMONT LES HALLES (V.O.) - LA PAGODE (V.O.) - 7 PARNASSIENS (V.O.)
OLYMPIC ENTREPRET (V.O.) - IMÉRIAL PATHÉ (V.F.) - BRETAGNE (V.F.)

FANNY & ALEXANDRE
Un diamant qui étincelle comme un feu d'artifice devant nos yeux émerveillés. Un chef-d'œuvre à voir absolument.
LE JOURNAL DU DIMANCHE
Un grand roman écrit aux couleurs de la tendresse et de la mélancolie, un nouveau chef-d'œuvre lumineux et profond, apaisé, témoignage de la force tranquille du maître scandinave.
DOMINIQUE JAMET - LE QUOTIDIEN DE PARIS
Une des œuvres les plus riches et les plus fortes du cinéma contemporain.
TEMOIGNAGE CHRETIEN
INGMAR BERGMAN
Pour notre plaisir suprême la fulgurance noire de Bergman submerge tout.
MICHEL MARDORE NOUVEL OBSERVATEUR
Pour un peu, on se croirait chez Freud, côté Woody Allen : atmosphère viennoise, époque pittoresque et l'humour qui ronge...
FRANÇOIS FORESTIER L'EXPRESS
Une grâce mozartienne pour évoquer les magies de l'enfance.
Une réussite majeure.
PIERRE BILLARD LE POINT

مكتبة القرآن

maison Loos

brich, à côté d'une vitrine à monture en cuivre, à peine moulurée (signée Loos), qui exprime dans le domaine des arts décoratifs le même conflit.

En réaction contre les excès du rococo et le mauvais goût des parvenus, Loos a construit, sans hésiter, une « maison sans sources ». Mais la continuité évidente qu'il assure avec les proportions classiques et qui fait penser à Schinkel et à Ledoux nous empêche de voir tout de suite en quoi cette architecture annonce le purisme des années 20 et, plutôt que le lyrisme spatial de Le Corbusier, le minimalisme puritain d'un Mies van der Rohe. Ce ne serait pas trahir la célèbre formule de cet Allemand émigré aux États-Unis, « Less is more » (moins on en fait, mieux c'est), déjà bien remâchée et triviale, en lui faisant subir une entière collation : Loos is more.

« J'ai délivré l'humanité d'ornements superflus », dit le gentilhomme-philosophe pour reprendre la formule d'un portraitiste, dans le livre. Mais aussi : « Un architecte est un maçon qui a appris le latin. » Fidélité aux sources.

A une époque où le dessin, les citations et les blagues néoclassiques prétendent combler le vide sentimentale creusé par l'indigence des constructions d'après-guerre, les maximes de l'éclecte Loos font figure d'évangile exigeant : le chic — éternel — contre la tyrannie des styles.

Puritanisme et volupté

« La tâche de l'architecte est de provoquer des émotions justes. C'est-à-dire exactes et vraies. L'âme ne croit pas à l'esbroufe. Et encore : « La vérité même vieille de plusieurs siècles est reliée à nous un lien plus étroit que le mensonge qui chemine à nos côtés. » On croirait entendre ce bon Ruskin. Morale curieuse, désamalgamée, Loos dénonce les imposteurs, présents et à venir.

Pour quelle vérité ? L'architecture de Loos ressemble à ces êtres dévoués qui se parent de froideur pour écarter les imbéciles et les faibles, et mieux cacher une sensibilité complexe. Liberté du secret. Ici, le laconisme ne masque pas un vide. La pudeur ne nie pas les sentiments, ni les sensations ; elle les protège. La courtoisie n'est pas indifférence.

Le principe d'une distinction nette entre façade publique et confort privé, affirmé par l'architecte, est appliqué dans ses maisons, à l'attitude réservée.

Le voyageur curieux qui découvre

par exemple la villa Müller, plantée sur une éminence dans une banlieue résidentielle de Prague, peut se demander, devant ce triste crépi gris craquelé, pourquoi elle fait date. S'il n'a pas la possibilité d'y entrer, l'extérieur offre à l'extérieur une suite d'espaces généreusement ouverts, lumineux, fluides ; des escaliers prestes comme une repartie. Une composition agile dont l'imbrication est montrée en volume par les maquettes des étudiants de Nancy.

La maison de Tristan Tzara, à Montmartre, n'a pas un visage plus amène : front haut, regard renfrogné, pommettes sombres, bouche d'ombre. La raideur de la composition en façade ne laisse pas deviner la richesse de la distribution intérieure. On donne Loos pour un des inventeurs du plan libre, le Raumplan : ces volumes géométriques simples, travaillés dans la masse, en trois dimensions, témoignent en tout cas de l'ambition encore très actuelle (voir l'œuvre d'un Mario Botta) de « jouer aux échecs dans le cube ».

Quant à la maison imaginée en 1927 pour Joséphine Baker, sensuelle révélation de la *Revue nègre*, la maquette exprime-t-elle la personnalité de la cliente par l'idée d'une piscine construite en terrasse et visible de la rue par deux fenêtres sous l'eau ? On bien par ses rayures horizontales blanches et noires que les exotiques rattachent, très sérieux, à l'influence des traditions toscanes sur une idée de « villa romaine » ?

Sans doute faut-il laisser sa place à l'humour anglo-saxon de ce Viennois qui, amoureux des « nerfs modernes » de l'Amérique, vécut à Paris la tumultueuse aventure des années 20. A cet habitude des bars (l'aménagement minimaliste du café Museum à Vienne fit scandale aussi) amateur de femmes (il en épousa trois), ami des séducteurs, pourfendeur du goût bourgeois et des idées reçues, des « gommeux » et des « m-as-tu-vu », qui meurt, malade, en 1933. Comme s'il ne voulait pas voir la suite.

Deux ans plus tôt, il avait dessiné son propre tombeau, pur et dur.

MICHEL CHAMPENOIS.

* Exposition à l'Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon, Paris-6, du mardi au samedi de 12 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 21 avril.

* *Adolf Loos, 1870-1933*. Editions Mardaga, Liège. Paroles dans le vide, *Malgré tout*, Editions Champ libre, ainsi que *Dis et contredis*, aphorismes de Karl Kraus.

JEAN-PHILIPPE CHARBONNIER AU MUSÉE D'ART MODERNE

L'œuvre immense d'un petit monsieur

Il faut bien le dire : Jean-Philippe Charbonnier est un petit monsieur tout à fait détonnant. Comme un diable qui sort de sa boîte au moment où on ne l'attend pas, son appareil en équilibre sur l'épaule, ou au détour d'une publicité de magazine, et qui tire de par-dessous sa moustache des photos encore moins attendues, disons à la fois justes et hâcées, et d'une voix continue d'adjudant. Des paroles culottées, qui jettent le

Voilà, en voyant sa première grande exposition — une sorte de rétrospective, mais espérons qu'elle ne va pas l'achever — qui regroupe, au Musée d'art moderne, trois cents photos prises entre 1944 et 1982, qu'on comprend tout. Il y a des gens hyperantipathiques, au premier abord, dont l'aspect rébarbatif est si démonstratif qu'il en devient lucide et fascinant : à un peu creuser le personnage, généralement sur la lame de la plaisanterie,

récentes qui m'avaient semblé un peu vicieuses, mauvaises, et en même temps je soupçonnais qu'elles n'étaient pas isolées, que toutes celles qu'elles cachaient ou qu'elles annonçaient devaient les révéler. Je me disais : ce n'est pas possible que quelqu'un s'en tienne à ce pil de déshumanité, en attendant avec un malin plaisir que le soleil éradie toute dignité aux visages, ou que des fils trop clairs fassent apparaître de

tiement, avec courage, et il pouvait bien envoyer tous les pieds-de-nez qu'il voulait, et mettre les pieds dans le plet, et faire grimacer les us et coutumes, il savait qu'un jour, comme un enfant qui veut faire venir son trésor, il nous tirerait doucement par le bras, pour nous dire : « Voilà, regardez tout ça, c'est moi qui l'ai fait, pour nous » et que ce serait à la fois une façon de pardon et d'amour. C'est maintenant fait, et trois cents fois plutôt qu'une, et c'est magnifique, c'est de la grande photo, c'est du roman, c'est du cinéma, des émotions à la pelle et une précision de documentaire, un témoignage sans pareil sur la France des années 50, comme à pu l'être le reportage de la Farm Security Administration sur l'Amérique en crise des années 30. Il y a du Weegee là-dedans et il y a du Sender (car un travail de photographie contient forcément la connaissance du travail des autres), mais en même temps ça reste tout à fait particulier, fidèle à soi, ça donne envie de pleurer et d'aimer.

En un clin d'œil Jean-Philippe Charbonnier raconte des mondes, montre des yeux, fixe et lève des consciences, désigne les petites des l'autre et lui donne l'espoir de les gommer ; c'est tout sauf un ravalement coïncidant entre les ombres de Cartier-Bresson et de Doisneau, comme le carton d'invitation et l'affiche pouvaient le faire redouter, c'est beau, c'est immense. Pour le jeune fou qui écarte la pelle ou pour les chevaux de paille de Pinel qui s'embrassent dans un haier de la foule, pour le médecin de campagne qui traverse seul à la nuit tombée la place du village, pour cette femme en noir qui marche tête baissée entre les gibets des arbres, pour le cri de vie de la femme nue et rasée qui bondit hors de son lit d'hôpital psychiatrique, pour l'enfant flou, chapeau, mille fois chaque ! Les titres des photos sont plus que savoureux, ils représentent la plus joyeuse leçon de photographie, ils racontent secrètement ce qui peut passer dans la tête de ces gens bizzéroïdes avant, pendant ou après le clic.

HERVÉ GUBERT.

* 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16^e. Jusqu'au 26 juin. Tous les jours, de 10 heures à 17 h 30, sauf le lundi.



* La femme aux chaussures blanches et noires — Turquie, 1951.

froid en remettant les choses à leur place. Une sincérité un peu gauche, qui ne demande qu'à se fissurer, et que le plus grignon des nars, une fois déviné, cache une jovialité, une bonhomie un peu honteuse d'elle-même, il suffit d'être patient, il faut le mériter. Il y a un peu de cela dans l'abord de Jean-Philippe Charbonnier : je n'avais pas aimé la première exposition que j'avais vue de lui, en 1978, chez Agathe Gaillard, c'étaient des photos toutes

longs poils noirs sur des jambes de femmes désignées aux entorses, cela manque de bonté, de générosité. Il y avait ce masque, en effet, qui se retire au bon moment, et qui nous sourit, cette grimace dissipée qui nous fait l'aveu d'un cœur exceptionnel.

C'est que le bonhomme pouvait se permettre d'être assommant : le culot camouflait la certitude malicieuse d'une œuvre, qui était en train de se faire, secrètement, pa-

2 MOIS
18 h 30 hebdo
t.a.t. présente
OM. SAAD
d'après l'auteur palestinien
ghassan kanafani
réalisation a. petit - h. rostom
lucernaire 544-57-34

AFFICHES ET GRAVURES DE
FOLON
AUX ÉDITIONS
BLUE SHADOW - TEL. (01) 723-62-06

PLETIT
ODEON
18 h 30
8 MARS - 3 AVRIL
PARTAGE
MICHEL DEUTSCH
MISE EN SCÈNE
PATRICK GUINAND
EN CO-PRODUCTION AVEC
LE JEUNE THÉÂTRE NATIONAL

THEATRE DE LA VILLE
ANIMATEUR DIRECTEUR JEAN MERCIER
horaire exceptionnel
20h45
matinée dimanche 14 h 30
places 40 F et 65 F
le maître et marguerite
de Boulgakov
mise en scène
Andrei Serban
adaptation
Jean-Claude Carrière
18 h 30
une heure sans entracte 30 F
du mardi au samedi
DANSE
29 mars - 23 avril
g.r.c.o.p.
groupe de recherche
chorégraphique de
l'opéra de paris
(4 programmes)
8 chorégraphes
avec une création de
Maguy Marin
et des invités
Karole Armitage
François Verret
Obadia-Bouvier
274.22.77
2, place du Châtelet

JEUNES MUSICIENS PROFESSIONNELS
regroupés en trios, quatuors... occurons, pratiquent les musiques anciennes,
baroque, romantique, contemporaine, jazz et musique traditionnelle.
PARTICIPER AU
FORUM RÉGIONAL DES JEUNES INTERPRÈTES
D'ÎLE-DE-FRANCE
du 23 avril au 8 mai 1983
10 GROUPES SÉLECTIONNÉS
Chaque groupe lauréat reçoit 10 000 F
et 10 engagements de concert d'admission 83-84
Dernières inscriptions : 15 avril 1983
DECLARATION REGIONALE A LA MUSIQUE D'ÎLE-DE-FRANCE
9, rue La Bruyère, 75008 PARIS. Téléphone : 285-45-28
Ce Forum bénéficie du soutien du Conseil régional d'Île-de-France
et du ministère de la Culture (Direction régionale d'Île-de-France).

coproduction m.c. grenoble
théâtre de la potence
LA DEDICACE
BOTHO STRAUSS
mise en scène YVON CHAIX
La Dédicace, pièce très dans le vent, très mode, n'est pas
souvent jouée. Se laisse regarder et entendre avec plaisir.
Cela tient au savoir-faire, au travail soigné, au charme, de cette compa-
gnie de Grenoble "le Théâtre de la Potence". MICHEL COURNOT
16 mars - 18 avril mardi mercredi 18 h jeudi vendredi samedi 21 h
LOCATION 742 67 27 AGENCES FNAC CROUS

HENRI CARTIER-BRESSON A GENÈVE
Portraits 1932-1950
Qui voudrait écrire une his-
toire du dernier demi-
siècle devrait avant
toute chose s'inspirer des quel-
ques quatre-vingts portraits
qu'Henri Cartier-Bresson a mar-
qués de son objectif. Une expo-
sition unique par sa variété et son
ampleur. Des points de repère
dont chacun ouvre une piste où
la recherche peut s'engager. Car
ce photographe, fidèle au noir et
blanc, a réussi comme personne
à saisir le mouvement d'un vi-
sage, en le figeant au 50^e de se-
conde précise où il révèle sa pé-
rennité.
A cela s'ajoute l'objet révéla-
teur, comme cette épingle de
nourrice jaillie du chandail froissé
de Paul Léautaud, pareille à un
mât en dérive sur des hauteurs
tondes. Ou ce mannequin articulé
que Leonor Fini côtoie, la doigt
pointé sur l'entraille de la
poupée nue qu'elle tient à la
main. A l'opposé, Simone de
Beauvoir, sans autre environne-
ment qu'une rue anonyme à la
perspective dégradée. Ou encore
Pierre Jean Jouve, debout dans
son cabinet de travail dépouillé
et tournant le dos à un escalier
intérieur, mains croisées et tête
légèrement penchée. Fausse ab-
sence que l'on retrouve dans son
œuvre.
Cartier-Bresson n'est jamais là
par hasard. Paul Valéry trois fois
valérien — portrait, image dans
le miroir et buste sur la chemi-
née. André Braton entouré des
masques qu'il effaçonnait,
marqué qu'un simple reflet trahit
le chavalière le dôme que je-
mais.
Le plus surprenant de ces por-
traits, sans doute le plus classi-
que : un Georges Rouault guindé,
engoncé dans un col cassé, avec
cravate sombre et pochette non
assortie. Le plus émouvant, sans
doute celui de Lily Brick, la tête
entre ses longues mains, figure
de proue inconsolable de la perte
du poète dont la barque s'est bri-
sée.
ISABELLE VICHNIAC.
* Galerie Eric Franck, 15, ave-
nue de Florissant, Genève. Jusqu'au
20 avril.

Le Saint Michel
OUVERT TOUTE LA NUIT
A TOUTE HEURE DES PLATS DU JOUR
JEUDI : Petit salé/famille... 29 F
Ensemble de viande au safran de persim... 33 F
Filles de sole, tagliatelles... 37 F
VENDREDI : Lapin à la Corse... 29 F
Pât au four de la mer et ses légumes saisis... 33 F
Cerveau au safran, pommes hollandaises... 37 F
PATES FRAICHES
PIZZAS AU FEU DE BOIS
10, place St-Michel, 75008 Paris, 226-06-25

(Publicité)
FORMIDABLE
Jeux vidéo ATARI à MATTEI
les dernières cassettes
aux plus bas prix
CHEZ
CAMERA 7
7, rue Lafayette
75008 Paris. 878-37-25.

هكوان الأصل

GALERIES

RÉTROSPECTIVE LAPICQUE A ZURICH

Le lion et la mouette

Le public français et parisien o eu, en 1967, l'occasion d'approcher l'œuvre de Charles Lapicque, au Musée national d'art moderne de l'avenue Wilson. Il aura fallu attendre seize ans pour saisir à nouveau dans sa plénitude et sa diversité le labeur d'un peintre dont l'importance éclate dans la création du vingtième siècle et plus précisément celle postérieure au cubisme. Mais il faut pour cela dépasser les frontières françaises et aller à la galerie Peter Nathan, à Zurich, avant la fin du mois d'avril.

SANS renier la perspective traditionnelle de la Renaissance et ses lignes de fuite vers l'horizon, Lapicque, avec le même souci de création de l'espace, a su inventer une formulation concrète d'un espace inversé. Il enferme son sujet dans une espèce de grille bleue, alors que le lointain se fonde et apparaît dans les rouges. C'est là une leçon qu'il a tirée de sa connaissance de la faïence de Rouen.

La traduction personnelle de l'espace par Lapicque d'est pas son seul souci : sa palette s'appuie sur toute l'organisation nouvelle de ses toiles. L'intense vibration de la couleur n'est pas tellement due à la pureté du ton qu'il utilise, mais bien plutôt à la subtilité des rapports de tons, à leur adoucissement. Cela, cette modulation en couleurs parfois violents, parfois tendres, fait passer son pouvoir énergétique du pinceau de l'artiste au regard du spectateur.

L'énergie même du peintre se lit dans le trait synthétique que le pinceau imprime sur la toile. Il y a fort

à parier que l'on chercherait en vain chez Lapicque un « repentir » quelconque. Bieo sûr il y a eu des études préalables, aussi remarquables d'ailleurs que l'état définitif du tableau. On voit bieo comment, dans cette saisie du pinceau, l'esprit de synthèse de Lapicque parvient en quelques coups de brosse à projeter la vue entière d'une ville ou d'un paysage. La conception en sens le plus fort du mot est globale, ce qui fait que les problèmes de composition sont toujours résolus.

Dans l'exposition de Zurich, résumé d'un labeur courant sur plus d'un demi-siècle, le visiteur perçoit une rare diversité dans les thèmes. La figure ou le paysage sont attendus, mais l'une et l'autre contiennent une pensée toujours aiguë. Que cette pensée soit empruntée à la mythologie ou à l'histoire, la peinture dit vrai et dépasse l'anecdote.

Lapicque fait aussi appel au mouvement : *Régates* et *Courses de chevaux* sont traitées de manière que l'observateur puisse enregistrer des situations simultanées. Presque en contradiction, un *Désert* vu sur le fond d'un ciel vert foncé apaise et, du même coup, interroge.

La continuité de l'œuvre demeure soutenue de ses débuts jusqu'à ce jour avec une fermeté identique. Les trouvailles dans les accords de la palette se renouvellent. Cependant, Lapicque, après une quarantaine d'années vouées à la peinture à l'huile, est aiguillonné par la nouveauté de l'acrylique. L'acrylique exige une rapidité de touche et un prompt séchage, et il est plus que difficile de reprendre un

trait mal assuré. Il fallait la prestesse de Lapicque, celle de l'esprit et celle de la main, pour que cette nouvelle entreprise se parachève sans bavure, comme pour ce *Vol de mouettes* glissant au-dessus de la mer. Cette mer qu'il fréquente depuis le jeune âge.

Mais Lapicque fréquente d'autres amis, et ceux qui lui sont le plus chers sont souvent les animaux dits féroces, lion ou tigre ; et quand ce dernier bondit vers le spectateur, nous avons un admirable autoportrait de l'artiste. Son rugissement fait valoir et le mouvement de la bête et la peinture en mouvement.

Pour autant, il y a une singulière douceur dans le regard de Lapicque, une compréhension humaine à travers les drames que l'homme a vécus et vit encore. On ne peut que conseiller ses *Essais sur l'espace, l'art et la destinée* (1), pour mieux se rendre compte des recherches plastiques de leur auteur, de sa pensée en profondeur, Lapicque paraît être à l'écart, on ne l'entrevoit dans aucune galerie parisienne. Solitaire, divers, multiple, fonceur contre les vents, Lapicque tient la barre et coupe les vagues qui se mêlent dans la confusion.

PIERRE GRANVILLE.

* Galerie Peter Nathan, Zurich, jusqu'à fin avril.

(1) Editions Bernard Grasset, Paris. D'autre part, vient de paraître l'ouvrage d'Aloys Perregaux, *Lapicque et sa démarche créative*, riche de cent soixante reproductions et de notes importantes, ainsi que d'une bibliographie exhaustive. Editions Ides et Calendes, Neuchâtel.

A PARIS

Au-delà de l'image

Fred Deux

Qu'il écrive ou qu'il dessine, Fred Deux ne se répète jamais, même s'il s'obstine à se livrer tripe sur tripe - viscérales qui pour être mythiques n'en sont que plus réels. Les siens. Le voici, abandonnant son pseudonyme littéraire de Jean Doussot, qui signe de son nom ce terrible monologue-dialogue, *Lettres à mon double* (1), introspection quotidienne d'un corps alchimiquement sublimé, d'un regard qui se voit maniant le crayon comme un scalpel.

Bernard Noël vient d'en donner une lecture intégrale au Centre Pompidou, et les dessins pantelants, contrepoin du texte, y étaient alors exposés. Par bonheur on les retrouve à La Hune (2) en compagnie d'autres récents ouvrages, *Dessins et gravures* sont par ailleurs fouillés : c'est Cécile Deux qui tient la pointe ou le burin. On le vérifie devant *Mammoth*, recueil de douze grandes gravures (1982, chez Pierre Chevalier à Vence), et les sept *Autopourtraits* (1983), l'un et l'autre album essor d'un bref commentaire d'un F.D. quelquefois crucifié, éventré, ligoté avec ses intestins. On ne dissociera pas le texte de l'image pas plus que le F.D. écrivant du dessin en train de se faire. Mots et traits dépliés, concrets, d'un érotisme transcendé, d'un désespoir lucide. S'ils sont esthétiquement admirables, ce révisement nous est donné par surcroît.

Restons dans la gravure avec Jean-Pierre Velly (3). Son inspiration est tout autre mais son métier

confondant. Son séjour à la ville Médicis a été bénéfique. Seulement tout est venu nourrir le sens du fantastique et une technique héritée d'un Bosch et d'un Dürer. Monstres « grotesques », métamorphoses animales et végétales, cataclysmes, tout lui est bon. Dans cette mini-rétrospective, on suit une courbe ascendante vers la lumière, et les planches les plus récentes s'éclairent de trouées éblouissantes (*Qui sait ?*, *Rondelles pour après*, *les Temples de la nuit*...). L'amatour d'estampes sera d'autre part fasciné par de vrais tours de force. *Paysage Plante*, *Ville détruite*, par exemple, fourmillent de détails microscopiques multipliés à l'infini.

Papasso

Nouveau venu en France, Antonio Papasso, de Pise, y entre presque sur la pointe des pieds, tant son travail se nimbe de silence (4). Sur la pointe du pinceau ou du crayon en tout cas, dans ces signes d'un suprême raffinement, exprimés aussi bien d'eilleurs par des collages ou des papiers froissés, Papasso fait preuve, mais en douceur, d'une précision extrême dans l'impondérable : blancs crémeux aux jeux sans limites, gris roses. Jeux seulement ? Une sensibilité à vif les anime et nous touche profondément. Papasso : retenez ce nom.

Richard Conte

Peu importe le procédé que Richard Conte (5) a méthodiquement mis au point - projection de diapos, toile froissée et défroissée avant et

après l'apparition des figures, savante petite cuisine, - seul le résultat compte, la peinture donc, qui a le dernier mot. Un certain recul est nécessaire pour que les reliefs s'accroissent et que tout soit lisible. Alors surgissent d'un chaos apparent des bouchers, l'un en rose, l'autre en bleu, plantés sous leur charge de carcasses, ou le *Ventre de Bruegel*, ou les chiens d'un attelage, qui forcent, ou le triple et même personnage se rasant. Abandonnant, pour le moment, d'une vaste culture picturale.

Peinture scanning

Ils sont six, réunis par les soins de Bernard Zürcher (6), se rangent sous la bannière de la « peinture scanning », mot barbare qui a le mérite, (a) *design*, d'être polysémique. Il signifie balayage, exploration, et aussi scruter, sonder, voire scanner. Il peut caractériser la double tendance, gestuelle et conceptuelle, de Jean-Pierre Chauvet, Véronique Cota, Christiane Durand, Jacky Langagne, Antoine Ravay, Denis Sierre, en dépit de leurs différences, les uns (Cota) violemment polychromes, d'autres (Ravay) aux valeurs assourdies.

JEAN-MARIE DUNOYER.

- (1) Le Nécrolog, 162, rue Jules-Barni, Amiens. (Somme)
- (2) 14, rue de l'Abbaye.
- (3) Michèle Broutin, 31, rue des Berges.
- (4) Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrandi.
- (5) Galerie Pierre Lescot, 28, rue Pierre-Lescot.
- (6) Le Soufflet vert, 18, rue Ortolan.

SÉLECTION

CINÉMA

« Pauline à la plage »
d'Eric Rohmer

Six personnages en vacances à la mer s'occupent aux grandes manœuvres de l'amour. Désir, passion, séduction, jalousie, sincérité, tricheries, âge mûr, âge tendre, masculin, féminin... Un régal.

ET AUSSI : *Candide*, de Richard Attenborough (apprendre l'histoire, grâce à l'audiovisuel). *Les Sacrifiés*, d'Okacha Touita (France-Algérie, années 50). *La Ultima Cena*, de Thomas Gutierrez Alea (une somptueuse parodie sur l'esclavage). *Prostitute*, de Tony Garnett (les trottoirs de l'Angleterre, au quotidien). *Dark Crystal*, de Jim Henson et Frank Oz (un monde inconnu et vivant). *Les Iles*, d'Iradj Azimi (comment survivre en évitant les compromis ?). *La Petite Bande*, de Michel Deville (en vadrouille sans argeot de poche). *Te souviens-tu de Dolly Bell ?* (seize ans à Sarajevo en 1960). *Fanny et Alexandre*, d'Ingmar Bergman (incomparable).

THÉÂTRE

« Histoire de famille »
à l'Aquarium

Tchékhov raconte son enfance dans la petite ville de Taganrog, au bord de la mer d'Azov. Une ville presque fantôme, tant l'obscurantisme et la paresse pesaient dessus. Tchékhov dit que seuls les juifs avaient le courage de fréquenter la bibliothèque, le théâtre...

« L'Ordinaire »
à Chaillot

Lors d'un accident d'avion, les présidents et vice-présidents d'une grande firme américaine tombent dans les glaciers des Andes. L'information a fait deux des mutants. Les voici hors du monde, deux fois plutôt qu'une. L'un d'eux, Michel Vivaner, témoigne à bon escient.

« L'Émoi d'amour »
au Théâtre 13

Le délire de la théâtrale, à l'état pur, comme des enfants terribles qui se déguisent avec les draps et les rideaux, et les épaules de la grand-mère, pour mettre la maison sans dessus dessous. Signé Jean Bois, l'outsider irrécupérable des scènes françaises.

ET AUSSI : *Moi*, d'Eugène Labiche, aux Arts-Hébertot. *La Cerisaie*, mise en scène de Brook, aux Bouffes du Nord. *Le Théâtre d'ombres* animé par Nicolas Bataille à la Huchette. *Sarah et le cri de la langouste* joué par Delphine Seyrig et Georges Wilson à l'Œuvre.

EXPOSITIONS

Wifredo Lam
au Musée
d'art moderne
de la Ville de Paris

Une rétrospective avec près de cent soixante peintures, sculptures et dessins, après le Musée d'art moderne de Madrid, mais augmentée de nombreuses œuvres prêtées par La Havane.

Né à Cuba d'une mère mulâtre et d'un père chinois, Wifredo Lam présente un cas unique dans la peinture moderne d'intégration de valeurs issues de civilisations diverses. Venu à Paris dans les années 30, à un moment où les artistes d'avant-garde tentaient de se renouveler à travers l'art primitif, le peintre a trouvé naturellement sa voie parmi les surréalistes en s'attachant à la représentation des totems magiques de la forêt caraïbe et de ses tabous, avec une simplicité linéaire qu'il avait découverte dans la peinture de Picasso.

Sam Francis
à la Fondation Maeght

Peintre américain de Los Angeles, marqué par son long séjour

parisien, Sam Francis expose, pour la première fois en France, ses grands monotypes sur papier. A la soixantaine, il a renouvelé sa peinture avec ces œuvres somptueuses par l'éclat de leurs couleurs, la nouveauté de leur composition et la richesse de leur texture.

MUSIQUE

Les rencontres
d'Arc-et-Senans

Plus de quarante musiciens réunis entre le 31 mars et le 10 avril dans les Salines desséchées par Claude-Nicolas Ledoux architecte de l'utopie. Un concert par jour, et souvent deux, toutes répétitions ouvertes au public : c'est le principe, la musique à écouter, à voir « en train de se faire ». Pour leur deuxième édition, les Rencontres d'Arc-et-Senans proposent un programme résolument éclectique : de Haydn et Spohr à Kagel et Aperghis en passant, bieo sûr, par Schubert, Brahms et Debussy mais aussi Herzogenberg, Busch et Holliger. Plus la promesse d'un dimanche de Paques en forme de bal : orchestres virtuoses garantis pour contredanses de Beethoven, valse de Strauss arrangées par Schönberg, et tangos argentins.

Rens. et inscriptions FNAC : 281-81-18 ou A.F.C.C. Besançon (81) 82-25-45.

Basson solo

Rivalisant avec le piano, l'orgue ou le violoncelle, chaque instrument aujourd'hui, du tuba au piccolo, y va de son solo. Faute de répertoire, seul le basson manquait à l'appel. Depuis quelques années, les choses ont changé et la qualité du programme que présente au Lucernaire Alexandre Ouzounoff, un jeune bassoniste aventureux, dépasse la simple curiosité : on y assiste à la renaissance d'un instrument aux possibilités méconnues ; une très belle version d'*Attem* de Kagel y voisine avec des œuvres signées Martial Solal, Ton That Tiet, et la création de Vang-Vong de Dao, qui renouvelle l'écriture de l'instrument. La soirée s'achève dans les

flammes suggérées d'un étrange autodafé. (Les 31 mars, 1^{er} et 2 avril à 21 heures, 55, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6.)

JAZZ

Le retour de Carla Bley

A chaque génération, allez savoir pourquoi, un musicien de jazz perçoit la barrière convenue du public préalable, étend son nom, sa qualité, se fait éponyme et représente... Ces temps-ci, c'est une musicienne : Carla Bley, au groupe entreprenant et très réjouissant. Une certaine idée du jazz, des arrangements, de New York, et de la mode s'y retrouve. Autant en profiter : une tournée commencée par la maison de la culture de Saint-Etienne (1^{er} avril), passe par l'Olympia (le 17) et la maison des arts de Créteil (le 19). A suivre.

ET AUSSI : Éric Lellann au Savoy (du 30 au 2 avril) ; Canape et Sicard à la Mann Musicale (le 1^{er}).

DANSE

Le G.R.C.O.P.
au Théâtre de la Ville

Un mois durant, à 18 h 30, le Groupe de recherches de l'Opéra de Paris présente, en quatre programmes différents, l'ensemble de son répertoire : une manière de prouver son éclectisme et son dynamisme.

Ce qui nous est proposé a été créé en deux années sous l'impulsion de Jacques Garnier et comporte notamment des ballets « post modern » d'Ulyse Dove, Karole Armitage ou Lucinda Childs. Georges Hirsch et Jacques Garnier ont accepté qu'au Théâtre de la Ville figure, à chacun des quatre programmes, l'œuvre d'un jeune chorégraphe révélé aux concours de Bagnolet ou de Nyon comme Maguy Marin, François Verret, Joëlle Bouvier, Régis Obadia.

ET AUSSI : Festival en Théâtre présent : la Compagnie Grand Magasin, primée à Bagnolet en 1982 (*Les Joies de la connaissance*) et Karine Saporta (*Les Images de l'inconscient*).



ET DES SPECTACLES EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 20 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche et le mercredi.

Animation gratuite, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h ; le samedi, à 11 h, entrée du musée (troisième étage) ; lundi et jeudi, 17 h, galeries contemporaines.

GIORGIO DE CHIRICO. Jusqu'au 25 avril. Visites-animations le lundi, jeudi, samedi à 20 h, le mercredi et le vendredi à 16 h.

VVES KLEIN. Rétrospective. Jusqu'au 25 avril.

TRICOLOR VIDEO DE NAM JUNE PAIK. Formes. Jusqu'au 11 avril.

DE LA ROSIÈRE A LA MISS. La jeune fille dans les fêtes populaires. Salle d'actualité. Entrée libre. Jusqu'au 6 juin.

BARRY FLANAGAN. Peintures anglaises ; **ULRICH RUCKHEIM.** Sculptures allemandes. Galeries contemporaines. Entrée libre. Jusqu'au 9 mai.

UNE MAISON, DES LIVRES ET DES MOTS. Carrefour des régions. Jusqu'au 9 mai.

LE CINÉMA INDIEN. Des origines à nos jours. Salle animation. Jusqu'au 2 mai.

CONSTANTIN CAVAFY (1863-1933). Poète grec d'Alexandrie. Grand foyer. Jusqu'au 25 avril.

PAOLO GIOLI. Corps et thorax, photographies. Salon photos. Jusqu'au 8 mai.

JEAN DIEUZAIDE-JEAN-PIERRE SUDRE. Photographies. Salle contemporaine. Jusqu'au 20 avril.

CCL. LA VILLE EN SES JARDINS. A propos du parc de La Villette. Jusqu'au 4 avril.

LES PORTES DE LA VILLE. Jusqu'au 4 avril.

RPL. ARBRES-PHOTOGRAPHES ET PAYSAGES. XIX-XX. BICLES. Jusqu'au 30 mai.

Musées

GRAVURES DE LA COLLECTION DUTHUIT. Petit Palais, avenue Winston Churchill (265-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Entrée 9 F. Jusqu'au 30 avril.

CLAUDE GELLÉE DIT LE LORRAIN (1600-1682). Grand Palais. Entrée place Clemenceau, (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée 15 F ; le sam. 12 F. (gratuite le 28 avril). Jusqu'au 16 mai.

JACQUES-HENRI LARTIGUE (1890-1926). Photographies. Grand Palais, avenue Winston Churchill (256-37-11). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 10 avril.

LA LIBERTÉ GUIDANT LE PEUPLE. Jusqu'au 11 avril.

LECTIONS DU COMTE DORSAY. Dessins du musée de Louvre, pavillon de Flore, porte Janvier (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 12 F, gratuite mercredi et dimanche.

COLLECTIONS D'ART KHMER. Musée Guimet, 6, place d'Iéna (723-01-65). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15.

PRÉSENTATION TEMPORAIRE D'ŒUVRES APPARTENANT AUX COLLECTIONS NATIONALES. Embarcadere sur l'Esplanade au temps des Hittites. - Jusqu'au 18 octobre. - Georges Shaw : paysages photographiques. - Musée d'art et d'essai, palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (723-36-53). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 7 F ; le dimanche, 3,50 F.

SUMMER TIME (1960). de Shirley Goldfarb ; jusqu'à la mi-mai. **JEAN-PIERRE CHARBONNIER.** 300 photographies : 1944-1952 ; jusqu'au 26 juin.

WILFRED LAM (1902-1982). jusqu'au 22 mai. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h.

MARTINE ABALÉA. « Nouveaux phénomènes naturels ». BERTHOLIN. « C'est-à-dire ». Jusqu'au 26 juin.

CLAUDE RITVAULT, NIL VALTER. « C'est un des métiers que l'art ». ARC-Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 24 avril.

IMAGES POUR LES NUAGES. « C'est-à-dire ». Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, avenue de New-York (voir ci-dessus). Animations sur rendez-vous au 723-61-27, (poste 365). - Jusqu'au 24 avril.

TAPJO WIRKKALA. - Jusqu'au 11 avril. - **PIONNIERS DE LA PHOTOGRAPHIE RUSSO SOVIÉTIQUE (1917-1940).** - Jusqu'au 30 avril. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 13 h à 19 h ; sam. et dim., de 11 h à 18 h. Entrée : 15 F.

BOUCHON. pionnier de l'affiche illustrée. - Jusqu'au 6 juin ; **LE MUSÉE A LE TICKET.** - Jusqu'au 30 avril. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 6 juin.

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE-LE PREMIER EMPIRE. - Dessins. Jusqu'au 22 mai. **ACQUISITIONS DE LA VILLE DE PARIS** pour le musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h (fermé les 1^{er} et 12 mai). Entrée 9 F, gratuite le dimanche.

PIONNIERS DE LA PHOTOGRAPHIE RUSSO SOVIÉTIQUE (1917-1940). - Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf le mardi, de 13 h à 19 h ; le samedi et le dimanche de 11 h à 18 h. Jusqu'au 30 avril.

KIMONOS DE KUBOTA ITCHIKU. - Musée Carnavalet, 7, avenue Vélazquez (263-50-75). Sauf le lundi et le 1^{er} mai, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 7 mai.

MAXIMILIEN LUCÉ. - Musée Carnavalet, 2, rue Louis-Bouilly (234-07-02). Sauf lundi de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 avril.

DES BURGONDES A BAVARD. mille ans de Moyen Age. - Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (354-93-01). Sauf le lundi, de 11 h à 18 h ; le mardi jusqu'à 22 h. Entrée 11 F, 8 F le samedi. Jusqu'au 24 avril.

DE CARPEAU A MATISSE. La sculpture française de 1850 à 1914 dans les musées et collections publiques du nord de la France. - Musée Rodin, 77, rue de Varenne (705-01-34). Sauf le mardi, de 10 h à 11 h 30 et de 14 h 30 à 18 h. Jusqu'au 30 mai.

VERS L'ORIENT. - Bibliothèque nationale, 58, rue Richelieu (261-82-83). Tous les jours, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 30 avril.

ANDRÉ DEMANCHÉ. Galerie de photographies de la Bibliothèque nationale, 4, rue Louvois (261-82-83). Sauf dim., de 12 h à 18 h. Jusqu'au 2 avril.

UNIFORMES CIVILS. CÉRÉMONIAL. CIRCONSTANCES. - Palais Galliera, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie (720-83-46). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 17 avril.

ERIK SATIE A MONTMARTRE. - Musée de Montmartre, 112, rue Cortot (606-61-11). Tous les jours, de 14 h 30 à 17 h 30 ; dim., de 11 h à 17 h 30. Entrée : 8 F. Jusqu'au fin mai.

CHINE : LES FRESQUES OU DESERT DE GÖBL. La route de la soie. Musée d'histoire naturelle, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (336-14-41), de 14 h à 17 h. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 17 août.

MONGOLIE-MONGOLIE. Traditions de la steppe. Musée de l'homme, place du Trocadéro (553-70-60). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Jusqu'au 23 mai.

LES MÉMOIRES DE L'ARC DE TRIOMPHE. - Musée national des monuments français, palais de Chaillot (727-35-74). Sauf mardi (sam. et dim. matin), de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée 5 F. Jusqu'au fin mai.

LE FAIT DIVERS. - Musée des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi (Bois de Boulogne) (747-69-80). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; dim., de 14 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 avril.

DEWASNE. Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard (320-15-30). Sauf le dimanche, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 23 avril.

L'ŒUF ET LA PLUME. Musée en herbe, Jardin d'acclimatation, boulevard des Sévins (747-47-66). Jusqu'au 31 décembre.

Centres culturels

SERPAN. 1922-1976. Rétrospective. Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Berryer (563-90-51). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Entrée de l'exposition et visites commentées gratuites. Jusqu'au 4 avril.

CÉSAR. Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau. Jusqu'au 7 avril.

L'HOTEL DE SALM. palais de la Légation d'Espagne, 2, rue de Bellechasse (555-95-16). Sauf lundi, de 14 h à 17 h. Jusqu'au 10 avril.

INGERD MOLLER. Tout près de la terre. Aquarelles, textiles, peintures ; jusqu'au 7 avril.

Jusqu'au 7 avril : **IVAN AGUELI (1869-1976).** peintures. Jusqu'au 1^{er} mai. Centre culturel aréopage, 11, rue Payenne (271-82-20). De 12 h à 18 h ; sam. et dim., de 14 h à 18 h.

JEAN PROUVÉ. L'imagination constructive - **ADOLF LOOS.** 1870-1933. Exposition du claquement. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournai (633-90-36). Sauf dim. et lundi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 16 avril.

A LA DÉCOUVERTE DE MARSEILLE ANTIQUE. - Hôtel de Solty, 62, rue Saut-Audine. Tous les jours de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 30 avril.

FLORENCE ET LA TOSCANE. La scène du prince. Maison internationale du Théâtre Renaud-Barrault, avenue Franklin-Roosevelt. Tous les jours de 15 h 30 à 20 h 30, le dimanche de 14 h à 17 h. Jusqu'au 3 avril.

PIERRE ET MARIE. Conception de D. Baran, M. Chazot, J.-H. Martin, Sarkis, S. Seiv. Institut Curie, 36, rue d'Ulm (349-68-61). Ven. sam. et dim., de 11 h à 19 h.

VOLKER TANNERT. dessins, gouaches. Galerie Institut, 31, rue de Condé. Sauf sam. et dim. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 22 avril (l'Institut sera fermé de 1^{er} au 10 avril).

CHILROU-CLOVIS. roi des Francs. De Tournai à Paris, naissance d'une nation. - Centre culturel Wallonie-Bruxelles, 127, rue Saint-Martin. Sauf lundi, de 11 heures à 18 heures. Entrée 10 F. Jusqu'au 15 mai.

RUBALCAVA. Centre Culturel du Mexique, 47, bis, avenue Bugeat (555-70-15). Jusqu'au 23 avril.

SEVRES. de 1850 à nos jours. Le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (297-27-00). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 avril.

REFLETS DU SIÈCLE D'OR. Institut néerlandais, 121, rue de Lille. Sauf le lundi de 13 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 avril.

CHAÏNE. dessin, Segal, Pignone-E. Nussli, etc. - **ANDRÉ GIRARD.** Photographies 1980-1982. Espace latino-américain, 44, rue du Roi-de-Sicile (278-25-49). Sauf dim. et lundi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 16 avril.

JEAN TARDIEU. Maison de la poésie, terrasse du Forum des Halles, 101, rue Rumbuteau (236-27-53). Jusqu'au 23 avril.

PARIS. Histoire d'une ville. Tour Montparnasse (56^e étage). De 9 h 30 à 23 h 30. Entrée : 18 F. Jusqu'au 15 juin.

FENÊTRE SUR LA CHINE. Photographies de Vanessa. Centre culturel du Marais, 28, rue des Francs-Bourgeois (633-25-49). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 24 avril.

CHOPIN. Trianon de Bagatelle, bois de Boulogne. Sauf lundi, de 11 h 30 à 17 h 30. Jusqu'au 12 mai.

LA RUSSIE ET L'EUROPE. dessins et œuvres de Chénier de Paul Bonin. Librairie l'Age d'homme, 5, rue Férou (634-18-51). Sauf dimanche, de 10 h à 12 h et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 15 avril.

MIROSLAV SUTEL. peintures. Centre culturel de Yougoslavie, 123, rue Saint-Martin (272-50-50). Jusqu'au 8 avril.

Galerie

GRAVURES DE MIRO. Regard de 1969 à 1982. Jusqu'au 15 mai. **GROUPE OBJECTAL.** Portraits, latéralités. Jusqu'au 11 avril. Galerie A B C D, 30, rue de Lisbonne (563-36-06).

LES SCULPTEURS POLY-CHROMES. Bary, Cebal, Maso, etc. Galerie G. Labbé, 2, rue Brémontelle 1887-45-81. Mars-avril.

SEPT PEINTRES TRAVAILLANT DANS LA RÉGION « RONALPINE ». Galerie Krief-Raymond, 50, rue Mazarine (329-32-37). Jusqu'au 24 avril.

DON LIGHT. **NUSSIMOVICH.** **SUDRE.** VAN OS. Photographies. Studio 566, 6, rue Maître-Albert (354-59-29). Jusqu'au 7 mai.

EVENTAILS. Galerie Marigny, 2, rue de Miroseuil (265-36-53). Jusqu'au fin mai.

BRIANT, GAUTHIER, MARQUIS, FAVET, HERBELIN, SAMSOVICH. Sculptures. Galerie Brezau, 70, rue Bonaparte (326-40-96). Jusqu'au 30 avril.

LE MARKER. **O'AGENCY 83.** Grand Prix d'illustration. Mecanorma Graphic Center, 49, des Mathurins. Jusqu'au 15 avril.

JEUNE PEINTURE. JEUNE SCULPTURE. Hall d'exposition Marcodes-Benz, France, 118, Champs-Élysées. Jusqu'au 16 avril.

CARL ANDRÉ. Œuvres récentes. Galerie Daniel-Templon, 30, rue Beaubourg (272-14-10). Jusqu'au 14 avril.

MICHAEL BASTOW. Pastels. Galerie Jean Briance, 23-25, rue Guénégaud (326-85-51). Jusqu'au 23 avril.

BEN. Les portraits 1982-1983. Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (271-20-50). Jusqu'au 30 avril.

1958-1982. Galerie Lucien-Durand, 19, rue Mazarine. - Art et théorie. Galerie Ghislain Mollet-Viville, 26, rue Beaubourg (278-72-31). Jusqu'au 16 avril. **VIRFANE** ou **C. Croussel.** 80, rue Quincampoix 1887-60-81. Jusqu'au 12 avril.

BLANCO. Peintures. Galerie Cinq, 5, rue Puyenne (278-15-07). Jusqu'au 10 avril.

ANTOINETTE BOOTZ. Peintures. Galerie Baudouin Lebon, 36, rue des Archives (272-08-10). Jusqu'au 23 avril.

GEORGE BRECHT. Pages from the Book of the Tumbler on Fire. Galerie Bama, 40, rue Quincampoix (277-38-37). Jusqu'au 23 avril.

ROLAND CAT. Galerie Iry Brachot, 35, rue Guénégaud (354-22-40). Jusqu'au 16 avril.

FAUL. **CHABAS (1869-1937).** Peintures. Galerie Les reflets du temps, 4, rue Dufour (260-01-53). Jusqu'au 7 mai.

CHRISTIANE CHABOT. Peintures. Galerie Lilliane-François, 15, rue de Seine (326-08-32). Jusqu'au 10 avril.

DE CHIRICO. Le retour de l'enfant prodigue. Œuvres 1960-1978. Artcurial, 9, avenue Maignan (256-32-90). Jusqu'au 30 avril.

JEAN CLAREBOUDT. Sculptures récentes. Faridh Cadot, 77, rue des Archives (278-08-26). Jusqu'au 5 avril.

RICHARD CONTE. Peintures. Galerie Pierre-Lescot, 38, rue Pierre-Lescot (233-85-39). Jusqu'au 23 avril.

JACQUELINE DAURIAC. Peintures. Galerie Donguy, 57, rue de la Roquette (700-10-84). Jusqu'au 5 avril.

FREO DELUX. Dessins gravures. Galerie La Hume, 14, rue de l'Abbaye (325-54-06). Jusqu'au 19 avril.

KLAUS DIETRICH. Peintures. Galerie R4, 7, rue de Turbigo (236-45-74). Jusqu'au 30 avril.

JACQUES DOUCET. Peintures récentes. Galerie Ariel, 140, boulevard Houssin (562-13-09). Jusqu'au 22 avril.

BERNARD GERMOND. Peintures. Galerie Le Haut-Pavé, 3, quai de Montreuil (354-58-79). Jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE. Galerie E. de Causans, 25, rue de Seine (326-54-48). Jusqu'au 23 avril.

GERARD GUYOMARD. Peintures. Galerie J.-C. Riédet, 12, rue Guénégaud (326-72-73). Jusqu'au 9 avril.

MARCEL JEAN. Peintures. Galerie Marion-Meyer, 15, rue Guénégaud. Jusqu'au 20 avril.

THE KENNEDY WOMEN. Galerie Margat, 13, rue de Téhéran (563-13-19). Jusqu'au 29 avril.

ALAIN KLEINMANN. La peinture existentielle. Galerie Le Parvis-Saint-Martin, 84, rue Saint-Martin (271-93-03). Jusqu'au 11 avril.

ELIZABETH LENNARD. Photographies peintes. Galerie des Femmes, 74, rue de Seine (329-50-75). Jusqu'au 30 avril.

ANDRÉ MASSON. Rétrospective. Galerie Patrice Trigona, 4 bis, rue des Beaux-Arts (634-50-11). Jusqu'au 30 avril.

YVES MILLECAMPS. Toiles, tapisseries, reliefs maraux. Centre Vickers Ronco, 37, avenue de Friedland (563-48-76). Jusqu'au 10 mai.

FERNAND MOURLOT. Lithographie. Galerie du 7, rue Princesse (326-26-97). Jusqu'au 16 avril.

ANTONIO PAFASSO. Œuvres récentes. Galerie d'intercontinental, 12, rue J.-Ferrat (546-84-28). Jusqu'au 15 avril.

GIUSEPPE PENONE. Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Hautes-Écoles (277-63-60). Jusqu'au 7 mai.

MASSIMO PULINI. Peintures récentes. Galerie Jean-Pierre Lavignes, 15, rue Saint-Louis-en-l'Île (633-56-02). Jusqu'au 9 avril.

SALZMANN. L'œil Sévigné, 14, rue de Sévigné (277-74-59). Jusqu'au 9 avril.

CLEMENTE. Dessins. Galerie-Atelier Lambert, 62, rue La Boétie (563-51-52). Jusqu'au 8 avril.

PAUL STRAND. Photographies mexicaines. Galerie Zabriske, 37, rue Quincampoix (272-35-47). Jusqu'au 23 avril.

SUNAO. Peintures. Galerie Charley Chevalier, 27, rue de la Ferronnerie (508-58-63). Jusqu'au 15 avril.

ANNE-MARIE TERRANOVA. « Espace inventaire, espace inventaire... ». Galerie Alain-Ordin, 28 bis, boulevard Sébastopol (271-83-65). Jusqu'au 7 avril.

MARIGNAN PATHÉ - QUINTETTE PATHÉ - FORUM LES HALLES
IMPERIAL PATHÉ - MONTMARNASSE BIENVENUE - ST-LAZARE
PASQUIER - 14 JUILLET BASTILLE - LA PAGOOE - PLM
ST-JACQUES - OLYMPIC BALZAC - GAUMONT Ouest Boulogne
3 VINCENNES

COMÉDIES ET PROVERBES

PALLINE A LA PLAGE

ERIC ROHMER

AVOIR LA LANGUE D'OR
Faut-il être un génie pour être un grand comédien ?
C'est ce que nous allons découvrir avec PALLINE A LA PLAGE.
LES FILMS DE LA SÉRIE LES FILMS ARIANE
Distribués par S.A.A.

BERLIN 1983
OURS D'ARGENT POUR LA MEILLEURE MISE EN SCÈNE

PARAMOUNT-CITY - GAUMONT AMBASSADE - BERLITZ -
STUDIO DE LA HARPE - MONTMARNASSE - RICHELIEU - FORUM
HALLES - FAUVET - ATHÈNA - ST-LAZARE PASQUIER -
ARGENTEUIL ALPHA/GAMMA - PATHÉ CHAMPIGNY

(PRIX DU SUSPENSE)
AVOIR 1983

ANNY DUPEREY JEAN-CLAUDE BRIALY

le Démon dans l'île

UN FILM DE FRANCIS LEROI

COACH

NR 0025 - Coach Museum Bag

Souples et décontractés, les sacs "Coach bag" sont taillés dans un remarquable cuir américain - c'est un cuir "pleine fleur" qui, à l'usage, se patine et vieillit en beauté.

Ce sont les sacs les plus connus depuis dix ans aux U.S.A. et déjà reconnus aujourd'hui à Paris.

Galerie Coach Bag
23 Rue Jacob, Paris 6^e
326.29.17

7^e Festival de Théâtre en Mer

à bord de **Mermoz**
du 22 mai au 3 juin 1983

Désormais consacré aux côtés des plus grands, ce Festival s'en distingue résolument par les échanges comédiens-passagers qui permettent les retrouvailles constantes et la simplicité de la vie à bord.

Mais le rideau qui se lève sur la scène de Mermoz, se lève aussi aux escales. Dans les plus beaux sites naturels d'El Djem ou de Rhodes, d'Athènes ou de Kos.

Ce qui donne à la magie du verbe des dimensions tout à fait exceptionnelles.

9 spectacles à l'affiche

De Jean Cocteau à Sacha Guitry, De Henry Becque à René d'Oaldia, De Cornelle à Racine (ses grands moments). Et de La Fontaine à Aristophane.

7 escales méditerranéennes

Sfax (en Tunisie), Rhodes, Kos, Santorin, Athènes (en Grèce), Bodrum (en Turquie), Salerne (en Italie), (de Toulon à Toulon)

Renseignements et inscriptions auprès de votre agent de voyages ou aux Croisières Paquet : Paris : 5, bd Malesherbes, 266.57.59 / Bordeaux : 1, allée de Chartres, 44.88.35 / Marseille : 70.72, rue de la République, 91.91.21 / Nice : 2, rue Halesy, 88.81.90 / Genève : 42, rue Rothschild, 32.64.40 / Bruxelles : 20, rue Ravenstein, 513.62.70.

CROISIÈRES PAQUET

THEATRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

CARDE DE ROBE SUR LA PLAGE - Théâtre de Paris (230-09-30) : 20 h 30, dim. 15 h 15. 19 h 30 : Erasebet Paillasse.

O PERCEVO - Palais des glaces (607-49-93) : 20 h 30 (depuis le 25).

LE DISCOURS DE L'INDIEN - Théâtre du Lys-Montparnasse (237-08-61) : 22 h 15.

CLIMATS TEMPERES - Hôpital de Bicêtre (271-51-00) : 20 h 45.

HORS PARIS

ADJ-EN-PROVENCE - Présence par le Théâtre des Ateliers (42-96-10-45) : 21 h 15.

Les salles subventionnées et municipales

OPERA (742-57-50) : (J., S., D., Mar.) : les 30 mars, 1^{re} avril à 19 h 30 : Erasebet Paillasse.

SALLE FAVART (1296-06-11) : relâche.

COMEDIE-FRANCAISE (296-10-20) : (J., V., S., D.) : les 30 mars, 4 avril à 14 h 30 et le 3 avril à 20 h 30 : la Seconde Surprise de l'amour, la Colonie, les 30 mars, 5 avril à 20 h 30 et le 3 avril à 14 h 30 : Intermèzzo.

CHAILLOT (727-81-15) : Grand Foyer (V., S., D., L., Mar.) : les 30, 31 mars à 18 h 30 : Palerme ou Jérusalem ; Grand Théâtre : relâche ; Théâtre Gémier (S., D., L., Mar.) : les 30, 31 mars, 1^{re} avril : l'Ordinaire.

ODEON (325-70-32) : (L.) : les 30, 31 mars, 1^{re}, 2, 3, 4 avril à 20 h 30 : Victor ou les enfants au pouvoir.

PETIT ODEON (325-70-32) : (L., Mar.) : les 30, 31 mars, 1^{re}, 2, 3 avril à 18 h 30 : Partage.

TEP (1977-96-06) : relâche.

BEAUBOURG (277-12-33) : (Mar.) : Débats : le 30 de 14 h à 19 h : carte blanche à la revue *Banana Split* ; le 31 de 14 h à 19 h : carte blanche à la revue *Textuelle* ; Cinéma-Vidéo : les 30, 31 mars, 1^{re}, 2 avril : Nouveaux films B.P.I., 13 h, Médecins de l'art ; 16 h, Vivre en croûte ; 19 h, Histoire des trains

(Union Pacific) : les 30, 31 mars, 1^{re}, 2, 3, 4 avril : le cinéma indien ; les 30, 31 mars, 1^{re}, 2, 3, 4 avril : De Chirico ; 18 h, Paolo Grolli ; le 4 avril : Nouveaux films B.P.I., 13 h, Ma femme, Chamada Bicho ; 16 h, les Riches Heures de la Coupe du monde de football ; 19 h, Champs-Élysées Locale.

THEATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83) : (S., D., L., Mar.) : Danse : les 30, 31 mars, 1^{re} avril à 20 h 30 : Ballet du XX^e siècle ; Maurice Béjart : l'Histoire du soldat - (Stravinski).

THEATRE DE LA VILLE (274-22-77) : (D., L.) : les 30, 31 mars, 1^{re}, 2, 3 avril à 20 h 45 : le Malin et Marguerite ; les 30, 31 mars, 1^{re}, 2 avril à 18 h 20 : G.R.C.O.P. + N. Armitage Kago.

CARRÉ SILVIA MONFORT (531-23-34) : relâche.

Les autres salles

ALLIANCE (544-41-42) : (D., soir., L.), 20 h 30, dim. 17 h : les Jours de Khayam (à partir du 5).

ANTOINE (208-77-71) : (D., soir., L.), 20 h 30, dim. 15 h 30 : Coup de soleil.

ARTS-HERBERTOT (387-23-23) : (J., D., soir., 21 h, mat. sam. et dim., 15 h, Mat. Astelle - THEATRE (238-35-53) : jeu, ven., sam., 20 h 30 : le Malentendu ; mar., 20 h 30, dim., 16 h : les Bonnes.

ATHENEE (742-67-27) : (D., L.) : mar., mer., 19 h, jeu, ven., sam., 21 h : la Dédicace.

BASTILLE (357-42-14) : (D., L.) : 21 h : Frankie et Johnny.

BOUFFES DU NORD (239-34-50) : (D., L.) : 20 h 30 : la Cerisaie.

BOUFFES-PARISIENS (296-60-24) : (D., soir., L.), 20 h 30, sam., 19 h et 22 h, dim. 15 h 30 : En sourdine les sardines.

CARTOUCHERIE : Théâtre du Soleil (374-24-08) : le 3 à 15 h 30 : la Nuit des rois ; Théâtre de la Tempête (328-36-36) : 1^{re}, 20 h 30 : Lament du l'homme persis tra mare e surgent derrière le 2 ; il (D., soir., L.), 21 h, dim., 16 h : Kécher et Marie-Louise - Aquarium (374-99-61) : (D., soir., L.), 20 h 30, dim. 16 h : Histoire de famille - École de bois (308-39-74) : (D., soir., L.), 20 h 30, dim. 16 h : la Mort travestie.

CALYPSO (380-03-11) : le 5 à 21 h : le Fétichiste.

CASINO DE PARIS 1874-26-23 : (D., soir., L.), 20 h 30, dim., 15 h 30 : Superdupont se show.

CENTRE CULTUREL SUÉDOIS (271-52-20) : (D., soir., L.), 20 h 30, dim., 15 h : Premier avertissement. La Plus Forte (dernière le 3).

CINQ DIAMANTS (580-18-62) : (D., L.) : 21 h : Monsieur Milord.

COMEDIE CAUMARTIN (742-43-41) : (Mer., D., soir., L.), 21 h, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

COMEDIE ITALIENNE (321-22-22) : (D., soir., L.), 20 h 30, mat. dim. à 15 h 30 : Nohlesse et bourgeoisie.

COMEDIE DE PARIS (281-00-11) : (D., L.) : 18 h 30 : Si Guilty m'était chanté ; (D.) : 20 h 30 : Hôtel Javat et de la plage.

DUNOIS (584-72-00) : les 30, 31 à 20 h 30 : le Café du soleil.

EDOUARD VII (742-57-49) : (D., soir., L.), 21 h, mat. dim., à 15 h : Joyeux Pâques.

ELDORADO (208-45-42) : (D., soir., L.) : 20 h 30, dim., 15 h : Azala.

EPICERIE 1272-23-41 : mer., jeu., à 18 h 30 ; mer., à 20 h 30 : Orlémond (dernière le 31) ; jeu., à 20 h 30 : les Chants de Maldoror (dernière).

ESPACE-GAITE (327-95-94) : (D., L.), 20 h 30 : Hôtel Babel ; (L.), 22 h, dim. 20 h 30 : le Faucon mal fait.

ESPACE-MARUS (271-10-19) : (D., L.), 20 h 30 : le Mariage de Figaro ; dim. à 17 h 30 : lun. à 20 h 30 : la Mouette.

ESSAION (278-46-42) : (D., L.), 20 h 30 : la Manekine.

FONTAINE 1874-74-40 : (D., soir., L.), 20 h 15, sam., 18 h, dim., 17 h : Vive les femmes ; il (D., soir., L.), 22 h, dim., 15 h : S. Joly.

GALERIE 55 (326-63-51) : (D., L.), 20 h 30 : Who's Afraid of Virginia Woolf ?

GYMNASSE (246-79-79) : (D., soir., L.), 21 h, dim. 16 h 30 : G. Bedos.

HUCHETTE (326-38-99) : (D., L.) : 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Théâtre d'ombres.

LA BRUYERE (1874-76-99) : (D., soir., L.), 21 h, dim. 15 h : Mort accidentelle d'un anarchiste.

LUCERNAIRE (544-57-34) : à 18 h 30 : les Enfants du silence (dernière le 31) ; à 20 h 30 : Six heures au plus tard (dernière le 31) ; à 22 h 30 : Archéologie, II. (L.) : 18 h 30 : Yes peut-être ; 20 h 30 : la Noce ; 22 h 30 : Troubadours de Pendule (dernière le 31) ; Petite salle (D., L.), 18 h 30 : On-Sund.

MADELEINE (265-07-09) : (D., soir., L.), 20 h 45, dim. 15 h : la Dixième de Beethoven.

MATHURINS (265-90-00) : (D., soir., L.), 20 h 45, dim. 15 h : L'avantage d'être coiffeur.

MARIGNY : Salle Gabriel, (225-20-74) : (D., L.) : 21 h : l'Éducation de Rita.

MICHEL (265-35-02) : (L.), 21 h 15, sam., 18 h 15 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : On dira au lit.

MICHODIERE (742-85-22) : (D., soir., L.), 20 h 30, dim. 15 h et 18 h 30 : le Vison voyageur.

MONT-PARNASSE (320-89-50) : (D., soir., L.), 21 h, dim. 15 h : R. Devos ; Petit Montparnasse (D., soir., L.), 21 h : dim. 16 h : Trois fois rien.

NOUVEAUTES (770-52-76) : (J., D., soir.) : 20 h 30, dim. 15 h : Hold-up pour rire (dernière le 3).

OEUVRE (874-42-52) : (D., soir., L.), 20 h 30, mat. dim. 16 h : Sarah ou le Cri de la langouste.

PALAIS-ROYAL (297-59-91) : (D., soir., L.), 20 h 45, sam. 18 h 45 et 22 h, dim. 15 h 30 : la Fille sur la banquette arrière.

RANELAGH (288-64-44) : les 30, 1^{re}, 6 à 20 h, les 31 et 5 à 18 h : l'Autre Don Juan.

SAINT-GEORGES (878-63-47) : (D., soir., L.), 20 h 30 : le Charivari (dernière le 3).

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10) : (D., soir., L.), 21 h, dim. à 15 h 30 : le Fantôme à bascule.

STUDIO-THEATRE BERTRAND (783-64-66) : jeu, ven., sam. à 20 h 30 : Des sorciers et des hommes.

TAI THEATRE D'ESSAI (780-10-79) : L. 10, L., Mar., 20 h 30 : Freud ; jeu, mar., 20 h 30, ven., sam., 22 h, dim. 15 h : l'Écume des jours ; il (D., soir., L., Mar.) : 20 h 30, dim. 15 h : Huis clos ; mar., mer., à 22 h, sam. et dim. à 18 h 30 : Feu et Violes.

THEATRE DES DÉCHARGEURS (236-00-02) : (D., L.), 18 h 30 : Agir, je viens ; 20 h 30 : Lettres de guerre ; 22 h : les Émigrés.

THEATRE D'EDGAR (322-11-02) : (D., L.), 20 h 15 : les Babes cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

THEATRE DU LYS (327-88-61) : (D., soir., L.), 20 h 30, dim. 15 h : l'Anti-chambre ; 22 h 30 : Intimité (dernière le 31).

THEATRE DE PARIS (280-09-30) : L. (D., soir., L.), 20 h 30, dim. 15 h : Peines de cœur d'une chatte anglaise.

THEATRE 18 (226-47-47) : (D., soir., L.), 22 h, dim. 18 h : le Paradis sur terre.

THEATRE DE LA PLAINE (250-15-65) : (D., soir., L., Mar.), 20 h 30, dim. 17 h : la Mécanique de verre.

THEATRE 13 (589-16-30) : (D., soir., L., Mar.), 21 h, dim., 15 h : l'Enfer d'amour.

THEATRE DU ROND-POINT (256-70-80) : - Grande Salle (D., soir.) : 20 h 30, dim. 15 h : Dylan (dernière le 3) ; Petite salle 20 h 30 : les Exilés (à partir du 5).

THEATRE DU TOURTOUR (887-82-40) : (D., L.) : 18 h 30 : la Croix en l'air ; 20 h 30 : Le mal court (dernière le 2).

TRISTAN-BERNARD (522-08-40) : (D., soir., L.), 21 h, dim. 15 h et 18 h 30 : les Femmes d'un homme.

VARIÉTÉS (233-09-92) : (D., soir., L.), 20 h 30, mat. dim., 15 h 30, sam., 18 h 45 et 22 h : l'Étiquette.

Les cafés-théâtres

ATHLÉTIC (624-03-83) : (D., L., Ma.) : 21 h 30 : Homo Tap Dance.

AU BEC FIN (296-29-35) : (D., L.), 20 h 30 : Vous descendez à la prochaine ? ; 22 h : séance supplémentaire le samedi à 23 h 45 : le Président.

BEAUBOURGEOIS (272-08-51) : (D., L.), 19 h 30 : Service non compris.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) : (D., L.), 20 h 15 : Areah - MC2 ; 21 h 30 : les Déchaus London ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres - II. 21 h 30 : Qui a tué Betty Grand ? ; 22 h 30 + sam., 24 h : Version originale.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) : (D., L.), 18 h 30 : Laissez chanter les cloches ; 20 h 15 + sam., 23 h 30 : Tiens, voilà deux bouddins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : l'Amour, c'est comme un bûcher blanc - II. 20 h 30 : Les blaireaux sont fatigués ; 22 h : De la fantaisie dans l'orangeade.

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51) : (D., soir., L.), 20 h 15, mat. dim. 17 h : M. Laguerre ; Rodeur ; 22 h 15 : Tragédie au rétro.

L'ECUME (542-71-16) : les 30, 31, 1^{re}, 2 à 20 h 30 : P. Pellerin ; à 22 h : C. Gobert, I. Meyer.

LE FANAL (233-91-171) : (D., L.), 20 h : At-tendons la fantasia.

LA GAGELIERE (367-62-45) : (D., L.), 20 h 30 : Ce n'est pas si grave, une femme ; 22 h : Paroles d'hommes.

LES LUCIOLES (526-51-64) : (L.), 19 h 30 : Si j'avais su ; 20 h 45 : Mieux vaut être que jamais ; 22 h 15 : A. Gould.

PATACHON 1606-90-20 : (Ma.), 20 h 30 : Un affreux dans la rétro.

LE PETIT CASINO (278-36-50) : (L.), 21 h : Essayez, c'est pas sorcier ; 19 h, 22 h 30 : Guide des conventions 1919.

POINT-VIRGULE (278-67-03) : (D., L.), 20 h 15 : Tranches de vie ; 21 h 30 : Elle voit des géants partout.

RESTO SHOW (508-00-81) : (D., L., Ma.), 20 h 30 : le Chemin des dames ; (D., L., Ma.), 22 h : Hommage à J. Cocteau.

SENTIER DES HALLES (236-37-27) : (D., L.), 20 h 15 : On est pas des pi-

geons ; 21 h 30 : A poil ; 18 h 30 et 22 h 45 : Amant en emporte le banc.

SPLENDID SAINT-MARTIN (208-21-93) : (D., L.), 20 h 30 : Le monde est petit, les Pygmées aussi ; 22 h : Albert.

LA TANIÈRE (337-74-39) : les 30, 31, 1^{re} et 2 à 22 h 30 : Claire.

LE TINTAMARRE (887-33-82) : (D., L.), 20 h 15 + sam., 24 h : Phébé ; 21 h 30 : Apocalypse Na ; sam., 16 h : la Tiesbale ; 22 h 30 : Tribulations.

THEATRE DE DIX HEURES (606-07-48) : (D., L.) : 20 h 30 : Si Marilyn... ; 21 h 30 : Samsons Français ; 22 h 30 : S. Bussac (dernière le 2).

VEILLE GRILLE (707-60-93) : (D., L.) : 20 h 30 : M. Musson (à partir du 5).

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45) : 21 h, dim. 15 h 30 : A la cour-pape.

THEATRE DES DEUX ANES (606-10-26) : (Mer.) : 21 h, dim. 15 h 30 : A vos ronds... Fisc.

Les opérettes

MOGADOR (285-45-30) : (L.), 20 h 30, dim. 15 h 30 : Tu as les bras trop courts pour bouger avec Dieu.

RENAISSANCE (208-21-75) : mer., dim., 14 h 30, ven., mer. 20 h 30, sam., 14 h 30, 20 h 30 : le Vagabond zigzag.

En région parisienne

BAGNEUX, Th. V.-Hugo (663-10-54) : les 30, 31 à 20 h 30 : Lady Macbeth au village.

CHARENTAY-MALABRY, Fische de la Botte Rouge (661-14-27) : (D., L.), 21 h 30 : la Salle n° 6 (à partir du 5).

ELANCOURT, APASC (050-12-75) : le 30 à 21 h : Gangster, rock ; le 1^{er} à 21 h : R. Tachan.

MALAKOFF, Théâtre 71 (655-43-45) : le 30 à 20 h 30 : Mère Courage et ses enfants.

MONTREUIL, Salle Berthelot (858-65-33) : les 30, 31, 1^{re} et 2 à 21 h, le 3 à 17 h : Travaux publics.

NANTERRE, Th. des Annamites (721-18-81) : le 30 à 19 h 30, les 1^{re}, 2 et 5 à 20 h 30 : Combat de nègres et de chiens.

SAINT-DENIS, Th. G.-Philippe (243-00-59) : 1^{re}, 2 (D., soir., L., Mar.), 20 h 30, (D.), 17 h : la Légende d'Agamemnon ; II (D., soir., L.) : 28 h 30, (D.), 17 h : Le Superlun.

VILLEJUIF, Th. R.-Rothand (726-15-02) : les 1^{re} et 2 à 21 h : Lazare Dupron.

En V.O. : U.G.C. ERMITAGE - PUBLICIS MATIGNON - PARAMOUNT ODEON
En V.F. : U.G.C. BOULEVARD - MIRAMAR - U.G.C. GARE DE LYON - PARAMOUNT
MONTMARTRE - LES ARCADES
4 MOUSQUETAIRES à Saint-Michel-sur-Orge

Des bas-fonds de New York
à la coupole du Vatican.
Un gigantesque scandale.

CHRISTOPHER REEVE
EST
Monsignore



CHRISTOPHER REEVE - MONSIGNORE
avec GENEVIEVE BUJOLD - FERNANDO REV - JASON MILLER - JOE CORTES - RODOLFO CELI - TOMAS MILIAN
MONTY PYTHON présente

U.G.C. CHAMPS-ÉLYSÉES V.O. - U.G.C. ROTONDE V.O. - 14 JUILLET BEAUGRENELLE V.O.
U.G.C. ODEON V.O. - CINÉ BEAUBOURG V.O. - 14 JUILLET BASTILLE V.O. - U.G.C.
BOULEVARDS V.F. - U.G.C. MONT-PARNASSE V.F. - MAGIC CONVENTION V.F. - A partir du
6 avril les IMAGES V.F.
ROSNY Artel - CRÉTIL Artel - MARNE-LA-VALLÉE Artel - ENGHEN Français

Un secret qui défie l'imagination.
Un secret que le temps ne peut enfouir.
Un été en un lieu appelé Brooklyn.
L'été de Sophie.
Sophie avec Nathan...
et un jeune homme qu'ils appellent Stingo.
Tout un été ensemble.
Tout un été à découvrir
peu à peu le secret insensé de Sophie.

Sophie romantique, sensuelle,
imprévisible, pathétique.
Sophie qui elle-même
ne pourrait expliquer son choix.

LE CHOIX
DE SOPHIE



5 Nominations aux Oscars 1983

UIC Entertainment Présente
Meryl Streep - Kevin Kline - Peter MacNicol
dans un film de Alan J. Pakula "Le Choix de Sophie" Une Production Keith Barish
avec Alan J. Pakula Producteur William Styron Scénariste Nestor Aluendros ex. - George Jenkins
Musique de Marvin Hamlisch Producteur Martin Scorsese Alain J. Pakula Keith Barish Alan J. Pakula

CINEMA

BIBLIOTHEQUE PLAISANCE (541)

La Cinémathèque

Les films marqués (*) ont intérêt pour les amateurs de trébucher, am. (**) aux amateurs de dico-béni-nu.

LA CRIMINATHÈQUE

CHARLOT (704-24-34)
MERCREDI 30 MARS
15 h., les Copains du dimanche, de H. Altner; 19 h., A Paris tous les deux, de G. Clavel; 21 h., Carte blanche à Ph. Garrel; La femme qui se poudre, de P. Bokanowski; Marie pour mémoire.

JEUDE 31 MARS
15 h., Amour et lumière, de H. Calais; 19 h., Hommes et femmes; Trois adolescents sur les bras, de F. Tassin; 21 h., Carte blanche à Ph. Garrel; Sous Anne, une reine du ciné, de D. Ducloux; Je tu il, elle, de Ch. Akerman.

VENDREDI 1^{er} AVRIL
15 h., le Point du jour, de L. Daquin; 19 h., Hommage à P. Sturges; Diamant à la dentelle, de H. Szwarc; 21 h., Carte blanche à Ph. Garrel; In Pectus déjeuner, la Fille à la rose, l'Idéalogue, de P. Laperrouze; les Loïca de Loïca, de B. Dubois.

SAMEDI 2 AVRIL
15 h., la Garçonne, de J. Aumont; 17 h., Crime et Châtiment, de J. van der Stuyver; 19 h., Thomas Gains, de W.K. Howard; 21 h., Châli, de Ph. Garrel; le Régime de Naples, de W. Schreöft.

DIMANCHE 3 AVRIL
15 h., Maria du bout du monde, de J. Stoll; 17 h., la Mère, de M. Naroux; 19 h., Les Femmes d'Alger, de A. Chénou; 21 h., Carte blanche à Ph. Garrel; le Baroque, de A. Tschinn.

LUNDI 4 AVRIL
Régence.

MARDI 5 AVRIL
15 h., la Paroisse, de R. Dhéry; 19 h., O purgo bebê, de J. Ramoz; 21 h., Carte blanche à Ph. Garrel; la Maman et le

AMÉRIQUE INTERDITE (A. v.f.)
 ("?": Rio-Opita, 2° (742-82-84))
 L'ARCHIPEL DES AMOURES (Fr.):
 Océanpe-Luxembourg, 6° (83-77-77).
 L'AS DES AS (Fr.): Collado, 8° (359-
 20-20).
 LES AVENTURES DE PANDA (Jap. v.f.)
 ("?": Tempuria, 3° (273-84-56) ; Grand-
 Pavois, 15° (354-46-43) ; Palace Con-
 ceit, 18° (374-47-47).)
 LES AVENTURES DE L'ARCHE
 PERDUE (A. v.f.) : Hausmann, 9°
 (747-47-55).
 LA BOUTIQUE (Fr.): Quinzette, 5° (633-
 79-38) ; Margignan, 8° (359-82-82) ;
 François, 9° (770-33-88) ; Maxwellville, 9°
 (770-72-88) ; Monseigneur Faveret, 12°
 (770-72-88) ; Grand Pavois (H.S.F.), 15°
 15° (354-46-85).
 BANZAI (Fr.): Gaumont-Hadès, 15° (257-
 49-70) ; Sallia, 17° (740-30-13) ; Rich-
 ter, 18° (233-50-10) ; Quinzette, 5° (633-
 79-38) ; Margignan, 8° (359-82-82) ;
 George-V, 9° (562-41-64) ; Saint-
 Louis, 10° (562-41-64) ; Faveret, 12°
 Maxwellville, 9° (770-72-88) ; Lumière, 9° (246-
 49-07) ; Athènes, 12° (343-00-45) ;
 Nations, 13° (343-00-45) ; Faveret, 12°
 (770-72-88) ; Montparnasse-Puñé, 14°
 (320-12-06) ; Gaumont-Sad, 14° (328-
 42-27) ; Victor-Hugo, 16° (727-49-05) ;
 Wagram, 17° (550-01-01) ; Gaumont-
 Gambetta, 20° (636-19-06).
 LA MARQUE EST FLEINE (Suisse-Al-
 v.) : Hautefeuille, 6° (733-79-38).
 LA BOUTIQUE (Fr.): Lumière, 9° (246-
 49-07).
 LA BELLE CAPTIVE (Fr.): Cimy-
 : Ecoles, 9° (354-20-12).
 BLADE RUNNER (A. v.f.) ("?": Opéra-
 Night, 2° (296-62-56).
 LA BOUTIQUE N° 2 (Fr.): Ambras, 8°
 (359-19-08).
 BRISÉ ET LE SECRET DE NINIM
 (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11° (700-
 89-16) ; Grand Pavois, 15° (354-46-43).
 LES VOIES NOUVELLES POINTENT-AS

FANNY ET ALEXANDRE (Sud.-v.) :
Gauvain-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Pa-
gode, 3^e (705-12-15) ; Hauteville, 1^{er}
(335-1-12) ; G. de C. 359-10 ; Ma-
sias, 4^e (359-04-67) ; Olympic-Entrepôt, 14^e
(52-1-67-42) ; Parmassien, 14^e (329-
83-11) ; V.L. Berthage, 3^e (329-87-77).
FANNY ET ALEXANDRE (N.-E.) :
1^{er} (297-49-70) ; Clusly Palace, 5^e (354-
07-76) ; Hauteville, 1^{er} (637-39-38) ;
G. de C. 359-10 ; Masias, 14^e (335-
1-12) ; G. de C. 359-10 ; V.F. ; Richelieu,
2^e (233-56-70) ; Français, 9^e (770-
33-68) ; Gauvain-Halles, 1^{er} (297-49-
70) ; G. de C. 359-10 ; Wapler, 1^{er}
(522-46-01) ; Gauvain-Gumberta, 20^e
(636-10-08).

LA GUEULE DU FEU (Fr.) : Lucer-
ne, 3^e (544-57-34).

L'HOMME DANS L'OMBRE (A. v.) :
Elyonville-Lindoz, 34^e (359-36-14) ; Parmas-
sien, 14^e (335-1-12).

HYSTERICAL (A. v.) : Cinq Beau-
bourg, 3^e (271-52-36) ; Cinq-Étoiles, 5^e
(354-20-10) ; Normandie, 6^e (359-
12-10) ; G. de C. 359-10 ; Wapler, 1^{er}
(742-56-31) ; Peranzon-Monparnasse,
14^e (329-90-10).

IDENTIFICATION FEMME FEMME
(It. v.) : Bompas, 6^e (526-12-10).

LES LIES DE L'OLYMPIC-ENTREPÔT, 14^e
(52-1-67-42, h. sp.).

L'IMPÔTEUR (It. v.) : Saint-
Germain Village, 5^e (33-63-20).

J'AI ÉPOUSÉ UNE OMÈGE (Fr.) : Ber-
thage, 3^e (329-87-77) ; Olympic-Entrepôt,
14^e (52-1-67-42) ; Cofine, 6^e (359-29-48) ;
Monparnasse-Pathé, 14^e (320-12-06) ;
G. de C. 359-10 ; Wapler, 1^{er} (742-56-31).

MAYA L'ÉBRIÈRE (Autr. v.) : Saint-
Ambroise, 11^e (700-89-16).

LES MISÉRABLES (P.) : Hanstmann,
9^e (770-47-55).

MORTELLE RANDONNÉE (Fr.) : An-
drieux, 23^e (523-58) ; Cinq-Étoiles, 5^e
(354-20-10) ; U.G.C. Odson, 6^e (325-
71-08) ; U.G.C. Monparnasse, 6^e (354-
20-10).

LE RUFFIAN (F.) : Paris Louis-sous-
17E, 18 (506-64-28).
LES CHATEAUX (A. V.J.) : Forum, 17 (297-
53-74) ; Olympe, 14 (542-67-42).
SANS RETOUR (A. V.A.) :
Parasom-Océan, 6 (325-59-83) ;
Athena, 17 (325-59-83).
19 (325-59-19) : V.f. : Luminé, 3 (246-
49-07).
SANS SOULEL (P.) : Action-Christine, 6
(325-47-47).
SEMPYVIXENS (A. V.J.) :
Hollywood-Boulevard, 5 (770-10-11).
THE VERMONT (A. V.J.) : Glad-
Beauport, 3 (271-52-35) ; UGC :
Boulevard, 17 (325-59-83) ;
92-82) ; Biarritz, 3 (723-69-23) ;
Berlitz, 2 (74-60-33).
LES CHATEAUX DE DOLLY BELL ?
LES CHATEAUX :
(325-48-17) ; Saint-André-des-Arts, 6
(326-18-48).
TOOTISSE (A. V.J.) : Gaumont-Hall, 17
(297-49-70) ; UGC :
Germinal-Huchette, 5 (613-
08-22) ; UGC Odéon, 6 (325-71-08) ;
Colisée, 3 (359-29-64) ; Biarritz, 3
(723-69-23) ;
17 (575-79-19) : V.f. : UGC Odéon,
(261-50-32) ; Richelieu, 2 (323-56-70) ;
Breguette, 6 (222-57-97) ; UGC :
Boulevard, 17 (325-59-83) ;
04-47) ; UGC Gobelins, 13 (336-
22-44) ; Gaumont-Sud, 14 (327-84-50) ;
Magico-Convention, 15 (758-24-24) ;
Gaumont-Mallory, 17 (758-24-24) ;
Clichy-Patbé, 18 (532-46-41) ;
Gaumont-Gambetta, 20 (636-10-96).
TRAVAIL AU NOIR (Asg. V.A.) :
Germinal-Huchette, 5 (613-08-22).
LA TRAVIATA (L. V.A.) : Gaumont-
Hall, 17 (297-49-70) ; Vendôme, 2
(742-97-51) ; Saint-Germinal-Huchette,
5 (613-08-22) ;
19 (48) ; Kinoparadise, 15 (306-50-30).
LE TRIANGLE (Sov. V.A.) : Cosmos, 6
(544-28-80).
TRON (A. V.J.) : Napoléon, 17 (380-
48-48).

La music-hall

BOHÉMO (322-74-84). (D. soir) 20 h :
Ch. 16 h 15 : *Le baladeur* (doublée le 2).

FORUM (297-53-47). 21 h : *Tchou-
Tchou* (Nouveau) (dernière le 2).

GYMNASE (246-79-79) : voir *titres*.

MARIGNY (256-04-41). (D. soir, 1.
21 h : *dim.* 15 h : *Thierry Le Luron*.

OLYMPIA (742-45-29). (L., 21 h : *Ser-
Regnard*.

PALAIS DES SPORTS (823-40-00). 20 h :
21 h : *dim.* 21 h : *sem.* 14 h 15, 17 h,
19 h, 21 h, 14 h 15 et 17 h 30 : *no-
15 h : Holiday on ice*.

**PORTE DE SAINT-MAUR (sans chapiteau
(245-88-11).** 20 h 30 : J. *Claret* (dernière
le 2).

TH. DE PARIS (280-05-30). Les 30 et
à 18 h 30 : S. *Jauché*.

**TH. DE LA PORTE SAINT-MARC
(607-57-53).** *jeu., ven., mar.* à 20 h :
Le baladeur (14 h, 20 h 30, *mar.* à
15 h : *Envoyez la musique*.

**TROÏTENS DE BUENOS-AIR
(260-44-31).** (D., L.) 21 h 30 : *Joseph*

La danse

CISRP (343-19-01). *Mér., jeu., ven., sa-
20 h 45 : dim.* 18 h : *Ballade* (dernière
le 2).

COLOMBE MANDAPA (588-01-00).
31 *mar.*, 1^{er} *avril* à 20 h 45 : *Dansez de
chac.*

PALAIS DES CONGRÈS (758-13-24)
(D. soir, L.) 20 h 30, *dim.* 16 h : la *Ré-
gatta* (dernière le 2).

L'ESCALIER D'OR (523-45-10). 21 h
30 et 31 *mar.*, 1^{er}, 2 *avril* : *Châtem-
pelle*.

FORGE (371-71-89). le 5 à 20 h 30 :
Le baladeur (dernière le 2).

THÉÂTRE J.B. (226-47-47). 20 h : *Tri-
que, Evolutiv, Water Woman* (dernière
le 2) ; (à partir du 2) *Les Quatre de
nuï*.

THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-85).
20 h et 21 h 30 : h. 30 : h. 317 : h. 3.
R. C. Grand Magasin.

Putain, de J. Boudreau.
78-07-000028
(37-35-57)
MERCREDI 30 MARS
15 h, Robin Spay: *Prémilage*; 17 h, L.
événements d'octobre 1970; 19 h,
Hommage à L. Gyngyngy: Vers B. Kahay.
JEUDI 31 MARS
15 h, Robin Spay: *One man*; 17
h, George Chénier: *Le Capitaine Corcoran*;
Hommage à L. Gyngyngy: Ramona,
I. Gae!
VENDREDI 1^{er} AVRIL
15 h, le Marchand du plaisir,
Jorge Chénier: *Le Capitaine Har*
the Sea, de L. Miléfiane; 19 h, Hommage
à L. Gyngyngy: les Vertus Amées,
I. Gae!
SAMEDI 2 AVRIL
15 h, le Bled, de J. Renoir; 17
h, Hommage à L. Gyngyngy: les Dix Mi
nolies, de F. Koss; 19 h, Un cerf-vo
lant, de L. Renoir; 21 h, Kos, c'est as
l'Amérique, de L. Gae!
DIMANCHE 3 AVRIL
15 h, la Croisière azim, de L. Poiri
17 h 30, Hommage à L. Gyngyngy
Pâques fleuries; 19 h, Hommage à
Gyngyngy et B. Kahay: Légèr
tegriser; 21 h, le Diable à trois, de
Bourgeois.
LUNDI 4 AVRIL
15 h, Vers le bonheur, de M. Scill
17 h, Night Tide, de Curtis Harring
19 h, Hommage à L. Gyngyngy:
Kahay: les Maî du fou.
MARDI 5 MARS
Raidée.
Les exsclusivités
L'AFRICAIN (Fr.) : Bichonnet, 2 (36-70)
L'ESPÉRANTO (Fr.) : (33-79-383)
L'IGNORANT (Fr.) : Gorge-V.,
(562-1145) ; Fautais, 9 (770-33-54)
L'INSTRUMENTAL (Fr.) : (33-64-67)
MONTAGNE-TOURNAI, 14 (320-124)
NAVIGANT, 14 (327-84-34)
GAMMENT-COMMENT, 19 (82-42-2)
MAYNAR, 16 (525-27-06) ; Calypso,
G.D.
ALANBY MYSELF (A. v.a.) : Si-Serve
2 (354-59-91).

DE COSTARD (A. v.a.) : Grand-Paveis, 15 (354-46-85).

CINQ JOURS CE PRÉSENTIEM-
S (A. v.a.) : Média, 5 (337-
23) ; J.C.C. Marbeuf, 9 (225-18-45).

LA COLONNE PENAL ET LE RÉALISME
SOCIALISTE. SOTÉLO. LA VOCATION
SUSPENDUE (Ch.), v.a.
B. C. Média, 15 (305-35).

LE CRIME D'AMOUR (Fr.) : Média
(27-87-86).

DANTON (Fr.) : Marbeuf, 9 (225-
18-45).

DE MAO A MOZART (A. v.a.) : S
11 (72-58-16).

DARK CRYSTAL (A. v.a.) : Movies, 1
(260-49-93) ; Paramount-Odéon, 4
(325-59-93) ; Paramount-Mercury, 4
(326-75-90) - V.F. : U.G.C.-C. (260-
49-93) ; Paramount-Opéra, 9 (742-
56-31) ; Paramount-Bastille, 11 (58-
79-17) ; Paramount-Galerie, 13 (343-
18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14
(343-18-03) ; Paramount-Opéra, 9 (742-
56-31) ; Convention-Saint-Chris-
15 (579-33-00) ; Passy, 16 (278-
62-34) ; Paramount-Midiot, 17 (25-
25-24) ; Paramount-Montmartre, 18
(60-55-25).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA
TÊTE (Rost. - A. v. ang.) : Gaumont
Halle, 15 (289-49-70) ; Odéon-M
(325-59-93) ; Paramount-Opéra, 9
Marignan, 9 (359-92-82) ; Parame
1° (325-83-11) - V.F. : Maxville,
(770-72-85) ; Francis, 9 (770-73-88)
15 (83-63-63) ; Paramount, 9 (524-1-66)
(831-60-74) ; Mitrail, 1° (350-23-32)
Montparnasse, 1° (321-52-37) ; Gaumont
Convention, 15 (828-42-27) ; Image
15 (322-47-64).

DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA
TÊTE (Rost. - A. v. ang.) : Gaumont
Halle, 15 (289-49-70) ; Odéon-M
(325-59-93) ; Paramount-Opéra, 9
Marignan, 9 (359-92-82) ; Parame
1° (325-83-11) - V.F. : Maxville,
(770-72-85) ; Francis, 9 (770-73-88)
15 (83-63-63) ; Paramount, 9 (524-1-66)
(831-60-74) ; Mitrail, 1° (350-23-32)
Montparnasse, 1° (321-52-37) ; Gaumont
Convention, 15 (828-42-27) ; Image
15 (322-47-64).

DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA
TÊTE (Rost. - A. v. ang.) : Gaumont
Halle, 15 (289-49-70) ; Odéon-M
(325-59-93) ; Paramount-Opéra, 9
Marignan, 9 (359-92-82) ; Parame
1° (325-83-11) - V.F. : Maxville,
(770-72-85) ; Francis, 9 (770-73-88)
15 (83-63-63) ; Paramount, 9 (524-1-66)
(831-60-74) ; Mitrail, 1° (350-23-32)
Montparnasse, 1° (321-52-37) ; Gaumont
Convention, 15 (828-42-27) ; Image
15 (322-47-64).

DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA
TÊTE (Rost. - A. v. ang.) : Gaumont
Halle, 15 (289-49-70) ; Odéon-M
(325-59-93) ; Paramount-Opéra, 9
Marignan, 9 (359-92-82) ; Parame
1° (325-83-11) - V.F. : Maxville,
(770-72-85) ; Francis, 9 (770-73-88)
15 (83-63-63) ; Paramount, 9 (524-1-66)
(831-60-74) ; Mitrail, 1° (350-23-32)
Montparnasse, 1° (321-52-37) ; Gaumont
Convention, 15 (828-42-27) ; Image
15 (322-47-64).

DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA
TÊTE (Rost. - A. v. ang.) : Gaumont
Halle, 15 (289-49-70) ; Odéon-M
(325-59-93) ; Paramount-Opéra, 9
Marignan, 9 (359-92-82) ; Parame
1° (325-83-11) - V.F. : Maxville,
(770-72-85) ; Francis, 9 (770-73-88)
15 (83-63-63) ; Paramount, 9 (524-1-66)
(831-60-74) ; Mitrail, 1° (350-23-32)
Montparnasse, 1° (321-52-37) ; Gaumont
Convention, 15 (828-42-27) ; Image
15 (322-47-64).

DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA
TÊTE (Rost. - A. v. ang.) : Gaumont
Halle, 15 (289-49-70) ; Odéon-M
(325-59-93) ; Paramount-Opéra, 9
Marignan, 9 (359-92-82) ; Parame
1° (325-83-11) - V.F. : Maxville,
(770-72-85) ; Francis, 9 (770-73-88)
15 (83-63-63) ; Paramount, 9 (524-1-66)
(831-60-74) ; Mitrail, 1° (350-23-32)
Montparnasse, 1° (321-52-37) ; Gaumont
Convention, 15 (828-42-27) ; Image
15 (322-47-64).

DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA
TÊTE (Rost. - A. v. ang.) : Gaumont
Halle, 15 (289-49-70) ; Odéon-M
(325-59-93) ; Paramount-Opéra, 9
Marignan, 9 (359-92-82) ; Parame
1° (325-83-11) - V.F. : Maxville,
(770-72-85) ; Francis, 9 (770-73-88)
15 (83-63-63) ; Paramount, 9 (524-1-66)
(831-60-74) ; Mitrail, 1° (350-23-32)
Montparnasse, 1° (321-52-37) ; Gaumont
Convention, 15 (828-42-27) ; Image
15 (322-47-64).

DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA
TÊTE (Rost. - A. v. ang.) : Gaumont
Halle, 15 (289-49-70) ; Odéon-M
(325-59-93) ; Paramount-Opéra, 9
Marignan, 9 (359-92-82) ; Parame
1° (325-83-11) - V.F. : Maxville,
(770-72-85) ; Francis, 9 (770-73-88)
15 (83-63-63) ; Paramount, 9 (524-1-66)
(831-60-74) ; Mitrail, 1° (350-23-32)
Montparnasse, 1° (321-52-37) ; Gaumont
Convention, 15 (828-42-27) ; Image
15 (322-47-64).

DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA
TÊTE (Rost. - A. v. ang.) : Gaumont
Halle, 15 (289-49-70) ; Odéon-M
(325-59-93) ; Paramount-Opéra, 9
Marignan, 9 (359-92-82) ; Parame
1° (325-83-11) - V.F. : Maxville,
(770-72-85) ; Francis, 9 (770-73-88)
15 (83-63-63) ; Paramount, 9 (524-1-66)
(831-60-74) ; Mitrail, 1° (350-23-32)
Montparnasse, 1° (321-52-37) ; Gaumont
Convention, 15 (828-42-27) ; Image
15 (322-47-64).

DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA
TÊTE (Rost. - A. v. ang.) : Gaumont
Halle, 15 (289-49-70) ; Odéon-M
(325-59-93) ; Paramount-Opéra, 9
Marignan, 9 (359-92-82) ; Parame
1° (325-83-11) - V.F. : Maxville,
(770-72-85) ; Francis, 9 (770-73-88)
15 (83-63-63) ; Paramount, 9 (524-1-66)
(831-60-74) ; Mitrail, 1° (350-23-32)
Montparnasse, 1° (321-52-37) ; Gaumont
Convention, 15 (828-42-27) ; Image
15 (322-47-64).

DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA
TÊTE (Rost. - A. v. ang.) : Gaumont
Halle, 15 (289-49-70) ; Odéon-M
(325-59-93) ; Paramount-Opéra, 9
Marignan, 9 (359-92-82) ; Parame
1° (325-83-11) - V.F. : Maxville,
(770-72-85) ; Francis, 9 (770-73-88)
15 (83-63-63) ; Paramount, 9 (524-1-66)
(831-60-74) ; Mitrail, 1° (350-23-32)
Montparnasse, 1° (321-52-37) ; Gaumont
Convention, 15 (828-42-27) ; Image
15 (322-47-64).

DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA
TÊTE (Rost. - A. v. ang.) : Gaumont
Halle, 15 (289-49-70) ; Odéon-M
(325-59-93) ; Paramount-Opéra, 9
Marignan, 9 (359-92-82) ; Parame
1° (325-83-11) - V.F. : Maxville,
(770-72-85) ; Francis, 9 (770-73-88)
15 (83-63-63) ; Paramount, 9 (524-1-66)
(831-60-74) ; Mitrail, 1° (350-23-32)
Montparnasse, 1° (321-52-37) ; Gaumont
Convention, 15 (828-42-27) ; Image
15 (322-47-64).

DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA
TÊTE (Rost. - A. v. ang.) : Gaumont
Halle, 15 (289-49-70) ; Odéon-M
(325-59-93) ; Paramount-Opéra, 9
Marignan, 9 (359-92-82) ; Parame
1° (325-83-11) - V.F. : Maxville,
(770-72-85) ; Francis, 9 (770-73-88)
15 (83-63-63) ; Paramount, 9 (524-1-66)
(831-60-74) ; Mitrail, 1° (350-23-32)
Montparnasse, 1° (321-52-37) ; Gaumont
Convention, 15 (828-42-27) ; Image
15 (322-47-64).

DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA
TÊTE (Rost. - A. v. ang.) : Gaumont
H

14-27) : **BASTILLE**, 1^{re} (720-66-23);
U.G.C. Boulogne, s.v. (246-66-44);
U.G.C. Gobelins, 1^{er} (336-23-43); 14-
Juliette-Bongrand, 1^{re} (75-23-98);
U.G.C. Mairie-Mabille, 1^{re} (720-24-24).
MY DINNER WITH ANDRÉ (A. v.a.) :
St-André-des-Arts, cf. (326-48-18).
NAAPET (Sov. v.a.) : Cosmos, cf. (544-
28-80).
OFFICIER ET GENTILHOMME (A. v.a.) :
Marriz, cf. (723-69-23).
L'ŒIL DU TIGRE : ROCKY III (A. v.a.) :
Publicis Champé-Elysées, cf. (720-
76-23) ; V.F. : Paramount-Océana, s.v.
(742-76-23) ; Montparnasse, 1^{er} (742-
320-90-10).
PAULINE LA PLAGE (Fr.) : Forum,
s.v. (297-53-74) ; Impérial, 2^e (742-
72-52) ; Quinéma, s.v. (633-79-38) ;
Globe, 705 (705-12-22).
PARTY OF THE NIGHT (A. v.a.) :
Saint-Lazare Paquetier, s.v. (387-35-43) ; Olympia Balzac, s.v. (564-
10-60) ; 14 Juliette-Bastille, 1^{re} (343-
78-17) ; St-Martin, 1^{er} (742-32-90-10).
PIERROT (A. v.a.) : Biennium
Montparnasse, 1^{er} (544-25-02).
PARTNERS (A. v.a.) : Paramount
Odéon, cf. (325-59-83).
LA PETITE BARRÉE (Fr.) : U.G.C.
Mabille, 1^{re} (246-52-92) ; Marbeuf, s.v.
(215-15-45) ; Olympia-Entreple, 1^{re}
(542-67-42) ; Parisiennes, 1^{re} (329-
83-11).
LE PRIX DU DANGER (Fr.) (*) : Mar-
beuf, s.v. (25-15-85).
PROSTITUTE (Angl. v.a.) ()** :
Bois, S.v. (337-57-47) ; Saint-
André-des-Arts, cf. (326-48-18).
RAMBO (A. v.a.) (*) : UGC Danton, cf.
(329-62-42) ; Ambassadeurs, 1^{er} (350-
59-83) ; Gaumont, s.v. (359-41-18).
V.f. : Bertiez, zt. (742-60-33) ; Rex,
z. (326-83-93) ; UGC Gare de Lyon, 1^{er}
(343-91-59) ; Paramount
(329-83) ; Passenheim Montparnasse,
1^{er} (329-90-10) ; Mistral, 1⁴ (539-
52-43) ; Convection Saint-Charles, 1^{re}
(579-33-00) ; Clichy-Palace, 1^{re} (56-
56-01) ; Comédia, 2^{de} (364-51-98).
**LE FOUET DE MARTIN GUERRE
(Fr.) :** André-Barzin, 1^{re} (337-74-39).

41-48); Paris Louvre Bowling, 18 (306-
 64-68).
UNE GIFLE (Sov., v.a.) : Cosmos, 6
 (544-29-80).
LES UNES ET LES AUTRES (Fr.) :
 Paramount-Montmartré, 18^e (606-
 34-25).
VICTOR, VICTORIA (A. v.a.) : St-
 Michel, 9 (326-79-17); Elysées-Lincoln,
 8 (339-36-14) - V.F., Paris-Genève, 8
 (33-88); Montparnasse, 14 (321-52-32).
 † **A-T-B. SWININ UN PILOTE DANS**
L'AVION ? (A., v.a.) : Cité Beaubourg,
 3 (271-52-36); Saint-Michel, 9 (322-
 79-17); Publicis Saint-Germain, 6 (226-
 72-80); Le Paris, 8 (359-53-32); Pa-
 ramount City, 8 (562-45-76) - V.F.,
 Paramount-Montmartré, 25 (296-80-40);
 U.G.C. Opéra, 25 (261-90-32); Pa-
 ramount-Opéra, 9 (742-56-31); Max Li-
 ncoln, 13 (740-40-04); Paramount-Bastille,
 12 (343-79-17); Paramount-Galerie,
 13 (580-18-03); Paramount-Montpar-
 nasse, 14 (329-80-10); Paramount-Ore-
 liane, 14 (540-45-91); Convention
 Saint-Charles, 15^e (579-53-00); Pa-
 ramount-Maillois, 17 (758-24-24); Les
 Images, 18^e (522-47-94); Paramount
 Montmartré, 18 (606-34-25).
 Y. (Time, v.a.) : 14 Juillet-Parassee, 6
 (326-58-00); v.f., Capri, 2 (508-
 13-69).

U.G.C. NORMANDIE - REX - PARAMOUNT OPÉRA - U.G.C. OPÉRA - U.G.C. DANTON - MIRAMAR -
PARAMOUNT MONTPARNASSE - CINÉ BEAUBOURG LES HALLES - U.G.C. GOBELINS - U.G.C. GARE DE LYON -
3 SECRÉTAINS - 3 MURATS - CLICHY PATHÉ - MAGIC CONVENTION - PARAMOUNT MARIVAUX,
et dans les meilleures salles de la périphérie.

En raison du succès auprès de la presse et du public, France Rail prolonge le TRAIN DES GALAXIES PERDUES

du 26 mars au 14 avril

Gare de l'Est
du lundi au vendredi
de 10 h à 20 h

Gare St-Lazare
samedis de 10 h à 20 h
dimanches de 10 h à 18 h 30

"L'embarquement pour le rêve."
(Le Figaro - 17 mars 1983).

"Une exposition consacrée au fantastique
et à l'imaginaire... un décor fabuleux."
(L'Humanité - 18 mars 1983).

"J'ai traversé le plus beau Train du Monde."
(Paris-Match - 18 mars 1983).

GABRIEL BOUSTAN présente

JEAN ROCHEFORT VICTOR LANOUX
BARBARA SUKOWA

UN DIMANCHE DE FLIC

un film de MICHEL VIANEY



avec MAURICE BIRAUD - ARMIN MUELLER STAHL - CORINNE BROOBECK - JEAN ROGER MILO
CHRISTINE LAURENT - GERARD DESARTYRE - ALAIN MOTTET - MARC MICHEL et avec la participation de GERARD BLAIN

ROMANCO, INDEPENDANCE, DIALOGUES MICHEL VIANEY D'APRES LE SCÉNARIO DE ANDREW COBURN
MONTAGE : JEAN-PIERRE LAFITE
DISTRIBUTION : LES FILMS DE LA CHAÎNE
DÉVELOPPEMENT : LES FILMS DE LA CHAÎNE
DISTRIBUTION : LES FILMS DE LA CHAÎNE

Théâtre de la Bastille 357 42 14. 1^{er} le 24 mars 21h **Frankie + Johnnie** ¹¹¹¹
for BILLIE HOLIDAY
WINSTON TONG, BRUCE GEDULDIG *Théâtre de la Bastille* 357 42 14

هكذا من الأصل

COMMUNICATION

L'histoire de la télévision

(Suite de la première page)

Vous remarquerez que la télé, d'est comme au collège ou au lycée, on se moque de la chronologie. On donne un coup de projecteur sur une époque, celles des Rois maudits, sur un règne, celui d'Henry VIII les Sept Femmes de... Et on s'arrête ou on décampe au gré des caprices de l'administration ou des engouements, des arrière-pensées politiques des réalisateurs. Pas question, chez nous, d'aborder de front, bille en tête, des événements récents, voire contemporains, à l'exemple des Scandinaves, des Anglais et des Américains.

D'abord, parce que nous sommes très regardants sur la ressemblance entre la copie et l'original. Voyez la façon dont est accueillie de samedi en samedi la « Golda » d'Ingrid Bergman. Ça fait scandale. Aux États-Unis, où le général MacArthur a trouvé en Henri Fonda un interprète plus vrai que nature, où John Kennedy affronta volontiers les trains d'essai de son frère Bobby, ça ne gêne personne.

Le Boulanger la Boulangerie et le Petit Mitron

Ensuite, parce que nous n'avons aucun scrupule à occulter une réalité déplaisante ou peu réjouissante (exemples souvent cités : la collaboration à la guerre d'Algérie). Pour s'en donner une idée, nous ne sommes pas à l'extrême limite du grotesque, le moment de passer aux aveux. Ainsi a-t-il fallu attendre jusqu'en 1978 pour voir à l'antenne les Chemins de la gloire, de Kubrick, célèbre monument aux morts inutile de 14-18. Très soucieux de notre reflet au miroir de l'écran, le petit - le grand, fait beaucoup moins de zébrures - nous éclairons systématiquement les débats de notre temps, le pacifisme ou les hauts et les bas de l'union de la gauche, par exemple, à la lumière infiniment plus douce, plus

tamisée des bougies, des chandelles et autres flambeaux d'antan. Transposées à des deux cents ans d'ici, habillées de belles phrases drapées à l'antique, nos préoccupations trouveront, grâce à ce procédé habituellement employé pour tromper la censure des États totalitaires, un écho assourdi dans la bouche des grands témoins de la Révolution, congélateur privilégié où se conservent intactes les idées-forces qui égitent encore les descendants des sans-culottes.

Marat et sa bagnioire, la Constituante, le serment du Jeu de paume, le collier de la reine - ah non ! - À pardon, ce n'était avant - la nuit du 4 août, les choux, la Conciergerie, le Comité de salut public, le Terreur, la fuite à Varennes, le 9 thermidor... On a planché là-dessus pendant des années et pourtant on confond encore tout. À peine avait-on réussi à nous faire admettre que, contrairement à ce que certains d'entre nous avaient appris à l'école, Robespierre n'était un gentil et Danton un méchant. Wajda est venu affirmer le contraire. Comment voulez-vous qu'on s'y retrouve ? Malgré le meilleur volontarisme du monde, nos pauvres têtes, nois vides, nous creusées, dodelaient sous la soufflée puissante de ces tribuns qui parlaient comme des livres.

On est inquiet, préoccupé, on ne pense qu'à nos sous. Et quand on relève la nez de notre porte-monnaie, c'est pour sentir la poudre, la déflagration qui couve, la tension intamable, la course aux armements, les risques d'un conflit atomique, bref, le grand boom.

Du coup, nos machines à remonter le temps ont mis le cap à toute vitesse sur l'immédiat-avant-guerre, la première, celle de 14, celle que préfèrent, c'est la plus Julia, nos anti-quisites de la rue Cognac-Jay. Vous avez peut-être vu *Quelques hommes de bonne volonté*, adaptation russe, maudite, verbeuse, empaquée de la fresque de Jules Romains. Vous allez voir, dès jeudi soir, empruntée aux Beaux quartiers d'Aragon, une évocation beaucoup plus parlante, plus racoleuse, plus habile de la vie parisienne et provinciale en 1912 et 1913 telle que la traverseront deux garçons, deux frères, ignorant le sort qui les attend, tout à la poursuite de leur bonheur, de leurs engagements et de leurs ambitions. Également réussi, sinon d'avantage, le téléfilm en deux parties d'Édouard Molinaro sur l'affaire de l'impasse Rondin, à laquelle fut mêlée en 1908, la belle M^{lle} Steinheil, la Veuve rouge, l'ancienne maîtresse de Félix Faure, littéralement mort de plaisir entre ses bras. C'est bien fait, bien joué et ça sonne vrai.

Comment en juger ? On peut toujours se reporter aux bouquins d'histoire, ces ouvrages sont tirés, dénichés, parait-il, plus fréquente chez l'adulte que chez l'enfant, lequel oppose souvent un « non merci : je connais déjà la fin », ferme et poli au cadeau surprise offert par ses parents avec, en guise de mode d'emploi, des conseils de lecture dont la lucidité le dispute à la lâcheté : « Tu devrais sauter la description du début et commencer à la page 78. Là où Louis XIII engueule le petit acteur blond, comment il s'appelle déjà... tu sais... celui que ton grand frère admirait tant... »

Puisque nous sommes au rayon fiction d'une librairie encombrée d'ouvrages récents attachés non pas à fixer le présent mais à évoquer le passé, on est en droit de se demander comment on s'y prendra d'ici un quart de siècle, quand il s'agira de maquiller l'actualité en empruntant ses fards aux années 80. Les emprunter à qui ? Aujourd'hui tout le monde écrit comme Dumas. À l'ancienne. Même Sagan. Il n'y a plus qu'un cinéma qu'on trouve le reflet du monde où nous vivons. On oublie pas que, autrefois, les Balzac, les Dickens, les Zola, les Flaubert, les Sue, les Stendhal, ne craignaient pas de puiser dans un quotidien, souvent sordide, matière à inspiration. Cette absence de témoignage sur notre époque inépuisable peut-être, avec un peu de chance, nos réalisateurs à se jeter à l'eau et à traiter directement, franchement, courageusement des problèmes du moment au lieu de les déguiser sous des enfilures à Fontanges, des robes à tournure, à traîne et à panier ou de les déplacer au petit trot des calèches, des tilburies, des diligences et autres carrosses à quatre chevaux.

CLAUDE SARRAUTE.

Celle de 14, celle que je préfère...

Napoléon, en dehors de Guerre et Paix, d'un film soviétique, de la *Chartreuse de Parme*, d'une émission d'Henri de Turenne, on ne l'a pas tellement étudié. On est passé vite fait à la Restauration, et on y est resté, un bon moment. À cause des « événements ». Marqués par mai 68, on a été long à se calmer. On ne rêvait que de soulèvements, de bagarres, de manifs, de grèves, d'affrontements, de tendres et robustes idylles entre ouvriers et étudiants, de barricades. Ça tombait bien, des barriques, ils en avaient aux Bataillons Choumout, des belles, des anciennes, du Louis-Philippe, des Charles X, vraiment d'époque, inscrites au catalogue de Flaubert et de Hugo.

Aujourd'hui, la gauche est au pouvoir, les temps sont durs et la Révolution, on en a un peu marre. Ça n'empêchera pas la rediffusion de Lucien Lauwen la semaine prochaine. Mais, il n'y a rien à faire, on a la tête

EN BREF

● Le MRAP débout d'une action contre Antenne 2 - Le tribunal de Paris n'a pas accédé, mardi 29 mars, à la demande de M^{onsieur} Meunier, qui avait demandé pour l'amitié entre les peuples (MRAP), qui entendait obtenir l'ajournement de deux émissions de la série « Mœurs en direct », diffusées les 29 et 30 mars sur Antenne 2. Le MRAP considérait notamment que le fait de ne présenter que des délinquants d'origine maghrébine ou africaine risquait d'inciter, surtout dans le climat actuel, à la haine raciale (le Monde du 29 mars). Le tribunal de Paris a noté que les quatre jeunes délinquants apparus dans l'émission de 30 mars se sont volontairement fait filmer à visage découvert, et a estimé qu'il n'existait pas, en l'occurrence, « une trouble manifestation illicite ». Sollicité par le MRAP, la Haute Autorité de la communication audiovisuelle avait refusé d'intervenir.

● M. E. BURIN DES ROZIERES, président du conseil supérieur de l'Agence France-Presse, a reçu à sa demande, vendredi 25 mars, une délégation de la C.G.T., conduite par M. Henri Krasucki, au sujet de la déception sur le conflit Citroën-Aulnay récemment mise en cause par la centrale ouvrière (le Monde du 17 mars). La délégation a demandé que « ce problème soit examiné dans la perspective de la recherche de dispositions évitant le retour de telles situations et garantissant que l'A.F.P. puisse remplir sa mission, conformément à la loi qui la régit ».

● M. Jean-Loup Demigneux, qui a présenté le journal de 20 h de TF 1 d'octobre 1981 à janvier 1983, est nommé, à compter du 11 avril, rédacteur en chef à Radio-Monte-Carlo, adjoint au directeur de la rédaction, M. Jacques Garat.

[Agé de quarante ans, M. Demigneux a commencé sa carrière de journaliste en 1966 au quotidien parisien *24 Heures*. Il est entré à l'O.R.T.F. en 1969 et est devenu, en 1972, délégué permanent de l'Office, à Nairobi, pour l'Afrique orientale et australe et l'Océan Indien. Revenu en France en 1974 en qualité de grand reporter à « 24 heures sur le one », il a ensuite intégré le service de politique étrangère de TF 1, avant de présenter le journal de 20 h.]

● Les élections au comité d'entreprise de « Libération », organisées pour la première fois, ont donné les résultats suivants : collège journalistes et cadres : inscrits : 137 ; votants : 106 ; exprimés : 97 ; liste indépendante : 78 ; 4 sièges ; liste C.G.T. et F.O. : 19 ; aucun siège de titulaire, mais 1 siège de suppléant. Collège ouvriers et employés : inscrits : 67 ; votants : 49 ; exprimés : 46 ; liste C.G.T. : 24 ; 1 siège ; liste indépendante : 22 ; 1 siège.

Mercredi 30 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 *Mercredi de l'information* : paroles de paysans.
Un reportage à Saint-Georges-d'Angely (Calvados) sur les problèmes quotidiens des agriculteurs, suivi d'un débat avec les habitants du village.
22 h 45 Concert : Sinfonia sul Canal.
De Phil Capéat, par l'Orchestre national de Lille, sous la direction de J.C. Casadesu (enregistré au Théâtre Sébastopol de Lille).
23 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 *Téléfilm* : U Catonaccio (le Pénitent).
De D. Mamei et A. Léonard-Mastrati, avec S. Fresson, P. Masi, N. Servan, M. Chévit.
Un personnage masqué sème la terreur dans une petite ville corse. Truqué sur un mode policier, ce téléfilm se déroule comme une parabole sans fin. Violence, exécution des images, une œuvre déconcertante.
22 h 10 *Série* : Mœurs en direct.
Un petit boulot, un petit appartement, une petite femme, tranquille quoi ! Une enquête de P. Bonquet, réal. M. Ténade.
Témoignage de jeunes délinquants des banlieues : Samia, Sénégalaise de dix-sept ans, raconte un braquage, Mohamed, Marocain, lui, un cambriolage...
23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Variétés : Cadence 3.
Émission de Guy Lux, Lela Milcic et Pascal Danel.
Avec Mireille Darc et Fabienne Guyon.

21 h 35 Journal.

21 h 55 *Téléfilm* : le Chemin de Saint-Pancrace.
D'après un conte de L. Desnos, adaptation F. Kaeler et J. Duquesne, avec M. Robin, C. Frot, Don Nod...
Menacé d'être tué s'il ne fait pas son plein de fidèles à la prochaine messe de minuit, l'abbé Testardier remet en état le chemin qui conduit à sa chapelle abandonnée, avec l'aide ironique de la garde-chièvre. Un conte incanté, mi-gentil, à la Douai. Un peu démodé.
22 h 48 Une minute pour une image, d'Agnes Varda.
22 h 50 *Prélude à la nuit*.
Giovanni Pierluigi da Palestrina, par le Quorum de flûtes Arcadie.

FRANCE-CULTURE

19 h 30, La science en marche : promenade au jardin des sciences.
20 h, Le concept de recherche en musique : créations, commandes de l'IRCAM.
22 h 30, Naïfs magiques : la belle.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : « Pour le retour du soleil hanover », de Boë ; « Concert pour piano et orchestre », de Schumann ; « Les tableaux d'une exposition », de Moussorgski, par l'Orchestre national de France ; dir. M. Plasson ; sol. E. Brummer, soprano ; D. Rankl, piano.
22 h 30, La nuit sur France-Musique : Le club des archives.

Jeudi 31 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 15 Vision plus.
12 h HF 12 (info).
12 h 30 *Actuel* : cour.
13 h Journal.
13 h 50 *Objectif santé*.
Les soins infirmiers à domicile aux personnes âgées.
16 h 30 Croque-Vacances.
18 h C'est à vous.
18 h 25 Le village dans les musées.
18 h 50 Histoire d'en rira.
19 h 5 *Météorologie*.
19 h 20 Dessins animés.
19 h 45 Émission d'expression directe.
Assemblée nationale et Sénat.
20 h Journal.
20 h 35 *Téléfilm* : les Beaux Quartiers.
D'après le roman de Louis Aragon, adaptation de P. Savatier, réal. Jean Kerchbron, avec S. Brioux, D. Lafont, J.-P. Puymerlin, J. Guisard... (première partie).
Été 1912 à Seriane. Les deux fils du docteur Barbenne (radical de gauche) suivent chacun leur chemin. Tandis qu'Armand découvre les injustices sociales, Edmond fréquente la jeunesse dorée. Un feuilleton plutôt réussi.
22 h 10 Documentaire : Le Chemin des Indiens.
Émission de J. Arlaud et M. Perrin, n° 2.
La descendance d'Isho. Pratiques et conceptions de la mort chez les Indiens d'Amazonie. Un documentaire très bien filmé.
23 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.O.P.E.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 30 *Le jeu* : L'Académie des neuf.
13 h 30 Émissions régionales.
14 h 50 *Série* : La vie des autres.
14 h 5 *Aujourd'hui la vie*.
Une nouvelle race de comédiens.
15 h Sport : Tennis.
Tournoi de Monte-Carlo.
17 h 55 *Récré A 2*.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 *Jeu* : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 *Le théâtre de Boulevard*.
20 h Journal.
20 h 35 *Magazine* : Résistances.
B. Langlois, réal. R. Delefos.
Quatre reportages sur les droits de l'homme : les Haïtiens en République Dominicaine ; le procès du KOR avec A. Smolar représentant du syndicat Solidarnosc ; les prisonniers politiques en Ouganda et l'affaire Yami Mulinaris.
21 h 40 *Magazine* : Les enfants du rock, de A. de Caumont.
Au sommaire : Ferry ferries (portraits de Bryan Ferry) ; Haute-Tension (la télévision d'hier et celle d'aujourd'hui, avec Honeymoon Killers, Interlude Wonder...); et le jeu : l'impeccable.
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
S.N.P.M.I. (Syndicat national petites et moyennes industries).
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les jeux.
20 h 30 *La minute nécessaire* de M. Cyclophède.
20 h 35 *Chénias sans vis*.
Émission de J. Lacouture et J.-C. Guillebaud.
20 h 40 *Film* : Paratroopers.
Film israélien de Y. Judd'Ne'Eman (1976), avec G. Cor, M. Monoshev, M. Varsbaviak, J. Monte (v.o.).

sous-titrés.

Un jeune homme, enrôlé dans les parachutes, ne supporte pas les rigueurs de l'entraînement. Un officier cause sa perte en essayant, maladroitement, de l'aider. Film inédit en France. Intéressant par son sujet mais qui semble assez ambigu dans sa position par rapport au corps d'élite de l'armée israélienne. A voir et à discuter.
22 h 10 *Débat* : Une armée comme les autres.
Avec Y. J. Ne'Eman, réalisateur du film, Z. Sternhell, professeur à l'université de Jérusalem, C. Avital, ministre, conseiller à l'ambassade d'Israël à Paris.
22 h 40 Journal.
23 h 2 Une minute pour une image, d'Agnes Varda.
23 h 5 *Prélude à la nuit*.
Études n° 7 et n° 8 de Claude Debussy, par C. Zerah au piano.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : les grâces.
8 h, Les chemins de la connaissance : les transformations du monde rural ; à 8 h 32, Vies de Nikos Kazantzakis ; à 8 h 50, Le silence et la bruite.
9 h 7, Matinales de la littérature.
10 h 45, Questions en zigzag... à F. Tristan : « La cendre et la foudre ».
11 h 2, Musique en société alternative : Copenhague, 1978 (et à 13 h 50 et 17 h 32).
12 h 10, *Agenda*.
14 h 45, *Paroisses*.
14 h, *Sans* : à Cherbourg.
14 h 5, *Un livre, des voix* : « Le bon plaisir », de P. Giraud.
14 h 45, Les après-midi de France-Culture : départements, à Nantes ; à 17 h, Roue libre.
18 h 30, *Facilities* : La certaine France de nos grands-pères.
19 h 25, *Jazz à l'ancienne*.
19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : l'infarcissement, l'infarctus, avec le professeur A. Vacheron.
20 h, (Manque d'avenches en Patagonie, de P. Kérouad, avec P. Clément, B. Bloch, M.-G. Pascal, P. Nazzari, suivi de « Hors texte », de M. Floriot).
22 h 30, Naïfs magiques : la belle.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, *Musiques du monde* : œuvres de Donizetti, Delius, Gershwin, Boccherini, Schubert, Hummel.
6 h 7, *Le Bolognais* 8-9.
9 h 5, *L'oreille en collage*.
9 h 20, *D'une oreille l'autre* : œuvres de Perotin-Le Grand, Liszt, Abert, Zelenka, Chopin, de Falla.
12 h, *Le royaume de la musique*.
12 h 35, *Jazz* : à Paris.
13 h, *Musique* : œuvres de Naxos, Carrodor, Rimsky-Korsakov, Kreutzer, Milhaud, Satie.
14 h 4, *Musiques* : à l'école : Saint-Saëns ; œuvres de Saint-Saëns, Ravel.
17 h 5, *Repères contemporains* : Ligeti.
17 h 30, *Les magazines* : la musique d'Érik Satie.
18 h 30, *Studio-Concert* : (en direct du Studio 106) : Yochiké Seffer Septet.
19 h 38, *Jazz* : le bio-noter.
20 h, *Actualité lyrique*.
20 h 30, *Concert* (donné à l'Auditorium 105 de Radio-France le 14 janvier 1982) : « Opéra pour une l'œuvre sans violence » de Méliès ; « Pastorale variée dans le style ancien » de Pierre ; « Sérénade » de R. Strauss ; « Danes de lermes rhénans » de Zimmermann ; « Canzonci per sonar » de Werner ; « Et per la » de Lavano ; « Winds » de Comant ; par les philharmoniques de Châteauroux, dir. J. Ramirez.
22 h 30, *La nuit sur France-Musique* : Musiques de nuit : 0 h 5, Nocturnes.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 30 MARS
- M. Pierre Métholier, président du C.D.S., est l'invité de l'émission « Magazine de l'information » sur Radio-Solidarité, à 19 heures. (Paris, 89,8 MHz).
JEUDI 1^{er} AVRIL
- M. René Souchon, secrétaire d'État chargé de l'agriculture et de la forêt, est l'invité de l'émission « Plaidoyer » sur R.M.C. à 18 h 30.

Le Monde des
PHILATELISTES
L'OFFICIEL DU COLLECTEUR

Copies Couleurs
sur film ou sur papier photo - qualité professionnelle
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris-126 - ☎ 347.21.32

Portes ou fenêtres à remplacer ?

Tous travaux garantis
10 ans
ISO
Téléphonez au (1) 328.77.14
• Sur mesure - BOIS - PVC - ALU
• Fenêtres pour toits : Velux - Toitclair
26, avenue Guinon 94160 St-Mandé (Porte de France) - Vincennes Métro Saint-Mandé-Tourville

هكوان الامن

LE NOUVEAU GROUPE BAUKNECHT
EUROPE : Un nouveau grand européen de l'électronique est né : BAUKNECHT HOLDING B.V., dont la présidence est assurée par M. VAN DER STEK, avec un capital de 45 millions de francs (117 MF) détenu à 26 % par PHILIPS et 74 % par un pool bancaire dominé par le ORESNER BANK.
Objectif : Développer plus avant le capital de BAUKNECHT avec le nouveau double atout d'une plus grande solidité financière et de l'expérience technologique conjointe de 2 grands.
FRANCE : BAUKNECHT S.A., la filiale française du groupe, reste dirigée par Bernard FERRAND, vice-président-administrateur délégué. Elle reprend à NEUILLY-SUR-MEUSE les activités de télécommunications et de conseil de l'entreprise.
Son état-major comprendra désormais des responsables européens chargés de la coordination au niveau du groupe, mais la nouvelle unité gardera une indépendance commerciale totale en France avec, de surcroît, une direction des ventes et un service de gestion considérablement renforcés.

INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS AUX ETATS-UNIS

Contactez Coldwell Banker pour des investissements immobiliers aux Etats-Unis. Petits commerces, propriétés industrielles, immeubles de bureaux, immeubles d'habitation, terrains.

Coldwell Banker est en Amérique la société immobilière conseil la plus importante vous offrant les services d'experts d'une côte à l'autre.

Ecrire ou téléphoner à Coldwell Banker Commercial Real Estate Services, Investment Department, 533 Fremont Avenue, Los Angeles, Californie 90071, U.S.A. Téléphone (213) 613-3123

COLDWELL BANKER

Courtage en immobilier commercial et résidentiel, financement, gestion, devis, consultations/recherche, gestion du développement, gestion de capital, assurances de titres.

AFFAIRES

La qualité du téléphone s'améliore estime l'AFUTT

Le téléphone fonctionne-t-il bien ? Sa qualité sonore est-elle bonne ? Les erreurs d'ajustage sont-elles nombreuses ? Le « 12 » est-il vraiment encombré partout ? Pour répondre, l'AFUTT (Association française des utilisateurs du téléphone et des télécommunications) a réalisé une enquête auprès de trois cent vingt usagers, sondage « non scientifiquement représentatif » mais néanmoins « significatif », selon l'association.

Le résultat est encourageant : la qualité du téléphone « s'améliore globalement », même si elle reste « nettement insuffisante en France ». Les P.T.T. sont perfectibles. Un abonné sur six a toutefois signalé avoir été gêné souvent ou assez souvent par des interférences d'autres communications et un sur deux par l'insuffisance du niveau sonore. Un quart des abonnés provinciaux se plaignent encore de ne pouvoir joindre facilement l'interurbain ou l'international, un dixième des parisiens aussi.

Mais 52 % des parisiens et 43 % des provinciaux ont noté une amélioration sensible du service.

Il reste deux points noirs importants pour l'administration : la facturation que dans leur grande majorité les abonnés voudraient plus précise (les P.T.T. vont y remédier avec la facturation détaillée offerte progressivement à partir de cet été) et les renseignements. La moitié des parisiens et 39 % des provinciaux attendent « longtemps » avant que « le 12 » ne décroche. Et quand enfin l'opérateur décroche, les lacunes de son fichier sont nombreuses (mise à jour trop lente, absence des professions...). L'informatisation de ce service, comme il l'est en Suisse depuis 1978 et comme il l'est progressivement en R.F.A., permettrait d'y pallier. Mais la France a choisi la voie de l'annuaire électronique, plus futuriste mais plus longue et plus coûteuse, déplore l'AFUTT.

A propos de la récente taxation dans les cabines téléphoniques parisiennes pour les appels à Paris, l'Association s'estime satisfaite de la taxation « à la durée », mais elle eût préféré un prix de 50 centimes pour dix minutes (plutôt que pour trois minutes), car la décision prise pénalise les usagers les plus démunis qui n'ont pas les moyens de se payer un téléphone à domicile.

Affaires

● C.E.E. : taxes antidumping contre certaines importations d'acier. — Les taxes que la C.E.E. vient de décider d'appliquer frappent les aciers provenant du Brésil, d'Argentine, du Canada et du Venezuela. Dans un communiqué, la Commission précise que ces importations ont totalisé 310 000 tonnes au cours des neuf premiers mois de 1982, contre 81 000 tonnes pour les douze mois de 1981. Elle souligne que ces importations sont en valeur de 23 % inférieures aux prix communautaires pour les mêmes aciers.

Agriculture

● Manifestation d'agriculteurs dans le Maine-et-Loire. — Pour témoigner de leur inquiétude avant la fixation des prix agricoles à Bruxelles, six mille agriculteurs ont défilé, dans l'après-midi du 29 mars,

Faits et chiffres

dans les rues d'Angers (Maine-et-Loire), y provoquant de gigantesques embouteillages. Vers 17 heures, alors que la manifestation s'était déroulée dans le calme et la discipline, un automobiliste a brandi un gourdin, puis a lancé sa voiture sur le cortège des manifestants, blessant trois d'entre eux. Les agriculteurs ont alors retourné la voiture, tandis que l'automobiliste parvenait à s'enfuir à pied.

● Les Etats-Unis envisagent de subventionner leurs exportations agricoles. — Les Etats-Unis vont subventionner leurs exportations agricoles si les Européens n'arrêtent pas de subventionner les leurs, a affirmé, le 29 mars, au cours d'un symposium réuni à Kansas-City, un responsable du département de l'Agriculture, M. Leo Mayer, directeur adjoint du service étranger du

ACHEVANT SA RÉORGANISATION

La Caisse des dépôts constitue une société-holding destinée à regrouper l'ensemble de ses filiales

Après la réorganisation complète des structures — et la redéfinition des objectifs — de la Caisse des dépôts et consignations annoncée à la fin de l'année précédente par son nouveau directeur général, M. Robert Lion (le Monde du 23 décembre 1982), il restait à assurer la refonte complète des filiales techniques de la Caisse.

Cette dernière étape vient d'être franchie — sur le papier — avec la création d'une société-holding baptisée « Caisse des dépôts-développement », qui doit regrouper la totalité des participations et des pouvoirs détenus jusqu'ici par ces nombreuses filiales, avec pour mission d'orienter, d'animer, de coordonner et de contrôler l'action de ce nouvel édifice.

La tâche est ambitieuse. Avec un chiffre d'affaires non consolidé voisin de 3 milliards de francs et le concours de vingt mille cinq cents agents (y compris les effectifs des

sociétés de réalisation, notamment à l'étranger), les filiales techniques de la Caisse des dépôts représentent un volume d'investissements de 18 milliards de francs environ, répartis dans quatre secteurs : l'habitat, l'aménagement, les sociétés d'études et de conseil et le secteur associatif.

Au total, ce sont près de vingt-cinq sociétés qui seront intégrées à la Caisse des dépôts-développement, société anonyme à conseil de surveillance et de direction. La présidence de ce conseil a été confiée à M. Bernard Brunhes, qui devient ainsi l'un des membres de l'équipe dirigeante de la Caisse des dépôts tandis que M. Lion assurera la présidence du conseil de surveillance.

Ancien conseiller du premier ministre pour les affaires sociales, M. Brunhes a également été appelé à la présidence de la S.C.E.T. (Société centrale pour l'équipement du territoire), l'une des principales filiales de la Caisse des dépôts chargée d'animer un large réseau de sociétés d'économie mixte en liaison avec les collectivités locales. La S.C.E.T., qui emploie huit cent soixante personnes, a réalisé un chiffre d'affaires de 290 millions de francs en 1982.

département de l'Agriculture, a affirmé que « les subventions ont permis aux Européens de conquérir une part anormale du marché mondial ». « Il est évident, a-t-il ajouté, qu'ils ne réaliseront pas leur politique agricole tant qu'ils n'auront pas compris que de telles pratiques se paient. » — (A.F.P.)

Social

● L'utilisation du bois dans les constructions pour les personnes âgées est recommandée par M. Daoloi Benoist, secrétaire d'Etat chargé des personnes âgées. En présence de M. René Soucheon, secrétaire d'Etat chargé de la forêt, et en liaison avec le ministère de l'Urbanisme et du logement, M. Benoist a annoncé le mardi 29 mars qu'il avait chargé un architecte, M. Yves Chaperon, d'une mission d'études et de coordination dans ce domaine.

ÉTRANGER

Aux Etats-Unis

LE DÉFICIT COMMERCIAL EST RESTÉ ÉLEVÉ EN FÉVRIER

Washington (A.F.P. Agf). — Le déficit de la balance commerciale américaine a légèrement augmenté en février, atteignant 3,58 milliards de dollars (contre 3,57 milliards après révision, en janvier), malgré une importante réduction des importations pétrolières. En février 1982, le solde négatif avait été de 1,79 milliard. Les exportations ont représenté 16,33 milliards de dollars, en diminution de 6,1 % par rapport au mois précédent, tandis que les importations reculaient de 5 %, se situant à 19,91 milliards de dollars.

Les achats de pétrole sont tombés à 3,74 millions de barils par jour, soit, selon le département du Commerce, le plus bas niveau connu depuis les années 60. En janvier, les Etats-Unis importaient 4,79 millions de barils par jour et 5,04 millions en février 1982. Cette baisse des prix devrait permettre, estime-t-on, d'enregistrer en 1983 un déficit commercial moins élevé que les 60 à 70 milliards prévus il y a quelques mois par le secrétaire au Commerce, M. Malcolm Baldrige. Ce déficit devrait néanmoins dépasser les 43 milliards de 1982.

● L'inflation en Suisse. — Les prix à la consommation ont augmenté de 0,1 % en Suisse au cours du mois de février par rapport à janvier. En un an, le taux d'inflation est de 4,8 %.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$E.-U.	7,2545 7,2595	+ 120 + 160	+ 250 + 300	+ 665 + 785
S. can.	5,9025 5,9085	+ 105 + 155	+ 210 + 270	+ 530 + 655
Yen (100)	3,0265 3,0300	+ 115 + 145	+ 255 + 290	+ 770 + 840
DM	2,9985 3,0000	+ 160 + 180	+ 340 + 370	+ 950 + 1020
Florin	2,6620 2,6650	+ 165 + 190	+ 340 + 365	+ 940 + 960
F.R. (100)	15,8865 15,1135	+ 325 + 335	+ 65 + 75	+ 315 + 330
F.S.	3,4930 3,4980	+ 215 + 245	+ 450 + 485	+ 1330 + 1425
L. (1 000)	5,6265 5,6320	+ 265 + 265	+ 485 + 360	+ 1570 + 1350
£	10,5780 10,5930	+ 50 + 145	+ 140 + 255	+ 500 + 720

TAUX DES EURO-MONNAIES

	10 3/8	11 1/8	9 3/8	9 7/8	9 3/8	9 7/8	9 11/16	9 15/16
	4 7/8	5 1/8	4 3/4	5 1/8	4 3/4	5 1/8	5 1/8	5 3/8
Fléda (100)	3 3/4	4 1/8	3 3/4	4 1/8	4	4 1/8	4 1/2	5
F.S.	12	13	12 1/2	13 1/2	12	13	13	14
F.S. (100)	13 1/4	14 3/4	13 3/4	14 3/8	13 5/8	14 3/8	14 3/8	15 1/4
L. (1 000)	15	20	15 3/4	20	16	18	17 1/2	18 3/4
£	10 1/2	11 1/4	10 1/2	11 1/4	10 7/16	11 3/16	10 3/4	11 1/4
F. franc.	11 3/4	12 1/2	11 3/4	12 1/2	11 3/4	12 3/4	13	14 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

IFAM

INSTITUT FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT
HARTFORD UNIVERSITY

une grande école internationale

- Créée en association avec une université américaine réputée : Hartford University, Connecticut, USA.
- 3 ans de formation supérieure à la gestion, (2 ans à Paris, 1 an aux Etats-Unis).
- 2 diplômes : Diplôme IFAM, Bachelor of Science in Business Administration.
- 4^e année optionnelle : obtention du diplôme MBA (Master in Business Administration).

admission : Baccalauréat exigé + épreuves orales.

Renseignements : IFAM, 11 rue Viala 75017 Paris, Tél. 723.67.48
Etablissement International d'Enseignement Supérieur Privé.

Nom : _____
Prénom : _____
Bac : _____ 1^{re} langue : _____
Adresse : _____

AVIS D'APPEL D'OFFRES

La SONACOS
32-36, rue Calmette, B.P. 639 à DAKAR (Sénégal)
Tél. (221) 23-10-52 - Téléc. 418 et 665 86
lance un appel d'offres pour la modernisation de son établissement industriel de Dakar

- LOT NR 3/1/D : Atelier complet de traitement d'oléagineux par extraction à l'hexane, d'une capacité de 600 tonnes/jour de tourteaux d'arachide à 17 % d'huile.
- LOT NR 3/2/D : Chaudière à combustion directe de coques d'arachide, d'une capacité de production de 48 tonnes/heure de vapeur à 58 bars et 450 °C.
- LOT NR 3/3/D : Unité de double déminéralisation des eaux pour l'alimentation de la chaudière ci-dessus.
- LOT NR 3/4/D : Accessoires d'équipements du réseau de distribution de vapeur.

Les cahiers des charges seront à retirer ou seront expédiés sur demande par le secrétaire de la direction générale de la SONACOS contre la somme de :

- 15.000 francs C.F.A. ou 300 F.F. pour le lot NR 3/1/D.
- 30.000 francs C.F.A. ou 600 F.F. pour le lot NR 3/2/D.
- 5.000 francs C.F.A. ou 100 F.F. pour le lot NR 3/3/D.
- 5.000 francs C.F.A. ou 100 F.F. pour le lot NR 3/4/D.

A compter du 31 mars 1983.

Les soumissions devront parvenir au secrétaire de la direction générale de la SONACOS le 31 mai 1983 à 9 heures au plus tard.

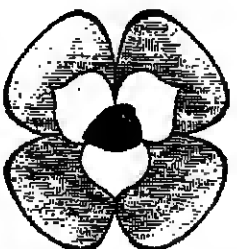
LA REGION D'ILE-DE-FRANCE A CŒUR OUVERT...



Des transports, des logements, des crèches, des maisons de retraite, des hôpitaux, des équipements sportifs, culturels et de loisirs, des espaces verts... telles sont les réalisations auxquelles la Région d'Ile de France consacre un budget de plus de 3 milliards de francs.

Pour être bien dans sa Région

Pour vivre bien en Ile-de-France



LA REGION D'ILE-DE-FRANCE
AMELIORE VOTRE VIE QUOTIDIENNE

Crédit Mutuel

EMPRUNT MARS 1983

ÉMIS PAR LA

CAISSE CENTRALE DU CRÉDIT MUTUEL

CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉMISSION

BALO du 28 mars 1983

MONTANT : 600 millions de francs, divisés en 120 000 obligations de 5 000 F nominal.

PRIX D'ÉMISSION : 99,50 %, soit 4 975 F par obligation.

DATE DE JOISSANCE ET DE RÈGLEMENT : 18 avril 1983.

TAUX D'INTÉRÊT : 15 %.

TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL BRUT : 15,13 % (au 18 avril 1983).

DURÉE TOTALE : 10 ans.

VIE MOYENNE : 6,6 ans pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement.

AMORTISSEMENT NORMAL : en dix annuités à partir du 18 avril 1984 sur la base d'une annuité constante d'intérêt et d'amortissement :

- soit par voie de tirage au sort annuel (moitié au moins des titres à amortir dans l'année) ;
- soit par rachats en Bourse.

TABEAU D'AMORTISSEMENT

Date de l'échéance	Nombre de titres à amortir
18 avril 1984	5 910
18 avril 1985	6 797
18 avril 1986	7 816
18 avril 1987	8 989
18 avril 1988	10 337
18 avril 1989	11 888
18 avril 1990	13 671
18 avril 1991	15 721
18 avril 1992	18 080
18 avril 1993	20 791
Total	120 000

AMORTISSEMENT ANTICIPÉ : exclu sauf par rachats en Bourse.

RÉGIME FISCAL : le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source ou des impôts que la loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

En l'état actuel de la législation, les personnes physiques domiciliées en France percevront le montant brut de leurs coupons diminué à leur choix :

- soit d'une retenue de 10 % qui ouvrira droit à un crédit d'impôt d'égale montant ;
- soit d'un prélèvement forfaitaire de 25 % qui les libère totalement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

En outre, les intérêts figurent parmi les revenus ouvrant droit à l'abattement de 5 000 F par an et par déclarant accordé aux porteurs de certaines valeurs à revenu fixe.

MAINTIEN DE L'EMPRUNT A SON RANG : la Caisse Centrale du Crédit Mutuel s'engage jusqu'à la mise en remboursement effective de la totalité de ces obligations, sans toutefois que cet engagement affecte en rien sa liberté de disposer de la propriété de ses biens, à ne conférer au profit d'autres bons ou obligations négociables aucune hypothèque sur les biens et droits immobiliers qu'elle peut ou pourra posséder, sans que les présentes obligations soient appelées à profiter des mêmes garanties et au même rang.

COTATION : l'admission à la cote officielle de la Bourse de Paris sera demandée dès la clôture de l'émission.

SERVICE FINANCIER : pendant toute la durée de l'emprunt, la Société tiendra à la disposition de toute personne qui en fera la demande la liste des établissements chargés du service financier.

SOUSCRIPTION : les souscriptions sont reçues dans toutes les caisses du Crédit Mutuel.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR LA SOCIÉTÉ

La Caisse Centrale du Crédit Mutuel est une société anonyme coopérative à capital variable constituée sous le régime de la législation française et régie par les lois réglementant les sociétés anonymes, les dispositions légales particulières aux sociétés à capital variable, les dispositions formant le statut général de la coopération, l'article 5 de l'ordonnance n° 58.968 du 16 octobre 1958.

Le capital social actuellement fixé à 50 000 000 F est divisé en cent mille actions de 500 F chacune, entièrement souscrites et libérées en numéraire.

Elle a pour objet principal :

- de gérer les intérêts financiers mis en commun par les caisses adhérentes et par leurs sociétaires ;
- de faciliter le fonctionnement financier des caisses adhérentes et notamment de constituer les fonds de réserve et de garantie nécessaires pour assurer la sécurité des dépôts reçus par ces caisses.

Elle permet en outre aux caisses fédérales d'accroître leur potentiel de prêts en organisant le recours aux sources traditionnelles de refinancement, par des emprunts effectués sur le marché monétaire et l'émission d'emprunts obligataires.

BILANS AU 31 DÉCEMBRE (en milliers de francs)

	1980	1981	1982 (provisoire)
ACTIF TOTAL	17 989 938	19 738 611	18 850 729
Immobilisations nettes	90 574	222 151	274 767
Comptes de tiers	2 058 577	2 051 534	2 952 098
Valeurs reçues en pension ou achetées ferme	8 636 579	8 160 326	7 411 293
Comptes financiers	7 204 208	9 304 600	8 212 571
PASSIF TOTAL	17 989 938	19 738 611	18 850 729
Fonds propres	177 842	243 545	276 482
Emprunts à plus d'un an	3 962 680	3 572 403	4 256 638
Comptes de tiers	546 609	628 801	878 446
Valeurs données en pension	6 146 500	6 076 000	1 166 000
Comptes financiers	8 956 307	9 217 862	12 273 163
Engagements reçus	194 370	524 968	552 887
Engagements donnés	537 757	991 144	1 031 440

ÉVOLUTION DES DÉPÔTS ET DES CRÉDITS DE L'ENSEMBLE DES CAISSES DU CRÉDIT MUTUEL (en millions de francs)

AU 31 DÉCEMBRE	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
• Évolution des dépôts	31 128	37 573	47 711	60 435	68 826	79 942	92 270
• Évolution des crédits	17 758	22 007	27 237	34 820	41 508	46 639	53 058

LES HOMMES

4 700 000 clients
dont
3 300 000 sociétaires
33 000 administrateurs
15 000 salariés

LES STRUCTURES

Plus de 4 000 caisses locales et bureaux
21 fédérations
et 21 caisses fédérales
La Confédération
et la Caisse Centrale

STRUCTURE DES DÉPÔTS (par nature)

Comptes chèques	17 %
Comptes sur livrets	69 %
Épargne-logement	7 %
Comptes à terme et bons de caisse	7 %
	100 %

STRUCTURE DES CRÉDITS (par affectation)

Habitat	52 %
Équipements collectifs	27 %
Crédits professionnels	9 %
Équipement familial, crédits personnels divers	12 %
	100 %

PERSPECTIVES D'AVENIR ET BUT DE L'ÉMISSION

Le CRÉDIT MUTUEL a connu ces dernières années un développement rapide qui s'est accompagné d'une progression importante de ses activités.

L'émission de cet emprunt de 600 000 000 F a pour objet de ren-

forcer les capitaux permanents dont dispose la CAISSE CENTRALE DU CRÉDIT MUTUEL et lui donner les moyens de faciliter le fonctionnement, le financement et le développement des caisses de CRÉDIT MUTUEL en vue d'améliorer le service rendu à leurs sociétaires et clients.

COMPTES DE RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ (en milliers de francs)

	1980	1981	1982 (provisoire)
TOTAL DES PRODUITS	1 696 078	1 903 177	2 182 843
(dont intérêts et commissions reçus)	(1 657 171)	(1 789 837)	(2 174 502)
TOTAL DES CHARGES	1 670 366	1 846 244	2 130 411
(dont intérêts et commissions versés)	(1 611 916)	(1 751 509)	(2 061 294)
Excédent avant impôt sur les sociétés, amortissements et provisions	25 712	56 933	52 432
Excédents nets	1 571	2 145	3 810

PERSONNES QUI ASSURENT LA RESPONSABILITÉ DE LA NOTE D'INFORMATION

A notre connaissance, les données de la présente note d'information sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Le directeur général,
G. GALICHON.

Vu pour vérification en ce qui concerne la situation financière et les comptes de la société. Le bilan au 31 décembre 1982 est en cours de certification. Les procédures suivies pour son établissement sont conformes aux procédures habituelles de l'entreprise.

Les commissaires aux comptes,
A. GREVOUL - R. HANSE.

VISA DE LA COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE

Par application des articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 67-833 du 28 septembre 1967, la Commission des Opérations de Bourse a apposé, sur la présente note, le visa n° 83-77 en date du 24 mars 1983.

Le rapport annuel sera fourni sur demande adressée au siège de la Société, 88-90, rue Cardinet, 75017 PARIS.

هكوان الوطن

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE

Daniel Deguen, président du Crédit Commercial de France, s'est rendu aux États-Unis d'Amérique du 16 au 19 mars 1983.

Il a rencontré à New-York les dirigeants des principales banques avec lesquelles le C.C.F. est en relation et a constaté que ces rapports se développaient de façon très positive tant avec la succursale de New-York qu'avec le siège à Paris.

A Washington, Daniel Deguen s'est entretenu avec M. Jacques de Larosière, directeur général du Fonds Monétaire International, et M. A.W. Clausen, président de la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement, de l'évolution de la situation d'un certain nombre de pays, des conditions d'une reprise de la croissance économique mondiale et des perspectives de coopération entre les institutions financières internationales et la communauté bancaire.

Le Crédit Commercial de France, qui est l'une des premières banques françaises sur le plan international, continuera, aux côtés de ses partenaires français et étrangers, à apporter son concours aux nations qui ont actuellement à faire face à de graves problèmes de liquidité mais qui adoptent les mesures propres à rétablir à terme les conditions de leur solvabilité et d'un développement équilibré.

C.C.F. PARIS
103, avenue des Champs-Élysées
75008 Paris
Tél. (1) 720-92-00
Téléc. CCF X 630 300 F

C.C.F. NEW-YORK
Mr. G. Galante
450 Park Avenue, 7th Floor
New-York, NY 10022 - U.S.A.
Tél. (1) 213-486-30-80
Téléc. 023600 CCFX UR
236773 CCFX UR

BANQUE ODIER
BUNGENER-COURVOISIER

L'assemblée générale ordinaire de la Banque Odier-Bunger-Courvoisier a été tenue le 21 mars 1983 sous la présidence de M. Daniel Deguen, président du conseil d'administration, assisté par l'Union bancaire et commerciale et le Crédit commercial de France en tant que scrutateurs.

L'assemblée a approuvé le bilan et le compte de résultats arrêtés au 31 décembre 1982. Le total du bilan s'élève à 1 824 643 086 F contre 1 542 178 584 F et les comptes de dépôts progressent de 845 772 104 F à 1 192 638 554 F. Le bénéfice net de l'exercice s'établit à 13 983 252 F contre 17 311 310 F en 1981.

Il a été décidé d'affecter 8 000 000 de francs à la réserve générale et de verser aux actionnaires un montant total de 6 000 000 de francs, soit pour chaque action un dividende de 15 F majoré d'un avoir fiscal de 7,50 F, identique à celui de l'exercice précédent.

SOFICOM

Le conseil d'administration de la Société pour le financement d'industries commerciales et industrielles « SOFICOM » s'est réuni le 28 mars 1983 pour arrêter les comptes de l'exercice 1982, qui seront présentés à l'Assemblée générale ordinaire le 26 mai 1983.

Les opérations nouvelles engagées au cours de l'exercice écoulé ont représenté 134,9 millions de francs, montant ramené à 121,1 millions de francs, après diminution d'engagements antérieurs pour 13,8 millions de francs. Ce montant de 121,1 millions de francs d'engagements se répartit à raison de 92,9 millions de francs pour le crédit-bail et de 28,2 millions de francs pour la location simple.

Au total, à fin 1982, l'ensemble des engagements subsistants depuis l'origine de la société a dépassé le milliard de francs, puisqu'il atteignait 1 016 millions de francs en chiffres ronds, dont 337,7 millions de francs au titre de la location simple. De la sorte, le patrimoine locatif de la société couvre désormais largement ses fonds propres (304,3 millions de francs).

L'ensemble des produits de l'exercice s'est élevé à 157 571 730,61 francs. Compte tenu d'une dotation de 26 605 600,39 francs aux comptes d'amortissements et provisions, le bénéfice ressort à 83 062 834,81 francs, dont 81 525 366,52 francs au titre du bénéfice « sursis » exonéré, contre 68 988 972,05 francs en 1981, qui marque ainsi une progression de 18,17 % (le bénéfice du secteur assujéti à l'impôt sur les sociétés, et dont le caractère exceptionnel avait été souligné l'an dernier se trouvant ramené de 3 524 786,71 francs à 1 537 468,29 francs).

Le Conseil proposera à l'Assemblée générale de distribuer aux actionnaires un montant global de 69 364 729,80 francs, en augmentation de 13,89 % sur celui de l'exercice 1981 (60 903 959,50 francs). En conséquence, le dividende unitaire, applicable aux 2 073 684 actions composant le capital social au 31 décembre 1982, contre 2 064 541 actions au 31 décembre 1981, ressort ainsi à 33,45 francs par action, contre 29,50 francs par action pour l'exercice précédent (soit + 13,38 %).

Ce dividende unitaire est assorti, à titre exceptionnel, d'un avoir fiscal de 0,38 franc contre 0,86 franc au titre de l'exercice 1981. Dans ces conditions, le dividende total, après fiscalité, ressort à 33,83 francs, contre 30,36 francs (soit + 11,42 %).

VEUVE CLICQUOT PONSARDIN
Maison fondée en 1772

Le conseil d'administration réuni le 25 mars 1983 a arrêté les comptes de l'exercice 1982.

Le solde d'exploitation s'établit à 66,42 millions de francs (contre 81,48) après 12,21 millions de francs d'amortissements et 5,71 millions de francs au titre des frais d'augmentation de capital.

Le bénéfice net comptable qui s'élève à 36,23 millions de francs (contre 22,73) à 66,42 millions de francs, après, entre autres, un amortissement net de 4,59 millions de francs (contre 40,51) des provisions pour hausse des prix.

Au niveau consolidé les chiffres 1982 incluent, pour la première fois et à hauteur de 74,6 %, les résultats des Parfums Givenchy qui ont réalisé un bénéfice net de 25,55 millions de francs (contre 18,70).

De ce fait les comptes consolidés (part du groupe) apparaissent en progression sensible avec :

- un solde d'exploitation de 127,26 millions de francs (contre 104,65) ;

- un bénéfice comptable de 65,17 millions de francs (contre 30,19) ;

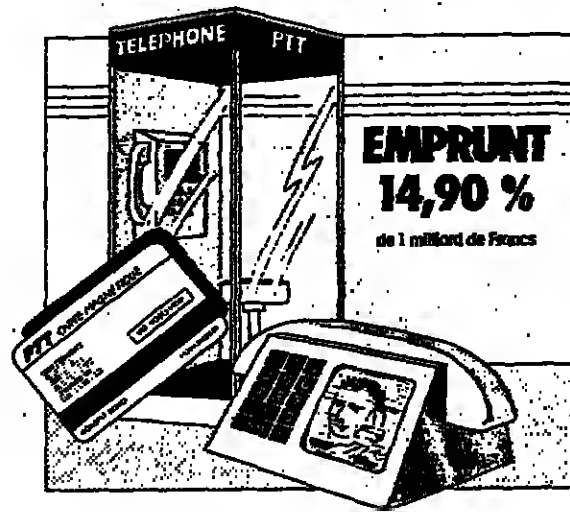
- un bénéfice net ajusté (c'est-à-dire corrigé des provisions pour hausses des prix) de 67,45 millions de francs (contre 55,57).

La société n'étant pas concernée par les dispositions de la loi limitant la progression des bénéfices distribués, il sera proposé à l'Assemblée générale convoquée pour le 17 juin 1983 la distribution d'un dividende net de 29 francs par action (soit 43,50 francs avec avoir fiscal), contre 23 francs net en 1982.

PARFUMS GIVENCHY

Lors de sa séance du 25 mars 1983, le conseil d'administration a coopté M. Jean Courrière en remplacement de M. Jean-Paul Elkann, démissionnaire.

Sur proposition de M. Alain de Vogüé, vice-président, M. Jean Courrière a été nommé président-directeur général de la société.

FRANCETEL
LE TELEPHONE D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN

Taux de rendement actuariel brut : 15,05 %

Prix d'émission : 99,36 %, soit 4 968 F par obligation.

Durée totale : 12 ans, via moyenne : 6 ans 1/2.

Souscriptions : Banques, PTT, Crédit Agricole et Comptables du Trésor.

FRANCETEL, Société Française de Financement des Télécommunications S.A. au capital de 150 000 000 F, 12, rue Faguet - 75008 Paris - RCS Paris B 303 895 177



FRANCETEL

VOTRE INTERET SUR TOUTE LA LIGNE.

SICAV DE L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS
EXERCICE 1982

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE	ACTIF A LONG TERME OBLIGATAIRE A.L.T.O.	ALTER	ACTIONS FRANCE	ACTIONS SÉLECTIONNÉES	ADÉQUATION RENDU SÉQUANARISE (UNIBAN)	L.U.A.P. INVESTISSEMENTS
ORIENTATION	Obligations françaises	Obligations étrangères et étrangères	60 % min. actions franc. (loi Monory)	Valeurs françaises dominantes	Placements à caractère immobilier	Valeurs étrangères dominantes
Les SICAV de l'Union des assurances de Paris ont convoqué leurs actionnaires en assemblée générale annuelle, pour approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1982 :	22 mars 1983	16 mars 1983	14 mars 1983	25 mars 1983	23 mars 1983	21 mars 1983
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1982						
- Nombre d'actions en circulation	3 151 455	921 182	650 100	799 003	1 003 466	1 829 456
- Capital (actif net moins sommes distribuables) (en millions de francs)	478,24	166,26	94,01	167,67	252,97	427,22
- Valeur liquidative en francs	175,44	198,56	156,25	223,23	273,15	249,26
SOMMES DISTRIBUABLES DE L'EXERCICE 1982 (en millions de francs)						
	74,65	16,64	7,57	10,70	21,12	28,80
- Dividende net distribué par action	F	F	F	F	F	F
+ Impôt payé d'avance au Trésor (avoir fiscal)	23,68	18,06	11,60	13,20	19,75	14,70
- Contre remise des coupons n°	1,71	0,47	1,97	2,60	1,88	1,95
	17	10,4	5	25	23	79

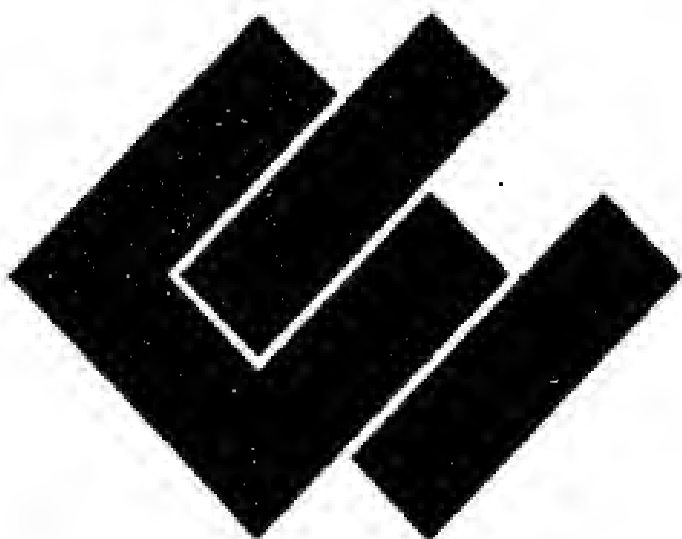
Les dividendes seront payables à partir du 31 mars 1983 à la SOCIÉTÉ SÉQUANAISE DE BANQUE, 370, rue Saint-Honoré, 75003 Paris Cedex 01 et dans ses agences. Les actions souscrites jusqu'au 30 juin 1983 - en réinvestissement des dividendes - seront exonérées de tout droit d'entrée.

EMPRUNT 14,90%

Souscrivez à l'emprunt 14,90% du Crédit d'équipement des PME, garanti par l'État.
Montant : 1.500 millions de francs
Taux actuariel brut : 14,99 %
Durée : 10 ans
Obligations de 5.000 francs, émises à 4.982 F.

Souscription dans les banques, chez les Comptables du Trésor, dans les Caisses d'épargne, les bureaux de poste et chez les agents de change.

Une note d'information (visa COB n° 83.74 du 18.03.83) est disponible sans frais au Crédit d'équipement des PME, 14, rue du 4-Septembre 75002 PARIS



Crédit d'équipement des PME

14, rue du 4-Septembre 75002 PARIS - Tél. 298.80.00

Cliquez sans préavis (B.A.L.O. du 28 mars 1983)

ERRATUM

SKF

Les résultats du groupe SKF en 1982

Les nouveaux chiffres de ventes sont les suivants :

• Janvier, décembre 1982	14 358
• Janvier, décembre 1981	13 570

(Ces chiffres des ventes remplacent ceux publiés dans nos éditions précédentes.)

البنك العربي للتجارة

BANQUE INTERCONTINENTALE ARABE

S.A. au capital de 300 000 000 de FF.

Réuni le 28 mars 1983 sous la présidence de M. Habib Hakiki, le conseil d'administration de la Banque Intercontinentale Arabe (B.I.A.) a arrêté les comptes de l'exercice 1982, qui seront soumis à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra le 27 mai 1983.

Le bilan totalise 12 252 528 278 francs contre 10 165 371 316 francs au 31 décembre 1981, soit une progression de 20,50 %.

Le bénéfice net après impôts en instance d'affectation ressort à 25 912 796 francs contre 24 219 675 francs pour l'exercice 1981, soit une progression de 7 %.

Il sera proposé à l'Assemblée générale des actionnaires du 27 mai 1983 de distribuer un dividende de 10 % (10 % au titre de l'année 1981).

BANQUE COMMERCIALE
POUR L'EUROPE DU NORD
(EUROBANK)

79-81, boulevard Haussmann
Paris 8

Le Conseil d'Administration réuni le 29 mars a arrêté les comptes de l'exercice 1982. Malgré une conjoncture internationale difficile, les résultats peuvent être jugés assez satisfaisants.

Le produit net d'exploitation bancaire atteint 338 millions de francs, en progression de 37,5 % sur l'exercice précédent, en francs constants.

Compte tenu de la conjoncture, l'exécution des provisions constituées est en forte augmentation, passant, d'un exercice à l'autre, de 52,5 millions de francs à 125,5 millions de francs et le bénéfice net après impôts sur les sociétés (en dernier en augmentation de 18 %) s'élève à 53,5 millions de francs contre 50,4 millions de francs en 1981. Le bilan s'équilibre à 32,9 milliards de francs.

A l'Assemblée Générale, convoquée pour le 25 mai prochain, il sera proposé, une fois encore, de ne pas distribuer de dividende afin de porter en réserves le bénéfice de l'exercice écoulé pour renforcer les fonds propres.

Découvrir
la CHINE

LIVRES ET REVUES
EN FRANÇAIS ET
EN CHINOIS
Catalogue sur demande

Librairie LE PHENIX
72, Bd de Sébastopol
75003 Paris
272 70 31

MECANIQUE
DES MONNAIES

Jacques RIBOUD
2^e édition, complétée avec le
MONÉTARISME - 504 pages
Editions de la R.P.P.
17, rue Georges-Deshayes - 92015 Nanterre

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. RACISME : « Pour une politique de recherche », par Gilles Simon ; « Vivre ensemble », par Tahar Ben Jelloun ; « Le fantasme vert », par Michel de la Fournière ; « Qu'est-ce qu'être français ? », par Alain Badiou.

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE : La visite de M. Cheysson en Asie du Sud-Est.
4. AFRIQUE : Les déclarations d'insouciance en Zambie (III), par Jean-Pierre Langellier.
5. EUROPE : R.F.A. : Dans son discours de doyen d'âge au Bundestag, M. Willy Brandt a souhaité que les citoyens des deux Allemagnes « ne s'écartent pas les uns des autres ».

PROCHE-ORIENT

POLITIQUE

7. L'application du plan d'austérité.
8. L'opposition et l'étude des comportements.
9. L'élection des maires des vingt arrondissements de Paris.
9. DÉFENSE : les services secrets français ont utilisé des agents nazis à partir de 1945.

SOCIÉTÉ

10. MÉDECINE : la grève des étudiants et médecins hospitaliers.
- SPORTS : le tournoi de tennis de Monte-Carlo.
- 10-11. JUSTICE : au tribunal de Mende : les pseudos de Bagnols-les-Bains.

ARTS ET SPECTACLES

13. Le Choix de Sophie, un film d'Alan Pakula, d'après William Styron.
- 14-15. ARCHITECTURE : Prouvé et Looz à l'IFA.
15. PHOTO : Jean-Philippe Charbonnier à Paris, Henri Cartier-Bresson à Genève.
16. GALERIE : Rétrospective Lapioque à Zurich.
17. EXPOSITIONS.

ÉCONOMIE

23. SOCIAL : coup de force à la mairie de Lille.
- 23-24. AFFAIRES : l'incertain avenir de Manufrance.

RADIO-TÉLÉVISION (21)

- INFORMATIONS : « SERVICES » (12) : Les offices de Pâques ; « Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés.
- Annouces classées (22-23) ; Carnet (11) ; Programmes des spectacles (18 à 20) ; Marchés financiers (27).

Le numéro du « Monde » daté 30 mars 1983 a été tiré à 496 500 exemplaires

CHARTERS ÉTÉ
83
U.S.A.
NEW-YORK
à partir de 2 850 F A/R
AIRCOM SETI
25, rue La Botz
75008 PARIS
Tél. : 268-15-70

(Publicité)
**LE BRUIT
REND FOU**
L'actualité est remplie de drames engendrés par le bruit, cause importante d'agressivité. Grâce aux progrès de l'aéronautique, le filtre EAR, qui protège sans isoler, a été mis au point aux U.S.A. Il se décompose en douceur pour s'adapter parfaitement à l'oreille. Travail ou sommeil, sa polyvalence est remarquable, il permet les conversations en milieu bruyant. Protection efficace du conduit auditif pour la natation. EN PHARMACIE ou 273.30.34.

A B C D E F G

LA LIVRAISON DES PREMIERS AIRBUS A-310 A LUFTHANSA ET A SWISSAIR

Un optimisme hors de saison ?

Toulouse. — L'industrie aéronautique aime les paradoxes : jamais les compagnies aériennes ne se seront vu proposer autant d'avions nouveaux alors que jamais elles n'auront autant manqué d'argent pour les payer. Après Boeing, qui a sorti coup sur coup ses 757 et 767, et en attendant McDonnell Douglas, qui se découvre soudain des projets à pleins cartons, Airbus-Industrie vient de remettre à Swissair et Lufthansa les premiers exemplaires de son nouveau A-310, le petit frère du fameux A-330, grâce auquel la Groupement d'intérêt économique européen parvient à ébranler sérieusement la monopole américain, jusqu'à devenir le premier pourvoyeur des lignes aériennes en avions gros porteurs.

L'événement méritait donc quelque relief. En une époque où la paranoïa fait loi, une commande de vingt-cinq avions par Lufthansa (les dix premiers d'option) et une autre de dix avions par Swissair (six d'option) ne sauraient être prises à la légère. Et il est vrai qu'aucun avion commercial européen n'avait été autant vendu avant sa première livraison — cent-deux exemplaires — et, qu'en tout cas, son glorieux aîné avait vu le jour sous de moins heureux auspices. Mais il est non moins vrai qu'il faudra vendre bien plus qu'une centaine d'A-310 pour rentabiliser l'énorme investissement du programme : le seul développement de l'aile, entièrement nouvelle, par rapport à celle de l'A-300, a coûté près de 6 milliards de francs. Certes, ses dimensions plus modestes que celles de son prédécesseur (210 passagers au lieu de 250 en version de base), ses moteurs plus sobres et un système de pilotage ultra-moderne permettant d'espérer des économies

De notre envoyé spécial

dans la navigation, en font un avion bien adapté à la période de crise que traverse le transport aérien. Mais, autre différence de taille avec son aîné, il n'est plus seul sur le marché, où il se heurte à l'agressivité de Boeing qui voudrait bien imposer son 787 et qui ne manque pas d'arguments pour le faire.

Or, la marasme aidant, le duel entre les deux grands tourne à la guerre de tranchées. Non seulement aucun des adversaires ne parvient à marquer d'avantages décisifs sur l'autre, mais l'arrêt total de commandes nouvelles depuis plusieurs mois fige chacun sur des positions dangereuses. Aucun nouvel achat d'A-310 n'a été enregistré depuis juillet dernier. Les clients eux-mêmes n'ont pas tous l'assurance des compagnies allemande et suisse : certains souhaitent ajourner des livraisons, reporter des options, et la ministre française des transports a parlé, dans une réponse à un sénateur, M. Louis Souvet (Dobus, R.P.R.), d'un « étalonnage des livraisons à Air France » lorsqu'elle a commandé cinq A-310 et pris des options sur dix autres.

M. Jacques Mitterrand, président de la S.N.I.A.S., l'un des coproducteurs du programme Airbus, s'était déjà ému des perspectives commerciales des avions européens, qu'il jugeait obscurcies par un système de financement des ventes trop archaïque (le Monde du 28 janvier). Devant le comité central d'entreprise de la S.N.I.A.S., il y a quelques jours, M. Jacques Mitterrand a traduit ces inquiétudes d'une manière particulièrement claire, expliquant que la cadence actuelle de production

(soixante-cinq appareils par an) risque fortement, sous réserves d'examen en cours au niveau des pays coproducteurs (France, Allemagne fédérale, Belgique, Grande-Bretagne, Espagne), d'être ramenée à cinquante-cinq appareils. Du coup, le rythme de sortie mensuelle des avions tomberait de 5,9 à 4,5.

Maïs l'industrie aéronautique ignore certainement la désespérance et le pessimisme. Constructeurs et exploitants semblent, jusque dans les plus noirs moments, conserver une espérance qui confine à la mystique. Au cours de la grande messe qui, mardi 29 mars à Toulouse, marque la remise des premiers A-310 à Swissair et Lufthansa, M. Bernard Lathière, administrateur-gérant d'Airbus-Industrie, ses hôtes et ont proclamé leur foi dans l'avenir, leur croyance en des temps meilleurs pour le transport aérien.

Et c'est en pensant à un ciel plus clair qu'Airbus-Industrie veut lancer son projet de moyen-courrier de cent cinquante places baptisé A-320. Mais les techniciens ont beaucoup de mal à faire entendre leur credo aux politiques. Le gouvernement français croit aux vertus du projet, mais il paraît un peu seul. La prospection commerciale vient de commencer auprès des acheteurs potentiels, mais on ne sait toujours pas comment le projet, s'il se concrétise, sera financé. Du coup une éventuelle décision de lancement est renvoyée à l'automne prochain. Bien sûr, des commandes significatives feraient certainement vite avancer le dossier. La foi ne doit plus seulement donner l'espérance aux techniciens, elle doit leur faire faire des miracles.

JAMES SARAZIN.

La Chine achète deux réacteurs d'avion à la France et aux États-Unis

La République populaire de Chine vient d'acheter à la France et aux États-Unis, qui sont associés à sa fabrication, deux exemplaires du réacteur d'avion CFM-56 qui développe environ 12 tonnes de poussée. Ces deux réacteurs seront montés sur un avion de transport civil Trident, de construction britannique, à la place des trois réacteurs actuels Spey de Rolls Royce et d'une puissance, chacun, de 6 tonnes.

Cette transaction n'a pu se faire qu'avec l'autorisation des gouvernements français et américain. Le réacteur CFM-56 (il s'agit de la version 2 de ce moteur) est conçu, en coopération, par la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA) et par la firme américaine General Electric pour diverses applications civiles et militaires. En particulier, le réacteur CFM-56 est en cours d'installation sur les long-courriers Douglas DC-8 du Commandement du transport aérien militaire (Cotam) en France et sur les avions de ravitaillement KC-135 en service dans les armées de l'air française et américaine.

Le marché ne porte, à ce jour, que sur la livraison de deux exemplaires, dont le premier a été acheminé en Chine il y a déjà une semaine. Le second devrait l'être avant trois mois.

En outre, il est prévu que des représentants de la SNECMA et de General Electric séjourneront à Shanghai pour, notamment, surveiller l'application de l'accord qui interdit aux techniciens chinois de désassembler sur place le moteur pour une inspection ou un entretien. Dans le

cas d'une réparation, le réacteur devra être retourné dans les usines françaises ou américaines des deux constructeurs.

Cette restriction sera levée si la Chine décide d'acquiescer un lot plus important de réacteurs. En effet, il se pourrait que les Chinois éprouvent le besoin de placer de nouveaux moteurs de cette catégorie sur les treize-cinq Trident présentement en service dans leur flotte.

On sait, d'autre part, que la Chine envisage de commander des avions Boeing-737 de la série 200. Toutefois, si le choix se portait sur le modèle 300 de ce même avion de base conçu à Seattle, aux États-Unis, il se pourrait que cette version soit équipée de réacteurs CFM-56 (mais il s'agirait alors de la version 3 de ce moteur).

En attendant ces éventuelles commandes, les observateurs s'interrogent : pourquoi les Chinois se contentent-ils d'un achat de deux exemplaires du CFM-56 et pourquoi n'ont-ils pas pris la précaution d'usage de se faire aussi livrer un troisième réacteur de rechange ?

LÉGER REPLI DU DOLLAR

Le ton est resté très calme mercredi 30 mars sur les principales places européennes, le dollar reflétant un léger repli sur l'ensemble des marchés des changes.

A Paris, le « billet vert » est retombé à 7,2559 F contre 7,2985 F la veille, tandis que le dollar américain se négocie entre 2,4220 et 2,4230 DM à Francfort (2,4320 à 2,4327 DM la veille). La monnaie allemande se maintient à 2,9985 F à Paris, ce qui correspond au point le plus élevé du franc français au sein du système monétaire européen. Les dernières dispositions applicables aux résidents français se résument à l'étranger : tout achat effectué sur les marchés des changes.

Les autorités américaines ont admis par la voix du secrétaire au trésor, M. Donald Regan, que le cours du dollar est un peu trop élevé actuellement, mais Washington a clairement fait savoir qu'il n'entendait pas agir en ce sens pour modifier le cours de la monnaie américaine. « Avant que nous acceptions une forme d'intervention sur les marchés des changes ou l'instauration de taux de change fixes, ou qu'il y ait de cette nature, nous voudrions que ce soit beaucoup plus étudié », a-t-il déclaré, ajoutant que, la position américaine sur ce sujet était « toujours flexible ».

• Mouvement de grève chez British Leyland. — Deux mille ouvriers de l'équipe de nuit de l'usine de Cowley, dans la banlieue de Londres, se sont joints au mouvement entamé le 28 mars par trois mille ouvriers.

L'affaire des déchets de Seveso relance la polémique sur l'élimination des résidus chimiques en France

L'affaire des déchets de Seveso, entrés le 10 septembre 1982 sur le territoire français et convoyés de Marseille à Saint-Quentin (Aisne) par la Société provençale d'élimination de déchets chimiques (SPEDILEC), devrait avoir des suites judiciaires. Le gérant de la société marseillaise, M. Bernard Parigand, a été convoqué le 29 mars par le juge d'instruction de Saint-Quentin, mais il ne s'est pas présenté. Il devait être entendu ce 30 mars dans les locaux de la police judiciaire d'Amiens.

L'entrepôt de Saint-Quentin, qui avait été sous-jugé à la SPEDILEC, a été fermé le 29 mars sur décision du commissaire de la République de l'Aisne. La police judiciaire y a en effet découvert plusieurs centaines de fûts de 200 litres contenant du pyralène — et non pas de la dioxine comme à Seveso. A Amiens, la préfecture de région indique que cet atelier d'élimination du polychlorobiphenyle (P.C.B.), ou pyralène, « fonctionne dans des conditions irrégulières ». En conséquence, les déchets pourraient être envoyés dans une usine de retraitement de l'air pour y être « éliminés dans des conditions acceptables pour l'environnement ».

A Roumazières, en Charente, l'affaire des déchets de Seveso, et surtout la carte des décharges, publiée dans le dernier numéro de Science et Vie, a relancé la polémique qui dure depuis des semaines autour d'une décharge qui empoisonne la vie des rivières.

Une piste charentaise ?

De notre correspondant

Angoulême. — L'activité essentielle de Roumazières (1 500 habitants) est la production de briques et tuiles. C'est dans une carrière d'argile désaffectée qu'une entreprise marseillaise, l'Agence pour le conditionnement des déchets (ACODEC), gère une décharge contrôlée. Au fil des années, des milliers de fûts, amenés par des camions néerlandais, belges et italiens, ont été entassés dans cette carrière. Les odeurs nauséabondes, parfois incendie spontané ont d'ailleurs constitué l'un des thèmes de la dernière campagne électorale. Lorsque les habitants de Roumazières ont appris que le camion qui avait

introduit la dioxine en France le 10 septembre avait été affrété par l'ACODEC, ils ont immédiatement fait le rapprochement avec la société qui gère leur décharge.

Interrogé par les journalistes de la Charente Libre, M. Rocher, le responsable actuel de l'ACODEC, a déclaré : « sur l'honneur » qu'il n'y avait ni dioxine ni matière interdite sur la décharge de Roumazières. Il a affirmé également qu'il n'y avait eu ni livraison ni décharge de fûts la nuit. Cette dernière affirmation est en contradiction complète avec les témoignages des riverains.

Quant à savoir ce que contiennent réellement les milliers de fûts entassés dans la carrière, c'est le mystère. La Charente Libre a révélé que le Service des mines contrôlait les registres tenus par l'exploitant de la décharge mais non le contenu des fûts eux-mêmes. Or il faut se rappeler que la dioxine est entrée en France sous l'appellation fantaisiste de « résidus solides et déchets industriels contenant des produits aromatiques chlorés ».

Lundi, M. Rioux, maire de Roumazières, a donc demandé la fermeture provisoire de la carrière jusqu'à ce qu'une enquête détermine le contenu réel des fûts. Mardi, le commissaire adjoint de la République de Confolens, accompagné du directeur régional des mines, est descendu dans la décharge, a consulté les livres, mais aucun fût n'a été ouvert pour analyse. M. Barbot, commissaire de la République en Charente, a réuni mardi soir tous les fonctionnaires concernés pour examiner la demande du maire de Roumazières. Aucune décision n'a été annoncée à l'issue de cette réunion.

L'impression qui prévalait à Angoulême était que la piste charentaise pour les déchets de Seveso restait très hypothétique.

JEAN-PIERRE DUFRENNÉ

LA COMMISSION DE BRUXELLES

APPROUVE AVEC PRUDENCE

LE PLAN

DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

(De notre correspondant)

Bruxelles (Communautés européennes). — La Commission a pris connaissance des grandes lignes du programme d'action adopté le 25 mars 1983 par le gouvernement français. Sans se prononcer sur le détail de ces mesures, elle estime en première analyse que ce programme est susceptible de contribuer au renforcement de la convergence à l'intérieur de la Communauté et à la stabilisation du système monétaire européen (S.M.E.).

Tel est le communiqué publié ce mercredi 30 mars par la Commission de Bruxelles. La Commission approuve donc, mais, on s'en rend compte, avec une grande prudence, du bout des lèvres. A tel point que cette circospection, ce souci de l'engager le moins possible a donné lieu, lorsque le dossier a été ouvert, à une controverse entre le président Gaston Thorn et plusieurs commissaires, au premier rang desquels M. François-Xavier Ortoli, le vice-président chargé des affaires économiques et monétaires. Celui-ci estimait que la Commission, à l'instar de ce qu'elle a fait lors des précédents réajustements au sein du S.M.E. (dévaluation du franc belge en février 82 et dévaluation du franc français en juin 82), aurait pu manifester plus nettement et plus chaleureusement son appui à des mesures qui, en vérité, correspondent très largement, s'agissant de la politique conjoncturelle de la France, aux orientations proposées par la Commission elle-même en novembre et approuvées par le conseil des ministres des Finances des Dix en décembre.

P.L.

BAUME & MERCIER
GENEVE
1830

Riviera

réf. 5222.038/994 : montre pour Homme, bracelet bicolore, or et acier, lunette or et 18 carats — étanche — mouvement à quartz ultrapiquet. Disponible en 2 grammes.

FF 9'550.-

Aldebert
16, place Vendôme
1, bd de la Madeleine
70, tg Saint-Honoré
Palais des Congrès - Paris Mairie

mémogenda 83
DES OPPORTUNITÉS DE CARRIÈRES

3 000 adresses pour choisir
votre prochain emploi
et gérer votre carrière

- L'annuaire des responsables et services de recrutement cadres
- Les chasseurs de tête et les cabinets de recrutement
- Prenez rendez-vous avec les entreprises qui recrutent
- Le guide des 3^e cycles des formations complémentaires et les principaux centres de formation continue.

Par correspondance contre chèque de 100 F adressé à IDECOM, 57, avenue Montaigne, 75008 Paris.
En librairie diffusé par Bordes

RÉOUVERTURE LE 31 MARS
A 15 MINUTES DE L'ÉTOILE
AUTOUR DE LOUËL - D'ÉTOILE D'OR

54, ROUTE DE VERSAILLES - LOUVECIENNES - TÉL. 969.54.53

REPAS D'AFFAIRES
CABRE DE VERDURE
SALONS DE
RECEPTION

Nouvelle Formule :
MENU
GASTRONOMIQUE
à 120 Frcs par
et Grande Carte

AuBERGE Cœur VOÛT
PACHA CLUB DE 22 h. 30 à L'AUBE

امكان التوظيف